Sur la route des Croisades : Istanbul

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15084 – 7 F

MERCREDI 28 JUILLET 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Enlisement au Tadjikistan

LA Russie a du mal à gérer les crises que lui a léguées, comme autant de mines à retardement, la défunte URSS. Les affrontements en Asie centrale illustrent cette triste réalité. Boris Eltsine a tenté, lundi 26 juillet, dès son retour de vacances précipité, de définir une stratégie au Tadjikistan. L'armée russe y a lourdement favorisé l'an dernier la prise du pouvoir par les anciens communistes. Les vaincus, qualifiés d'islamistes, ont été chassés, par villages entiers, dans le nord de l'Afghanistan voisin. Ils avaient promis de revenir armés. Six mois plus tard ils passent à l'acte, et Moscou fait mine de s'étonner.

Pour éviter le poursuite des attaques contre les postes russes sur la frontière tadjiko-afghane, comme celle qui a coûté la vie le 13 juillet à vingt-cinq militaires, Moscou a pris lundi le décision d' « appliquer une politique unique au niveau de l'Etat et de coordonner les actions des ministères ». C'était bien le moins, mais on peut s'inquiéter que le ministre de la défense, Pavel Gratchev, ait été chargé de cette coordination. Cet ancien d'Afghanistan n'avait rien trouvé de mieux à déclarer, après l'attaque du 13 juillet, que son intention était d'infliger une « sévère punition aux chacals ».

POURTANT, le maréchal Chepochnikov, chef du conseil de sécurité russe, et rival de Pavel Gratchev, a expliqué pourquoi les solutions militaires étaient vouées à l'échec. Selon lui, lancer l'aviation contre les rebelles tadjike en Afghanistan est inacceptable. Ce serait recommencer le scénario de la défaite soviétique dans ce pays. L'artillerie russe fait déjà des dizaines de morts de l'autre côté de la frontière, surtout parmi les paysans afghans. Envoyer davantage de soldats russes sur cette frontière est impossible par manque de volontaires. Obliger l'Ouzbékistan et les autres Etats d'Asie centrale à envoyer leurs propres volontaires risquerait de déstabiliser ces pays.

Le retrait pur et simple des troupes russes entraînerait, selon le maréchal Chapochnikov, l'exode des 300 000 Russes qui vivent au Tadjikistan et l'obligation de reconstruire une frontière plus au nord, ce qui n'est pas envisageable matériellement. Il ne reste donc qu'une seule solution, celle de la diplomatie.

LES conseillers de M. Eltsine en sont conscients et le ministre des affaires étrangères Andreï Kozyrev a même été nommé représentant personnel du président au Tadjikistan. Mais quand on sait le peu de poids de ce dernier face aux militaires dans les conflits périphériques, et qu'on l'entend déclarer qu'il faut négocier avec l'opposition tadjike, « mais pas avec celle qui est armée et qui ne mérite que des missiles », on peut craindre le pire. La Russie démocratique un alignement dans un nouveau « bourbier afghan ».

Soulevant une vague de protestations dans toute la Russie

Le retrait des anciens roubles met M. Eltsine en difficulté

Le retrait de la circulation des roubles émis avant 1993 a suscité un vent de panique dans la population qui s'est précipitée sur les guichets des banques.

Cette décision est jugée sévèrement par les autorités monétaires internationales, car elle entame un peu plus la confiance des Russes dans leur monnaie. Le chaos provoqué affaiblit la position de Boris Eltsine, rendu responsable de l'« impréparation » de cette décision par l'ensemble des forces politiques du pays.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Mais qui a pu commettre une telle erreur? Tout le monde se pose la question à Moscou au vu des conséquences désastreuses de la décision, annoncée dans la nuit du vendredi 23 au samedi 24 juillet, par la Banque centrale de Russie, de retirer de la circulation tous les billets émis avant 1993.

Certes, Boris Eltsine, rentré précipitamment de vacances, a bien décidé, lundi, d'assouplir les modalités de cette mesure, en prolongeant jusqu'à la fin août le délai, initialement limité à deux semaines, au cours duquel l'échange de « vieux » billets contre des nouveaux sera possible et en augmentant, de 35 000 à 100 000 roubles, le plafond maximum d'échange en liquide. Les critiques contre cette décision, et surtout contre l'impréparation qui l'a entourée, sont pourtant unanimes.

Pour le moment, en effet, seul le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, a eu le courage, ou le manque de flair politique, d'expliquer, sinon de défendre, la décision prise, selon lui, avant tout pour endiguer le flot de roubles se déversant sur la Russie à partir des anciennes Républiques de l'ex-URSS.

Sinon, la levée de boucliers est générale. Ainsi, toutes les forces politiques, des démocrates-radicaux aux nationalistes-communistes en passant par les « centristes » de l'Union civique ont condamné la décision et demandé son abrogation. Pour les libéraux, l'impopularité de la mesure va entraîner toute la population à s'opposer désormais au mouvement de réformes. Selon eux, il s'agit de *« la dernière provocation »* de la Banque centrale, qui dépend du Parlement, pour déstabiliser le pays.

Si le président de la banque, Viktor Gerachtchenko, a déclaré que cette décision avait été prise, samedi, en accord avec le président du Parlement, Ruslan Khasbulatov, ce dernier a précisé, lundi, au cours d'une brève intervention télévisée, que les députés n'avaient pas été consultés et a demandé la levée de toutes les limites entourant l'échange des billets.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire la suite et nos informations page 6

Sida : retrait de neuf tests de dépistage

En raison de leur médiocre efficacité, Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, a décidé le retrait du marché de neuf tests de dépistage de l'infection par le virus du sida sur les trente et un actuellement commercialisés en France. La direction de l'Agence du médicament a demandé aux fabricants concernés de cesser la distribution de ces produits et de rappeler ceux déjà livrés.

page 8

Israël poursuit ses bombardements

Malgré de multiples appels à la retenue, Israël a poursuivi, mardi 27 juillet, pour le troisième jour consécutif, ses bombardements au Liban, tandis que le Hezbollah pro-iranien irait de son côté de nouvelles salves de roquettes contre le nord de l'Etat juif. Le Liban a demandé un report de la réunion *« urgente »* du Conseil de sécurité, réclamée lundi, tandis que le secrétaire d'Etat américain a écourté son voyage en Asie.

page 3

Les missions des « casques bleus » français

A l'heure où le général Briquemont annonce que ses *« casques bleus »* de Bosnie riposteront à toute nouvelle attaque contre leurs positions, les réflexions actuelles sur le rôle des contingents français au service de l'ONU conduisent les états-majors à souhaiter davantage de discernement, de la part du gouvernement, dans son acceptation des missions de paix.

page 4

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ *Le pic du Midi sous surveillance* ■ Lazer, village oublié ■ Bactéries mutantes à New-York ■ Sida, parole de star.

pages 11 et 12

Les « accros » du jeu

Les Français ont misé en 1992 plus de 70 milliards de francs. La vogue des jeux de hasard entraîne des phénomènes de dépendance

par Jean-Jacques Bozonnet

Parce qu'en période de crise, il faut vivre d'espoir, la France joue. Quand la réussite sociale par le travail devient aléatoire, pourquoi, en effet, ne pas s'en remettre au hasard? En 1992, les Français ont misé plus de 70 milliards de francs. Un chiffre record. Cette flambée ne touche guère les courses hippiques, dont le montant des enjeux, selon une étude récente de l'INSEE (1), suit la courbe des salaires et du chômage.

Lire la suite page 9

(1) *Les parieurs et les enjeux au PMU*, par Dominique Dubeaux, juin 1993.

L'apprentissage du cycle récession-reprise

Le gouvernement affirme que l'économie française est sortie de la crise. Les indices sont encore fragiles. Le discours se veut mobilisateur.

par Erik Izraelewicz

La France est sortie de la récession. Depuis quelques jours, le gouvernement d'Edouard Balladur prend appui sur le moindre indice pour l'affirmer. La reprise serait *« au coin de la rue »*. Le diagnostic a un mérite. Il dit aux acteurs de la vie économique, français et étrangers, une vérité qu'ils avaient peut-être tendance à négliger : après quarante ans d'une croissance relativement régulière, l'économie française est redevenue cyclique. Davantage insérée dans l'économie mondiale et partiellement banalisée dans ses structures – sur le modèle anglo-saxon, – elle vit désormais avec des fluctuations conjoncturelles beaucoup plus fortes qu'auparavant. « Après la pluie, le beau temps », dit un dicton populaire. « Après la récession, la reprise », explique schématiquement la science économique. Elément nécessaire d'une politique de relance, le discours sur la sortie de récession est pourtant peut-être aujourd'hui quelque peu prématuré.

La vie économique n'est pas un long fleuve tranquille, mais bien plutôt, pour s'en tenir à la métaphore, un torrent avec ses cascades et ses retenues d'eau. Depuis plus d'un siècle, la science économique en revient d'ailleurs constamment à l'analyse des cycles dans l'activité des hommes. De multiples cycles, de durée et de nature souvent différentes, ont ainsi été repérés, alimentant des réflexions théoriques contradictoires. Tout étudiant en économie s'initie ainsi d'abord au « cycle du porc », avant de tenter de comprendre celui des investissements, le cycle court de Juglar ou les vagues longues de Kondratieff. Au-delà des polémiques, ces théories s'accordent aujourd'hui sur un point : l'économie ne connaît en général qu'exceptionnellement une croissance régulière. Elle est naturellement amenée à vivre avec des fluctuations plus ou moins fortes.

La France connaît, à cet égard, une situation exceptionnelle. Pendant près de quarante ans, depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'au milieu des années 80, elle a réussi à conserver une croissance relativement régulière.

Lire la suite page 21

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Juillet-août 1993
Numéro spécial

■ **Les conflits du Proche-Orient**

Israéliens et Palestiniens ont commencé de négocier fin octobre 1991 à Madrid. Ces pourparlers, qui ont le mérite d'exister après quarante-trois ans de froid glaciaire, traînent en longueur.
L'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990 suivie par la guerre du Golfe ont compliqué davantage encore la situation au Proche-Orient. Saddam Hussein, toujours au pouvoir à Bagdad, continue de défier l'ONU. Le Liban, où les armes se sont tues, traverse une grave crise économique. De nombreux problèmes demeurent sans solution : l'exode des populations ou la répartition des richesses du sous-sol.
Au sommaire des *clés de l'info* : la nouvelle vague de privatisations, dix années de pouvoir socialiste en Espagne, les élections au Cambodge, les interminables négociations du GATT, la crise au Japon, la révision de la Constitution française, la correction des variations saisonnières, le prix du bac, les supercoupes de football.

En vente chez votre marchand de journaux - 17 F

Les « marrons » de la Réunion

Le président du conseil général, mis en examen pour corruption, est toujours en fuite

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

de notre envoyée spéciale

Dans le quartier des Patates-à-Durand, en face du lycée du Butor, en plein centre de Saint-Denis, on a remplacé un enchevêtrement de tôles rouillées par une belle palissade vert anis qui encercle ce que, de loin, on pourrait prendre pour un terrain vague. C'était juste avant les législatives, et il fallait bien faire propre. Il y a un trou dans la palissade, comme un gros œillet-ton protégé de l'intérieur par un verrou. Un terrain vague noyé d'herbes folles? Non, un hameau caché, un bidonville au cœur de la ville. Et une petite fille de neuf ans qui joue sous les arbres.

Elle est née là, comme sa mère et sa grand-mère. C'est avec gêne et une infinie pudeur que l'on vous fait pénétrer dans ce cloaque nauséabond. Il y a là quatre ou cinq cases de tôle ondulée, des poules et quelques fleurs, pour faire joli quand même. La mère est femme de ménage, le père vigile. Ils auraient bien de quoi payer un loyer, mais on ne leur donne pas de logement, car il n'y en a pas. Quand il pleut dehors, il pleut aussi dedans. On se lave sous un appentis. Et le même seau hygiénique sert aux parents et à leurs trois enfants. Dans la case voisine, un oncle invalide passe son temps à renverser la lampe à pétrole ; on craint qu'il ne mette le feu. La famille a un téléviseur et une voiture. La mère *« fait de l'eczéma »*. La nervosité, sans doute, qui l'entraîne au bord de larmes de rage et d'impuissance. *« De temps en temps, je n'ai pas envie de vivre. »*

AGATHE LOGEART
(avec ALIX DIJOUX)

Lire la suite page 7

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 455 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 260 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 49 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 190 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

SUR LA ROUTE DES CROISADES

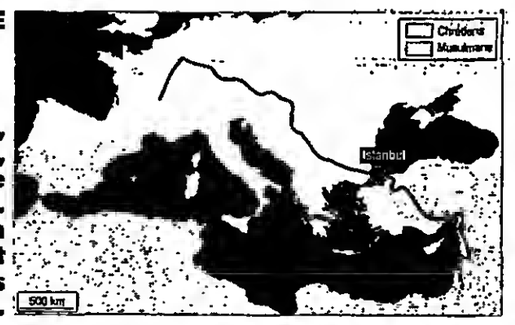
par Jean-Claude Guillebaud

GRAVURE DE GUSTAVE DORÉ/COLLECTION VIOLLET

Les chroniques médiévales permettent de se faire une idée de la stupéfaction incrédule qui fut celle des croisés en leur premier bivouac.

8. – *Istanbul la ville des villes*

TURQUIE



En arrivant devant Constantinople, les chevaliers francs, éblouis, découvrent un monde, une civilisation en avance sur l'Occident. Aujourd'hui, Istanbul redevient un fabuleux carrefour où se retrouvent les musulmans venus des « républiques sœurs » de l'ex-URSS.

Cet éblouissemeot-là fut l'uo des plus extraordinaires de l'Histoire. Il a traversé oeuf siècles comme un électrochoc culturel, nourri des chansoos de geste et des chroniques, des légendes et des épopées. Commeot o'y songerais-je pas, le cœur battant, lorsque mon traio, l'Istanbul Express, qui arrive de Munich, Vienne et Sofia en sortant des Balkans, looge enfin les premiers pans de la moraille byzantioe dont les vestiges bordent eocore la mer de Marmara? Reconstruite au cinquième siècle par l'empereur Théodose, cette muraille fabuleuse qui se prolooge perpendiculairement jusqu'à la Corne d'Or, puis jusqu'au Bosphore (20 kilomètres au total) protégeait Constantinople le 23 décembre 1096 lorsque l'armée de Godefroi de Bouillon vint huter sur ses fossés.

Elle est toujours là! Avec ses quatre-vingt-seize tours, ses épaisseurs de brique et de roc percées d'ogives et de portes.

Ce 23 décembre 1096, c'est la veille d'uo Noël étrange. Les « batailles » de chevaliers et de gueux épuisés par la route, les soudards lothariogiens et les « sergeots » wallons catapultés vers ce qui est eocore l'antre bout du moode cooou s'apprêtent à découvrir une cité incroyable dont la description, mille fois répétée, va hientôt traverser tout l'Occident.

Derriére l'arrondi des murailles, en effet, sur ce promontoire aux « sept collioes » qui est comme un « bras » de l'Europe tendu vers l'Est pour effleurer l'Asie, s'étage la *« ville des villes »* comme l'appellent les Chioois de l'époque, une « deuxième Rome » de six cent mille babitants. Quand Paris là-bas, dans cet Empire latin d'Occident ruiné par des siècles d'invasions, n'est qu'une bourgade primitive de vingt mille âmes et que, dans les provinces du royaume des Francs, la plupart des châteaux soot encore des fortins de bois.

La ville des villes?

Pour qui arrive, comme moi en 1993, des territoires dévastés de l'ex-empire soviétique, pour qui vient de Bucarest ou de Sofia avec leurs maigres lumières, leurs vitrines pingres et leurs boulimies un peu vulgaires – ces fatalités du post-communisme, – l'éblouissement n'est pas si différent. Les Balkans eux aussi sont épuisés par une longue barbarie. Qui ne serait ébahi, subjugué, saoulé par cette cité frénétique et douce à la fois aux dix millioos d'habitants, dix mille taxis, deux millions de touristes et milliards de bruits, qui surgit au bout du cbemio? Et plus encore lorsqu'on y arrive à petite vitesse par ce train démantibulé, ce fantôme patbétique de l'Orient-Express de jadis qui n'a plus aujourd'bui oi velours pelucbeux ni wagoos-saloos au luxe kitscb, ni menus écrits à la plume d'oie. Juste une rame de quatre voitures à peu près vides d'où émergent, pendant les longues haltes oocturnes, quelques routards ensommeillés et sans le sou. Bien avant Istanbul, d'aillenrs, sont venues eo quelque sorte à ma rencontre les rumeurs d'immenses chantiers de « villes oouvelles », de nœuds routiers et de gares, qui apporteot jusque daos les campagnes de Tbrace le souffle d'uo dynamisme « stanbuliote » dont nous avoos perdu l'babitude.

Je ne suis pas le seul à être ébloui par cet Istanbul moderoe qui explose de vie et de projets. Les nouveaux commerçants privés de Bulgarie, d'Ukraine, de Géorgie ou des Carpates roumaines viennent désormais s'approvisionner sur le Bosphore. Des batailloos de faux touristes musulmans accourus des Républiques sœurs de Kirghizie, de Turkménistan ou d'Azerbaïdjan débarqueot sans cesse à l'aéroport d'Istaobul avec d'énormes valises vides à remplir et se précipiteot au Grand Bazar de la vieille ville. Des autobus eotiers de retraités européens font route en permaneoce vers Sainte-Sophie, Topkapi ou la Mosquée bleue. Et tous ces geos peuveot bieo se frotter les yeux avec la même iocrédulité. Certains lieux paraisseot désignée par l'Histoire pour stupéfier l'univers. Celui-là en est un. A oouveau. Comme hier.

Soyons plus précis. L'histoire, cette fois, vaut encore mieux que la légende. Lorsqne les cavaliers de Godefroi arrêtent leurs chevaux fourbus fin décembre 1096 près de la porte de Gyrolimne, au pied du palais de Blachernes où règne l'empereur Alexis Comoéne, Constaotinople incarne l'extrême avancée de la civilisation et – avec la Chine – l'apogée de toute la splendeur du monde.

Les cbroniques médiévales de Robert de Clary permettent de se faire une idée de la stupéfaction incrédule qui fut celle des croisés en leur premier bivouac. *« Tant y avait de riches vaisselles d'or et d'argent et de drap d'or ettant de riches joyaux que c'était une finemerveille du grand avoir qui en ce lieu fut apporté; et jamais depuis que ce siècle fut instauré n'y eut de si grand avoir, si noble et si riche, ni vu ni conquis, ni au temps d'Alexandre, ni au temps de Charlemagne, ni avant ni après. »*

Les croisés aperçoiveot, au-delà de murailles, un périmétre inouï de palais et de statues, de porpbyre et d'or, uo jaillissement de colonoes et d'églises byzantines avec des places immenses dallées de marbre, des avenues – comme celle de la Mésée partant du forum d'Auguste – où s'aligneot des boutiques à étages. Uo bippodrome romain de 400 mètres de long et trente mille places surplombant la mer de Marmara, bâti jadis par Septime Sévère et agrandi par Coostantin le Grand. Et ces cobues de serviteurs dans les avenues, ces animaux étranges – cbameaux, éléphants – que mènent des esclaves *« noirs comme le péché »*... Et Sainte-Sopbie la byzantioe (aujourd'hui mosquée) avec sa coupole à 51 mètres du sol et ses autels couverts d'ivoire, d'or et de pierres précieuses... Et ces aqueducs vertigineux de plus de 1 kilométre, ces cent soixante tbermes, ces deux cents églises...

Se frotteot-ils les yeux eux aussi, ces cavaliers francs brûlés par la route? Sait-on vraiment ce que fut cette journée-là pour ces athlètes sans peur mais souveot illettrés qui, après 6 000 kilométres, arrivaient des brumes d'Europe et des montagnes d'Auvergne?

La splendeur de Coostantinople et le contraste qu'elle offre avec l'archaïsme de l'Occident résument toute l'histoire du premier millénaire chrétieo. Cette métropole de marchands et de prêtres, cette cité munificente et cruelle comme les jeux du cirque qu'elle affectionne, cette capitale rusée comme ses intrigues de palais, mystique et voluptueuse comme l'Orient, c'est une cbrétienté mise à l'abri pendant cinq siècles derrière ses murailles et sauvée des régressions barbares comme des décadences. C'est aussi l'héritière d'Athènes et de Rome qui s'est protégée obstinément de tous les périls. Eo ce onziéme siècle, elle tieot toujours les routes du blé, de l'or, de l'étain, des étoffes et du cuivre; elle cootrôle les pistes caravaniéres de l'Orient, administre un empire et règne sur les mers.

Et sur la foi.

Fondée dans la nuit des temps sous le nom de Byzance (sept siécles avant J.-C.), rebaptisée en 325 par Constantin, l'empereur cooverti au cbristianisme, elle est devenue la capitale de l'Empire romain d'Orient, la « deuxième Rome » quand l'Occident sombrait dans la décadence et que Rome – la véritable – était réduite au chaos par les révolutions et les iovasions des Germaios ou des Huns. Barricadée derriére ses murailles, protégée à l'est par le Bosphore, Constantinople a su résister pendant des siècles aux menaces et aux pillages.

La ville impériale
a souffert
des émeutes,
des guerres
dynastiques
et des incendies

Lorsque la puissance des remparts ou de l'éoorme chaine qui barrait la Corne d'Or, celle des feux grégeois et des armes, n'y suffisaient pas, il restait toujours assez d'or pour acheter la convoitise des barbares qui s'en retournaient – comme firent les Huns – vers leurs steppes d'Asie centrale, leurs mules chargées de « cadeaux ».

Certes, la ville impériale a souffert des tremblements de terre, des émeutes, des guerres dynastiques et des incendies. Mais, en 1096, lorsque le pieux Godefroi la découvre, elle vieot de vivre, depuis le neuviéme siècle, son deuxième âge d'or (le premier étant sous Justinien en 527-565). En vérité, les croisés pénètrent cet hiver-là dans un monde et une civilisation qui, malgré le réveil culturel et économique du haut Moyen Ageeuropéen, oot encore deuxhons siècles d'avance sur l'Occideot. Neuf siècles après, forcément, mes curiosités et mes courses oe sont pas tout à fait celles des touristes. Ce Tekfur-Saray où je rôde d'abord, c'est l'endroit stratégique de la première Croisade. Loio du Bospbore, à l'endroit où la muraille de l'ouest rejoint les rives de la Corne d'Or, c'est là où se trouvait le palais de Blachernes d'Alexis Comnène, bientôt remplacé par le palais byzantin de Tekfur. C'est là que l'empereur reçut, l'uo après l'autre, les chefs des quatre armées franques venues d'Europe. Avec dans l'esprit, comme oo le verra, autant de craiote que d'arrière-pensées.

Au nord-ouest, sur la colline d'Ayup que coiffe une mosquée, Pierre Loti aimait à rêver d'orientalisme fin de siècle. Uo café à terrasse porte eocore soo nom et l'eodroit n'est pas mauvais pour apprécier la situation qui est celle de décembre 1096. En face, sur l'autre rive de la Corne d'Or, Alexis Comoène a attribué aux « multitudes celtes » uo cantonnement hors les murs, dans l'ancien faubourg de Péra. L'empereur redoute que la coocentration progressive des armées croisées au pied des murailles ne donne à celles-ci l'envie de mettre fio aux palinodies byzantines et aux « frictions » diverses en prenant la ville d'assaut (les croisés ne furent d'abord autorisés à pénétrer dans Constantinople que par groupes de cinquante et sous escorte...). Il faut dooc, au plus vite, leur faire franchir le « bras » (le Bospbore) pour qu'en Asie elles emploient leurs forces contre le sultan des Turcs Seldjoukides, Kilidj Arslan, qui de Nicée (Iznik), doot il a fait sa forteresse, en 1081, menace directement Coostantinople.

Ce périmétre de Péra où bivouaquent les Francs, ce lieu de quarantaine forcée, s'appelle aujourd'bui le quartier de Beyoglou. Soo destio initial – celui d'uoe sorte d'aotichambre devant Constantinople – a curieusemeot perduré au cours de l'Histoire. Et jusqu'à aujourd'bui. Beyoglou fut eo effet le quartier des ambassades et des légations, jusqu'à la proclamatioo de la République turque en 1923 par Mustapha Kemal et le transfert à Aokara de la capitale.

C'est toujours – depuis les Croisades! – le quartier européen d'Istanbul. Hier celui des marcbands italieos ou juifs bénéficiant des « capitulations », il est aujourd'bui celui du grand commerce, des écoles occideotales, des boîtes de nuit et des hôtels internatiooaux. J'y rejoios l'Institut français d'études anatoliennes, où travaillent des chercheurs français et torcs. C'est uo parc ouvraot dans une ruelle en peote, la rue Nuru-Ziya. Avant 1923, l'ambassade de France y était installée. Le calme de l'endroit, les odeurs de chèvrefeuille et les bourdonnements assourdis de la ville, au-dehors : tout invite à des conversations distanciées. J'eo aurai beaucoup, ici ou ailleurs. Comment en rapporter l'essentiel sans forcer le trait?

Sans que j'insiste, on me parle immédiatement de la nomioatioo de Tansu Ciller, une femme – la première – à la tête du gouvernement, certes. Mais aussi, paradoxalement, des récents succès du fondamentalisme musulman (26 % des voix dans quatre mairies sur six aux municipales partielles de novembre 1992) et de ces nostalgies bizarres pour le passé ottoman qui s'expriment désormais à voix haute. Ici, en somme, comme partout ailleurs sur ma route, voici la mémoire collective à nouveau convoquée, sollicitée, réexaminée. Là aussi, en somme, « le passé revient ». Mais, à Istanbul, c'est dans un contexte très spécifique : celui d'une République turque ayant entrepris, voici soixante-dix ans déjà, une occideotalisation à marche forcée. Le projet d'Atatürk – qui fit interdire le voile et le fez, fit transcrire le turc en caractère latin, etc. – était bieo d'amarrer la nouvelle Turquie à l'Europe. Soixante-dix ans, ce n'est pas rieo. Deux générations de Turcs au moins fureot éduquées dans cette perspective.

Le retour
à l'islam
est complexe,
contradictoire,
politiquement
hétéroclite

Toute référence au passé ottoman était bannie. Toute allusioo exagérée à l'islam plutôt mal vue. Les Turcs apprirent – difficilemeot – à oublier l'écriture arabe et cette vieille langue, l'ottoman, truffée de mots farsis ou coraniques. Le kémalisme, ce fut la modernité et les Lumières occideotales mais imposées par le haut. Et à tous. An besoin à coups de trique. *« A l'école,* me dit Nevra Necipoglu, professeur d'histoire à l'université, *on apprenait essentiellement l'histoire de la Turquie moderne. Très peu celle d'avant. »* Le kémalisme, qui est toojours la doctrine officielle de la Turquie, c'était le grand *« choix de l'Ouest »* cootre celui de l'Orient, celui de l'avenir contre celui du passé, celui des changements contre celui de traditions. Un choix comparable à celui que fit, un demi-siècle plus tard, le chah d'Iran, dont le père, d'ailleurs, était un grand admirateur de Kemal Atatürk.

C'est à la « révolution kémaliste » que la Turquie ressuscitée des décombres de l'ex-Empire ottoman doit d'être aujourd'hui un pays moderne et industriel. Qui mettrait cela en doute?

Soixante-dix ans plus tard, dans la Turquie de 1993, voilà qu'il se passe pourtant d'étranges retours d'âme. Ils se manifestèrent notamment sous la présidence de Turgut Ozal, aujourd'bui disparu. Faut-il appeler cela de la nostalgie? Uoe manière de nationalisme déguisé? Une quête d'Ideotité? Une déception devant les réticences européennes à accueillir Ankara parmi les Douze? Un rejet de l'Occident? Disons, au minimum, une curiosité confuse et forte pour « ce qu'on était », uoe redécouverte de la part orieotale et islamique que chaque Turc porte en lui-même. L'expression au grand jour de ce qui était depois trois quarts de siècle refoulé dans le secret des consciences. Musique « arabesque » qu'on eoteod partout, films à la gloire des croyants persécutés (comme la superproduction *Minye'li Abdullah*, doot la cassette est en vente dans les librairies islamiques), revues innombrables et littératnre. Tout se passe comme si, là aussi, le passé qu'on croyait aboli refaisait surface.

Ce mouvement de balancier n'est pas, eo soi, politique. Il n'empêcbe qu'il se combine avec un progrès contino, spectaculaire, dn fondamentalisme islamique. Les femmes voilées sont plus nombreuses dans les rues d'Istanbul. Nevra Necipoglu m'assure que, parmi ses étudiantes de l'université, 20 % environ ont repris le voile. Certains quartiers comme celoi de Fatih ou l'université Beyazit soot à dominante islamique. On m'emmène visiter des librairies spécialisées – dont celle de la galerie Beyaz-Saray – pour que je m'assure du oombre et de la qualité des publicatioos islamiques.

Elles s'accompagnent d'éditions de cassettes vidéo, de disques compacts de chanteurs proches des Ulkücü (nationalistes) et de posters en tous genres exaltant l'orgueil ottoman reoaissaot de ses cendres. Sans oublier une chaîne de télévisioo, TRGT, appartenaot au journal *Turkyé*, à la fois islamiste et natiooaliste. Atteotioo aux caricatures! Ce retour à l'islam est complexe, contradictoire, politiquemeot hétéroclite. Il s'exprime souveot de manière plus légitime par le biais des confréries soufies et de leurs *vaksif* (fondatioos), qui agissent efficacement sur le terrain social. En outre, les partis fondamentalistes ont été sagement intégrés an jeu politique officiel et n'ont donc pas – sauf exception – la violence des groopuscules clandestins, comme ceux d'extrême droite et d'extrême gaucbe qni s'affrontaient avant le coup d'Etat de 1980. Quant au régime turc, il assure combattre, comme par le passé, la tentation théocratique.

Certes. Je garde malgré tout en tête cette réflexioo d'uo universitaire français bon connaisseur dn pays : *« On a sûrement trop négligé ce qui se passait ici. »* ■

PROCHAIN ÉPISODE : ISTANBUL (TURQUIE), L'EMPIRE DES FEMMES

هكذا من الأصل

ÉTRANGER

La poursuite de l'opération « Règlement de comptes » au Liban

Pour tenir des consultations d'urgence sur la situation au Liban, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher a décidé d'écourter une tournée asiatique et de rentrer, mardi 27 juillet, à Washington. Après Singapour où il se trouvait, M. Christopher devait se rendre en Australie et aux îles Maldives, avant d'aller au Proche-Orient.

Le secrétaire général des Nations unies avait exprimé, lundi 26 juillet, sa *« profonde préoccupation »* face à *« l'escalade de la violence entre Israël et le Liban »*.

Dans un communiqué, Boutros Boutros-Ghali avait *« déploré les attaques israéliennes contre le Liban (...) et les attaques au mortier contre le nord d'Israël »*, et demandé à la Force intérimaire de l'ONU au Liban de *« contacter les deux parties pour leur demander de faire preuve de modération »*.

La Grande-Bretagne, de son côté, a fait part de sa *« grande inquiétude »*, jugeant que *« le cycle de provocations et de représailles doit cesser »*. Pour le ministre des affaires étrangères français, Alain Juppé, c'est le Hezbollah qui est le principal responsable de la situation actuelle, dans la mesure où *« les choses ont commencé (...) par des tirs du Hezbollah »*. Mais le Quai d'Orsay n'en a pas moins *« appelé Israël à mettre fin, dans les plus brefs délais »*, à son opération, *« qui porte atteinte à la souveraineté du Liban et risque de mettre en danger le processus de paix au Proche-Orient »*.

Dans le même temps, Paris a déploré les atteintes à la sécurité d'Israël, *« à laquelle la France est attachée »*. Dans ce concert d'appels à la retenue, une seule note discordante s'est fait entendre : le guide de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, a exhorté lundi *« les combattants libanais et palestiniens à renforcer leur résistance contre l'agresseur et le régime brutal d'Israël »*. – *(AFP, Reuter.)*

Israël est déterminé à neutraliser la milice pro-iranienne

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Quarante-huit heures après le déclenchement de l'opération « Règlement de comptes » (*le Monde* du 27 juillet), l'objectif poursuivi par Israël au Liban se précise : provoquer un exode massif des populations chiites vivant aux abords de la « zone de sécurité », afin de dépister plus aisément les combattants du Hezbollah et les neutraliser.

Réuni en séance extraordinaire, la troisième depuis dimanche, le conseil des ministres a donné, lundi soir 26 juillet, carte blanche aux militaires pour mener à bien cette mission. Les dirigeants israéliens espèrent ainsi que les villageois chiites, derrière lesquels se retranchent, selon eux, les quelque 2 000 combattants pro-iraniens, exerceront des pressions sur le gouvernement libanais pour freiner les ardeurs du Hezbollah.

Le plan en trois étapes mis au point par les stratèges israéliens est pour l'instant respecté à la lettre. Il dormait dans les tiroirs de l'état-major depuis octobre dernier, date à laquelle, au dire du premier ministre Itzhak Rabin, il avait déjà failli être appliqué. A l'époque, les attaques du Hezbollah contre les soldats de l'Etat juif et les localités du nord s'étaient intensifiées, mais pas suffisamment pour convaincre M. Rabin d'agir.

Dans un premier temps, les avions israéliens ont pilonné les régions proches des villages chiites à partir desquels le Hezbollah lance ses offensives. Puis les hélicoptères et l'artillerie sont entrés en action pour bombarder la lisière de ces mêmes villages. La troisième étape du plan a commencé dans l'après-midi de lundi et se poursuivait mardi matin : l'artillerie et l'aviation tentent de déloger les intégristes retranchés dans les sites habités. Des raids sont lancés toutes les cinq minutes contre la Bekaa libanaise, des cibles aux alentours de Beyrouth, la région de Tripoli au nord, et les zones à forte concentration chiite. L'artillerie tire 24 heures sur 24, et près de mille obus ont été lancés depuis lundi matin en direction du nord de la « zone de sécurité » occupée par l'Etat juif en territoire libanais.

« Un tel plan, ambitieux, exige du temps et, sans l'intervention de Damas, il a peu de chance d'aboutir », écrit mardi matin le quotidien *Haaretz*. Car la grande inconnue demeure toujours la Syrie. Les dirigeants israéliens estiment qu'un affrontement avec Damas est exclu, malgré la mort de quatre soldats syriens. Le chef d'état-major, le général Ehud Barak, exprime le sentiment général en Israël lorsqu'il déclare : *« Nous attendons que la Syrie fasse preuve de bon sens, montre qu'elle souhaite la poursuite du processus de paix, et exige du Hezbollah qu'il cesse ses agressions contre notre frontière. »*

Un seul écart au plan israélien a jusqu'à présent été entériné par le gouvernement : une opération de commando effectuée par des plongeurs au nord de Tripoli, qui s'est soldée par la mort de trois combattants du Front populaire de libération de la Palestine-commandement général d'Ahmed Jibril. *« Nous avons simplement voulu montrer aux terroristes qu'ils ne pouvaient se sentir en sécurité nulle part au Liban »*, a affirmé le chef du commando.

Premières critiques

A ce stade, le gouvernement ne semble pas désireux de lancer une opération terrestre en territoire libanais. La majorité des dix-huit ministres a déjà fait savoir qu'elle voterait contre une telle action. Ce qui n'a pas empêché le général Barak d'appeler lundi soir l'équipe dirigeante à *« ne pas exclure la possibilité que nos soldats foulent le sol libanais si besoin est »*. M. Rabin, pour sa part, s'est contenté de signifier que *« l'opération se poursuivrait tant que tous ses objectifs ne seront pas atteints »*. Or, selon le commandant de la région nord d'Israël, le général Itzhak Mordechaï, *« la plupart des intégristes ou Hezbollah sont toujours barricadés dans les villages chiites et sont encore postés sur une ligne allant du littoral méditerranéen au secteur situé au nord de la ville frontalière de Kyriot-Chmona »*. Il a estimé que quarante d'entre eux ont déjà été tués et des dizaines d'autres blessés depuis dimanche.

M. Rabin jouit pour le moment du soutien de son gouvernement, mais de premières critiques se font entendre, d'autant qu'un soldat israélien a été tué lundi au Liban et qu'une bonne partie des 150 000 habitants des localités frontalières sont terrés dans les abris depuis dimanche matin, tandis que les autres ont fui vers l'arrière-pays. Les quatre ministres du parti de gauche Meretz, tout en soutenant le gouvernement par esprit de *« solidarité nationale »*, ont exprimé des craintes de voir l'opération *« déraper »* à tout moment. De leur côté, quatre ministres travaillistes ont mis en garde M. Rabin contre le risque d'un nouvel enlisement dans le « bourbier » libanais.

Cependant, même si, selon un haut responsable militaire, le Hezbollah a toujours la capacité de tirer – *« avec la même intensité »* – des roquettes contre le nord d'Israël, il doit savoir qu'il *« ne peut avoir le dernier mot »*. *« Si notre plan d'attaque se réalise sans être compromis par des pressions de l'ONU ou des Etats-Unis, les localités de la Galilée connaîtront une période de grand calme pendant longtemps »*, nous a assuré ce responsable. Selon lui, les bombardements se poursuivront pendant plusieurs jours. – *(Intérim.)*

Le Hezbollah a continué de pilonner le nord de l'Etat juif

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

Malgré un bilan provisoire de quarante morts et de plus de cent blessés, pour la plupart des civils, l'opération « Règlement de comptes », lancée par Israël, dimanche 25 juillet, au Liban, ne semble pas avoir impressionné ses destinataires. Directement visée par l'Etat juif, la milice chiite du Hezbollah pro-iranien a continué lundi ses attaques contre le nord d'Israël et la zone d'occupation israélienne au Liban sud, où sont tombées depuis quarante-huit heures près de deux cents roquettes katiouchas.

L'aviation israélienne, pour sa part, a effectué lundi, selon un officier de l'ONU, plus de cent raids qui ont frappé à la fois le Liban sud, la Békaa Ouest et le Liban nord. Le double objectif israélien, tel qu'énoncé par le ministre israélien des affaires étrangères Shimon Pérès, à savoir *« frapper directement ceux qui nous attaquent »* et pousser les *« habitants du Liban et les gouvernements arabes »* à agir contre les forces anti-israéliennes, ne semble pas près d'être atteint, au moins dans son deuxième volet.

Conscient de l'objectif israélien, le Hezbollah, dont la popularité relative au Liban est essentiellement liée à son action sociale, a décidé de prendre en charge la plupart des habitants de la Békaa Ouest qui ont fui leurs villages. La formation intégriste a ainsi ouvert plusieurs centres d'accueil pour atténuer les effets négatifs de ce nouvel exode, sans précédent depuis 1982. Selon la police libanaise, près de 200 000 personnes ont déjà fui les zones bombardées. Quant aux gouvernements arabes, ils ont quasi unanimement condamné l'opération israélienne.

Tentative de médiation

Parrain des accords de Taëf, qui ont ramené la paix civile au Liban, l'Arabie saoudite a *« appelé le Conseil de sécurité des Nations unies à intervenir d'urgence, pour mettre fin aux agressions israéliennes et arrêter l'effusion de sang dont sont victimes des citoyens innocents au Liban sud »*. L'Egypte, dont le ministre des affaires étrangères, Amr Moussa, s'est entretenu lundi, à plusieurs reprises, avec ses homologues libanais et israélien, semble avoir entrepris une tentative de médiation, jusque-là sans succès.

Acteur tout aussi puissant en coulisse que le Hezbollah, la Syrie, dans une première réaction officielle, a affirmé qu'elle *« se tient aux côtés du Liban »*. *« Les attaques sauvages israéliennes (...) ne sont pas seulement des agressions contre le Liban, la Syrie et les Arabes, mais également contre la communauté internationale tout entière et en particulier le Conseil de sécurité, responsable de la paix et de la sécurité dans le monde »*, a affirmé un porte-parole officiel. *Comment pourrait-on interdire aux Arabes sous occupation israélienne de résister à cette occupation avec les moyens dont ils disposent ? Comment Israël peut-il demander à d'autres de garantir la tranquillité des forces d'occupation israéliennes ?»*

L'attitude de Washington irrite Damas

De bonne source à Damas, on indique que l'armée syrienne déployée au Liban a reçu l'ordre de réagir fermement à toute attaque dirigée contre elle, mais aussi aux raids visant les civils libanais qui vivent à proximité de ses positions. A moins d'une semaine de l'arrivée du secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, les autorités syriennes ne cachent pas leur irritation contre les Etats-Unis. On considère à Damas que les accusations portées par M. Christopher contre le Hezbollah (*le Monde* du 27 juillet) sont d'une certaine façon la preuve d'un feu vert américain à l'action israélienne.

Dans ces conditions, laisse-t-on entendre, il est hors de question de discuter du désarmement du Hezbollah, dont *« la résistance est légitime »*. On insiste également en Syrie sur le fait que le Hezbollah *« n'est pas seul et qu'aujourd'hui c'est tout le Liban qui résiste »*. Ceci explique sans doute pourquoi le principal allié de la Syrie au Liban, le mouvement chiite Amal, dirigé par le président du Parlement libanais, Nabih Berri, a revendiqué lundi une attaque contre la zone d'occupation israélienne, qui a fait un mort dans les rangs des soldats israéliens.

A Beyrouth, où le Conseil supérieur de défense s'est réuni une nouvelle fois lundi soir sous la présidence du chef de l'Etat, les autorités ont *« rendu hommage »* au *« rôle énergique de l'armée »* et à la *« ténacité héroïque des citoyens face à l'agression israélienne »*. Le Conseil a annoncé avoir décidé *« une série de mesures pour soutenir et renforcer la résistance des citoyens dans leurs maisons et leurs villages »*, sans toutefois préciser lesquelles.

Le Liban, qui avait demandé une réunion urgente du Conseil de sécurité, a par la suite ajourné cette requête, à la suite d'un entretien entre le premier ministre Rafic Hariri et l'ambassadeur des Etats-Unis. Le sentiment qui prévaut à Beyrouth est que cette affaire, qui est directement liée au processus de paix, risque de durer jusqu'à l'arrivée, samedi, dans la région, de M. Christopher.

FRANÇOISE CHIPAUX

ASIE

La réunion des ministres des affaires étrangères de l'ASEAN

Les Etats-Unis ont décidé de ne pas réduire leurs effectifs militaires en Corée du Sud

Au lendemain de la réunion des ministres des affaires étrangères des pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) à Singapour, la Conférence post-ministérielle (CPM) a ouvert ses travaux, lundi 26 juillet en présence de représentants des Etats-Unis, du Japon, de la Russie et de la CEE (*le Monde* du 27 juillet). Représentés par le secrétaire d'Etat Warren Christopher, les Etats-Unis ont demandé à un pays de la région de renoncer à une transaction sur des substances chimiques pouvant avoir un usage militaire, a indiqué un responsable américain. Selon le correspondant de l'*International Herald Tribune*, il s'agirait de la Malaisie, qui avait reçu commande de la Libye de matériel pouvant être utilisé pour fabriquer des armes chimiques ; le gouvernement de Kuala-Lumpur a accepté d'ouvrir une enquête sur cette affaire.

Les problèmes de sécurité en Asie ont été au centre des entretiens de M. Christopher, alors que Washington s'inquiète des risques de prolifération d'armes de destruction massive dans cette région vitale pour l'économie américaine. En outre, préoccupés par la tension dans la péninsule coréenne, les Etats-Unis ont décidé de ne pas réduire leur contingent en Corée du Sud. Le nombre des soldats américains en position face à la Corée du Nord restera de 37 000 hommes, alors que 6 500 devaient être rapatriés. Leur puissance de feu sera augmentée.

Le secrétaire d'Etat a répété à ses interlocuteurs le thème constant du maintien de l'engagement militaire américain en Asie. Arguant du fait que *« la guerre froide n'est pas finie en Asie »*, un membre de la délégation américaine a souligné que les Etats-Unis maintiendront dans la région une stratégie de déploiement rapide en cas de besoin, ajoutant que *« nous ne sommes plus à l'époque des bases militaires, nous voulons une plus grande mobilité dans les airs et sur mer »*. Il a indiqué que le département de la défense était en discussion avec les Philippines pour reprendre des manœuvres militaires communes et avec la Malaisie pour poursuivre ce genre d'exercices et également pour la fourniture d'avions de combat. – *(AFP.)*

□ **CAMBODGE : le prince Sihanouk demande l'ouverture de pourparlers avec les Khmers rouges.** – Le prince Norodom Sihanouk a demandé aux deux coprésidents du gouvernement provisoire du Cambodge, Hun Sen et le prince Ranariddh, d'entamer des pourparlers avec les Khmers rouges pour tenter de ramener la paix et de résoudre le problème de la partition du Cambodge, a annoncé, lundi 26 juillet, le Palais royal à Phnom-Penh. Les Khmers rouges, qui avaient boycotté le processus de paix avant de réclamer récemment l'ouverture de négociations avec le nouveau gouvernement, ont multiplié ces derniers jours les attaques dans le nord-ouest et les sabotages dans l'ouest du pays, a déclaré un porte-parole des Nations unies. – *(Reuter.)*

□ **INDE : quatre morts lors de l'attaque d'un camp militaire au Cachemire.** – Des militants séparatistes ont attaqué, dans la nuit de samedi 24 à dimanche 25 juillet, un camp de l'armée à Doda dans l'Etat du Cachemire, tuant quatre personnes, en enlevant treize et s'emparant de toutes les armes et munitions, a annoncé l'agence indienne PTI. L'attentat n'a pas été revendiqué. D'autre part, le Cachemire a été paralysé lundi par une grève générale à laquelle avait appelé le groupe militant Hizbul Mujahadeen après la mort en prison de l'un de ses dirigeants. – *(UPI.)*

□ **PAKISTAN : le président par intérim publie un code de « bonne conduite » pour les élections.** – Dans son premier discours à la nation, lundi 26 juillet, le nouveau président par intérim du Pakistan, Waseem Sajjad, a proposé un code de « bonne conduite » pour les élections générales du 6 octobre, demandant en particulier aux candidats de renoncer à toute forme de violence. M. Sajjad a également annoncé une réforme de la loi électorale, permettant notamment la publication directe des résultats de chaque bureau de vote, pour éviter les fraudes qui se sont souvent produites dans le passé en raison de la centralisation des résultats. – *(UPI.)*

□ **TAIWAN : Taïpei envisage une réduction de ses troupes.** – Le ministère de la défense taïwanais a annoncé, lundi 26 juillet, qu'il envisageait une réduction, au cours des dix prochaines années, de 15 % de ses forces armées, qui se montent à 470 000 hommes. Le ministère n'a pas précisé quand cette mesure serait décidée ni quelles unités seraient concernées par ce plan. – *(UPI.)*

FRANÇOIS DALLE
JEAN BOUNINE
L'ÉDUCATION EN ENTREPRISE
CONTRE LE CHÔMAGE DES JEUNES
ÉDITIONS ODILE JACOB

François DALLE
Président d'Honneur de l'Oréal

Jean BOUNINE
Conseiller d'entreprises

Contre le chômage des jeunes en France,
environ 25% des actifs de 15 à 25 ans sont au chômage, soit le double du chômage de l'ensemble des générations.
Cet écart n'existe pas ailleurs. Il tient aux défauts de la formation professionnelle, qui doit, désormais, être assurée par les entreprises.

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Le directeur par intérim de l'agence nationale d'information APS a été limogé

Sans explication officielle, le directeur général par intérim de l'agence nationale d'information Algérie Presse Service (APS), Abdelhamid Kache, a été relevé de ses fonctions et remplacé par Mohamed Sélaue, un des responsables de la rédaction centrale. Le quotidien indépendant *el Watan* a indiqué, lundi 26 juillet, qu'il s'agissait d'un *«limogeage»*, M. Kache ayant *«déplu»* au gouvernement pour avoir déclaré notamment que l'APS devait *«être ouverte aux sensibilités politiques représentatives»* et que son rôle était *«d'informer»*.

Récemment, le ministère de l'intérieur avait reproché à l'APS la publication d'un bilan faisant état d'une reprise des actes de violence durant la première semaine de juillet, de *«n'avoir pas cru devoir tenir compte des informations»* officielles et d'avoir *«versé dans le commentaire et les appréciations personnelles là où la communication des faits vérifiés auprès de sources autorisées aurait davantage permis de refléter la réalité»*. – *(AFP.)*

□ **ALGÉRIE : assassinat d'un civil.** – Enlevé, dimanche 25 juillet, à son domicile par des hommes masqués et armés de pistolets automatiques, un civil, Mustapha Baba, a été découvert lundi matin égorgé et criblé de balles. Son corps a été retrouvé dans le bastion intégriste de Oued-Ouchaïeh, dans la banlieue est de la capitale, a indiqué la Sûreté d'Alger, qui n'a pas fourni de précision sur le nombre et l'identité des ravisseurs. – *(AFP.)*

ANGOLA

L'UNITA contrôle plus de 85 % du territoire

Alors que les combats se poursuivaient, lundi 26 juillet, à Kuito, dans le centre du pays, les forces gouvernementales, comme celles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), ont revendiqué le contrôle de la ville, où au moins dix mille personnes auraient trouvé la mort depuis le début des affrontements, en janvier, selon des sources informées à Luanda. Le gouvernement, qui a perdu le contrôle de la majeure partie du pays au profit de l'UNITA de Jonas Savimbi, a décidé d'enrôler dix mille nouvelles recrues, prolongeant la campagne de recrutement de jeunes gens âgés de vingt à vingt-deux ans qui devait s'achever fin juillet.

Depuis le début de l'année, la deuxième ville du pays, Huambo, la région pétrolière de Soyo et la base de l'armée de l'air à Negage, sont tombées entre les mains de l'UNITA, qui contrôle aujourd'hui plus de 85 % du territoire national. Des régions aux mains des troupes gouvernementales sont également menacées : les villes de Menongue (sud), Luena (est) et Malanje (nord) sont encerclées par l'UNITA. – *(AFP.)*

INDE

Une motion de censure contre le gouvernement de M. Rao

L'opposition indienne a lancé, lundi 26 juillet, une virulente attaque contre le gouvernement minoritaire du premier ministre P.V. Narasimha Rao. Elle a déposé une motion de censure à l'ouverture de la session «de mousson» du Parlement, dénonçant la corruption du gouvernement et l'accusant d'avoir échoué sur tous les fronts. Le vote de cette motion devait intervenir mercredi.

Le Parti du Congrès de M. Rao ainsi que ses alliés, et l'opposition, qui est toutefois divisée, disposent de forces à peu près égales au sein de la Chambre basse, qui compte cinq cent quarante-cinq députés. Lal Krishna Advani, président du principal parti d'opposition, le Bharatiya Janata Party (BJP), qui prône la suprématie hindoue, a déclaré à l'AFP que le gouvernement avait 50 % de chances de tomber. De son côté, Chandulal Chandraker, porte-parole du Congrès (I), a affiché sa confiance devant la presse. *«Il ne fait aucun doute que la motion de censure ne passera pas»*, a-t-il affirmé.

PHILIPPINES

Violente attaque de l'Eglise catholique contre le gouvernement

L'archevêque catholique de Manille a répondu, dimanche 25 juillet, aux critiques du gouvernement du président Fidel Ramos contre l'opposition de l'Eglise au contrôle des naissances. Le cardinal Jaime Sin a déclaré que *«les remarques intelligentes»* de certains ministres *«prouvent leur folie»* et que *«leur argumentation intelligente trahit leur bêtise»*. Se référant aux déclarations récentes du ministre de la santé, Juan Flavier, qui avait critiqué l'interdiction d'utilisation du préservatif par l'Eglise, et du ministre de la presse, Jesus Sison, qui avait qualifié l'attitude de la hiérarchie catholique en la matière de *«dépassée»*, Mgr Sin a souhaité qu'il y ait plus de vrais *«hommes d'Etat»* au gouvernement.

Par ailleurs, la Banque asiatique de développement a récemment déclaré que le taux de croissance de la population philippine était de 2,7 %, le deuxième en Asie. – *(UPI.)*

TURQUIE

Selon le PKK, les quatre touristes français sont les «invités de la guérilla»

Dans un communiqué diffusé par le Front de libération national du Kurdistan en Europe, le mouvement séparatiste kurde PKK affirme que les quatre touristes français enlevés samedi 24 juillet dans la région de Van, dans l'est de l'Anatolie, sont des *«invités de la guérilla»*. Ils seront libérés sans conditions *«dès que la situation sera devenue normale dans la région»* affirme encore le communiqué. Les séparatistes kurdes invitent par ailleurs les touristes à boycotter la Turquie pour ne pas contribuer au financement de la *«sale guerre»* menée contre eux par les forces armées d'Ankara. Le ministre turc du tourisme, Abdulkedir Ates, a déclaré que cet enlèvement avait été commis par le PKK *«pour créer la sensation»* et estime que les quatre touristes seront libérés *«dans quelques jours»*.

A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay, Richard Duqué, a déclaré que cet enlèvement était *«un acte inadmissible»* et que le gouvernement français était *«en contact permanent»* avec les autorités turques et les familles des victimes. Il a par ailleurs donné des conseils de prudence aux personnes désireuses de se rendre dans l'est de la Turquie.

EN BREF

□ **CONGO : médiation du président gabonais.** – Des représentants de la mouvance présidentielle et de l'opposition congolaises doivent se rencontrer jeudi 29 juillet à Libreville, sous l'égide du président gabonais Omar Bongo, a-t-on appris, lundi 26 juillet, de source diplomatique à Brazzaville. La situation reste tendue dans la capitale congolaise, où les barricades érigées au début de la crise, au mois de juin, ont été renforcées lundi dans le quartier populaire de Bacongo. – *(Reuter.)*

□ **NIGÉRIA : la formation d'un gouvernement d'union nationale à nouveau évoquée.** – L'éventuelle formation d'un gouvernement d'union nationale a été à nouveau évoquée, lundi 26 juillet, au Nigéria, les deux partis politiques autorisés considérant une nouvelle élection présidentielle comme *«irréalisable»*. Les dirigeants du Parti social-démocrate et de la Convention nationale républicaine ont entamé des contacts en ce sens à Abuja, la capitale fédérale, alors que le régime militaire avait annoncé l'organisation d'un nouveau scrutin présidentiel le 14 août, après avoir annulé celui du 12 juin. – *(AFP.)*

□ **ZAIRE : aide humanitaire de la CEE.** – La Commission européenne a décidé, lundi 26 juillet, d'accorder une aide humanitaire d'urgence d'un million d'écus (6,6 millions de francs) en faveur des populations déplacées au Nord-Kivu. D'autre part, la compagnie aérienne belge Sabena a annoncé lundi qu'elle allait reprendre jeudi 29 juillet ses vols à destination de Kinshasa, interrompus depuis le début de l'année. Enfin, alors que des discussions devaient avoir lieu lundi entre le maréchal Mobutu et l'opposition, aucune information sur un quelconque début d'entretien n'avait été communiquée dans la soirée. – *(AFP.)*

EUROPE

Tandis que les négociations sur la Bosnie reprennent à Genève

La FORPRONU accuse les Serbes d'avoir bombardé une de ses unités à Sarajevo

Le commandement de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) a rejeté sur les Serbes, lundi 26 juillet, la responsabilité du bombardement de l'une de ses bases, la veille, à Sarajevo (*Le Monde* du 27 juillet), et a menacé de riposter à toute nouvelle attaque contre ses troupes.

Le gouvernement français *«condamne l'attaque délibérée par les forces serbes d'un détachement français de la FORPRONU»* et, en accord avec l'ONU, *«tirera immédiatement toutes les conséquences d'une nouvelle provocation»*, indique le ministère de la défense, dans un communiqué publié lundi soir. *«Le caractère délibéré de l'attaque serbe sur les forces de l'ONU est sans ambiguïté. Il est considéré par la France comme totalement inacceptable»*, ajoute le ministère, qui poursuit : *«Le commandement de la FORPRONU à Sarajevo a adressé aux autorités serbes locales une vive mise en garde contre toute nouvelle attaque de ce genre et a annoncé qu'il y répliquerait.»* Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, ainsi que Washington ont également condamné l'attaque serbe de dimanche.

Nouveau succès militaire musulman

Le général français Jean Cot, qui commande l'ensemble de la FORPRONU en ex-Yougoslavie, a apporté son soutien total au général belge Francis Briquemont, commandant la FORPRONU en Bosnie. *«Il est clair, comme l'a dit le général Briquemont, qu'il s'agit d'une agression d'une unité serbe»*, a-t-il déclaré. Le général Briquemont a notamment donné l'ordre à ses commandants d'unité de tirer *«immédiatement contre l'agresseur»* en cas de nouvelle attaque.

Radovan Karadzic, le leader des Serbes de Bosnie, a, quant à lui, nié toute implication de ses forces dans l'agression de dimanche. Il accuse les Musulmans d'avoir monté un *«scénario naïf ayant pour but de saper les pourparlers de paix de Genève et de provoquer une intervention militaire»*, écrit-il dans une lettre adressée dimanche à M. Boutros-Ghali. Mais le général Briquemont a récusé ces affirmations. *«L'unité française a été attaquée par un feu direct de chars serbes et d'armes antichars situés juste au nord du stade»*, où sont stationnés les «casques bleus» français, a déclaré l'officier belge, ajoutant qu'il était impossible que les Musulmans soient responsables du bombardement.

L'attaque de dimanche suivait de peu l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu en Bosnie. La trêve relative, négociée par le général Briquemont, était l'une des conditions posées par le président bosniaque Alija Izetbegovic pour participer aux pourparlers de paix qui reprennent mardi à Genève. Arrivé lundi dans cette dernière ville, M. Izetbegovic s'apprête à défendre sa formule fédérale pour la Bosnie-Herzégovine. Mais Serbes et Croates, qui proposent une confédération entre trois Républiques (musulmane, serbe et croate), rejetteront très certainement le plan bosniaque.

Les deux négociateurs internationaux, David Owen et Thorvald Stoltenberg, ont fait part de leur intention de poursuivre cette session de pourparlers tant que les parties n'auront pas opéré un rapprochement significatif. Outre M. Izetbegovic, les présidents de Serbie, Slobodan Milosevic, et de Croatie, Franjo Tudjman, ainsi que les leaders des communautés serbe et croate de Bosnie, Radovan Karadzic et Mate Boban, doivent prendre part à ces pourparlers.

Sur le terrain, les forces musulmanes ont pris la ville de Bugojno (en Bosnie centrale), après huit jours de combats contre les forces croates bosniaques, a rapporté lundi la radio de Zagreb. Selon elle, les dernières unités croates ont dû quitter la ville, située à 80 km à l'ouest de Sarajevo, ainsi que les villages environnants. Avant la guerre, Bugojno comptait 46 000 habitants, dont une majorité de Croates. Par ailleurs, dans le nord de la République, les forces serbes ont repoussé les unités musulmanes de 6 kilomètres dans la région de Brcko, élargissant leur «corridor» reliant les zones qu'elles ont conquises à l'est et à l'ouest de la Bosnie. – *(AFP, Reuter.)*

Les «casques bleus» français ne veulent plus jouer les supplétifs

Avec 10 % des «casques bleus» issus de ses rangs, l'armée française fournit, de loin, la plus forte contribution à l'ONU : 8 100 hommes *grosso modo* sur un total de 80 150 soldats des Nations unies répartis sur la planète, bien avant le contingent pakistanais, qui est le second avec 6 000 hommes, sur une liste de soixante-treize pays au total. Fort de cette constatation, la haute hiérarchie militaire, en France, insiste actuellement auprès du gouvernement pour qu'il fasse preuve de davantage de discernement – et, pourquoi pas?, d'autorité – dans le choix des actions «onusiennes» qu'il est appelé à soutenir. De plus en plus de voix s'élèvent, en effet, au sein des états-majors pour que l'armée française ne serve pas aveuglément dans des tâches d'exécution, volontiers qualifiées de subalternes, et qu'elle ne soit pas reléguée au niveau de ces forces simplement pourvoyeuses de «supplétifs».

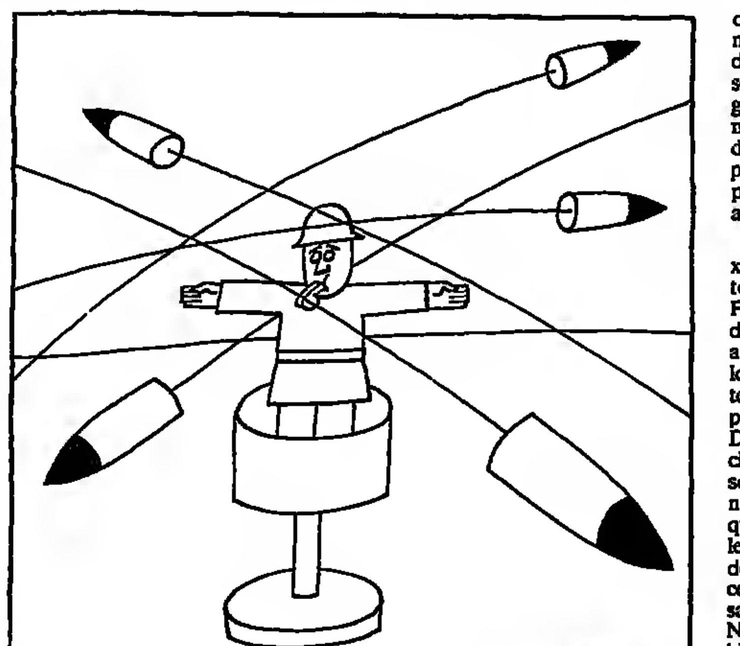
Dans un entretien qu'il vient d'accorder à la revue du ministère de la défense *Armées d'aujourd'hui*, l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées, se fait, selon son style qui est toujours en demi-teinte mais ferme, l'écho des sentiments de ceux qu'on pourrait appeler «la base» et qui ont porté ou portent le béret bleu. Evoquant les opérations menées sous l'égide de l'ONU, comme celles qui relèvent de l'Alliance atlantique ou de l'Union de l'Europe occidentale, l'amiral Lanxade s'explique : *«La France doit, sans aucun doute, être présente et montrer l'exemple à ses partenaires européens. Mais, en même temps, elle doit apprécier avec soin les points d'application, la durée et les conditions de ses engagements.»*

Cent quarante-six tués depuis 1978

Il y a plus de deux mois, dans un discours qu'il a prononcé devant des saint-cyriens et qui n'a pas été rendu public alors, le général Amédée Monchal, chef d'état-major de l'armée de terre, s'est montré plus direct. *«L'extension des missions de règlement des crises extérieures pose le problème de l'efficacité militaire discutée des structures et des procédures onusiennes»*, a-t-il commenté. *«Celles-ci peuvent entraîner* une *certaine perte de crédibilité de nos troupes et susciter des interrogations, tout en faisant courir des risques à nos soldats. Une plus grande fermeté vis-à-vis de l'ONU et une participation accrue aux prises de décisions, afin de mieux imposer nos idées et nos modes d'action qui ont fait la preuve de leur efficacité, sont sur le point d'être prises en compte.»* Le général Monchal s'est voulu concis : *«Nos buts nationaux devraient devenir plus clairs»*, a-t-il dit.

Chacun à sa manière, ces chefs militaires témoignent des multiples interrogations qui occupent l'esprit de nombre de leurs subordonnés sous l'uniforme «onusien». Beaucoup d'entre eux, en effet, ne se retrouvent pas dans la «culture» consensuelle du compromis chère aux Nations unies, accoutumés qu'ils sont à un style de commandement national autre et fondé sur le principe élémentaire : une mission, un chef, des moyens.

Pour expliquer cet état d'esprit qui caractérise les «casques bleus» français aujourd'hui, il n'y a pas seulement le souvenir de «leurs» morts en service commandé – pas moins de cent quarante-six depuis la première intervention au Liban, en 1978 – dans des actions jugées souvent inopportunes, précipitées ou mal planifiées. Il n'y a la remise en cause, par eux, d'une majorité de ces missions de paix, à vocation humanitaire, dont ils sont relativement fiers, où ils s'engagent avec abnégation dès qu'ils en ont reçu l'ordre et qu'ils assimilent volontiers à une tâche de «saint-bernard» dévoué. Il n'y a pas, non plus, l'ombre d'une quelconque lassitude devant un travail éternellement à recommencer, rétribué avec retard par l'ONU et qui contraint, par exemple, la seule armée de terre française à déployer en permanence 46 % de ses unités professionnelles à l'étranger.



Tous ces sentiments ou ces ressentiments – voire ces rancœurs, comme on voudra bien les appeler – existent, certes. Mais ils ne sont pas déterminants, puisqu'ils ne touchent pas au bien-fondé des différentes actions menées sous les couleurs des Nations unies. Sans doute, ici ou là, la communauté militaire s'interroge sur l'intérêt de la France à avoir accompagné l'ONU sur certains théâtres, comme la Somalie notamment. Ce qui fait problème, en termes militaires, c'est-à-dire quasiment professionnels, c'est la conduite des opérations par l'organisation internationale à partir de ses structures à New-York et, aussi, sur le terrain.

Le brûlot du «Casoar»

La plupart du temps, ce sont *«les gesticulations»* des diplomates qui sont l'objet des critiques les plus virulentes et, plus spécialement encore, leurs hésitations, parfois leur refus que soient appliquées jusqu'au bout des résolutions pourtant approuvées par l'ONU, comme le désarmement des différentes factions dans des guerres civiles. On se souvient des éclats de voix, au Cambodge, avant l'été 1992, entre le «patron» des «casques bleus», le général australien John Sanderson, et son second du moment, le général français Michel Loridon, à propos du désarmement des Khmers rouges. Leur différend s'est terminé par le rappel à Paris du général Loridon, qui, au demeurant, n'a pas été désavoué par le gouvernement français puisque le général Robert Rideau, qui lui a succédé, a gardé le cap, mais avec plus de souplesse.

Aujourd'hui, le même général Loridon persiste et signe dans la revue des saint-cyriens, *le Casoar*, où il dénonce *«quelques causes des dysfonctionnements de l'ONU en matière militaire»* (*le Monde* du 15 juillet) et où, du même coup, il se fait le porte-voix de nombre de ses camarades d'école plus réservés en public, mais en totale communion d'idées avec lui.

Du reste, le dernier numéro du *Casoar* est, de ce point de vue, un brûlot contre *«la confusion des genres»* et *«les expéditions peu justifiables»* des Nations unies, selon les propres termes du rédacteur en chef de la revue, le général Marc Terrasson. Réclamant que les modalités d'emploi des soldats français soient mieux définies, le général Terrasson écrit notamment : *«Notre participation aux interventions de paix ne doit pas être aveugle (...). Il est inconvenant de livrer nos soldats en otages, en espérant que leurs morts obtiendront les décisions politiques que nous n'avons pas eu le courage de poser en préalable à notre participation.»*

Le général Jean Salvan, qui a commandé les «casques bleus» au Liban et qui y fut meurtri dans sa chair, en appelle, de son côté, au respect par l'Etat de la distinction entre sa propre mission, qui est *«de faire appliquer le droit par sa police ou ses armées»*, et le rôle du *«Bon Samaritain de l'Evangile»*, qui est une autre chose, voire *«un travers»* dans lequel *«nos hommes politiques sont tombés depuis longtemps»*.

Qu'ils soient d'active ou de réserve, qu'ils parlent ouvertement de leurs états d'âme ou qu'ils choisissent – de retour d'une mission sous le drapeau de l'ONU – de se confier plus discrètement, la plupart des officiers français avancent d'expérience le même diagnostic. A les en croire, la France, parce qu'elle a décidé de devenir le premier «contributeur» des Nations unies et qu'elle en fait un argument politique pour montrer qu'elle assure toutes ses responsabilités de membre permanent du Conseil de sécurité, doit chercher à obtenir des garanties avant de lancer son armée dans de telles actions.

La fin de la politique de la chaise vide

Ces assurances passent par la nécessité de fixer, avec un maximum de précision, la nature exacte de la mission, les moyens qui lui sont attribués, les conditions de l'engagement, l'organisation du commandement, la logistique, les limites de l'opération et les délais, sans se priver, dès le début, d'évoquer la perspective d'un retrait s'il devait advenir.

Ce qui requiert – l'amiral Lanxade et le général Monchal y insistent – une participation accrue de la France dans la chaîne du commandement opérationnel «onusien» et, au besoin, atlantique ou européen, lorsque l'OTAN ou l'UEO sont invitées à mettre leurs structures et leurs procédures au service de l'ONU. Dans cette insistance de certains des chefs militaires français n'entre pas seulement la méfiance – qu'ils n'osent pas toujours avouer, mais qui les tarande – à l'encontre de leurs homologues ou de contingents de pays du tiers-monde, jugés peu compétents, mal encadrés ou insuffisamment instruits et auxquels les Nations unies confient des responsabilités de conception ou d'organisation.

Il entre aussi le souci que soit préservé, même au sein d'un dispositif militaire multinational qui peut être amené à donner *«des directives compliquées, hésitantes, voire laxistes»*, comme le note le général Loridon, ce qui relève de la spécificité du système de défense français : son mode de fonctionnement sur le terrain, son encadrement, ses propres règles d'engagement et jusqu'à ses matériels dits organiques, qui en font un corps en quête de cohésion opérationnelle.

Pour avoir pratiqué, de longue date, la politique de la chaise vide dans les instances chargées à New-York des opérations de maintien ou de rétablissement de la paix, la France a laissé à d'autres – d'abord les pays neutres, ensuite les Etats du tiers-monde à forte connotation anglo-saxonne – le soin d'inspirer la réflexion militaire à l'ONU. Elle paie cette absence aujourd'hui. C'est bien là le sens de la revendication actuelle de ses chefs militaires, qui est d'y déléguer des officiers dans les états-majors, comme le général Philippe Morillon à New-York, ou dans les hauts commandements sur le terrain, comme le général Jean Cot en ex-Yougoslavie.

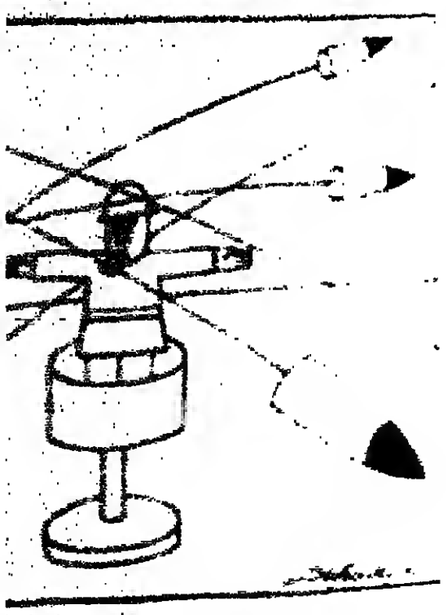
JACQUES ISNARD

EUROPE

...ion sur la Bosnie reprend à Genève

...e les Serbes d'avoir bombardé ...es unités à Sarajevo

...nes bleus » français ...ns jouer les supplétifs



(Publicité)

Congés payés.

BDDP & Millionnaire
vous souhaitent des vacances pleines de chance.

EUROPE

ITALIE : réunie en assemblée constituante

La Démocratie chrétienne se transforme en « Parti populaire »

Minée par les scandales et en butte à la désaffection des électeurs, la Démocratie chrétienne a tenu, du 23 au 26 juillet, des assises extraordinaires. Son secrétaire général, Mino Martinazzoli a annoncé qu'il proposerait au prochain congrès la changement da nom du parti, qui deviendrait la Parti populaire. M. Martinazzoli entand également réduira l'influenca des « courants », et rechercher des alliances eur ee gaucha, notammant avec la PDS (ex-PCI).

ROME

de notre correspondente

C'est par un vote massif à main levée (une seule voix contre) que l'assemblée constituante de la Démocratie chrétienne, réunie à Rome, a approuvè, lundi 26 juillet, le document final qui sanctionne la fin d'une époque et donne naissance eu nouveau *« Parti populaire itolien »*. Entre baptême et extrême-onction, le parti-forteresse qui a géré toute l'histoire de l'Italie de l'après-guerre vient donc d'opérer sa douloureuse catharsis. Et la tâche n'était pas facile, surtout pour l'actuel secrétaire Mino Martinazzoli, qui avait pris le pari de *« rénover sans renier »*.

Rcoover d'abord. En un demi-siècle, les conditions, il est vrai, ont changé, et l'on est bien loin de ce soir des élections législatives du 18 avril 1948 qui venaient de donner à la jeune Démocratie cbrétienne 48 % des voix, deux ans à peine après le tenue de son premier congrès. Résultat qui avait arraché à Alcide De Gasperi, le fondateur, ce mot ravi et perplexe : *« Et maintenant, qu'allons-nous faire de tous ces votes? »* Aujourd'hui, la Démocratie chrétienne, parti de majorité relative, stabilisé ces dernières années autour de 34 %, est tombé à un peu plus de 29 % aux législatives d'avril 1992. A en croire les sondages qui se basent sur les derniers tests électoraux, le parti ne recueillerait même plus à présent 20 % des suffrages. A cela plusieurs explications, et notamment la crise morale née de la corruption et des scandales qui touchent les anciens grands ténors du parti, de l'ex-président du Conseil Giulio Andreotti, accusé d'avoir été le *« garant politique »* de la Mefia, à Antonio Geva, ancien et tout-puissant ministre de l'intérieur, mis sous enquête pour ses liens supposés avec la *« Camorra »* napolitaine. Et c'était sans doute la première grande nouveauté et la première bouffée d'air frais de cette assemblée du renouveau : aucun des quelque cinquante députés et sénateurs lourdement incriminés par la justice n'était présent.

Une « baleine blanche » immobile et pesante

Née pour être un parti de masse d'inspiration chrétienne et libérale, la Démocratie chrétienne avait réussi le tour de force, sans idéologie, ni même véritable identité, de devenir, à force de consensus, le parti de l'unité nationale, au même titre que celui de l'unité des catholiques. Mais, érigé en véritable digue anticommuniste et condamné, en quelque sorte, au pouvoir, le parti, enflé démesurément au fil des années, était également devenu cette *« baleine blanche »* immobile et pesante que croquent les dessinateurs : une formidable machine de gestion et de partage d'influence, basée sur les clientèles de ses nombreux courants.

C'est ce premier écueil que l'assemblée constituante de ces jours derniers a évité, non sans quelques sévères discussions. Désormais, si les courants demeurent – notamment l'aile gauche, animée par la pasionnaria de la Vénétie, la député européenne Rosy Bindi – ils sont « marginalisés ». Le futur Parti populaire, qui prendra officiellement forme lors du congrès de la « post-DC» prévu pour la fin novembre, parlera pour la première fois d'une seule voix, celle du secrétaire Mino Martinazzoli qui a été investi, lundi soir, des *« pleins pouvoirs »* pour mener à bien la transition et préparer la plate-forme politique.

Plus beureuse que l'ancien PCI, qui s'est mué en PDS *(Partito Democratico della Sinistra)* il y a deux ans, au prix seulement d'une dévastatrice scission, la Démocratie chrétienne a joué la prudence et pris la mesure de ses différences internes, pour mieux rechercher ses points de convergence. A savoir : *« l'appel à l'unité nationale et à tous les Italiens honnêtes »* et la volonté de se situer *« au centre »* de la vie politique. Un centre, expliquera M. Martinazzoli, qui ne sera *« ni géographique, ni politique, mais au cœur même de l'Italie populaire qui travaille »*. Objectifs qui ne peuvent être atteints sans un nécessaire retour aux raeines, à la vocatioo populaire, aux traditions libérales italiennes. Voire à une certaine doctrine sociale chrétienne, dans la droite ligne de Don Luigi Sturzo, inspirateur de la DC et fondateur du Parti populaire, au lendemain de la première guerre mondiale. Celui-là même qui avait lancé le début de la longue marche des catholiques italiens vers le pouvoir. *« La nouvelle formation populaire*, explique le document final, *sera au service de l'Italie, ancrée dans le message évangélique et l'enseignement social de l'Eglise. Mais elle sera un parti laïc, ouvert à tous ceux qui accepteront de partager un engagement commun. »*

Quant au délicat problème des futures alliances politiques, qui, pour la première fois aussi, au cours des débats, a amené les participants à envisager *« s'il le fallait, de passer à l'opposition »* dans un panorama politique en pleine mutation, le texte approuvé reste évasif. Il précise tout de même : *« Nous serons du côté de ceux qui ont à cœur les traditions de liberté et de solidarité. »* Ce qui, en clair, confirme la tendance qui s'est dégagée des discussions : ouverture possible à gauche, eu PDS notamment, tandis que tout flirt avec la Ligue semble exclu. Eo conclusion, devait déclarer Mino Martinazzoli, *« l'histoire jugera la présence de notre mouvement dans l'histoire des dernières décennies de notre pays... Nous avons eu de nombreuses blessures et de nombreuses difficultés, mais nous sommes encore sur pied »*. Premier test de cette fragile unité retrouvée : les élections municipales partielles qui se tiendront, entre autres, à Rome et à Palerme, le 21 novembre.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Russie : M. Eltsine en difficulté

Suite de la première page

Menaçant de convoquer le Soviet suprême en séance extraordinaire, il en a profité – et c'était de bonne guerre – pour *« assurer la population du soutien du Parlement »*. Quant au procureur général de Russie, Valentin Stepankov, il a déposé une plainte officielle contre une mesure, qui est, selon lui, en contradiction avec la Constitution et les lois sur la propriété.

Au sein du gouvernement, aussi, les ministres considérés comme les plus réformateurs oot manifesté leur opposition à cette mesure dont le ministre des finances, Boris Fiodorov, a exigé *« personnellement »* l' *« annulation complète »*. Si les ambassades étrangères o'ont, bien sûr, pas réagi officiellement, la plupart des diplomates en poste à Moscou marquaient leur scepticisme et se demandaient quelles conséquences cette mesure pourrait avoir sur la suite du processus de privatisation de l'écooomie russe encouragée encore récemment au cours de la réunion du G7 à Tokyo. *« Cela nous met dans une position difficile »*, a reconnu un conseiller économique de l'ambassade du Japon, Yuichi Kusumoto. Selon le *Moscow Tribune*, les représentants à Moscou des institotions financières internationoles, et notamment le FMI, auraient déclaré ne pas evoir conseillé une telle réforme, qui va encore entamer le confiance des Russes dans leur monnaie.

Dans les Républiques de l'ex-URSS, e'est aussi l'affolement ou le colère. Mis à part quelques *« bons élèves »* de le zone rouble, comme le Kazakhstan, l'Ouzbékistan ou le Tadjikistan, qui ont décidé d'appliquer la mesure décidée à Moscou, les autres pays ont soit protesté énergiquement – c'est le cas de l'Arménie – soit décidé d'accélérer le processus d'introductioo de leur propre monnaie : c'est le cas de la Géorgie ou de l'Azerbaïdjan.

En déclarant que *« les conséquences politiques négatives de cette mesure sont beaucoup plus importantes que les effets économiques attendus »*, Evgueni Iassine, un des économistes les plus respectés à Moscou, a, en fait, posé la vraie question. L'énorme *« raté »* politique qu'a constitué l'annonce de la décisioo de la Banque centrale, va en effet peser maintenant fortement sur tout l'avcoir politique de la Russie. Boris Eltsine, doot on s'attendait qu'il réagisse fortement à l'evalanebe de mesures prises récemment par le Parlement contre sa politique, se trouve maintenant fortement déstabilisé, face à une opinion publique traumatisée.

JOSÉ-ALAIN FRALON

« En partant, Lénine a bien claqué la porte »

« Nous vivons dans un pays de menteurs, mais le roi des menteurs, c'est l'Etat » dit l'un, agressif. *« Leurs roubles, je vais m'en servir pour allumer mon feu cet hiver »*, ajoute l'autre, goguenard. *« Moi, j'avais déjà tout prévu et j'ai acheté des kilos de sucre et de riz, cela ils ne pourront pas me le prendre »*, commente un troisième, désabusé. *« Avant-hier, j'avais retiré 150 000 roubles de la banque; soit toutes mes économies, pour aller chez le dentiste. Qu'est ce que je vais faire? »* demande, vraiment désespérée, une vieille femme.

Plus de billets de moins de 100 roubles

Renouant avec les habitudes d'« avant », ils sont des centaines à faire le queue, lundi matin, devant le Caisse d'épergne da ce quartier du centre de Moscou. En pure parte. Symbole de l'impréparation grave de la décision annoncée samedi : la plupart des établiseements bancaires de la capitale n'ont pas eseez de liquidités pour procéder à l'échange des anciene billets. Un pau plus tard, on essisteit dane lee rues de Moscou à une norie infernale da camions blindés, ramplis de « nouveaux » roubles, qui venaient, à la hâte, approvisionner les banques.

Débrouillard, Sache, qui vend les journeux à la sortie de la station de métro Kiev, a décidé de rendre la monnaie à ses clients avec des boîtes d'allumattes ou des bonbons. La « réforme » a en effet supprimé les billets de moins de 100 roubles alors que les quotidiens coûtent 20 roubles eu mexiмum ! Un merchend de légumes, lui, a'est adepté eu merché : pour un kilo d'eubergines, il veut 1 200 « nouveeux » roubles ou 2 000 « anciens ».

Une jeune femme élégante evoue que cette mesure ne le touche pas, puisqu'elle change toujours et immédiatement tous see roubles en dollars... Et ee trafiquent de l'Arbat semble parfaitement satisfait de cette pagaie. Il achète les billets annulés à tour de bras – eu taux de deux anciens pour un nouveau, – et court apporter sa manne à un emi commerçant « bien placé » qui, lui, pourra changer les billets condemnés, ceux à l'effigie de Lénine. Le père de la révolution aura eu une revanche poethume. Comme l'écrit le quotidien *Rossiiskie Viesti* : *« En partant, Lénine e bien claqué la porte. »*

J.-A. F

□ **ABKHAZIE** : M. Kozyrev à Sotchi pour signer le plan de paix. – Le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, ettendait, mardi 27 juillet, à Sotchi, sur la mer Noire, l'arrivée de délégués de l'Abkhazie – dont le Parlement réfugié à Goudaouta a epprouvé lundi le plan russe de règlement du conflit – et de la Géorgie. M. Chevardnadze, président de la Géorgie, s'est déclaré prêt à signer ce document dès samedi, alors que les combats se poursuivaient à Soukhoumi. – *(AFP, Reuter.)*

□ **ALLEMAGNE** : sept ans de prison pour un néo-nazi. – Un jeune néo-nazi allemand qui avait grièvement blessé d'uo coup de couteau un demandeur d'asile nigérian e été condamné, lundi 26 juillet, à sept ans de prisoo ferme par un tribunal de Francfort-sur-l'Oder. Par ailleurs, des inconnus ont profané au cours du week-end dernier un mémorial dédié aux prisonniers de l'ancien camp de concentration de Sachsenhausen, au nord de Berlin, a indiqué la police locale. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

Argentine : vedettariat et politique

Pour se lancer dans la course au pouvoir, il n'est pas inutile d'avoir été pilote de formule 1 ou chanteur de charme

SANTA FE

de notre envoyée spéciale

Comme toujours en Argentine, la longue rue eommerçante débouche sur la grand place carrée où, eu centre, se dresse immanquablement la statue d'un des pères fondateurs de la patrie. Comme toujours, s'élèvent de chaque côté le palais du gouvernement et la cathédrale. Ce qui est différent à Santa Fe, à sept cents kilomètres au nord de Buenos Aires, la capitale de la province du même nom, e'est que le gouverneur en place depuis bientôt deux ans n'est pas un homme politique mais un ancien pilote de formule 1.

A einquante et un ans, Carlos Reutemann arrive tous les matins à sept heures à son bureau où les immenses fenêtres n'arrivent pas à contenir les courants d'air et où quelques meubles rappellent encore l'époque de prospénté de l'Argentine. Dix ans eprès avoir abandonné la course automobile et une vie luxueuse sur la Côte d'Azur, l'éternel deuxième des grandes compétitions internationales que la presse sportive avait surnommé le *« gaucho triste »* est rentré eu pays, seul, car sa femme dont il est séparé et ses deux filles préfèrent vivre à Monaco. Le hasard d'une rencontre avec Carlos Menem sur les tribunes d'un stade de football, puis uoe conversation en privé avec le chef de l'Etat ont suffi à le convaincre de se lancer dans l'aventure.

Le présidcot argentin a parié sur le pouvoir de séduction électoral des vedettes. La mise a été double : un sportif à Santa Fe et, plus eu nord, à Tucuman, un chanteur populaire qui gouverne la province depuis septembre 1991. Ramon Ortega, alias *« le roi »*, ou *« Palito »* (textuellement : petit bout de bois, à cause de sa maigreur) fût l'idole des jeunes Argentins dans les années 60. Des chansons mièvres, un rock « mou », et une guitare co bandoulière façon Elvis Presley evaient transformé en millionnaire cet enfant pauvre qui était cireur de chaussures sur la grand-place de Tucuman. En 1964, *Felicidad* est un hit mondial qui reçoit une evalanebe de prix, dont celui du MIDEM, en France. En 1991, quand M. Menem l'appelle à la rescousse, Palito abandonne sa somptueuse demeure et sa Rolls Royce à Miami où il était devenu un brillant businessman.

Tucuman est une des provinces les plus pauvres de l'Argentine et Ortega reconnaît que la reconversion n'e pas été facile. *« La politique c'est comme la formule 1 »*, dit au contraire Reutemann. *« La même tension, les mêmes dangers, la même solitude. C'est comme si je dormais sur de la dynamite. »* En trois semaines, le gouverneur de Santa Fe a réchappé à trois accidents d'avion dus officiellement à des problèmes techniques. Pour M. Menem, le jeu e été payant. A Santa Fe, Reutemann, surnommé *« Lole »*, a seulement promis un gouveroemcot aux *« mains propres »*. Ses ennemis lui reprochent sun absence d'idées politiques, mais sa réputation d'honnêteté sert à faire oublier les affaires de corruption qui ont éclaboussé les deux gouvernements antérieurs, tous deux péronistes.

A Tucuman, l'image de « fonceur » de Palito e suffi pour écraser son rival, un ancien militaire de la dictature que les sondages donnaient gagnant. Les Argentins critiquent les passions extravagantes de M. Menem pour le show-business, mais Lole et Palito sont considérés eujourd'hui comme les deux dauphins du chef de l'Etat au cas où celui-ci ne pourrait pas être à nouveau candidat à la présidence en 1995. Pour ce faire, M. Menem cherche à modifier une Constitution qui dens sa forme actuelle ne permet pas sa réélection. Carlos Reutemann nie de telles ambitions. Ramon Ortega, en revanche, a déjà indiqué qu'il relèverait le défi si M. Menem le lui demandait. Les sondages sont encourageants. Toutes les enquêtes récentes accordent à Palito un indice de popularité nettement supérieur dans l'ensemble du pays à d'autres candidats déclarés du péronisme mais aussi de l'opposition radicale.

Perte de crédibilité

A deux mois des élections législatives, d'autres partis ont eu recours à des figures non politiques. A la tête du « grand front » qui regroupe divers partis de gauche et des péronistes dissidents, le cinéaste Fernando Solanas, *(l'Exil de Gardel, Sud)* est candidat député dans la province de Buenos Aires. Un curé tiers-mondiste, le père Eliseo Morales, se présente sur les listes de Solanas. Les conservateurs de l'UCD ont été chercher un ancico policier, le commissaire Luis Patti, qui se vante d'être *« un incorruptible »*.

Dans la capitale, fief traditionnel des radicaux, Fernando de la Rua a pour coéquipier un écrivain, Marta Mercader. Encouragé par les succès de Reutemann et Ortega, le parti péroniste fait des avances à un musicien folklorique, Antonio Tarrago Ros et à un chanteur des bals du samedi soir, Riki Maravilla. Le champion de tennis Guillermo Villas e pour l'instant rejeté toute proposition pour se consacrer à sa nouvelle passion : le rock. Ce nouveau phénoméne alarme certains sociologues argentins qui estiment que la perte de crédibilité des politiciens constitue une menace pour les institutions de la démocratie. Le ministre de l'intérieur, Gustavo Beliz, soutient le contraire. *« S'ils se montrent efficaces, ces hommes nouveaux sont les bienvenus, car les citoyens ne veulent plus être les otages des vieux dinosaures de la politique. »*

Ces vedettes sont largement récupérées par les moyens de communication qui oot contribué à leur popularité. Les magazines comparent l'élégante et blonde épouse de Palito Ortega qui s'occupe d'œuvres de bienfaisance à la légendaire Evita Peron. Il y a quelques jours, à la télévision, l'émission de variétés de plus large eudience e présenté un match de football inédit où les gardiens de but étaient Lole et Palito. L'équipe de Reutemann a gagné par quinze buts à trois. Les deux gouverneurs sont repartis avec des chèques de quinze mille dollars chacun. Question de renflouer les caisses de leur province, en temps de récession.

CHRISTINE LEGRAND

ÉTATS-UNIS

Mort du général Ridgway

Le général Ridgway est mort lundi 26 juillet à son domicile de Fox Chapel, dans le banlieue da Pitteburgh, en Pennsylvania. Il était âgé de quatre-vingt-dix-huit ans. Matthaw Ridgway, héros du débarquement allié en Normandie, avait succédé au général MacArthur en 1951 à la tête du corps expéditionnaire en Corée.

« Je crois avoir servi ou feu plus que tout autre général américain de la deuxième guerre mondiale », affirmeit dans son vieil âge cet offiеier général flamboyant auquel ses pairs reconnaissaicot courage et panache. En Corée, le général Ridgway avait toujours une grenade accrochée à son épaulette. Au cours du débarquement allié en Normandie, il avait fait rebrousser chemin à un char allemand sur lequel il evait tiré avec un fusil Springfield. *« Je l'ai eu »*, avait-il déclaré à ceux qui ont rapporté l'anecdote.

Matthew Ridgway était né en 1895 à Fort-Monroe (Virginie) d'un père colonel. Diplômé de la prestigieuse école militaire de West-Point en 1917, il sert en Europe lors de la première guerre mondiale. Après plusieurs missions effectuées en Cbine, eu Nicaragua et eux Pbilippines, il est chargé en 1942 de transformer la 82e division d'infonterie en unité aéroportée. L'attaque de la Sardaigne en juillet 1943 par celte division constituera la première opération aéroportée d'envergure de la guerre. En juin 1944, il saute en parachute sur la France, où il est accueilli... par une vache normande. *« J'aurais pu l'embrasser »*, dira-t-il par la suite.

Au printemps 1951, il obtient simultanément quatre commandements : commandant supréme des forces alliées au Japon, commandant en chef des Etats-Unis pour l'Asie, commandant en ebef des Nations unies pour la Corée et général en chef des forces américaines en Asie. Il est élevé eu rang de général à quetre étoiles par le président Truman. Son obstination, selon ses propres termes, à *« liquider l'ennemi »*, fait reculer les troupes nord-coréennes et chinoises. L'armistice sera signé après son départ, le 27 juillet 1953.

En 1952, il remplace le général Eisenhower à la tête des forces alliées en Europe. En mai de la même année, sa visite à Paris suscite de violentes manifestations organisées par le Parti communiste, qui font un mort. Parmi les 718 personnes interpellées figure Jeeques Duelos, numéro deux du parti. Les communistes français, obéissant aux instructions de Moscou, lancent à cette occasion une des campagnes d'opinion les plus importantes de leur histoire sur le thème « *Ridgway la peste* ». Ils aecusent en effet sans preuve le général emérican d'avoir eu recours à des armes bactériologiques en Corée.

Retraité, Matthew Ridgway publie ses souvenirs de Corée. En 1985, il partieipe à une visite du président Ronald Reagan dans un cimetière militoire allemand et, à le stupeur générale, serre la main d'un général ellemend à la retraite. Il avait été décoré en 1986 de la médeille de la Liberté, la plus haute distinction américaine.

Le Monde de l'éducation

Juillet-août 1993

RÉUSSIR SON ENTRÉE A L'UNIVERSITÉ

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 25 F

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Les « marrons » de la Réunion

Suite de la première page

Ce fut le cas de 50 % des Réunionnais lors des dernières élections. Voter, à quoi bon... On vous la serine assez, la rengaine des *« tous pourris »*, dans cette île où les autorités cessent de faire le compte des élus *« qui ont des ennuis »*, comme on dit pudiquement, *« car le chiffre grimpe tous les jours »*. Alors elle écoute Radio-Freedom, la sulfureuse station de Camille Sudre, et téléphonerait bien à l'émission du matin «Radio-doléances», où les Réunionnais déversent leur litanie de rancœurs, mais elle n'a pas le téléphone. Elle attend, encore et toujours, que cela change, cadenassée derrière sa palissade. A deux pas de là, sur la terrasse d'un immeuble moderne, on a installé, pour agrémenter un duplex, une piscine suspendue entre ciel et bidonville.

« Une main lave l'autre »

Dans la ville entière, on a placardé l'affiche du dernier film d'Eddie Murphy, dont le slogan, ici, ressemble à un gag involontaire : *« Tchatcheur, escroc et gentleman, il a tout pour être M. le Député »*. Avec sa peau caramel, sa moustache et son air entreprenant, le comique hollywoodien a un faux air d'Eric Boyer, celui d'avant la déconfiture. Eric Boyer, le président du conseil général, sénateur depuis septembre 1992, empêtré dans des trucages de marchés publics et impliqué dans des affaires de corruption, *en cavale* depuis le 10 juillet, et que toutes les polices de l'île se sont efforcées en vain de retrouver avant la visite du ministre des DOM-TOM.

Car un sénateur qui a pris le maquis, *« c'est sûr, ça fait un peu désordre »*. D'autant qu'il n'est pas le seul : il n'a fait qu'imiter l'exemple de Pierre Vergès, le maire du Port, fils du député Paul Vergès, leader historique du Parti communiste réunionnais, qui a pris la poudre d'escampette depuis le mois d'avril, accusé d'avoir truqué – à la baisse, il est vrai – un appel d'offres. Tous deux, depuis leur cachette, ont beau revendiquer l'héritage des « marrons », ces esclaves héroïques qui s'échappaient des plantations des Blancs pour recouvrer une difficile liberté dans les hauts de l'île, le truquage de marchés publics, l'ingérence ou la corruption soutiennent mal la comparaison avec une lutte de libération où l'on risquait sa vie.

La plupart, sous le sceau de la confidence, élus comme entrepreneurs, tous tristes que l'on vienne à eux pour parler de *« ça »*, le confirment. La corruption n'est pas nouvelle, à la Réunion, et elle n'a pas toujours dérangé. Simplement, elle a pris une ampleur indécente et jusqu'ici inégalée. Surtout, elle est devenue trop voyante. *« La règle, c'était d'appeler un entrepreneur un mois avant les élections. Pour qu'il les finance. Et puis un mois après, pour qu'il comble les trous »*, raconte un député. Il n'y avait pas de *« rançon »*. C'était le temps du *« une main lave l'autre »*, où se tenait mutuellement par la barbichette. Les billets arrivaient, par dizaines de milliers de francs, dans des enveloppes.

Parfois, on n'avait même pas besoin de demander. On dépensait et puis on n'en parlait plus, jusqu'à la prochaine fois. On savait bien qu'ici ou là des votes étaient achetés d'un pique-nique ou de quelques centaines de francs, d'un sac de ciment ou d'un lot de tôles soustrait à de gros chantiers publics, où l'on ne va pas s'abaisser à faire des inventaires. *« Pour le cas. Mais non, ne me remercie pas ! »* Mais cela s'arrêtait là, dit-on. Le PCR avait beau protester, des plaintes pouvaient être parfois déposées, la justice ne se mêlait guère de *« ces choses-là »*. *« La justice réunionnaise fonctionnait très bien pour les valeurs de papayes »*, ironise un magistrat.

D'autant que cette justice est loin d'avoir été elle-même irréprochable. Après avoir longtemps tardé, une inspection des services judiciaires (*le Monde* du 11 juillet 1991) a fait ce qu'elle a pu face à un président de juridiction qui, lorsqu'il ne prenait pas neuf semaines de vacances, pratiquait pour ses amis (ses amies, le plus souvent) le pardon des offenses ; face à un procureur de la République tendrement conseillé par le concierge du palais de justice sur l'opportunité des poursuites, et que lui-même, en retour, ensoleillait dans le choix d'une voiture de 180 000 francs dont on se demande bien comment il aurait pu se l'offrir sans avoir monnayé ses interventions.

On n'oublie pas, non plus, un ancien bâtonnier, avocat toujours en exercice, qui attend calmement d'être jugé pour avoir exercé illégalement la profession de banquier et pratiqué des taux usuraires de 30 %. Il est vrai qu'il aurait cessé depuis, *« à cause de la difficulté qu'il y a à se faire rembourser »*. Quand des poursuites judiciaires ont été engagées – mais on s'arrange volontiers de départs à la retraite, – elles n'ont pas débouché sur des procès... Aussi, les élus ont-ils officiellement salué d'un concert unanime de louanges la nouvelle donne judiciaire, liée à l'arrivée dans l'île de nouveaux magistrats au début des années 90, et la création d'une cellule anticorruption. Aujourd'hui, alors que nombre d'élus sont eux mis en examen, ils déchantent, pétitionnent, s'époumonent *sur le thème* du respect de la présomption d'innocence et de l'acharnement judiciaire. Il est, à cet égard, touchant de relever le soutien actif du PCR et de son quotidien *Témoignages* à Eric Boyer, qui « bénéficie », depuis sa cavale, du parallélisme avec Pierre Vergès.

Des gendarmes cachés dans un placard

Et s'ils étaient, tout bêtement, devenus trop gourmands ? Jean Chatel est le président du Collet, l'union patronale, qui regroupe mille deux cents chefs de petites ou de grosses entreprises. Il raconte sans peine comment, *« depuis trois ou quatre ans, les demandes sont devenues beaucoup plus fortes, et individuelles »*. On s'est mis à remarquer, sur des marchés publics, des avenants représentant 25 % à 30 % du marché. *« Les entrepreneurs du BTP sont venus me voir. Ils m'ont dit que la pression était devenue insupportable, mais que, s'ils ne s'y soumettaient pas, ils perdaient l'affaire. »* Que faire ? Dénoncer ? Mais qui dit corrupteur dit corrompu et risque de poursuites. Il y a bien eu un rocambolesque flagrant délit, avec des gendarmes cachés dans un placard, lors d'une transaction entre un maire et un transporteur. Cela n'a pas empêché le transporteur d'être élu conseiller général et de siéger... à la commission des transports.

Alors, il fallut attendre, un jour de septembre, l'arrivée au palais de justice de Saint-Denis d'un petit monsieur de soixante-quinze ans, ancien directeur d'école, qui tenait à la main un feuillet couvert, recto-verso, d'une écriture soignée, bien qu'un peu tremblée. Alix Elma, conseiller général, originaire de Sainte-Rose, comme Eric Boyer – *« Un homme pour qui j'avais toujours voté, madame »*, – était président de la commission des travaux publics et des transports. Il avait bien tenté, depuis des mois, de mettre en garde le *« président Boyer »*, mais il avait été traité au mieux *« comme un vieux radoteur »*, au pis comme un gêneur.

C'est donc lui qui apporte à la justice la plus belle affaire de délinquance financière qu'elle aurait pu rêver. Ces plaintes débouchent sur deux gros dossiers : la billetterie unique des transports en commun de l'île, un marché surévalué (prévu au départ pour 10 millions de francs, conclu à 17 millions de francs) à la suite d'une entente entre concurrents et incluant le versement de pots-de-vin de 3 millions de francs, après l'arrangement par un avocat parisien d'un petit détour par Jersey, paradis fiscal bien connu. Après plusieurs mois de détention – de chantage à la détention, préfèrent dire les avocats, – les comparses chargent Eric Boyer, qu'ils accusent d'avoir couvert la combine en échange d'avantages en nature, notamment la mise à disposition de cars pour ses campagnes électorales. Mis en examen le 26 mars, le président du conseil général tente, au cours d'une perquisition, de camoufler un document compromettant dans son pantalon, avant de le déchirer et d'en avaler des morceaux, en prétextant *« qu'il s'agit de la correspondance d'une femme dont il veut protéger l'identité »*.

L'autre affaire est celle des transports scolaires de Saint-Leu, que le conseil général accepte de reprendre. Evalué à 9 millions ou 10 millions de francs au départ, le marché est, selon la chambre régionale des comptes, lui aussi surévalué, et l'on aboutit à un surcoût de 25 millions de francs sur huit ans. Les inculpés reconnaissent que le marché est *« truqué »* et, là aussi, chargent Eric Boyer, qui aurait exigé des contreparties pour fermer les yeux.

Dès lors, la machine s'emballe. On est à cinq semaines de la fin de la session parlementaire. Par fax, le procureur général adresse au garde des sceaux un rapport assez succinct le 29 juin, lui demandant d'enclencher la procédure de levée d'immunité parlementaire, car le placement sous mandat de dépôt du sénateur est envisagé. Sans demander de plus amples explications, n'attendant même pas de recevoir l'original du rapport, Pierre Méhaignerie transmet, le 2 juillet, au Sénat. En un temps record – le 8 juillet, – l'immunité est levée. L'intéressé, qui a vraisemblablement subi d'amicales pressions, la demande lui-même et renonce à venir s'expliquer devant ses pairs.

Le 10 juillet, le juge d'instruction délivre un mandat d'amener. Le soir même, *« complètement affolé »*, disent ses proches, le sénateur est en fuite. Agitée comme un chiffon rouge, l'arrivée dans le dossier et à la Réunion de Jacques Vergès, frère jumeau de Paul et oncle de Pierre, a sans aucun doute précipité les choses. L'avocat tempête et assure que le dossier est vide, mais il n'a pu en prendre connaissance car, avant de s'enfuir, Eric Boyer n'a pas rédigé lettre le désignant.

Du Solex à la BMW

Petit-fils de pêcheur, fils d'instituteur, aîné méritant de treize enfants, professeur certifié de lettres modernes à l'Ecole normale de la Réunion, grand amateur de mangues vertes tartinées de piment, Eric Boyer a vécu le meilleur ; il est en train de vivre le pire. Depuis des mois, la presse quotidienne réunionnaise (quatre quotidiens pour le moins pugnaces et peu soucieux, pour certains, du secret de l'instruction) a fait d'Eric Boyer son souffre-douleur. Tout y est passé, jusqu'à son patrimoine et celui de ses enfants. Lui qui représentait, contre les héritiers de Michel Debré et le PCR, une troisième voie, celle de *« l'homme réunionnais »*, ni assimilé ni rebelle, avait d'abord fait une carrière politique besogneuse dans l'ombre du maire de Saint-Denis, Auguste Legros (apparenté RPR), qui avait peu à peu vu en lui un possible dauphin, avant d'apprendre à ses dépens la mesure de l'ambition de son protégé. Et de sa capacité à nouer des alliances d'opportunité.

Elu président du conseil général en 1988 grâce au PCR, contre les centristes et les socialistes, il divise la droite en se présentant à la mairie de Saint-Denis en 1989. Ses amis ne lui pardonneront ni sa vaotardise, ni son score médiocre, ni d'avoir permis à un socialiste de l'emporter. En 1992, c'est aux socialistes qu'il doit de conserver la présidence du conseil général. En septembre, son élection au Sénat et son apparentement au groupe RPR ressemblent à une apothéose et à un paratonnerre. Mais il a, sûrement, commis trop d'erreurs pour être aussi vite transformé en victime expiatoire. Entouré d'un infranchissable cercle d'intimes – amis et membres de sa famille, au premier rang desquels sa fille Françoise, à laquelle le lie une passion réciproque, – perd-il pied devant un pouvoir renforcé par la manne financière venue de la décentralisation ?

Alix Elma pense que *« les gens sortis du peuple, comme lui, ne pensent plus au peuple quand ils sont élus »*. *« Ils pensent à leur réélection et aux vicissitudes du pouvoir. »* Margie Sudre, la toute nouvelle présidente de la région, depuis l'annulation de l'élection de son mari Camille, confie, avec la fraîcheur des néophytes, que *« l'arrogance que donne le pouvoir [la] laisse un peu pantoise »*. Jean-Paul Virapoullé, député (CDS), maire de Saint-André, qui n'a pas précisément de passion pour Eric Boyer, note : *« Dès 1988, la folie a commencé à travailler son coco. »* Un élu socialiste constate, déçu : *« C'est un type qui roulait à Solex. On lui donne une BMW. Il n'est pas fait pour ça. »*

Avec plus de 32 % de chômeurs (trois fois plus qu'en métropole), 40 000 RMistes pour 146 000 personnes au travail (dont près de 20 000 fonctionnaires de l'Etat), alors que 14 000 jeunes sortent chaque année du système éducatif et que le PIB par habitant représente 40 % de celui de la métropole, la Réunion n'a pas besoin de défrayer la chronique de la corruption. En un an, le nombre de vols aggravés a augmenté de 46 %, celui des vols simples de 35 %, les affaires de stupéfiants de 12 %. Personne n'a oublié les huit morts du Chaudron pendant l'hiver 1991, ni la reprise des émeutes en décembre dernier. Alors, si les élus dissimulent mal leur gêne et leurs angoisses personnelles *(« A qui le tour ? »)*, la population réclame justice et se moque, au pays du *« Ln-di, lo-fé »* (Si on le dit, c'est qu'il l'a fait »), qu'elle puisse, parfois, paraître brutale.

AGATHE LOGEART
(avec ALIX DIJOUX)

La visite du ministre des DOM-TOM

Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, est arrivé mardi 27 juillet à La Réunion, où il devait faire une visite de quatre jours après s'être rendu, au cours des derniers mois, aux Antilles, en Guyane, en Nouvelle-Calédonie, à Wallis-et-Futuna et en Polynésie. Le ministre, qui aborde l'île au moment où elle traverse une vague de scandales politico-financiers sans précédent, devait être reçu mardi au conseil régional, que préside Margie Sudre, épouse de Camille Sudre, le patron de la station Radio-Free-DOM, et au conseil général, dont le président, Eric Boyer (apparenté RPR), mis en examen pour corruption, est en fuite.

M. Perben entendait donner à son voyage une dimension plus économique que politique, en se rendant successivement devant la chambre de commerce et d'industrie, la chambre d'agriculture et la chambre des métiers. Il devait aussi rencontrer les syndicats et s'intéresser aux problèmes de l'éducation, du tourisme et du logement.

Une lettre d'Alain de Benoist

Nous recevons d'Alain de Benoist la lettre suivante au titre du droit de réponse :

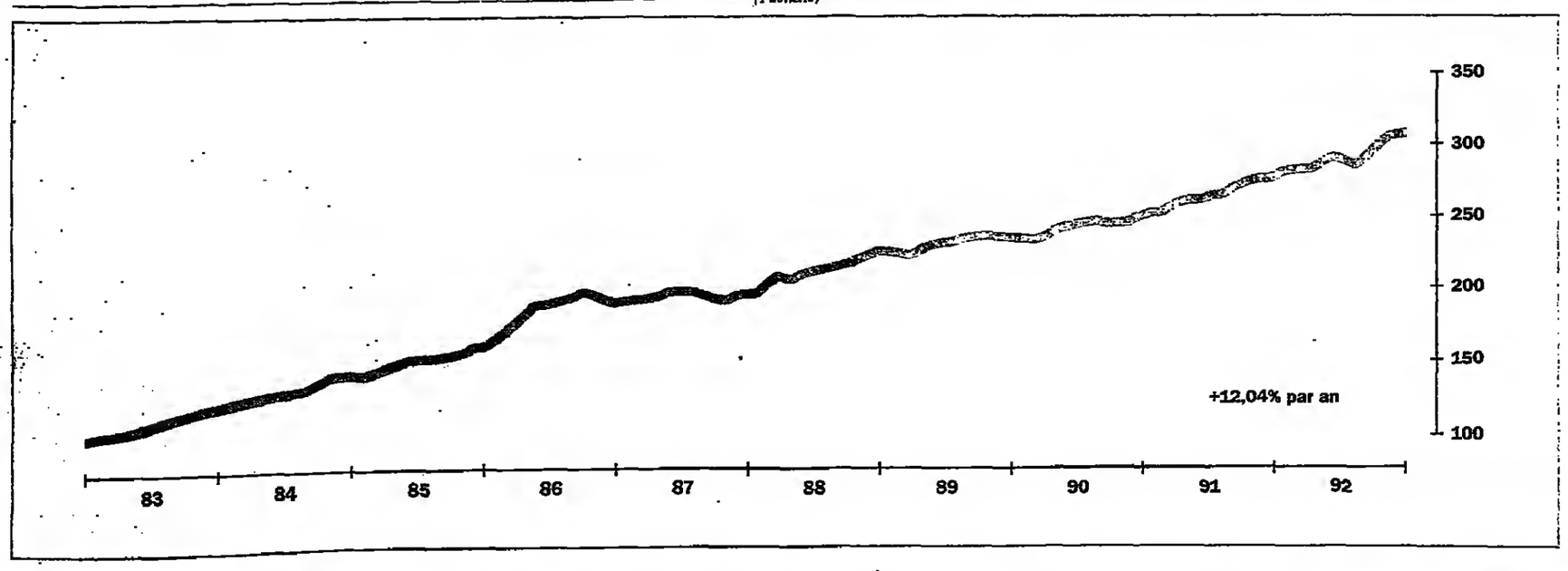
1) Il est en général de règle pour apprécier la pensée d'un intellectuel de chercher, dans son œuvre, à en identifier les lignes de force aussi bien que les variations éventuelles. Je vois que, me concernant, cette méthode objective n'a plus cours. Dans leur commentaire à me lettre parue dans *le Monde* du 30 juin, MM. Olivier Biffaud et Edwy Plenel préfèrent m'opposer quelques opinions hostiles censées conforter leur jugement. C'est un procédé éminemment rotable, mais sans valeur démonstrative, puisque les opioions citées n'engagent que des auteurs qui n'ont évidemment que l'autorité qu'on leur prête. Dans le climat de maccarthysme qui règne aujourd'hui en France, il permet en revanche de légitimer par avance la censure et la persécution. Je m'attriste de le voir employé dans les colonnes d'uo grand journal d'information.

2) MM. Biffaud et Plenel estiment *« ambiguë »* la place que j'occupe *« dans le paysage intellectuel français »*. Ils n'ont pas tout à fait tort. Entre la bêtise de droite et la malhonnêteté de gauche, il n'est pas toujours aisé de se frayer une voie. Rien n'est, en outre, plus insupportable aux esprits sectaires qu'une pensée indifférente aux étiquettes et aux idées toutes faites. Permettez-moi de dire, cependant, qu'il y aurait peut-être eu, pour *le Monde*, un moyen de réduire cette « ambiguïté ». Il aurait consisté à publier le texte du substantiel interview que j'avais accordé à ce journal en mai 1992, et dont il m'avait alors été annoncé une parution *« rapide »*. Je ne m'y étais, je crois, dérobé à aucune question. *Le Monde*, lui, s'est dérobé à sa publication.

3) N'étant ni nationaliste ni communiste, j'aurais le plus grand mal, même dans le légitime désir de satisfaire MM. Biffaud et Plenel, à être tenté de me définir comme « national-bolchevik ». Je considère plutôt ce qui s'écrit actuellement sur cette *« tentation »* comme relevant de règlements de compte qui ne me concernent aucunement. Je crois en revanche à l'avènement de nouveaux clivages dans l'opinion. Ils ne résulteront certainement pas plus des transactions d'états-majors qu'ils ne sauraient s'interpréter comme fusion des extrêmes ou, pis encore, comme conjonction des nostalgies. Ils seront plutôt le fruit d'une évolution logique, dont je doute qu'elle puisse être entravée par les romans diffamatoires, les campagnes de haine et les mouvements d'humeur du Landerneau parisien.

[Il appartient au *Monde*, comme à tout autre journal, d'évaluer la qualité d'une information avant de décider éventuellement de la publier, y compris lorsqu'elle prend la forme d'une interview.]

(Publicité)



SOCIÉTÉ

A cause de leur sensibilité « médiocre »

Neuf tests de dépistage du virus du sida vont être retirés du marché

A la demande de Philippe Douete-Blazy, ministre délégué à la santé, neuf des trente et un tests de dépistage de l'infection par le virus du sida commercialisés en France vont être retirés du marché. La direction de l'Agence du médicament a demandé aux fabriquanta concernés de cesser la distribution de ces produits et de rappeler ceux déjà livrés. La direction générele de la santé et l'Agence française du sang vont informer les établissements de transfusion sanguine et les laboretoires d'analyses de cette mesure.

Dépister les traces biologiques de l'infeetion par le virus du sida consiste à recbercber dans le sang la présence des anticorps dirigés contre ce virus. Ce dépistage impose une recberche individuelle. Depuis la commerclalisation, au début de 1985, des premiers tests, leur qualité n'a cessé de progresser grâce aux avancées de la virologie moléculaire mais aussi à la conceurrence très vive entre les firmes pharmaceutiques.

On a distingué, scbématiquement, trois «géoérations» de tests. Les premiers étaient constiués des antigénes du virus total, inactivés et purifiés. Les seconds comportaient des antigènes naturels associés de maniére à améliorer la réponse à des antigènes synthétiques ou issus du génie génétique. Les tests de troisième génération résultent d'une connaissance encore plus graode de l'intimité de la strueture virale et de sa variété.

En pratique, pour un test, deux écueils doivent étre évités : ignorer une séropositivité (faux négatif) et répondre qu'une personne est infectée slors qu'elle oe l'est pss (faux positif). Les deux paramètres pris en compte pour quantifier la valeur d'un test sont la sensibilité et la spécificité. Des progrès ont permis de réduire de quelques mois à quelques semaines la «fenêtre de séroconversion», période qui sépare l'infection par le virus du moment où l'on peut techniquement ideotifier la présence d'anticorps dans le sang. On réalise sctuellement en France près de 10 millions de tests annuels de dépistage du virus du sida : 3,5 millioos sont pratiqués par les centres de transfusion (CTS) chez les donneurs de sang et le reste par les laboratoires d'analyses qui doivent, pour chaque personne – à la différenee des CTS – svoir recours à deux tests sur chaque sang (1).

Surprise dans les milieux professionnels

Le coût d'un test est de l'ordre de 10 francs, le prix pouvant toutefois varier selon les quantités acbetées. Les principales firmes présentes sur le marché français sont Diegnostics Pssteur, filiale de SANOFI (groupe Elf-Aquitaine), Abbott et le société nord-américaioe Murex, qui e repris depuis peu la branche «diagnostic» du géant ioformatique Welcome.

L'inquiétude des autorités sanitaires françaises avait commencé à se manifester après la révélation par l'association *Act-Up* des pratiques du laboratoire parisien d'Artois, accusé d'avoir recours à la tecbnique du «poolage» (mélange des sérums sanguins) (*le Monde* du 23 février). Le travail sur lequel M. Douste-Blazy fonde aujourd'hui sa décision s été mené, à la demande de l'Agence du médicement, par le groupe Retrovirus de la Société nationale de transfusion ssoguioe. Ce travail, dirigé par Anne-Marie Couroncé, s amené le mioistre à décider le retrait de neuf tests du marcbé françsis (sur trente-et-un), compte-tenu de leur «*sensibilité médiocre*» vis-à-vis des sérums de référence euxquels ils ont été confrontés. Six autres tests, considérés o *priori* comme «sccepisbles», sont déconseillés dans le domeine de la transfusion sanguine, dès lors qu'eux seuls sont utilisés, aueun autre test ne venant confirmer les résultats obtenus.

Le 23 juillet, l'Agence du médicament a demandé aux fabriquants de stopper la distribution des produits concernés et dc retirer ceux déjà livrés. L'Agence française du sang et la direction générale de la senté oot informé l'ensemble des centres de transfusion et les laboratoires d'analyses des décisions ministérielles.

Dans les milieux professionnels, oo ne cache pas une certaine surprise de voir retirer des réactifs qui svaient été acceptés au terme de la procédure d'enregistrement imposée par le Laboratoire national de la saoté (LNS). Les febricents de ces tests doiveot en effet certifier que leur matériel répond à une série de critères définis par le LNS. Les professionnels font également remarquer que l'efficacité des tests oe peut être absolue et que ce type de matériel vise (comme souvent en biologie) au moins mauvais compromis entre la sensibilité et la spécificité, deux objectifs quelque peu cootradictoires.

Faut-il tout refaire ?

Le coup est particulièremeot sévére pour le test rapide Génie HIV 1-HIV 2 de le société Diagnostics Pasteur (SANOFI). Commercialement prometteur, il avait été mis sur le marcbé il y a moins d'un an, la firme vantant sa «*technologie très élaborée*» capable de fournir uoe réponse en neuf mioutes. Du côté des pouvoirs publics, oo souligne la oécessité de modifier le cadre réglementaire le décret du 8 septembre 1982 qui définit les procédures d'enregistrement n'étant pas assez contraignant. On précise notamment qu'il importe de disposer d'une double procédure d'expertise, indépendante.

« *Trop souvent les résultats des procédures médicoles ne sont pas troduits dons les faits. Dans le domaine de lo santé publique, il est importont de tirer les conclusions pratiques de toute démarche d'évaluation*, nous e déclaré M. Douste-Blazy. *Nous démontrons oinsi que dans ce domaine nous commençons à changer de logique.* » Les pouvoirs publics se sont toutefois beurtés à certeines difficultés. Aiosi ont-ils dû svoir recours pour prendre une telle mesure à des textes prévus pour le sécurité des consommsteurs qui sont habituellement prévus pour des produits présentant un danger important, grave et immédiat, ce qui peut conduire à dramatiser le situation.

Le professeur Jeso-Freoçois Girard, directeur général de le senté, estime que ces mesures ne devraient pss modifier notablement l'activité de dépistage des ceotres de transfusion, la plupart des établissements ayant, selon lui, déjà écarté les techniques ou les procédés doot l'efficacité est aujourd'hui mise en doute. On estime que plusieurs millions de dépistsges ont été pratiqués en France avec les tests eujourd'bui retirés du mercbé. Faudra-t-il les refaire ? « *D'un point de vue statistique il est acquis que des personnes ont été testées séronégatives alors qu'en fait elles ne le sont pas*, explique le professeur Girard, *Faut-il pour autant refoire tous les tests ? Je n'ol pas de réponse simple à fournir.* »

JEAN-YVES NAU

(1) En général, les centres de transfusion sanguine pratiquent un seul test par donneur alors que les laboratoires d'analyses doivent, ponr des raisons de sécurité, en pratiquer deux sur chaque personne testée.

Les marques concernées

Les tests retirés étalent commercielisés sous les merques sulventes : Vironostike (Organon), Cobes-core (Roche), Enzynum test (Boeringher), Elavie et Rapid Elavia (Diagnostics Pesteur), Vironostike Antl HTLV3 LAV (Orgaoon), ImmunoComb PBS (Organics), Genie HIV1-HIV2 (Diegnostics Pasteur) et Rspid (Clonatec).

A cette liste s'ejoutent six tests dont l'utilisation est interdite dès lors qu'ils sont utilisés en tests uniques par lee établissements de transfusion sanguine. Il s'egit de produits commercialisés psr Bio-Mérieux, Diagnostics-Pasteur, Behring, Coultronics et Sorin-Frsnce.

Une fillette assassinée après une fête de village en Haute-Savoie

Le meurtre de Jessica

Une petite fille âgée de sept ans et demi, enlevée lors d'une fête organisée dans un village de Haute-Sevoie, dimancha 25 juillet, a été retrouvée morte deux heures eprèe le début dee recherches. Le corps de Jessica a été découvert à quelques mètres de la maison d'un homme âgé de soixante-quatre ans, Michel Seydor, qui a été placé en garde à vue.

Mardi matin 27 juillet, il était toujours entendu par les gendarmes de Thonon-lea-Bains. Des traces de violences sexuelles ont été constatées sur le corps de la fillette, a indiqué le substitut du procureur de la République de Thonon, Eric Mathais.

GRENOBLE

de notre correspondant

La kermesse de Vecherasse, commune de Haute-Savoie, à quelquee kilomètres d'Evlen, allait s'echever lorsque la mère de Jessica, qui s'occupeit jusqu'elors de le buvette, voulut ratrouver sa fille eu milieu des stands disséminés eur le piece du village. Après quelques instents de recherches, un appel lencé per heut-perleur permit de recueillir un témolgnage. Vers 23 h 15, l'enfent était montée, en pleurent, dens un break Reneult 12 gris-belge, eccompegné d'un homme connu dens la région soue le nom du « *légionnaire* ».

Assassin de sa femme

Les gendermes ee rendaient dens le nuit au domicile de Michel Seydor, un ferrelileur âgé de soixante-quatre sns, installé depuie un en à Neuvecelle, village proche de Vacharesse. Selon le communiqué du parquet, publié lundi 26 juillet, « *les enquêteurs constataient la présence de traces de sang suspectes, tant sur l'individu que sur le perron de son habitacon* ».

Fouillent lee ebords immédiats de la maison, les gendermes découvraient le corpa de Jessica, dieeimulé à dix mètres de l'hebitetion et recouvert d'un tes d'herbe fraîchement coupées. Interrogé depuia lundi 1 heure du matin, Michel Seydor niait toujours être l'auteur du meurtre, plue de trente heuree epràs son interpellation.

Le « *légionneire* » était installé dens la région d'Evian depuie sa sortie de prison en 1982. Dix-huit ens plus tôt, il evait été condamné, pour le meurtre de ea femme, à le réclueion criminelle à perpétuité par les assisea du Nord, siégeent à Douai. En 1972, sa peine eveit été commuée en vingt ans de réclueion. A sa sortie de prison, Michel Seydor trouvs d'ebord des « petits boulots », notemment dane la etstion de aki Thollon-lee-Mémises, comme « perchman ».

Se réinsertion fut facilitée per le soutien d'une aesociation haut-sevoyarde d'aide eux enciens détenus, qui lui permit d'eeheter à Thollon un terrein situé en zone forestière. C'est là que le « *légionnaire* » demeurait et entreposait les ferreilles qu'il ramassait dens la région.

Très vite, les volsins deveient se plaindre et réclemer le départ de cet homme « *coléreux* ». A le demande de le commune, le tribunal de Thonon, puis la cour d'appel de Chambéry, ordonnelent, en 1989, le destruction des bâtiments, de bric et de broc, édifiés dans une zone clessée non constructible per le plan d'occupetion des sols de Thollon-les-Mémises.

En outre, la commune déclarait Michel Seydor interdit de séjour sur son territoire. Aucune décision de justice ne fut cependant exécutée ; le ferrailleur continua à travailler sur son terrain et à rencontrer les quelques amis qu'il côtoyeit, notsmment dans les bere. Il avait toutefois consenti, il y e un an, à résider à une dizaine de kilomètres, sur le commune de Neuvecelle. C'est là que les gendarmes ont retrouvé le corps de la fillette enlevée deux heures plus tôt.

CLAUDE FRANCILLON

Critiquant l'arrêt de la Cour d'appel de Paris

« The Lancet » prend la défense du docteur Allain

L'hebdomadaire britannique *The Lancet* critique, dans son édition du 24 juillet, les décisions de la justice dans l'affaire du sang contaminé et, plus particulièrement, le « *traitement* » infligé au docteur Allain. Dans un éditorial, intitulé « Palais d'injustice », l'bebdomedaire « conseille » aux magistrets de la Cour de cassation « *d'entendre et d'autoriser, le plus tôt possible* » le pourvoi en cassation formé par le docteur Allain, « *ovant que d'outres francophiles expriment leur dontes sur lo structure du système judiciaire français* ».

« En France seulement »

Le docteur Allain, condamné en première instance à quatre sns de prison, dont deux avec sursis, n'a pas vu sa peine aggravée par l'arrêt de la 13e cbambre de la cour d'appel de Paris, msis il a été errêté à l'audienee, en vertu d'un msndat de dépôt délivré psr la cour (*le Monde* du 15 juillet).

Le *Lancet* note, à propos de la contaminatioo par le virus du sida des produits thérapeutiques dérivés du sang, que c'est « *en Fronce seulement* » que « *des individus ont été traités comme des criminels* ». La revue scientifique ejoute que « *le traitement du professeur Alloin (sur qui l'ottention a été attirée) et d'autres* (qui sont) *entre les mains des cours françaises ont tout d'abord déconcerté les observateurs britanniques et américains, et suscite à présent leur colère* ».

Le courrier de l'hebdomadaire publie une lettre intitulée « L'emprisonnement de Jean-Pierre Allain », sigoée des professeurs Carrell, Peters, Cash, Mollisoo et de « *trente-trois outres* » membres du départemeot d'hématologie du MRC Ceoler de Cambridge, où Jean-Pierre Allain professait. Ces enseigoants expriment leur « *consternotion* » face aux sentences rendues par la justice française. Ils effirment enfin leur intention de travailler avec leurs collègues français pour réparer cette « *injustice* ».

□ **Le préfet Jean Teulelle remplace Georgina Dufoix an conseil d'administration de la Cnix-Rouge.** – Jean Taulelle, préfet honoraire, a été nommé administrateur de la Croix-Rouge françeise, en remplacemeot de Georgine Dufoix, psr un arrêté du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville du 13 juillet publié au *Journal officiel* du samedi 24 juillet. M. Teulelle, soixeote-dix-neuf ans, demier préfet de Paris (1974-1977), est nommé en tant que représentant du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'eménagement du territoire, comme l'était Mme Dufoix depuis 1988. Il était jusqu'ici administrateur élu au sein de la Croix-Rouge et avait feit partie de ceux qui eveient réclamé le départ dc Mme Dufoix eu moment de « l'affaire Habache » (*le Monde* du 30 ianvier 1992).

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Absolus portatifs

Si l'on feit sbstrection des fautes commises sciemment, et qua pèsers ls juetice, le feuilleton lugubre dee contaminations médicales fait penser à l'opération du pied-bot par Charles dens *Bovary*. Une fois de plus, ls littérature sveit tout prévu, mieux que les Disfoirus ds l'éthique, de le déontologie et de la prospective.

D'un côté, une famille supplie la science de feire quelque chose – « Enfin, quoi !, dire-t-on plus tard, l'homme va dens le Lune, où il n'e que feire, et, il n'est pes fichu de seuver un enfant ! » – et de l'eutra côté du lit de douleur, frontière aussi brutale que le berre des prétoirae, qu'une ligne de feu, un raprésentsnt de eette ecience pathétiquement interpellée, aprèe avoir rameuté ses connaiseances, finit per se dire : « Puisque tout e échoué dsns *ces cas-là*, jetons-nous à l'eau ; rien ne peut être pire que l'inertie des bonnes peroles ; dépaseons les soins dits *palliatifs* qui sont, en médecine, l'euphémisme de l'échec ; les progrès ne procèdent-ils pes toujours d'un essei téméraire ? Qu'aurait-on pensé de Pasteur, devant quels tribuneux l'eurait-on traîné, si eon idée de vaccin aveit d'ebord tué avent de vaincre la rege ? »... Et le praticien choisit l'eudace, le loterie. Charles opère. Ce eera la boucherie, le scandale de l'à-peu-près qui saccage, l'indigneetion.

Après coup, on voit dans le geste du médecin de Fleubert une preuve supplémentaire de sa bêtise, proverbiale depuie sa première apparition (comme quoi le choix d'une ceequette d'enfant n'est pas eens conséquences) ; meis, dens l'instent (oublione le balourd et le cocu), Charles endoeee à lui seul la vieille évidence dont riait Molière, dont on pleure de plus en plus eujourd'hui, à savoir que la science ne pourra jemais tout.

Croira qu'un peu d'hypophyse de cadavra va feire grandir les nains, dit comme ça, après le déseetre, cela reeeemble furieueement à la sottise intrépide et senguinolente de Bovary. Msis sur le moment... Felleit-il condamner Charles ? Avoir épousé Emma a suffi à sa peine. Ces deux-là, une ehose eu moins les rapprochait, à leur insu, et que nous n'svons pas encore su faira : le deuil de l'Abeolu.

* * *

Autre Absolu portatif, ou plutôi eutre eemblent d'Absolu, car ce demier ne e'sppproche pas eutrement que sous forme de leurre : lee vacancea de naguère, que le eouvenir peint en peradis perdu.

Il est habituel qu'sprès le cinquantaine les étés de l'sdolescence appsraissent comme des moments volés à l'éternité, st jemeis retrouvés dane la euite des ens. La chaleur ne semble plus le même qu'eutrefois, cette cheleur de sieste enfantine eu son des mouches cognant les vitres. Des nouveaux venus, forcément médiocree, ont mis leura sales pattes sur les cachettes et les jeux inventés evec quelques emis génieux, ne laissant aux pionniers détrônée que le refuge de la nostalgie, cet Absolu des vieux jours.

Pour Proust, Balbec n'était déjà plus comme avent. Le Jean Cau dee année 90 ne reconnaissait pas « son » Saint-Germain-des-Prés de 1950. Sagan ne voit plus, dens le Saint-Tropez dea Jeguar conduitee pieds nue, qu'un de ses « *meilleurs souvenirs* » défiguré, une bulle hors du temps comme son *Château en Suède* figé per l'hiver. Même désenchentement dens l'elbum que le photographe Luc Fournol et Annabel Buffet dédient ces jours-ci eu petit port varois (éditions du Mécène). Ils étaient une poignée d'emis, ils ae croyaient edoptés par les eutochtonee, eueei bourrés de telents et de fantaisie que délicieusement fsuchée... Avant eux, Colette, Kisling et René Cleir durent se sentir dérangée per eette horde « existentialiste ». En vacances, on eet toujours l'intrus de quelqu'un.

* * *

Ce qui est vrai, c'ast que presque tous ces « Tropéziens » d'avant et d'après-guerre ont bâti des carrières artistiques éclatantes, et parfois des œuvres. A chaque génération, on dirait que les surdoués s'sttirent comme l'elmant et qu'ils élisent un même rapeire de rêve, où l'Histoire retiendra que l'« esprit » a soufflé.

Maintenant que les touristes envahissent par charters entiere ces hauts lieux sitôt découverte, y compris eux sntipodes, où *cela* ee pesee-t-il ? Quelle crique ou quelle thébaïde encore inconnues rassemblent les créatifs célèbres de demain et les laisseront inconsolables ?

Tous les semblants d'Absolu se tiennent et aombrent ensemble : l'illusion de posséder le monde, l'espoir de l'emender, la liberté d'eimer à sa guiee sane rieque d'en mourir à trente ens, le droit de travailler, les étée entre amis, torrides et sans fin... Le retour aux valeurs morales, eprès quoi brâment certaine sermonneurs, supposerait, à défeut de certitudes à l'encienne, qu'utopies et bonheura durent un minimum de temps, le tempa d'y croire..

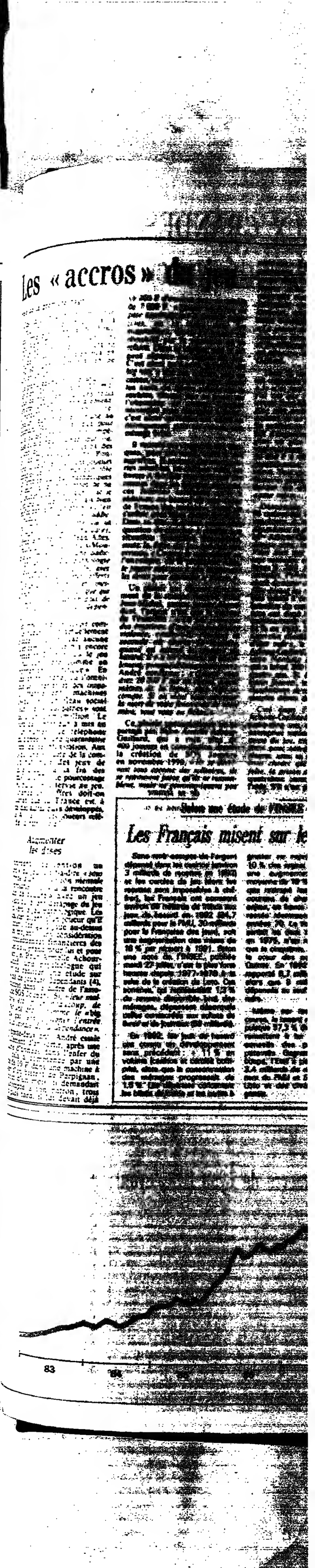
Il ve falloir réapprendre à aimer d'emour l'éphémère et l'instable, comme lee foutraques de l'entre-dsux-guerres chez qui l'imminence d'un nouveau casse-pipa fouettait l'imagination et l'appétit. Un jeté-battu dans le soleil, la vie ; et pfutt... la nuit des coulisses, en douceur. Merci eu danseur Jacqusa Chazot, disparu il y a peu sur les pointes, pour sa leçon d'élégance dens la futilité.

[« *Diagonales* » *s'interrompt jusqu'au mercredi 8 septembre.*]

□ **Attentat contre un centre EDF à Saint-Jean-de-Luz.** – L'explosion d'une bombe de fabrication artisanale s endommagé cinq véhicules d'EDF-GDF, dans la nuit de lundi 26 à mardi 27 juillet sur le parking du centre de disbribution d'électricité de Seint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques). Cet attentat, qui n'a pas fait de blessés, est le premier en Pays bssque fraoçais depuis le début de la saison touristique. Pour les enquêtenrs, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'une nouvelle action de l'organisation iodépendantiste basque Iparretarrak, qui ne s'était pas manifestée depnis le 1er mei : ce jour-là, un commsndo evsit détruit une station de surveillance du futur gazoduc franco-espagool, à Alçay. – (*Corresp.*)

Des obus au camping

Trois cent soixante-dix-huit obus detent de la eeconde guerre mondiele ont été retrouvés dans un camping de la commune de Sérignan (Hérault), dens le soirée du lundi 26 juillet. Les pompiers, qui eveient été appelés pour détruire un nid de frelons, ont mis eu jour, en creusant le sol, plueieurs obus. Appelés en renfort, dee démineure ont découvert trois cent quarante-six obus de 75, dix de 105, dix de 47 et douze de 50. Après six heures de recherches, ils ont amporté ces engins en lieu sûr. Le camping a retrouvé sa tranquillité à deux heures du matin. – (*Corresp.*)



SOCIÉTÉ

Les « accros » du jeu

Suite de la première page

C'est la Française des jeux qui, en multipliant ses produits, a transformé le pays en casino. Loto, Tepis Vert, Tac-O-Tac, Banco et surtout Millionnaire ont drainé plus de 30 milliards d'enjeux en 1992, soit une augmentation de 42 % en un an.

Le grand gagnant – le seul ?, – c'est bien sûr l'Etat, avec 20 milliards de prélèvements ces trois dernières années. Généralement, les perdants se consolent vite, remettant leur rêve de fortune au lendemain. Mais il y a ceux pour qui le jeu est une passion si impérieuse qu'elle peut ruiner leur vie. Ce sont les lointains cousins des héros de Dostoïevski, de Pouchkine ou de Zweig (2), ces joueurs incapables de garder leur contrôle sous l'empire du jeu, pathétiques dans leurs vaines promesses de ne plus toucher à cette drogue. Car le jeu est une drogue, désormais bien identifiée par la psychiatrie. *« C'est une maladie* ou *sens* où *les addictions comme l'alcoolisme* ou *la toxicomanie sont des maladies*, confirme le professeur Jean Adès, psychiatre à l'hôpital Louis-Mourier de Colombes. *C'est une addiction sans drogue. La pathologie vient avec la dépendance. Or, avec le développement des jeux offerts par la Française des jeux, et l'incitation publicitaire et médiatique qui en est faite (3), de plus en plus de gens vont découvrir leur dépendance. »*

Il est impossible de savoir combien de joueurs sont actuellement dans cette situation, car aucune étude épidémiologique n'a encore été menée en France, où le jeu n'est pas considéré comme un « comportement à risque ». En Espagne, en revanche, où l'omniprésence des loteries et des *tragoperras* (littéralement : machines bouffe-sous) est un fléau social bien établi, les « ludopathes » sont estimés à un demi-million. Le ministère de l'intérieur a mis en place un numéro de téléphone national d'appel et une quarantaine de centres de désintoxication. Aux Etats-Unis, une enquête de la commission nationale des jeux de hasard évaluait, à la fin des années 80, à 0,77 % le pourcentage de la population asservie au jeu. En l'absence de chiffres, doit-on considérer que la France est, à l'image des autres pays développés, et que 4 % à 5 % des joueurs relèvent de la pathologie ?

Augmenter les doses

Comment devient-on un « accro » du jeu, c'est-à-dire *« sous l'emprise d'une obsession mentale incontrôlable »* ? Il y a la rencontre « coup de foudre » avec un jeu nouveau ou le lent dérapage du jeu social vers le jeu pathologique. Les spécialistes disent d'un joueur qu'il est asservi lorsqu'il joue au-dessus de ses moyens, sans considération des conséquences financières des risques qu'il prend pour lui et pour sa famille. Pour Armelle Achour-Gaillard, une psychologue qui vient de réaliser une étude sur 238 cas de joueurs dépendants (4), rencontrés dans le cadre de l'association SOS Joueurs (5), *« leur malchance est, pour beaucoup, de gagner une grosse somme, le* « big win », *qui semble signer l'entrée dans la spirale de la dépendance ».*

A trente-deux ans, André essaie difficilement d'en sortir, après une dizaine d'années dans l'enfer du jeu : cela a commencé par une pièce de 10 F dans une machine à poker d'un bistrot de Perpignan ; en bout d'un mois, il demeurait au compte à son patron ; trois mois plus tard, il lui devait déjà 16 000 F d'avances pour un salaire de 7 000 F. *« Quand les fiches de paie commencent à devenir négatives, on se lance dans les magouilles »*, dit-il. Le joueur est obnubilé par la nécessité de se refaire. Dans sa logique, seul le jeu peut réparer les dégâts du jeu. C'est ainsi qu'André, à l'affût du *big win*, a tâté aux courses, puis au casino, misant toujours plus. Après les nuits de fièvre autour de la roulette, chaque jour se levait sur l'obsession de trouver l'argent nécessaire pour continuer à jouer : c'est ainsi qu'André est entré en délinquance, puis en prison, son ménage brisé.

Il raconte ses emprunts aux banques, puis aux amis, enfin à des aigrefins. Il raconte ses escroqueries minables, les chèques volés, les livrets A falsifiés pour effectuer des retraits dans les bureaux de poste, ces femmes solitaires qu'il a séduites, au hasard de son « tour de France des casinos », avant de s'enfuir avec leurs cartes de crédit. Dans sa tête, il n'était même plus question de chercher à rétablir une situation financière désespérée, seule la folie du jeu guidait son errance. *« Comme le toxicomane ou l'alcoolique*, dit le professeur Adès, *le joueur doit peu à peu augmenter les doses pour atteindre le plaisir. »*

Un plaisir qui dépend directement de la somme risquée. Pour Jean-Michel, ancien joueur dépendant, l'argent n'est que le vecteur de l'émotion : *« Le jeu provoque des émotions d'une extraordinaire violence*, confie-t-il. *Pendant la seconde où tourne la roulette, quand on attend la réponse du hasard, il y a un moment de basculement, presque d'évanouissement. »* André confirme : *« Quand vous avez 10 000 F sur* un *cheval, à cent mètres de la ligne, plus rien ne compte. Si on vient vous annoncer la mort de votre femme ou de votre mère, vous vous en fichez. »*

Ce plaisir paroxysmique ne se partage pas. Selon Armelle Achour-Gaillard, qui a reçu plus de 400 joueurs en consultation depuis la création de SOS Joueurs en novembre 1990, *« ils se décrivent tous comme des solitaires, ils se retrouvent parce qu'ils se ressemblent, mais ne communiquent pas entre eux »*. Encore moins avec leur entourage, qui peut rester longtemps dans l'ignorance. La vie du joueur n'est que mensonges : emprunts contractés en cachette, imitation de la signature du conjoint, courrier détourné, factures « oubliées » dans un tiroir. *« Le joueur dépendant reste apparemment bien intégré, socialement et familialement, mais en réalité, il est absent »*, dit Armelle Achour-Gaillard.

Toute la vie, du matin au soir, est organisée en fonction du jeu : *« Je n'ai joué que six mois, mais j'ai cru que j'allais devenir fou*, avoue Jean-Michel. *Je ne voyais plus mes amis, je délaissais mes enfants, je ne pensais qu'au jeu. »* Sa profession libérale lui permettait d'organiser des week-ends de plus en plus longs au casino, engloutissant chaque semaine 30 000 F à 40 000 F tandis que, parallèlement, ses affaires périclitaient. Tout ça parce qu'un jour de vacances pluvieux, il s'était installé devant un « bandit manchot », *« pour voir »*.

Désormais autorisées dans 96 casinos sur 138 (6), *« ce sont les machines à sous qui créent la dépendance la plus rapide »*, affirme Me Achour-Gaillard. *« C'est de la drogue dure*, insiste Jean-Michel. *Vous avez une réponse toutes les sept secondes, et vous pouvez jouer jusqu'à 200 F toutes les sept secondes. Personnellement, il m'arrivait de rester dix-huit heures d'affilée devant les machines. »* Accessibles même à ceux qui se sont fait interdire de casino, les machines à sous ont dopé le produit brut des établissements de jeux français de 61 % en 1992. Elles ont attiré une nouvelle clientèle : *« des femmes d'âge mûr »*, a constaté Armelle Achour-Gaillard ; elle cite le cas de cette Nordiste d'origine modeste qui a laissé 260 000 F de dettes en quatre ans. Et de l'aveu de nombreux joueurs, les machines à sous clandestines se multiplient dans les simples débits de boissons.

Cité dans l'étude d'Armelle Achour-Gaillard, Léandre, quarante-cinq ans, employé dans une entreprise nationalisée, divorcé à cause du jeu, expulsé de son logement pour non-paiement du loyer, résume ainsi sa situation : *« Il y a trois choses qui m'attendent : la folie, la prison ou le suicide. »* La quatrième issue, c'est l'appel à l'aide. S'il n'est pas représentatif de la totalité des joueurs dépendants, l'échantillon d'Armelle Achour-Gaillard est révélateur d'une population en demande d'aide : ce sont des hommes (91,6 %), la quarantaine (52 % ont entre trente-cinq et cinquante ans), mariés (59,2 %), pères de famille (75,2 %), avec une sur-représentation des professions commerciales (19 %). Une écrasante majorité (82 %) ne joue qu'à un seul jeu : ce sont les courses pour la moitié d'entre eux. *« Ils sont souvent d'une intelligence supérieure à la moyenne, mais mise entièrement au service du jeu »*, note la psychologue. Lorsqu'ils frappent à la porte de SOS Joueurs, souvent à la demande de leur famille, leur situation est généralement catastrophique.

« Premier principe, le sevrage »

Comment les désintoxiquer ? Pour Jean Adès, *« le premier principe, c'est le sevrage, comme pour les toxicomanes, avec des méthodes comparables, car il est impossible de retrouver une consommation modérée »*. Certains neurobiologistes tentent bien d'expliquer le phénomène de dépendance au jeu par des anomalies biologiques, mais ces théorisations récentes n'ont encore débouché sur aucune piste sérieuse. Les psychiatres qui, comme le professeur Adès, reçoivent de plus en plus d'« accros » du jeu dans leurs consultations, recommandent généralement des thérapies comportementales et cognitives, développées depuis longtemps aux Etats-Unis. L'inconvénient de ces psychothérapies, c'est qu'elles sont longues et ne répondent pas toujours à l'urgence dans laquelle se trouve le joueur.

« Si j'avais su que le jeu pouvait entraîner un comportement compulsif, je n'aurais jamais pris le risque de m'y exposer », affirme Jean-Michel. Ancien alcoolique, il connaît ses faiblesses. Comme quinze ans plus tôt avec les Alcooliques anonymes, son recours fut donc un mouvement fondé sur le même modèle, les Gamblers anonymes (GA) : *« C'est un programme spirituel dont le postulat est que seule une puissance supérieure au joueur peut le libérer de son obsession. »* Créés il y a trente-six ans aux Etats-Unis, regroupant quelque 150 000 membres en Amérique du Nord et dans la plupart des pays européens, les GA n'existaient pas en France. Sorti d'affaire, Jean-Michel a créé le premier – et pour l'instant unique – groupe à Paris, en avril 1992 (7).

Au terme *« joueur pathologique »* utilisé par les médecins, la psychologue Armelle Achour-Gaillard préfère celui de *« joueur dépendant »*. Elle retient en effet de ses contacts quotidiens avec des « drogués du jeu » que leur comportement relève davantage du symptôme que du syndrome. *« C'est l'émergence d'une problématique qu'il convient d'appréhender dans sa globalité »*, dit-elle après avoir constaté que nombre de joueurs ont eu par le passé ou ont encore une autre dépendance. Celle des jeux de hasard n'est sûrement pas la moindre : *« Ça a été plus facile d'arrêter la drogue que d'arrêter le jeu »*, lui a confié un ancien toxicomane.

JEAN-JACQUES BOZONNET

(2) *Le Joueur* de Dostoïevski, *la Dame de pique* de Pouchkine, *Vingt-Quatre heures de la vie d'une femme* de Stefan Zweig.

(3) Le budget de communication de la Française des jeux est d'environ 400 millions de francs par an.

(4) *Les Joueurs dépendants : une population méconnue*, Collection des rapports du CREDOC, n° 134, avril 1993.

(5) SOS Joueurs, 28, rue Docouédic, 75014 Paris. Tél. (1) 45-38-57-57.

(6) La loi du 7 mai 1987.

(7) Gamblers anonymes, 25, rue de la Sourdière, 75001 Paris. Tél. : (1) 45-01-95-46. Réunion chaque lundi à 20 heures, sauf en août.

Selon une étude de l'INSEE

Les Français misent sur le hasard

Sans tenir compte du l'argent dépensé dans les casinos (environ 3 milliards de recettes en 1992) et les cercles de jeu (dont les recettes sont impossibles à chiffrer), les Français ont consacré environ 65 milliards de francs aux jeux de hasard en 1992 (34,7 milliards pour le PMU, 30 milliards pour la Française des jeux), soit une augmentation des mises de 16 % par rapport à 1991. Selon une note de l'INSEE, publiée mardi 27 juillet, c'est la plus forte hausse depuis 1977-1978 à la suite de la création du Loto. Ces sommes, qui représentent 1,3 % du revenu disponible brut des ménages, dépassent désormais celles consacrées aux achats de livres et de journaux (63 milliards).

En 1992, les jeux de hasard ont connu un développement sans précédent : + 11 % en volume (casinos et cercles compris), alors que la consommation des ménages progressait de 1,5 %. Les dépenses concernant les billets de loterie et les cartes à gratter ne représentaient que 10 % des enjeux en 1970 ; avec une augmentation annuelle moyenne de 19 %, elles ont presque rattrapé les paris sur les courses de chevaux dont les enjeux, en francs constants, sont restés identiques à ceux des années 70. Le tiercé, qui représentait les deux tiers des enjeux en 1975, n'en représente plus que le cinquième, supplanté dans le cœur des parieurs par le Quinté. En 1992, ce dernier a rapporté 6,7 milliards de francs alors que 9 milliards ont été dépensés au seul jeu du Millionnaire.

Même sur les champs de course, le hasard règne en maître puisque 57,3 % des parieurs s'en remettent à lui plutôt qu'aux conseils des pronostiqueurs patentés. Gagnant à tous les coups, l'Etat a perçu, en 1992, 3,4 milliards de recettes provenant du PMU et 5,5 milliards du Loto et des diverses cartes à gratter.

La polémique entre la télévision publique et le président de l'OM

Hervé Bourges estime que Bernard Tapie doit « passer la main »

Bien décidé à défendre le droit des équipes de France Télévision à travailler sur tous les stades de football, Hervé Bourges, président de France 2 et France 3, a confirmé, lundi 26 juillet, que des *« plaintes pour voies de faits »* seront déposées à la suite des agressions commises, samedi 24 juillet, à Marseille et Bordeaux, à l'encontre des journalistes et reporters d'images des chaînes de service public.

Dans un entretien accordé à *France Soir* daté du 28 juillet M. Bourges affirme, à propos des démêlés judiciaires de l'Olympique de Marseille, que les questions de personnes ne doivent pas *« influer sur la destinée de l'OM. C'est pourquoi*, dit-il en faisant nettement allusion à Bernard Tapie, *je pense qu'il est temps que certaines personnes réfléchissent... Et passent la main »*.

De son côté, Me Francis Szpiner, conseil de Beroard Tapie a demandé, lundi, en référé, au président du tribunal de Paris, d'ordonner à plusieurs chaînes de radio et de télévision de produire les enregistrements des diverses interventions d'Eric de Montgolfier, procureur de la République de Valenciennes. M. Tapie entend utiliser ces documents à titre de preuves dans un éventuel procès. Me Szpiner estime en effet que certains propos de M. de Montgolfier sont susceptibles de poursuites judiciaires.

Boro Primorac persiste

L'enquête judiciaire s'est poursuivie, lundi 26 juillet, à Valenciennes, avec l'audition, pendant plus de trois heures, de l'ancien entraîneur de l'USVA, Boro Primorac, entendu comme témoin par le juge Beffy, à la fois dans l'affaire de corruption présumée du match du 20 mai et dans le cadre de l'instruction pour subornation de témoin. M. Primorac continue d'affirmer que, lors d'un rendez-vous, le 17 juin, au restaurant parisien le Fouquet's, le restaurateur corse Noël Filippeddu lui aurait proposé de *« porter le chapeau »* avant de le coopter au siège de Bernard Tapie finances (BTF), où Bernard Tapie lui aurait fait la même proposition, ce que démentent catégoriquement le président de l'OM. Lors de l'audition, Boro Primorac aurait donné des précisions sur les locaux de BTF et certaines personnes y travaillant.

Une décision du juge des référés

Un journal de Dieppe condamné pour violation de la présomption d'innocence

Le juge des référés de Dieppe a ordonné, mercredi 21 juillet, l'insertion dans le bi-hebdomadaire *les Informations dieppoises* d'un communiqué indiquant que le journal avait *« méconnu »* la présomption d'innocence dans la relation d'une affaire mettant en cause deux chefs d'entreprise locaux (*le Monde* daté 11-12 juillet).

Jean-Paul Lalitte, dirigeant de plusieurs sociétés et président de la Chambre de commerce et d'industrie de Dieppe, avait été mis en examen pour abus de biens sociaux et faux en écriture, le 6 mai. Henri Follet, responsable d'un cabinet d'assurances, avait été mis en examen le même jour pour recel d'abus de biens sociaux.

« Rétablissement de la censure »

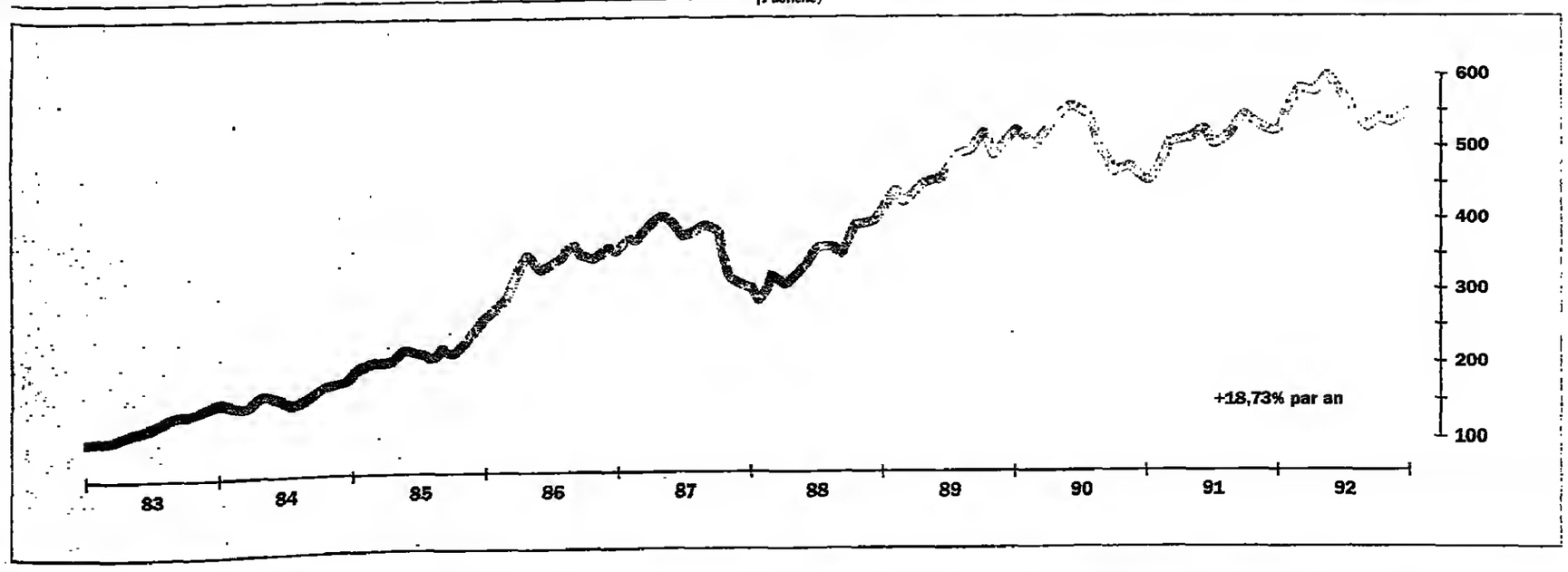
Le journal, en la personne de son directeur de publication et d'un journaliste, avait été assigné devant le juge pour une série d'articles consacrés à cette affaire.

Me Dominique Lemiègre, conseil des plaignants, avait estimé à l'audience que les articles des *Informations dieppoises* avaient permis de *« distiller le venin d'une culpabilité présumée, voire certaine, en violation totale avec la présomption d'innocence et dans le but manifeste d'une recherche du sensationnel »*.

Le juge n'a, en revanche, pas fait droit à la demande des plaignants d'un *« contrôle préalable »* par le président du tribunal de grande instance de Dieppe de *« toutes publications ultérieures se rapportant à l'affaire (...) émanant du journal ou de son journaliste »*. Me Marcel Quatravaux, avocat des *Informations dieppoises*, s'était insurgé contre cette demande qui revenait, à ses yeux, à *« rétablir la censure »*. Le tribunal a condamné le journal et le journaliste à payer 3 000 francs aux plaignants à titre d'indemnisation pour les frais engagés dans cette procédure.

□ **Une information judiciaire ouverte après la mort d'un automobiliste tué par un gendarme.** – Le parquet de Valence (Drôme) a ouvert une information judiciaire pour « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner », lundi 26 juillet, après qu'un automobiliste âgé de trente ans eut été tué par un gendarme qu'il venait de renverser avec sa voiture pour échapper à un contrôle (*le Monde* du 27 juillet). Au moment des faits, l'automobiliste, qui s'était affolé en apercevant les gendarmes, présentait un taux d'alcoolémie important (2,08 %), selon les examens médicaux réalisés après le drame.

(Publicité)



SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Créée par le recteur de la Mosquée de Paris

La Coordination nationale des musulmans de France lance une campagne d'adhésion

M. Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, a lancé, vendredi 23 juin, un appel à toutes les organisetians musulmanes en France pour qu'elles sdhèrent à la Coordinatian netianale des musulmans de France (1). Créée le 17 svril dernier pour *« évaluer la situation des musulmons, l'organisation du culte, les rapports de l'islam avec les pauvoirs publics »*, le Coordinstion est en pleine crise depuis la démissian de la Fédération nationale des musulmans de France (*le Mande* du 24 juin). Dans cette campagne d'sdhésion, l'indépendence de l'*« islam de France »* est en jeu, assure M. Boubakeur. En effet, précise son communiqué, *« pour mettre lo communauté musulmane de France à l'abri des pressions extérieures, il n'est pas sage d'accepter des amicales ou des organismes liés aux pays d'origine et représentant les différentes nationolités non-françaises »*.

M. Quilès répond à M. Boubakeur

La Coordinetioo netianale des musulmans de France a été créée pour riposter à uo autre processus de rassemblement de la communauté musulmane, impulsé par les ministres de l'intérieur socialistes, notamment MM. Joxe et Quilès : le Conseil de réflexion peur l'islam en France (CORIF), composé de quinze persooolités musulmanes, qui aide le gouvernement à régler les problèmes nés de l'exercice du culte islamique.

En réponse aux attaques de M. Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, contre le CORIF et contre la palitique du gouvernement socialiste touchant à l'arganisatian de l'islam (*le Mande* du 24 juin), M. Psul Quilès, ancien ministre de l'intérieur, chergé des cultes, s rendu publique la déclaratian suivante : *« Les socialistes sont accusés d'ovoir stigmatisé les statuts et le fonctionnement de la Mosquée de Paris. Sans entrer dans le détail d'une controverse connue sur la « monstruosité » juridique de cet organisme, je tiens à préciser que j'ai demandé à plusieurs reprises, et d'une monière très officielle, à M. Boubokeur de s'atteler à une réfarme des statuts de la Mosquée de Paris, ce qu'il a refusé.*

» Tout en respectant strictement la laïcité qui interdit aux pouvoirs publics taute décision autaritaire en matière de cultes, sjoute M. Quilès, *je considérais que la refonte de ces statuts était un préalable indispensable au rôle fédérateur que la Mosquée de Poris pouvait prétendre jouer. Le refus de M. Boubakeur explique l'échec de sa tentative et la situation préoccupante dons laquelle est retambé l'islam en France. »*

« La politique du gouvernement actuel à l'égord de l'immigration, conclut l'ancien ministre socialiste, *risque de faire de tous ceux qui vivent sur notre sol et se réclament de leurs liens avec la culture arabo-musulmane les « otages » des gouvernements de leur pays d'origine, désormais seul recaurs pour les défendre. »*

(1) La Coordination nationale fédère la Mosquée de Paris, l'Union des organisations islamiques de France, l'Association des étudiants islamiques de France, Foi et Pratique, etc.

REPÈRES

CATASTROPHES

Plus de 3 000 morts dans les inondations au nord de l'Inde

Le bilan des inondations qui submergent de vestes régions de l'Inde, du Bangladesh et du Népal continue de s'elourdir. C'est eu Népal que les pluies de mousson ont provoqué le plus de dégâts, avec d'innombrables glisssments de terrain, coulées de boue et villages emportés. Lundi 26 juillet, les eutorités éveluaient le nombre des morts à 1 750, meis ca chiffre pourrait monter à 3 000 dens les procheins jours, lorsque les équipes de secours auront pu parvenir dens les zones sinistrées. Une équipe française ds Médecins sane frontières est errivée lundi à Ketmendou, avec 12 tonnes de matériel pour eider les victimes. En Inde, le nombre des victimes a dépassé le millier, dont presque le moitié eu Pendjab. Au Bangladssh, où l'on enregistre une nette amélioretion de la situation, le bilan éteit lundi de 229 morts. – *(AFP, AP.)*

DÉFENSE

Le consortium industriel récuse l'abandon du programme d'hélicoptère NH-90

Après le publication d'un repport perlementaire (*le Monde* du 15 juillet) qui feit étst des menaces pesant, pour cause de restrictions budgétaires, sur le projet d'hélicaptèrs européen NH-90, le consortium industriel, qui réunit les quetre peys concernéa (France, Psys-Bss, Itelie et Allemegne), récuse, dans un cammuniqué publié lundi 26 juillet, l'idée que ce programme puiase être gratuitement remie en question.

Le NH-90, un hélicoptàre de 9 tannes deatiné à équiper lee armées de terre et les marines des quetre pays, fait l'abjet d'un accord Intergouvemamental conclu en eeptembre 1992, qui e eu pour effet da lancer le développement de cette « mechine ». Le conaortium industriel NH Industries, qui en est chargé, reppelle que cat eccord officiel engage un investissement de 1 376 millione d'écus (l'équivelsnt de 9 milliarda ds francs).

Outre le feit que le merché du NH-90, évalué par lee constructeurs à douze cents exemplaires, contribue à maintenir une industrie européenne d'hélicoptàree, l'abandon du projet – s'il devait être décidé – obligereit, selon les industriels, les Etats impliqués à verser un dédit d'un montant compereble pulsque, sauligne NH Industries, le programme est « engegé », contreirement à ce qu'effirme le rapport parlementaire.

ENVIRONNEMENT

Nuage toxique près de San Francisco

Une alerte eu nuege toxique e perelysé pendent quetre heures, lundi 26 juillet, le petite ville de Richmond (Califamie), près de San Francisco. Au cours d'une manœuvre en gare, un wegon chargé de 45 000 litres d'oléum – un concentré d'ecide sulfurique – e eubi une rupture de vanne, provoquant aussitôt un nuege de vepeurs toxiquea. Le temps que la fuite puisse être colmetée, il e fallu Interrompre toute circulatian, évecuer les écoles et confiner le reste de la populetion chez elle. Plus d'un millier de personnes, souffrent d'irritationa, de maux de gorgsa ou de difficultés respiratoires ont été misea en observation à l'hôpital. Toutes sont rentrées chez elles après les soins. – *(AFP, Reuter, AP.)*

ESPACE

La NASA prévoit la suppression de 1 300 emplois

Le nauvella est arrivée à le NASA Il y a quelquee jours, par la vaie ebrupte d'un cammuniqué : mille trois cents emplois, soit plus de 5 % des vingt-quatre mille que compte le programme spatial américein, devrant être supprimée dans le cadre des restrictions budgétaires qui frappent le future station epetiele Freedom. A le demande du président Bill Clinton, la NASA e du revoir son projet è le beisse, et travaille désarmais sur une version réduite de typa modulaire – soit, pour les Etets-Unis, une économie prévue de vingt milliarde de dollars (plus de cent milliards de francs) sur vingt ens (*le Monde* du 19 juin). Affirmant que *« le succès du nouveau programme rend nécessaire une trensition immédiare vers une nauvelle organisetion »*, l'administrateur de la NASA, Deniel Goldin, a préciaé que *« le personnel requis pour remplir cette mission devra être réduit à environ un millier »* sur les deux mille trois cents employés permanents actuellement effectée au développement de Freedom. – *(AFP.)*

ADMISSION AUX GRANDES ÉCOLES

Hautes études commerciales (HEC)

Par ordre alphabétique

[illegible]

Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC)

Par ordre alphabétique

[illegible]

Ecole supérieure de commerce de Lyon (ESC/Lyon)

Par ordre alphabétique

[illegible]

Ecole normale supérieure de Lyon (ENS)

Par ordre de mérite.

OPTION PHYSIQUE ET CHIMIE

Cécile Fradin (1re), Laurent Dauder (2e), Antoine Donnaini (3e), Mehdi Belfrekh (4e), Michel Julier (5e), Laure Ferrandon (5e), Stéphane Redoglia (7e), Hugues Mesnil (8e), Philippe Bordarier (9e), Véronique Terras (9e), Jacques Marteau (11e), Christelle Poux (12e), Erwann Debos (13e), Sébastien Gize (14e), Loïc Astier-Perret (15e), Bernard Amadon (16e), Anne-Sophie Krepper (16e), Fredrik Schyberg (17e), Yann Monlin Frédéric (18e), Vincent Renvoize (19e), Morvan Le Dour (20e), Laurent Barruco (21e), Laurent Blivet (22e), Remmelt Pit (22e), Magali Cubier (23e), Véronique Savalli (23e), Vincent De Labrouhe de Laborderie (25e), Patrick Hennebelle (25e), Alexandre Kamenka (25e), Putrick Charmont (28e), Thibaut Charmeil (29e), Laurence Colombet (29e), Pascal Siegwart (29e), Julien Aubert (32e), Catherine Chauvet (33e), Vincent Legros (33e), Etienne Casal (35e)

SCIENCES DE LA VIE ET DE LA TERRE

Marie-Hélène Muller (1re), Blandine Doligez (2e), Deborah Prévot (3e), Aitana Perea (3e), Vincent Guili (4e), Cédric Rossi (5e), Bénédicte Pascal (5e), Mathieu Joron (7e), Anne Sandre (8e), Vincent Chauvet (9e), Sophie Raisin (10e), Sébastien Darras (11e), Séverine Laversanne (12e), Renaud De Rosa (13e), Elise Can (14e), Carole Megevand (15e), Marianne Cosnes (16e), Jérôme Tourret (17e), Jérôme Musseau (17e), Jean-François Bonello (19e), Samuel Vernoux (19e), François Klam (21e), Sophie Queronil (22e), Frédéric Devaux (23e), Sophie Noguet (24e), Marianne Elias (25e), Caroline Haurie (25e), Stéphane Le Crom (27e), Laurent Noël (28e), Ignace De Francqueville D. Abonco (29e), Delphine Prudhomme (30e), Lise Bailly (31e).

MATHÉMATIQUES

Denis Auroux (1er), Vincent Belrose (2e), Paul Zinn-Justin (3e), Pierre Grinspan (4e), Stéphane Oselka (5e), David Rupprecht (6e), Rémi Gribonval (7e), François Pierrot (8e), Laurent Perdiolat (9e), Pierre Carlotti (10e), Gilles-Grégoire Bouron (11e), Nicolas Schabanel (12e), Geoffroy Prevot (13e), Jean-Noël Aqua (14e), Clément Picard (15e), Ivan Marin (16e), Grégoire Seneclauze (17e), Jean-Marie Lepeyre (18e), Grégoire Favre-Bulle (19e), Juliusz Chroboczek (20e), Paul Pichaureau (21e), Stéphane Aicardi (22e), David Emond (23e), Luc Hillairet (24e), Joël Bellaiche (25e), Eric Grunet (26e), Guillaume Miquel (27e), Alfred Leung (28e), Benoît Roman (29e), Pascal Agin (29e), Charles Favre (21e), Jérôme Daplat (32e).

2e CONCOURS

Karine Hugot (1re), Ludovic Vallier (2e), Bernard Jacquet (3e), Magali Dutuil (4e), Jade Sueur (5e), Isabelle Boullaga (6e), Karine Bazouni (7e), Pierre Meystignac (8e), Katin Ancelin (8e), Mathieu Raffinot (10e).

Ecole de l'air

Par ordre de mérite.

Officiers de l'Air

Desvigne François (1er), Blanc Olivier (2e), Borja Jean (3e), Czelala Christophe (4e), Mirrione Gilles (5e), Bergé Laurent (6e), Pappy Bruno (7e), Brunetta Arnaud (8e), Chapeaux Thierry (9e), Lacroix-Leclair Jérôme (10e), Boltero Franck (11e), Lecerf Rémi (12e), Serin Jérôme (13e), Plantard Antoine (14e), Deynes Fabien (15e), Morisseau Florian (16e), Quénat Pierre (17e), Papa Pierre (18e), Teillet Cyril (19e), Desgrand Francis (20e), Delorme Jean-Maiti (21e), Prati Yannick (22e), Asensi Gérald (23e), Bonnot Nicolas (24e), Antoniou Benoît (25e), Zaffino Stéphane (26e), Sanchez Florent (27e), Bourdeloux Guillaume (28e), Urbain Jérôme (29e), Morin Arnaud (30e), Rosset Walter (31e), Bossière Laurent (22e), Labourdette-Liaresq Philippe (33e), Labbé Patrick (34e), Konietzko Eric (25e), Yan Graefschepe Eric (36e), Ciecholewski Ludovic (37e), Claeysen Philippe (38e), André Yves (39e), Petey Jérôme (40e), Albrecht Fabrice (41e), Antoine Boris (42e), Arvy David (43e), Milcendeau Dominique (44e), Suhr Philippe (45e), Rullière Loïc (46e), Chaillou Bertrand (47e), Rougier Alexis (49e), Cayssiols Christophe (50e), Pascal Nicolas (51e), Hurez Laurent (52e), Millet Pierre (53e), Roucourt Hubert (54e), Bezacier Thibaud (55e), Fleith Jérôme (56e), Gracia Sébastien (57e), Cordonnier Lionel (58e), Richerme Yann (59e), Vallette Sébastien (60e), Barendes Eric (61e), Kerlain François (62e), Mnnsch Sébastien (63e), Jouglet Emmanuel (64e), Penet Luc (65e), Cartie Denis (66e), Gaillard Christian (67e), Debreuve Eric (68e), Bellet Nicolas (69e), Gaston Romain (70e), Fuentes Pascal (71e), Paillou Jean-Emmanuel (72e), Desquibes Denis (73e).

Officiers mécaniciens

Mignari Raphaël (1er), Dy Florence (2e), Pinget Guillaume (3e), Maraval Eric (4e), Bezombes Olivier (5e), Pallaro Sébastien (6e), Cappe Thierry (7e), Rivière Florence (8e), Fritz Pascal (9e), Breitel Xavier (10e), Lambert Eric (11e), Pau Sébastien (12e), Toto Samuel (13e), Lemaire William (14e), Allibert Christophe (15e), Garcia Cyrille (16e), Deborggraeve Bertrand (17e).

Officiers de base

Taupin Fabrice (1er), Boseu Yannick (2e), Bertolozzi Frédéric (3e), Patigny Renald (4e), Mathieu Jean-Didier (5e), Pradines Sylvain (6e), Pibouteau Renaud (7e), Bouvier Dany (8e), Halm Frédéric (9e), Perrot David (10e), Grimault Nicolas (11e), Creuser Paul (12e).

ISTH.ES
PRÉPAS
• GRANDES ECOLES DE COMMERCE
Promotion 1993 :
60% de succes
en sections Pilotes
Voies Generale et Economique
42 24 10 72 - 45 27 10 15

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
ARTS
Le Monde et SPECTACLES

UX GRANDES ÉCOLES
merciales (HEC)
sciences économiques
les (ESSEC)
erce de Lyon (ESC Lyon)

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Le pic du Midi sous surveillance

Le célèbre observatoire astronomique va-t-il être fermé en 1998, comme le souhaite son autorité de tutelle ? Le ministère de la recherche devrait bientôt trancher

UNE tempête comme celle-là, les Pyrénéens ne sont pas près de l'oublier. Jamais, de mémoire de berger, on n'avait vu une telle agitation au sommet du pic du Midi de Bigorre. Surtout de la part de ces messieurs bien tranquilles qui passent leur temps le nez dans les étoiles à traquer Mars, Jupiter, la Lune, un possible système planétaire en formation autour de 60 Ophiuchi ou les Perséides, la comète Swift-Tuttle et ses poussières qui, dans la nuit du 11 au 12 août, donneront lieu à une exceptionnelle pluie d'étoiles filantes.

Quel n'a pas été, en effet, l'émoi des personnels du pic, lorsque, le 13 février 1993, *ils ont appris* qu'un comité d'experts internationaux, conduit par le Canadien Gilles Fontaine (1), condamnait leur observatoire à être fermé en 1998 pour des raisons de coût et de réorientation des objectifs de l'astronomie française. Un émoi d'autant plus fort que, deux mois plus tôt, le rapport d'un autre expert, celui du Français Pierre Léna, n'envisageait cette fermeture qu'en 2004 au grand déplaisir des astronomes de l'Observatoire de Haute-Provence (OHP), alors en balance avec le pic.

Ce rapport, sans caeber l'importance des investissements à mettre en œuvre pour maintenir le pic du Midi en activité, se prononçait en effet pour le maintien en exploitation du télescope Bernard-Lyot de 2 mètres. Mais à la condition expresse qu'il soit équipé *« d'une instrumentation performante faisant l'objet d'une organisation scientifique et technique, d'un financement et d'un suivi rigoureux »*. On ne pouvait être plus elair lorsque l'on sait que cet instrument, dont la construction a duré dix ans, n'a donné, à ses débuts, que des images médiocres du fait de phénomènes de turbulenees et n'a résolu ses problèmes de fonctionnement qu'en 1985.

Le meilleur site naturel

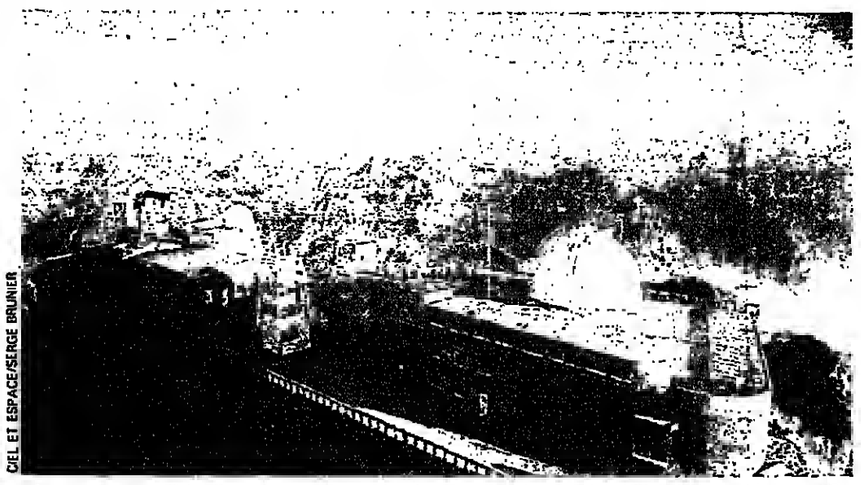
Aujourd'bui, sa rénovation, commenéee en 1988, est pratiquement acbevée et les astronomes du pie espéraient bien mettre à profit la transparence exeeptionnelle de ee site en altitude (2870 m), plaeé en sentinelle en avant des Pyrénées, pour faire de l'astronomie de qualité en optique, en ultraviolet et en infrarouge (2). Las, ces arguments n'ont pas convaincu le directeur de l'Institut national des sciences de l'univers (INSU), Miehel Aubry, responsable d'une grande partie de l'astronomie française au travers du CNRS.

Celui-ci, en effet, a aussi retenu du rapport Léna que *« si ces conditions »* de réinstrumentation et de suivi rigoureux étaient réalisées au pic, il faudrait consentir de 17 à 20 millions de francs à la maintenance et au rajeunissement de ce site dont les bâtiments souffrent d'un manque d'étanchéité, d'une alimentation électrique à revoir et d'une exploitation coûteuse du fait de sa situation en altitude (3).

Il n'en a pas fallu plus pour que le sort du pic du Midi soit scellé dans le courant du printemps au profit de l'observatoire de Haute-Provence. D'autant que le comité des experts internationaux, tout en reconnaissant que *« le pic du Midi est un meilleur site naturel pour l'astronomie »* que son concurrent, soulignait, qu'à l'analyse, *« le bilan scientifique de l'observatoire de Haute-Provence est supérieur à celui du pic du Midi »*. *« C'est au niveau quantitotif,* ajoutaient les experts, *que le premier l'emporte sur le second »* en insistant, à tort, sur *« l'absence de capacité spectroscopique »* du pic – un domaine réservé et performant de l'OHP – alors que l'observatoire du pie du Midi s'est doté à prix d'or (3 millions de francs) d'un tel outil en 1992.

Face à ces contradictions et aux levées de boucliers de la région toulousaine, François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, a décidé de reconsidérer le dossier du pie du Midi bouclé avant qu'il ne soit nommé. Prudent, il a tout arrêté, tout gelé pour se donner le temps de la réflexion et voir s'il existe des solutions viables pour sauver le pic.

« Les objectifs de fermeture sont encore lointoins, a-t-il dit à la mi-juin. *Nous avons le temps d'examiner les propositions de chacun et de voir quelles pourraient être, pour le pic, l'apport des collectivités locales ou-delà de 1998 car,* prévient-il, *les chorges sont octuellement trop lourdes pour l'Institut nationol des sciences de l'univers. »*



CIEL ET ESPACE/SERGE BRUNIER

Le message est clair. Il faudra convaincre. Convaincre qu'il est possible, comme le proposent Michel Blanc et Richard Muller, respectivement directeur de l'observatoire Midi-Pyrénées et directeur de l'unité de recherche associée 1281 Pic du Midi, de sauver le dispositif de recherche du pic en pratiquant une politique d'économie sur les postes et sur les coûts et en développant un tourisme d'été, *« ciblé sur les sciences de l'univers »*. Soixante mille curieux pourraient ainsi prendre le chemin de ce lieu qui a contribué à écrire l'histoire du Soleil et qui a aidé la NASA à cartographier la Lune en vue de sa conquête par les missions Apollo. Coût de ce projet, nommé Pic-2000, 17,45 millions de francs dont 5,88 millions seraient assurés par les seules activités d'un tourisme d'été.

Rassurée, la région pourrait, si l'étude se révèle raisonnable, *« ce qui n'était guère le cas d'un précédent projet, qui prétendait attirer 300 000 visiteurs par an au pic »*, s'investir dans le sauvetage de ce site. Mais à la condition que l'Etat s'engage. *« Ce sera difficile,* commente un chercheur, *car on traîne une mauvaise reputation. Celle de coûter cher alors que, dans le domaine solaire, par exemple, on travaille avec des bouts de ficelle sur le telescope de 1 m et on fait 35 publications par an à trois. »*

Même écho, chez l'astronome Jean Lecacheux qui rappelle qu'une grande partie des observations sur la comète Tuttle, décrite en 1737 par un missionnaire jésuite présent en Chine, puis perdue avant d'être retrouvée en 1862, puis reperdue et de nouveau repérée en 1992, se sont faites au pie. *« Que feront les planétologues,* se demande-t-il, *si le pic ferme ? »* La seule solution, suggère Thierry Roudier, est de *« soumettre la decision à nos pairs. La section compétente du comité national du CNRS procède actuellement à une évaluation de tous les sites. Attendons ses conclusions et nous nous soumettrons à son avis ».*

Redéployer les effectifs

Un choix que Jean Lecacheux redoute dans la mesure où, dit-il, *« l'INSU n'écoute et ne retient que ce qu'il veut du comité national ».* *« Faux »,* rétorque Michel Aubry *« La fermeture de tel ou tel site ne m'amuse pas. Mais, aujourd'hui, l'Etat qui dépense environ 1200 millions de francs par an pour l'astronomie ne peut pas, dans un contexte de crise, soutenir tous les observatoires nationaux, ainsi que les projets internationaux comme l'observatoire solaire des Canaries Thémis ou les télescopes géants du VLT au Chili. »*

« Ces choix sont des choix, souligne-t-il, *qui ont été faits par la communauté astronomique. Or, dans cinq ans, le VLT recueillera ses premiers résultats. Si nous voulons les exploiter correctement, il nous faut disposer à cette date de personnes qualifiées, ce qui ne peut se faire qu'au travers d'un redeploiement de toute l'astronomie optique française. La cohérence est à ce prix. Comme les effectifs de cette discipline n'augmenteront pas, il nous faut redistribuer plus d'un tiers des effectifs (200 à 210 personnes) employés par les sites nationaux vers le VLT, le VLTI et Thémis. »*

Dans ce contexte, l'Observatoire de Haute-Provence sera tenu, s'il devait rester en service, de faire mieux en dépit de la qualité de son site et se serrer la ceinture en acceptant une diminution de ses effectifs de quelques dizaines de personnes, prises sur le Laas, l'Observatoire de Marseille et celui de Haute-Provence. Nous n'en sommes pas eneore là. Chacun attend que le comité national, la commission spécialisée de l'INSU et les conseillers du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche rendent, vers la fin de l'année, leurs conelusions pour que les bergers et les moutons de la Bigorre retrouvent le calme de leurs alpages au pied d'un pie du Midi à nouveau serein ou silencieux pour toujours.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Ce rapport a été établi par trois experts étrangers : le Canadien Gilles Fontaine de l'université de Montréal ; le Néerlandais Harvey Butcher de Dwingeloo et le Britannique Richard Ellis de Durham.

(2) Les essais de la nouvelle caméra infrarouge ne devraient commencer que courant 1994.

(3) Seule la rénovation du téléphérique, utilisé par les astronomes, mais aussi par *TDF, France Télécom, l'armée de terre* et la navigation aérienne, a été à ce jour achevée.

Lazer, village oublié

La mise en exploitation d'une carrière de gypse près de Laragne (Hautes-Alpes) a permis la redécouverte d'un site médiévol

MARSEILLE
de notre correspondant

SI le gypse n'était pas une matière première indispensable à la fabrication du plâtre, anrait-on jamais su qu'il y avait là, enfoui sur le flanc sud de la montagne de la Plâtrière, à quelques kilomètres de Laragne, dans les Hautes-Alpes, un village médiéval dans un état de conservation exceptionnel ?

Depuis trois ans, les archéologues réalisent ici une fabuleuse moisson, sur un site en amphithéâtre qui s'étage de 600 à 800 mètres d'altitude, accroché aux contreforts d'une montagne de gypse quasiment pur dominant l'actuelle commune de Lazer. Un site de 40 000 mètres carrés sur lequel, du douzième au quatorzième siècle, quelque cinq *cents* à sept cents habitants ont vécu en permanence.

Ce sont les *fouilles archéologiques* préalables à l'exploitation accordée à la société des Plâtres Lambert, en 1988, qui ont permis la mise au jour d'un chantier archéologique de première grandeur sur l'emplacement de ce bourg castral, surmonté d'un château et cerné de remparts. La loi, certes, faisait obligation à l'entreprise de financer la campagne de fouilles, mais l'intérêt que ses dirigeants ont montré et leur participation financière exceptionnelle (85 %) relèvent du mécénat. La direction a accepté de différer de trois ans le début de l'exploitation de la carrière, et vient encore d'accorder les crédits nécessaires à une campagne qui se déroule durant l'été 1993. D'ores et déjà, les recherches dirigées par Isabelle Ganet ont abouti à *« des résultats scientifiques de la plus haute importance »*, selon l'opinion de M. Jean-Paul Jacob, directeur du service régional d'archéologie Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le site se divise en deux. D'une part, les habitations, qui constituent un ensemble de maisons exceptionnellement conservé. Autrefois recouvertes de toits de tuile, taillées dans le gypse sur trois côtés et maçonnées avec le matériau trouvé sur place, certaines d'entre elles, situées dans la partie haute, comportaient un étage avec un escalier intérieur. Leurs diverses pièces sont liées à une occupation humaine, animale ou artisanale, comme l'atteste la présence de foyers ou de silos à grains.

Un Pompéi médiéval

Plus à l'ouest, d'autre part, se trouvent les vestiges d'un ensemble lié aux activités économiques : des fours à pain de grande taille (3,20 m de diamètre), des *citernes* maçonnées pour recueillir les eaux de pluie (le village était dépourvu de sources), des silos de conservation des céréales ou de stockage de métal à mettre en relation avec un atelier de forgeron. Enfin, dans le bas du site, a été retrouvée une *forge bien conservée*, qui est sans doute la plus ancienne de France.

Epidémie ? Guerre ? Le bourg médiéval de Lazer semble en tout cas avoir été déserté dans sa totalité et dans un laps de temps assez bref, ce qui explique l'abondance et la diversité du mobilier retrouvé. Monnaies, lampes à huile à pied, beugeoirs, gobelets, marmites, gargouilettes, cruches, chaudrons en cuivre, cuillers en bronze, lames de couteau, mortiers, serpes, fourches, faucilles, fers à crampons pour mulets : autant d'objets abandonnés sur place à la fin du quatorzième siècle, *qui* iront désormais enrichir les collections du musée départemental de Gap.

Sur ce site, dont la cohérence fournit une mine de renseignements sur l'organisation spatiale et la vie quotidienne d'un village médiéval, le temps semble s'être brusquement arrêté. Paradoxalement, c'est la fragilité du matériau ayant servi à sa construction qui a également assuré sa protection : en se débitant rapidement, les parties les plus hautes ont protégé les *plus basses*. Ce qui donne à l'ensemble, au jour de sa résurrection avant inventaire, une allure de Pompéi médiéval.

JEAN CONTRUCCI

(Publicité)

Depuis toujours, l'UAP gère avec prudence et sérénité des actifs diversifiés de qualité. En offrant les meilleures perspectives de rendement pour le long terme, elle met son savoir-faire d'assureur au service de ses clients soucieux de la sécurité et de la valorisation de leur épargne. Mieux que des mots, les courbes d'UAP-Actions France et d'UAP-Alto témoignent des performances de cette gestion : UAP-Actions France, fondée sur un portefeuille de valeurs de première qualité cotées à la Bourse de Paris, assure un rendement de près de 18,7 % par an depuis 10 ans ; investie sur des actifs à long terme obligataires, UAP-Alto fait bénéficier depuis 20 ans ses porteurs de l'une des meilleures performances de la place (près de 12 % par an).

Est-il bien nécessaire de vous faire encore un dessin pour vous vanter les charmes du long terme ?

Sida, parole de Star

Quand « Magic » Johnson prônait la prévention de la maladie

En organisant, le 7 novembre 1991, une conférence de presse pour annoncer au monde entier qu'il était séropositif, le basketteur Earvin « Magic » Johnson avait relancé, outre-Atlantique, l'intérêt du plus grand nombre pour la prévention du sida. Alors qualifié de *« héros et gentleman »* par le président George Bush, « Magic » Johnson avait notamment voulu démontrer que nul n'était a *priori* à l'abri de ce type de contamination virale et qu'il convenait donc de mettre en œuvre les méthodes de prévention bien connues : utilisation du préservatif masculin en cas de relations sexuelles potentiellement « à *risque* », usage des techniques du « *safe sex* », fidélité réciproque au sein du couple, etc. (*le Monde* du 11 novembre 1991).

Plus encore qu'avec Rock Hudson, l'Amérique avait vibré et compati à l'annonce de cet événement. Cette révélation a-t-elle eu, à l'époque où elle a été faite, des effets mesurables sur les comportements sexuels des personnes les plus à *risque* ? Le *JAMA* (Journal de l'Association médicale américaine) publie dans son dernier numéro, édité en langue française, une étude qui laisse quelque peu sceptique. Cette enquête, menée chez les patients d'une clinique du Maryland spécialisée dans la prise en charge des malades souffrant de maladies sexuellement transmissibles a, au total, concerné près de trois cents personnes, en majorité de sexe masculin et de race noire, souffrant de maladies sexuellement transmissibles de manière plus ou moins chronique.

Plus de la moitié d'entre eux avaient eu dix (ou plus de dix) partenaires sexuels durant les dix années précédentes. Ce travail était en cours depuis quinze semaines déjà lors de l'annonce de « Magic ». Comme elle a duré, au total, trente semaines, les épidémiologistes américains disposaient ainsi d'un outil privilégié pour mesurer la portée de l'annonce du 7 novembre.

L'impact de la révélation publique de la séropositivité de « Magic » Johnson semble avoir plus pesé sur le nombre et le type de partenaires sexuels que sur l'utilisation des préservatifs. Ainsi les auteurs de l'étude américaine notent-ils que *« la tendance vers un moins grand nombre de partenaires sexuels pendant la période suivant l'annonce a été observée dans tous les groupes de sexe et de race. La différence du nombre de partenaires sexuels entre les périodes précédant et suivant l'annonce n'a cependant concerné que les patients les plus âgés (de vingt-cinq à quarante-huit ans). Pour les patients âgés de seize à vingt-quatre ans, aucune différence comportementale significative n'a été observée entre les deux périodes. »*

Faut-il pour autant être définitivement pessimiste quant à l'impact que peut avoir, dans la population sexuellement active, la révélation de la contamination d'une personne célèbre par le virus du sida ? Sans doute pas. Pour les spécialistes des CDC (Centers for diseases control) américains, plusieurs autres études permettent de dire que l'annonce de « Magic » Johnson a eu comme conséquence d'augmenter le nombre de demandes de dépistages sérologiques vis-à-vis de l'infection par le virus.

J.-Y. N.

(1) *Comportement sexuel des patients d'une clinique de maladies sexuellement transmissibles avant et après l'annonce de sa séropositivité HIV par Earvin « Magic » Johnson (Maryland, 1991-1992).* Ce travail est publié dans le dernier numéro de l'édition française du *JAMA* (volume 18, n° 266).

Bactéries mutantes à New-York

Des micro-organismes résistant à tous les antibiotiques se propagent rapidement dans les hôpitaux de la métropole américaine

LA subite résistance des entérocoques aux antibiotiques jusqu'ici efficaces soulève d'énormes difficultés. Les entérocoques sont des germes bien connus du milieu médical, très fréquemment retrouvés dans le tube digestif humain. On prend depuis peu la mesure de leur place prépondérante dans le champ des infections dites nosocomiales, ces infections qui, de manière quelque peu paradoxale, trouvent leur origine au sein même des établissements où sont soignés les malades. Les entérocoques, micro-organismes de la flore intestinale, sont très fréquemment responsables d'infections chez les malades en réanimation après intervention chirurgicale, porteurs de sondes, de cathéters ou de valves cardiaques.

De nombreuses observations faites au cours des années 80 ont permis d'établir que ce groupe de germes pouvait acquérir une résistance à l'importante famille d'antibiotiques des aminoglycosides. Par la suite, c'est une résistance à un autre type d'antibiotique essentiel (l'ampicilline) qui a commencé, ici ou là, à se manifester.

La série de nouvelles observations que viennent de faire le groupe d'épidémiologistes américains (1) confirme avec éclat l'aptitude qu'ont les entérocoques à s'opposer rapidement à l'action des antibiotiques habituellement utilisés contre eux. Il s'agit cette fois d'une résistance à la vancomycine, un antibiotique hautement précieux dans le traitement des affections hospitalières résistantes.

L'épidémie d'infections à entérocoques résistants n'a depuis quelques années pas cessé de progresser dans les hôpitaux new-yorkais, ce type de micro-organismes étant de plus en plus fréquemment retrouvé dans le sang des malades infectés. Il s'agit de l'un des principaux sujets de préoccupation des spécialistes américains, comme en témoigne la synthèse d'actualité publiée dans le dernier numéro du journal de l'Association médicale américaine (2).

A quoi tient un tel phénomène ? Il s'agit, de toute évidence, de l'une des plus graves conséquences de la prescription incontrôlée des médicaments antibiotiques plus ou moins associés au non-respect de certaines règles essentielles de l'hygiène hospitalière. De l'avis des bactériologistes français, ce type d'infections résistantes est beaucoup plus fréquent outre-Atlantique que dans l'Hexagone.

Quoi qu'il en soit, l'émergence de cette nouvelle et inquiétante résistance bactérienne constitue un nouveau défi pour les spécialistes des maladies infectieuses et les responsables d'hygiène hospitalière.

Après une démonstration *in vitro* en 1969, la première résistance des entérocoques à la vancomycine fut établie dès 1988 en France par le professeur Roland Leclercq (hôpital Henri-Mondor, Créteil). Cette résistance est un phénomène médicalement très important, dans la mesure où la vancomycine est un puissant antibiotique qui ne doit être utilisé que lorsque les différents antibiotiques usuels se révèlent sans effet sur les micro-organismes et infectent les malades.

Une observation exemplaire

En d'autres termes, les entérocoques résistant à la vancomycine sont fréquemment insensibles à tout produit ou à tout cocktail antibiotique. L'observation new-yorkaise est, de ce point de vue, tout à fait exemplaire et, à bien des égards, très inquiétante. Les épidémiologistes américains avaient établi que les entérocoques résistant à la vancomycine étaient, depuis 1988, à l'origine de « bouffées épidémiques » infectieuses et nosocomiales. Ils ont alors cherché, à partir d'avril 1991, à établir une photographie précise de la situation, ainsi que de son évolution. Dans un premier temps, grâce à la collaboration de l'ensemble des professionnels médicaux et des laboratoires new-yorkais, un travail concernant 100 premiers patients a pu être conduit.

Hospitalisés dans 20 établissements différents, 98 avaient été infectés par voie nosocomiales et 42 devaient au total mourir des suites de leur infection. Les germes étaient isolés le plus fréquemment dans les urines, le sang ou les plaies des malades.

Le travail américain de biologie moléculaire a consisté à étudier le patrimoine héréditaire de 23 isolats différents d'entérocoques résistant à la vancomycine, ainsi qu'à la quasi-totalité des antibiotiques disponibles en pratique. Cette analyse sophistiquée a permis de saisir la nature des mécanismes génétiques à l'origine de ces phénomènes de résistance. Rejoignant les conclusions récemment publiées par le professeur Leclercq et son équipe, les spécialistes américains concluent que l'émergence et la diffusion de cette inquiétante résistance tiennent à l'existence d'un *« élément génétique hautement mobile »*. Cela est d'autant plus inquiétant que ce fragment génétique capable d'induire une résistance (un *« plasmide »* ou un *« transposon »*) pourrait passer de l'entérocoque à d'autres formes pathogènes, parmi lesquelles certains redoutables staphylocoques.

Un haut degré de résistance à la vancomycine observé chez les entérocoques de New-York pourrait ainsi être le premier signal d'une importante vague de résistance de plusieurs micro-organismes parmi les plus pathogènes pour l'espèce humaine aux antibiotiques actuellement les plus utilisés.

JEAN-YVES NAU

(1) « Emergence of Vancomycin Resistant Enterocci In New-York City », *The Lancet* (10 juillet 1993).

(2) « Infectious Diseases », synthèse signée des docteurs Mark Y. Stoeckel (Cornell University, R. Gordon Douglas Jr (Merck and Co.), *JAMA* (14 juillet 1993).

POINT DE VUE

Médecins, solitaires et otages

par le docteur Alain Autret

OFFRIR à nos concitoyens une meilleure santé à un moindre coût n'est pas une utopie. Le système français de distribution des soins, l'un des plus chers de l'Europe des Douze, souffre de défauts structurels que nous méconnaissons tant ils nous sont familiers. Pourquoi ? Ceci résulte d'une éthique pour laquelle la santé n'a pas de prix, d'une pratique médicale non responsabilisée financièrement (et non contrôlée), et d'un marché qui échappe à toute régulation. Une analyse sans concession des failles du système est nécessaire pour espérer y remédier.

La santé *« à n'importe quel prix »* a pour conséquence une prescription sans contrainte, et pour corollaire une absence chronique de responsabilisation financière du corps médical. Ainsi, ni l'Université qui nous forme, ni les syndicats qui nous défendent, ni l'ordre qui veille ne se sont saisis de ce problème. Osons le dire, aucun médecin n'a, en France, la moindre idée des dépenses qu'il génère !

L'absence de contrôle s'étend aussi à notre compétence supposée sans limite. Accrédités le jour de notre thèse pour un exercice qui durera en moyenne quarante ans, nous n'avons pour obligations d'actualisation de nos connaissances que celles que nous voudrons bien nous imposer. Actuellement, la formation complémentaire offerte aux médecins est un vaste champ de manœuvre où s'affrontent des intérêts économiques divergents qui concourent à nous faire dépenser plus : marketing des produits de l'industrie direct ou, plus subtilement, par l'intermédiaire d'une sensibilisation à la pathologie concernée, presse médicale d'autant plus contrainte par la publicité qu'elle est facile à lire et moins scientifique, divers enseignements organisés pour promouvoir des techniques d'examens ou des traitements spécifiques. En contrepoint de ces forces extrêmement puissantes, on trouve, avec malheureusement moins d'impact, la formation continue contractuelle destinée aux généralistes.

La pratique médicale est l'objet de déviations coûteuses. Dans son cabinet, le médecin est dramatiquement seul. Jamais il n'a l'occasion de discuter de la pertinence des soins qu'il donne à ses patients, et encore moins des retombées économiques de ses actes. La situation est similaire dans les équipes hospitalières : les stratégies médicales y sont plus fréquemment discutées, mais la responsabilisation économique y est quasiment inexistante.

Le marché de la distribution des produits médicaux (examens complémentaires, médicaments, hospitalisations diverses) est l'objet d'une surenchère permanente entre une demande incessamment accrue d'un « plus » scientifique et une offre toujours excédentaire générée par les médecins eux-mêmes et par l'industrie. Aucun équilibre ne peut être trouvé puisque les marqueurs d'efficacité sont très approximatifs et que les contraintes financières sont lointaines et jugées peu morales. Les limites de ce marché reposent sur les limites éthiques que se fixent chaque médecin.

Un effectif médical pléthorique

Les médecins sont devenus les otages d'un système qu'ils ne contrôlent pas.

De nombreux examens complémentaires peuvent être réalisés et remboursés sans exigence d'une compétence particulière. Ces examens peuvent être répétés sans justification. Leur remboursement est réalisé selon une nomenclature figée peu adaptée à l'évolution rapide des techniques. A côté des examens réellement efficaces et utiles prolifèrent des prestations d'intérêt commercial.

Des constatations de même ordre concernent nos thérapeutiques. L'arrêt de travail refusé à un patient fait perdre un client et sera accordé par un confrère moins informé. Notre pharmacopée est fantastiquement redondante : des milliers de médicaments, pour quelques centaines de principes actifs, ont entraîné un gaspillage fantastique, à la charge de la collectivité, pour développer et vendre des spécialités concurrentes. Plus encore, des médicaments sans efficacité démontrée sont encore disponibles, largement vendus et remboursés. La promotion d'une nouvelle spécialité se fait aux dépens de spécialités anciennes souvent efficaces et moins chères. Conséquence directe de cette spirale inflationniste, les ordonnances comportent de trop nombreux produits, choisis sans réflexion économique et d'efficacité parfois douteuse. Les pouvoirs publics, eux-mêmes, sont l'otage consentant de sociétés multinationales qui tentent d'imposer la mise sur le marché de nouveaux produits à un prix exorbitant sans relation avec leur coût, au moyen de campagnes médiatiques grand public.

Il faut encore réfléchir sur la pertinence des indications opératoires dans de nombreux cas limites chez des sujets âgés. On ne peut enfin que s'étonner que soient toujours remboursée par la Sécurité sociale la partie hôtelière des cures thermales et le déplacement non justifié des malades en véhicule sanitaire ou en ambulance...

Les effets économiques de cette absence de responsabilisation financière du corps médical sont largement amplifiée par un effectif médical pléthorique, conséquence du recrutement inconséquent des années 70. Actuellement, les médecins, pour survivre, sont dans la nécessité d'augmenter de façon indue leurs activités, générant ainsi des charges supplémentaires pesant sur la collectivité.

L'hôpital, enfin, est un monstre incontrôlable et inadapté. Une gestion efficace de ces énormes ensembles est-elle concevable par une administration résolument centralisée, alors qu'aucun service n'a les moyens d'analyser son efficacité et sa dépense ? L'inadaptation de l'hôpital aux besoins de santé publique est manifeste : les CHU cumulent la triple fonction de centre de médecine de pointe, d'hôpital général et de lieu d'hébergement social. Faute d'une connaissance claire des besoins de santé publique, les choix hospitaliers sont avant tout la résultante de groupes de pression médicaux internes.

Le fleuron de notre art

La répartition de notre patrimoine hospitalier est inadéquate. Nous entretenons des petits hôpitaux, insuffisamment remplis, parfois dangereusement sous-médicalisés souvent en raison de pressions politiques locales, tandis que nous manquons à l'évidence d'hôpitaux de longs séjours. Ce déficit ira en s'aggravant avec le vieillissement des populations. Face à de tels maux, une thérapeutique ne peut espérer être efficace qu'avec l'agrément de la profession et ne peut être poursuivre efficacement que par un pouvoir fort et tenace. L'époque est à la rationalisation de tous les circuits économiques. Ce que nous suggérons est de même nature : amener à une véritable prise de conscience économique, modifier la pratique médicale quotidienne, adapter les réglementations et repenser l'organisation financière de l'hôpital.

Il faut, tout d'abord, faire accepter l'idée que, si la santé n'a pas de prix pour un individu, elle a un coût pour la collectivité : tout choix en faveur d'une pathologie se fait nécessairement aux dépens d'une autre. La pratique médicale doit prendre en compte les données économiques. L'isolement du médecin dans son cabinet devrait être brisé pour lui permettre un regard sur son efficacité et son coût.

La relation de confiance entre le médecin et le malade, qui est le plus beau fleuron de notre art, doit être valorisée, et le temps passé auprès du patient devrait être pris en compte dans les rémunérations. Il est plus efficace d'écouter son patient que de prescrire un examen ou un traitement inutile et coûteux. Avec de telles pratiques, les comportements litigieux deviendraient exceptionnels. L'Etat doit jouer son rôle de censeur dans de nombreux domaines.

Qu'est-ce qui justifie encore le remboursement, même à 70 %, d'un médicament dont l'efficacité n'est pas démontrée ? Il faut réglementer la prescription des médicaments coûteux en la laissant à quelques experts.

Pourquoi ne pas tenter dans les hôpitaux des essais de gestion éclatée ? L'idée de contrat d'objectif de soins, associée éventuellement à des contrats d'objectifs d'enseignement, de recherche et de médecine de pointe, a été avancée. Ainsi serait réalisée une évaluation régulière de l'activité et de la dépense de chaque service qui, au moins, permettrait une plus grande responsabilisation économique de chacun des acteurs. A partir de ces données, on pourra tenter des comparaisons entre les différents établissements.

Sans renoncer aux grands principes qui font la force et la qualité de notre médecine, il est urgent de rationaliser les dépenses de santé, ce qui est possible. Ceci implique une réflexion approfondie dans de multiples directions et nécessite l'accord et la participation de toute la profession : syndicats, ordre, Université. Les problèmes sont posés, la parole est aux politiques.

► **Le professeur Alain Autret est spécialiste hospitalo-universitaire de neurologie.**

□ **Rectificatif.** – Dans notre article « Les leçons du procès du sang contaminé : un devoir de vérité » paru dans « le Monde Sciences-Médecine » du 20 juillet, nous avons précisé par erreur que la peine du docteur Jean-Pierre Allain avait été aggravée en appel. En fait, la cour d'appel de Paris a confirmé sa condamnation, par le tribunal correctionnel le 23 octobre 1992, à quatre ans de prison dont deux avec sursis.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Édité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE
Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction : Jacques Guiu. Isabelle Tsaïdi.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS = pending) is published daily for $ 892 per year by « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry – 94852 Ivry-sur-Seine – France. Second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER : Send address changes to IMS of NY Box 1518, Champlain N.Y. 12919 – 1518.
Pour les abonnements souscrits aux USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 2983 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT
301 MQN 01 PP.Paris RP
Durée choisie : 3 mois □ 6 mois □ 1 an □
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal :
Localité : Pays :
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CULTURE/*L'Été festival*

AVIGNON

COMME UN ANGE... *au Théâtre Golovine*

Les condamnés du carton noir

Le cri d'un soldat breton dans les armées de la République

En pleine Convention, en juin 1794, un officier du recrutement des armées de la République débarque dans le hameau de Cavan (Côtes-d'Armor). Le procédé du «tirage au sort» existe sous la Révolution. Plusieurs hommes, ce matin-là, s'enfuient par les champs. Mais Yves Le Pennec, de cœur avec la République, se présente devant le recruteur, plonge la main dans le chapeau, et tire un «carton noir» : il est pris.

Huit années durant, jusqu'en octobre 1801, sous la Convention, le Directoire, le Consulat, en Belgique, en Allemagne, en Suisse, il va devoir suivre les armées, sans un jour de relâche. Et sans vouloir comprendre tout à fait ce que, à la longue, il pressent – ce qu'entre autres Karl Marx exprime dans *le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte : «Camille Desmoulins, Danton, Robespierre, Saint-Just, Napoléon, les héros, de même que les partis et la masse de la première Révolution française, accomplirent l'instauration de la société bourgeoise moderne. Napoléon, à l'extérieur, balaya partout les institutions féodales, dans la mesure où cela était nécessaire pour créer à la société bourgeoise en France l'entourage dont elle avait besoin sur le continent européen.»*

Sur ce que fut l'intervention des armées, les lettres qu'Yves Le Pennec écrivit à ses parents constituent un témoignage incomparable de franchise, presque d'innocence. Les conquêtes sans savoir pourquoi, dans les premiers temps : *«On a gagné plusieurs villes et pays où nous sommes et qu'on espère gagner encore.»* Le manque d'intendance malgré tout : *«Nous sommes en grande misère faute de vivres et l'eau à une demi-lieue et coucher toujours sur la terre... nous avons plus peur de mourir par la famine que par les boulets, enfin il faut prendre le temps comme il vient, et si j'arrive encore chez nous, je me trouverai heureux comme un ange après temps de misère.»* (Ce sont ces derniers mots qui forment le titre du spectacle que présente la troupe bretonne.)

Mais la voix d'Yves Le Pennec prend sa vraie grandeur lorsqu'elle dit avec un naturel, une liberté et une évidence très rares, lorsqu'elle dit «angéliquement» la débandade devant l'ennemi, à Mannheim, ou l'envie de déserter (*«il est impossible de m'échapper, si tu voyois comme on traite les déserteurs, car les lois n'ont jamais été plus sévères que depuis la Révolution... car il y en a plus qui servent de force que de gré»*).

La lettre au père qui raconte les faits de nos armées en Suisse mérite d'être longuement citée : *«En partant du côté de Bâle, nous avons reçu l'ordre pour aller sur des cantons révoltés dans la haute Suisse. Ce été les gens du pays qui se révoltaient et qui prenaient les armes contre nous... Nous les avons poursuivis avec rapidité qu'ils ont été tous épouvantés la moitié d'eux a été tuée dans cet village le restant se sont mis en fuite laissant leur village et tout leur bien dont on a pris tout ce qu'on a voulu et ce qu'on ne voulait pas on le cassait enfin ensuite on les a poursuivis jusque dans l'Italie dont nous n'étions à la fin que trois lieues... Eux ils aimaient mieux l'empereur d'Autriche que les Français. Voilà mon cher père comment se trouvent malheureux tous ceux qui se révoltent, la plus grande partie sont péris par les armes, on a brûlé six villages, on a brûlé... Mon père, vous n'imaginez pas combien sont malheureux les habitants des pays où les armées se rencontrent pour se battre... Je suis soldat de la République, que faire que de remplir les devoirs de mon état.»*

Les lettres d'Yves Le Pennec sont présentées par le collectif breton Digor Dor, et dites par François Le Gallou. Sous une lumière de point du jour, sur un sol qui pourrait être le sable quand la mer est basse, ou la mer elle-même, est tendu un filin auquel s'attachent des pierres blanches. C'est tout le décor, et c'est très beau. Ces pierres et ce filin rappellent les filets de la pêche avec leurs carrés de liège, ils évoquent les chaînes des files de condamnés, mais c'est aussi le calvaire de là-bas par l'entremise des grains du rosaire. *«J'aurai le bonheur après une paix que peut-être le Tout-Puissant voudra bien nous accorder dont il n'y a que lui qui sait quand elle se fera»*, écrit Yves Le Pennec.

La grandeur du spectacle tient à l'attitude de François Le Gallou, qui dit ces lettres (il est né tout à côté du village de Le Pennec, à 2 kilomètres). Cet acteur «oublie» et la présence de l'acteur et l'absence de ce «pays» qui, il y a près de deux siècles, avait tiré le carton noir. Cet acteur abolit les circonstances du théâtre. Il suscite l'accès direct à la perception d'un homme, d'une conscience, d'un sang, il suscite la saisie directe de tels et tels jours de l'histoire, de la participation obligée à cette histoire. Et c'est par l'entremise épurée, limpide, implacable, de cet acteur, que les «pauvres» lettres d'un fils à son père atteignent la dimension des grands tragiques, des grands spirituels, des grands poètes.

MICHEL COURNOT

► Jusqu'au 2 août à 15 heures.

MARC ENGUERAND

KVETCH Jean-Luc Moreau, Christiane Cohendy, Hugues Quester jouent «Kvetch», de Steven Berkoff, qui, dans la mise en scène de Jorge Lavelli, se donne du 27 juillet au 2 août à 22 heures dans la cour du lycée Saint-Joseph. «Kvetch» est une histoire qui se passe dans la tête de la «middle class» britannique et juive. Autant dire que ce n'est pas triste.

EN REVUES

Profession culture

Profession culture, bimestriel d'informations sur les métiers et l'organisation du monde de la création, lancé par Jean-Michel Djian il y a un an, vient d'atteindre le cap des 1 000 abonnés, c'est-à-dire qu'il est encore à deux cents souscripteurs de son point d'équilibre.

Alternent les grandes synthèses sur des sujets d'actualité (au sommaire du numéro de juin-juillet : les sept familles de la vie culturelle française ; une enquête sur les labels français des musiques métisses), des fiches techniques sur des institutions (l'Agence de coopération culturelle et technique), des chroniques, portraits et nombreuses nouvelles brèves.

► ***Profession culture*. Edité par ARTES Presse, 89, rue de Turbigo, 75003 Paris. Tél. : 42-72-87-77. Télécopie : 42-72-82-11. Abonnement 10 numéros : 800 F. Etudiants et intermittents : 400 F.**

Théâtrales

Jean-Pierre Engelbach, directeur de l'association Théâtrales et de la maison d'édition du même nom, est à Avignon pour expliquer ses activités, après le dixième anniversaire de ce laboratoire de l'écriture dramatique contemporaine.

L'association sélectionne les meilleurs des cinq cents textes reçus chaque année et les met en circulation. Théâtrales organise chaque mois à Paris, à la Mais d'or, des «Passerelles-rencontres théâtrales» durant lesquelles une personnalité du théâtre, de l'audiovisuel ou de la musique présente un texte.

Chaque mois aussi, à la Maison des écrivains, les «Lundis du théâtre» permettent de réfléchir aux divers aspects de l'écriture contemporaine. Enfin, plusieurs manifestations ponctuelles sont organisées toute l'année dans toute la France, avec l'appui des sept antennes locales de l'association, plus celle de Montréal.

Les auteurs retenus sont inscrits au «répertoire» de l'association et bénéficient d'une promotion auprès des professionnels et des journalistes. Leurs ouvrages peuvent être consultés à tout moment à la condition d'être adhérent (120 francs par an). Certains textes sont publiés par les Editions Théâtrales qui n'ont d'autre lien avec l'association que le directeur.

Deux ouvrages viennent de paraître : l'un avec trois pièces de Michel Azama (*le Sas*, *Bled* et *Vie et mort de Pier Paolo Pasolini*, 96 pages, 90 francs), l'autre avec deux pièces de Christian Rullier (*Football et autres réflexions*, une œuvre provocante, et *C'est à dire*, 104 pages, 98 francs).

► **Association Théâtrales, 4, rue Trousseau, 75011 Paris. Tél. : 43-38-04-09. Télécopie : 49-23-04-82.**

Sida solidarité spectacle

Le bulletin numéro 4 de l'association Sida solidarité spectacle vient de paraître. Il sera certainement le dernier car l'association, fondée par Alain Neddam et Patrick Bossatti, envisage de changer ses modes d'action, d'information et de sensibilisation des professionnels.

Ce bulletin rassemble les témoignages de différents lecteurs, adhérents et correspondants. Où l'on constate *«l'impossibilité d'un discours global et unificateur sur la maladie. Témoigner nécessite d'être présent aux autres qui nous entourent et de ne pas s'en tenir aux mots, aux actions nobles commandées par le seul souci d'apaiser notre conscience. A chacun de nous de prendre le relais au quotidien...»*

► **Sida solidarité spectacles, 45, rue Sedaine, 75557 Paris Cedex 11.**

O. S.

Des nouvelles de Sarajevo

Des invités venus de Croatie, de Macédoine, de Bosnie-Herzégovine

Ibrahim Spahic, dramaturge, directeur du Festival de Sarajevo, sa ville, où il est également responsable du Centre international de la paix, fait partie de la délégation invitée à Avignon par le Festival et le ministère de la culture et de la francophonie. Il transporte avec lui une vidéocassette résumant un an de guerre. Les rues détruites, la neige, les tombes, les enfants blessés, les francs-tireurs, les naissances sous les bombes, les visages fatigués, les sourires... Une heure de réalité difficilement soutenable, mais il ne s'agit pas de jouer sur l'émotion. D'ailleurs, cette réalité, qui peut dire qu'il ne la connaît pas?

En tant que responsable du Centre international de la paix, organisme éditeur d'un magazine *Why* – pourquoi ce désastre, question sans réponse – et de quelques publications, Ibrahim Spahic a pu obtenir une carte de journaliste qui lui a permis de sortir de Sarajevo, de se rendre à la conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne, puis à Avignon. Son but : faire reconnaître Sarajevo comme capitale culturelle de l'Europe en 1994. Un symbole, sans doute, rien de plus, mais une pierre de plus pour la résistance. Avec une sorte de calme obstiné, Ibrahim Spahic raconte dans le désordre – parce qu'il a trop à dire – son combat contre l'oubli, contre la disparition :

«En seize mois de guerre, nous avons reçu 1 290 visiteurs étrangers, diplomates, artistes, représentants d'ONG. Nous avons organisé des rencontres œcuméniques entre des prêtres italiens d'abord, puis français, et des orthodoxes, des musulmans, des juifs. En 1992, nous avons célébré le cinq-centième anniversaire de l'arrivée des juifs en Bosnie. Et nous avons continué à travailler. Le Festival de Sarajevo ne s'est pas arrêté. Il existe depuis 1984. Précisément, pour sa première saison, il a commencé le 21 décembre 1983, s'est terminé le 6 avril 1984. Le 6 avril, anniversaire de l'attaque allemande, et plus tard de la Libération. En 1992, il a duré quarante-deux jours, et une semaine après, c'était la guerre.

»Dire que l'Université reste en activité avec 7 500 étudiants, est important, et aussi que nous venons de publier une anthologie de la poésie bosniaque sur du papier envoyé par l'Alsace, que nous avons réuni une exposition de gravures – elle a été estimée à 2 millions de dollars et doit aller à Paris – que le Festival comporte du théâtre, des opéras, des concerts, des expositions, des rencontres entre intellectuels et scientifiques, et qu'il y a un festival de cinéma, une biennale des télévisions indépendantes. Simplement, sur les programmes, nous n'indiquons pas les lieux et les heures de représentation, de peur d'être canardés. Les gens savent, et ils viennent. Nous avons reçu le soutien de François Tanguy, avec sa compagnie le Radeau, dont j'ai vu le travail au Theater der Welt à Munich.

»Notre prochain festival commencera le 21 décembre 1993, et durera, logiquement, jusqu'au 21 mars 1994. Nous espérons les visites des maires des deux dernières capitales culturelles de la Communauté européenne Anvers et Madrid, qui devraient solennellement remettre à Sarajevo les clefs de leurs villes. Après la conférence de Vienne, je suis allé au Parlement européen parler de ce projet. Notre idée, c'est d'ouvrir à partir de Sarajevo un corridor culturel. Il faut que nous puissions inviter des troupes étrangères et qu'elles puissent venir. Il faut que nos troupes et nos orchestres puissent répondre aux invitations.

»A la fois victime et symbole, Sarajevo sert à faire oublier les autres villes bombardées, les bibliothèques, les écoles brûlées, et tout un héritage culturel détruit. Vos journaux parlent de «folie», mais il s'agit bien là d'un plan, d'un programme d'anéantissement. Je voudrais faire comprendre que c'est l'Europe tout entière qui est menacée. L'Europe envisage de partager la Bosnie comme elle a partagé le continent africain. Après quoi, après un siècle, elle en a découvert les immenses richesses artistiques. J'espère qu'elle n'aura pas besoin de laisser détruire la Bosnie et d'attendre un siècle pour reconnaître notre culture.»

Propos recueillis par
COLETTE GODARD

NOYERS-SUR-SEREIN

ARMAND AVRIL

Mystères populaires

Sauvageries, diableries, naïvetés et traditions rurales en Bourgogne

NOYERS-SUR-SEREIN (Yonne)

de notre envoyé spécial

Des banderoles, des étendards frappés de visages bigarrés ou d'un oiseau de proie descendu d'un temple aztèque, ornent la façade d'une maison à chevrons sur une placette de la cité médiévale de Noyers-sur-Serein. Depuis deux ans, elle a été promue au rôle de centre d'art contemporain, avec une orientation vers la création marginale. Elle accueille l'homme des visages et de l'oiseau, Armand Avril, en présentant une rétrospective – depuis 1970, – de ses reliefs et assemblages.

Des clous, de la colle, de l'étoupe, des bouchons de liège, des capsules de bouteilles, des bourses de tissus, des fagots de brindilles, du gravillon : Avril fait œuvre de tout matériau. Tantôt il peint ces montages avec une verve de coloriste, tantôt il les goudronne d'un noir macabre, les deux traitements aboutissant à des tableaux-objets chargés de dynamisme. C'est à la fois savant et brutal, truculent et magique, populaire et mystérieux. Un travail de primitif moderne, de sauvage citadin fouillant les décharges publiques pour en transformer les rebuts en soleils noirs, en paysages marins, en poupées fétiches, en reliquaires d'énergie. «*Salut Chaissac*», proclame un des montages d'Avril.

La vocation de Noyers pour un art «autre» se confirme dans une maison voisine transformée par le peintre Jacques Yankel en un musée d'art naïf qu'il a doté de ses trouvailles dénichées chez les brocanteurs. On y repère, au-delà du fonds permanent, des peintures et gravures de Blanche Tejada, aux personnages étranges, et une acquisition récente propre à exciter la curiosité. Il s'agit d'une suite d'aquarelles – de la fin du XIXe siècle? – d'un certain Gaulmier. Mari humilié, sans doute, il s'est vengé en infligeant à son épouse, par diable interposé, dessiné d'un trait aigu, les supplices les plus cocasses. Comme il ne manquait ni de fantaisie ni de talent graphique, son «œuvre» bizarrement séduisante est à verser à l'inventaire des phantasmes conjugaux!

Plus au nord, entre Joigny et Auxerre, le diable est peut-être encore à l'œuvre mais son pouvoir est conjuré dans le très beau Musée rural des arts populaires de Laduz près d'Aillant-sur-Tholon. Ce lieu est né de la passion d'un couple, Raymond Humbert et son épouse Jacqueline : lui, peintre d'abstraction lyrique dont l'œuvre généreuse et forte mériterait d'être connue ; elle, pratiquant la peinture au pochoir fixée sous verre. A partir de 1977, seuls puis aidés de leurs enfants, ils ont aménagé des granges abandonnées, bâti des maisons successives avec de la pierre de récupération, pour abriter leur collection d'art populaire.

Depuis leur rencontre à l'Ecole des beaux-arts, ils n'avaient cessé de prospecter les dépotoirs, les réserves des ferrailleurs, les greniers des campagnes. Raymond Humbert est mort en 1990 mais l'aventure familiale continue. La moisson est présentée dans un ordre rigoureux et sensible, dans les vitrines et sur des estrades. Des marottes, des épis de faîtage, des croix de mariniers, des sabots d'enseigne et des centaines d'autres objets témoignent d'un savoir artisanal traditionnel et d'une rare invention poétique.

Une des demeures de ce domaine aux initiations multiples propose une exposition temporaire sous le titre «Art populaire, art insolite». Elle rassemble des sculptures «sauvages» d'un cultivateur breton mort en 1967, Pierre Jaïn, des dessins au stylo bille de Maugri, que l'inspiration visita quand il eut atteint l'âge de soixante-quatre ans, et des compositions du Lyonnais Philippe Dereux. Celui-ci est d'une autre trempe. Collaborateur, autrefois, à Vence, de Dubuffet, il a mis au point une technique originale : il compose sa palette avec des graines et des épluchures séchées de fruits, de légumes. Arcimboldo de ces restes de la cuisine ménagère, Dereux en fait des personnages précieux et fantasques, témoins d'une humanité délicatement monstrueuse.

JEAN-JACQUES LERRANT

► **Armand Avril, Reliefs et assemblages, au Centre d'art contemporain de Noyers-sur-Serein (Yonne). Tél. : (16) 86-82-63-03. Jusqu'au 5 septembre. Avril expose également à Paris, à la galerie Erval, 16, rue de Seine, un «Hommage à Gauguin». Tél. : 43-54-73-49. Jusqu'au 30 juillet.**

► **70 dessins de diableries, au Musée d'art naïf, à Noyers-sur-Serein. Tél. : (16) 86-82-89-09. Tout l'été.**

► **«Art insolite, art populaire», au Musée rural des arts populaires, à Laduz, par Aillant-sur-Tholon (Yonne). Tél. : (16) 86-73-70-08. En juillet et août.**

CULTURE

ARTS

150 RELIURES DE KNODERER
à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris

Prolonger le livre

Dans la troisième dimension

Trois cires venues du Musée Grévin – Mozart, Picasso et de Gaulle – accueillent le visiteur dans l'annexe de la Bibliothèque historique de la Ville de Paris. Cette triple présence, inexpliquée, inexplicable, est-elle faite pour déstabiliser davantage les amoureux de la chose imprimée venus admirer des reliures – art traditionnel s'il en fut ? Car si le livre est ici toujours présent, les vêtements qui les habillent, coupés par Daniel Knoderer, ont de quoi surprendre. Le relieur, mouton à cinq pattes de la profession, a commencé par explorer toutes les possibilités que lui donne son matériau de base – le cuir – pour entamer une recherche formelle qui va l'entraîner dans une autre dimension. La troisième, précisément.

Les reliures se couvrent de peintures, se chargent de plastique ou de ferrailles ; leur découpe renie les lois de la géométrie élémentaire ; des objets de rencontre viennent s'agglomérer sur les aplats ; les volumes se boursouflent et les feuillets imprimés se cachent au sein d'une accumulation apparemment hétéroclite, d'un collage échevelé, dont on arrive à percevoir les origines : Knoderer convoque volontiers Pollock, Chaissac et Isidore Isou. Les poèmes de Michel Butor, *Mobile*, montés sur roulettes peuvent se déplacer grâce à une télécommande. La biographie du pianiste de jazz Bud Powell intègre des fragments de microsillons et des touches de piano. *Messaline*, de Jarry, évoque un bustier pour sadomasochiste.

Tout n'est pas du meilleur effet, les correspondances sont parfois trop appuyées, trop illustratives (pour *Guitare*, de Guillevic, Knoderer utilise la caisse de l'instrument de musique), mais l'ensemble est plutôt réjouissant. Surtout quand le « relieur fou » arrive à trouver un rythme qui lui est propre pour prolonger l'œuvre qui lui a été confiée. Sans la plagier.

E. de R.

▶ **Rétrospective Knoderer, Bibliothèque historique de la Ville de Paris, 20 *bis*, rue Malher, Paris (4e), (sauf lundi). Jusqu'au 31 juillet.**

LA GALERIE BEAUBOURG *à Vence*

Une « folie » de marchands

Marianne et Pierre Nahon ont les moyens de voir grand

VENCE
de notre envoyée spéciale

Un marché de l'art contemporain au plus bas ? Des galeristes pleurant pour payer loyer et banques ? Les affaires de Marianne et Pierre Nahon vont apparemment bien. Si leur galerie de Paris est en veilleuse depuis quelque temps, c'est qu'ils investissent ailleurs : à Vence, où ils viennent d'ouvrir une autre Galerie Beaubourg, dont l'immodestie laisse un peu pantois. C'est une immense bâtisse, le château Notre-Dame des Fleurs construit au dix-neuvième siècle sur les restes d'une abbaye, et trois hectares de colline que les Nahon ont achetés pour y montrer leurs artistes. Et pour se consoler d'avoir échoué dans leur tentative de créer une fondation à Hyères, dans l'ancienne villa Noailles signée Robert Mallet-Stevens (1).

A Vence, où ils inaugurent les salles avec de nouvelles accumulations d'Arman (2) et des œuvres choisies de Stella, Klossowski, Dado, Spoerri, Villeglé, Hueleux, Combas, etc., ils ont tout réaménagé : des anciennes salles monacales camouflées par le propriétaire précédent, jusqu'au grenier ; de la galerie, où ils ont fait ajouter une pièce pour les grands formats, à l'appartement privé (avec cheminée de Jean-Pierre Raynaud, chaises de Bugatti, collections d'objets choisis sur les conseils d'Arman, le plus collectionneur des artistes).

Un jardin de sculptures

Le jardin en terrasse au pied de la façade est devenu un jardin de sculptures qui, les arbres replantés n'ayant pas encore poussé, fait pour le moment un peu présentoir. On y voit ici des fontes peu connues de Schnabel, là des Niki de Saint-Phalle bariolés, et ailleurs une statue équestre de Larry Rivers. Pour l'ancien bassin, Arman a fait une fontaine dont l'eau coule sur un empilement d'hélices de bateaux. Plus loin un gisant de Tapiès repose sur un sarcophage ancien portant la lettre T. Tout près des escaliers, un énorme pistolet de Philippe Perrin peut servir de banc. Dans un coin repose une expansion en fonte de fer de César. Sur l'arrière, Louis Cane a dessiné le pavement (à la romaine) qui borde la piscine en vague forme de mare aux canards. Un *Pouce* de César marque l'entrée de la propriété.

Marianne et Pierre Nahon ont également voulu pour Vence une chapelle... autre que celle de Matisse. Ils ont donc demandé pour la leur (elle date du XIIe ou XIIIe siècle) des vitraux à Jean-Pierre Raynaud, et décidé d'y exposer en permanence des grandes machines de Tinguely.

GENEVIÈVE BREERETTE

(1) Dans son livre *Pour la galerie* (Plon éd.), Pierre Nahon raconte son parcours de galeriste.

(2) Il s'agit d'*Accumulations de collections*, par exemple de petites sculptures africaines collectionnées par Arman et mises sous Plexiglas. Jusqu'au 13 novembre.

▶ **Château Notre-Dame des Fleurs, route de Grasse, 06140 Vence. Tél. : 93-24-52-00.**

MUSIQUES

NEW MUSIC SEMINAR *à New York*

L'opacité du marché américain

Les professionnels français n'arrivent pas à percer aux Etats-Unis

NEW-YORK
correspondance

Lancé il y a une dizaine d'années par quelques agitateurs fatigués des pesanteurs du business américain mais passionnés de formes musicales alternatives, le New Music Seminar (NMS) est aujourd'hui un rituel, presque une institution, doublé d'un salon professionnel de portée internationale. Mais la manifestation a connu ces derniers temps une crise de croissance. Atteinte de gigantisme, elle avait perdu sa ligne directrice, un peu de sa pertinence et beaucoup de son efficacité, devenant par ailleurs un gouffre financier pour ses organisateurs. Elle aussi devait s'adapter à la récession.

Cette quatorzième édition aura rassemblé à New-York, du 20 au 24 juillet, plus de sept mille professionnels. En termes d'images et d'économie, Mark Josephson, son directeur général, affirme avoir tenu son pari. *« Nous avons restauré la raison d'être du séminaire : organiser des rencontres productives en termes d'affaires, susciter des réflexions sur l'avenir de ces professions, sur le contenu social et artistique de ces formes d'expression. Enfin, pour la première fois depuis trois ans, nous serons bénéficiaires. »*

Les coupes budgétaires auront sans doute aidé à retrouver ce dynamisme. En quittant l'hôtel Marriott pour le Sheraton, le NMS n'aura remonté la 7e Avenue que de quelques centaines de mètres, mais ce nouveau lieu, de taille plus modeste, redonnait aux participants une impression de convivialité et d'effervescence nécessaire au bon fonctionnement du rassemblement. Les principes du salon sont restés les mêmes.

Ils s'ordonnent autour d'un hall d'exposition (présentant une centaine de stands), de conférences (une soixantaine de débats centrés sur les principaux styles musicaux et les pratiques professionnelles de l'industrie du disque) – et de concerts (près de cinq cents répartis dans une trentaine de clubs de Manhattan). Ces activités servent aussi à mesurer la température du marché américain, qui demeure stable. Guettant toujours les premiers signes d'une reprise économique, l'industrie de la musique dit souffrir encore de l'hégémonie des six multinationales, de l'anarchie des réseaux de distribution forcément régionaux dans un marché très décentralisé et du « formatage » par genre des radios qui rend très difficile la promotion des musiques sortant des genres établis. Des nouvelles technologies ont fait l'objet de nombreuses démonstrations. Ainsi la présentation par les Residents, groupe avant-gardiste de San-Francisco, d'un des premiers CD-Rom interactif. Cette version – encore inachevée – de leur album *Freak Show*, permet de pénétrer et de bouger à sa guise dans un monde d'images de synthèse en trois dimensions. Elle a laissé entrevoir de vertigineuses évolutions dans nos modes de consommation de la musique.

Côté artistique, peu de révélations, mais la confirmation de tendances déjà enregistrées : le retour de la musique country, la vitalité toujours réelle du rap (un concours de rappeurs amateurs dans l'enceinte de l'hôtel a réuni une foule immense), l'envolée de la dance music, le potentiel des musiques latines, un circuit rock revitalisé par l'émergence de la vague grunge mais dont l'expansion semble buter sur le conservatisme de son inspiration. A noter également l'émergence de nouveaux artistes d'origine jamaïcaine (Shaggy, Tiger, Tony Rebel) réactualisant le reggae à travers le raggamuffin, style controversé à cause de son sexisme, mais dont le succès commercial fait saliver bien des directeurs artistiques.

Le New Music Seminar aura un peu négligé cette année sa dimension internationale. Peu d'artistes étrangers, en effet, étaient programmés. Et si, au cours de son discours d'inauguration, Jack Lang, invité aux côtés de Chuck D et Boy George (*le Monde* du 23 juillet), a appelé les Etats-Unis à s'ouvrir aux musiques du monde, on aura remarqué, pour la première fois depuis longtemps, l'absence totale de groupes français au NMS. Un manque qui correspond aussi à la baisse des ambitions de nos professionnels nationaux sur le marché américain. Après avoir rêvé des Etats-Unis, encouragés par le succès des Gipsy Kings et de quelques concerts spectaculaires, beaucoup se sont découragés face à l'imperméabilité d'un marché extrêmement concurrentiel, très diversifié et réclamant de lourds investissements. Cette année, la délégation française ne dépassait pas la dizaine de représentants (dix fois moins que les Allemands ou que les Britanniques).

Des opportunités existent pourtant, certains en profitent (Patricia Kaas, Deep Forest), souvent aidés par le French Music Office créé par les pouvoirs publics français en 1991 pour orienter et conseiller les professionnels séduits par ce pays. Mais la plupart de ceux qui sont tentés par l'exportation se tournent vers des objectifs européens : ils se sont fixé cet été un autre rendez-vous, le Pop Komm, principal salon professionnel allemand, organisé à Cologne du 19 au 22 août.

STÉPHANE DAVET

Le grand retour de Nirvana

NEW-YORK
correspondance

Obligations budgétaires autant que parti pris artistique, le NMS n'avait programmé cette année que peu de noms célèbres parmi les cinq cents concerts prévus dans une multitude de clubs new-yorkais. L'un d'eux, exceptionnel, n'a été dévoilé qu'à la dernière minute. Nirvana donnait un concert surprise le 23 juillet au Roseland, une salle de Broadway.

Nirvana, le groupe qui, en 1992, avec son album *Nevermind* vendu à plus de neuf millions d'exemplaires, bouleversa l'industrie du disque, révélant le « son » de Seattle et l'émergence du mouvement *grunge*, réconciliant pour la première fois le public rock alternatif et l'immense audience du *heavy metal*. Ce retour était presque inespéré tant les rumeurs, depuis des mois, disaient le groupe moribond. Son leader, le chanteur guitariste Kurt Cobain, en particulier, défrayait la chronique : problèmes de drogues, vie conjugale mouvementée. Son décès dut même être démenti. L'enregistrement de leur troisième album fut aussi sujet à polémiques – trop extrême, disait-on, leur label n'en voulait plus. Le disque, finalement intitulé *In utero*, sortira le 13 septembre.

Avant cela, le trio est apparu devant trois mille personnes. Kurt Cobain, mèches peroxydées tombant dans les yeux, long pull criard strié de noir aux manches déchirées, l'immense Chris Novoselic (basse), surprenant d'élégance, et David Grohl derrière les fûts d'une batterie à l'équipement minimal, ont su produire à nouveau cette inexplicable alchimie qui fait les très grands groupes.

Maîtrisant un son d'une parfaite puissance, chaque instrument gardant sa propre force d'impact, ils ont donné une manière de concert rock idéal. Excitant, risqué, plein de surprises. Comme promis, les nouveaux morceaux sont rudes, d'une violence abrasive, mais riches d'idées et de mélodies. Sur plusieurs titres, un nouveau guitariste, Big John (ancien membre du groupe punk anglais Exploited), les rejoint. *Come as you are*, *Lithium* sont repris en chœur par la foule.

Sur leur « tube » *Smells like teen spirit*, ils osent des dissonances inédites, avant de s'asseoir, guitare sèche à la main, accompagnés d'un violoncelliste pour une étonnante séance. Cette réminiscence de Dylan et de Neil Young, pause acoustique d'une fragilité contrastant avec le déluge sonore précédent, recèle aussi sa part de sauvagerie. En une heure et demie, Nirvana a repris sa place dans la hiérarchie du rock international.

S. D.

COMMUNICATION

Dans le rapport de Michel Souchon

La télévision publique est invitée à concilier la qualité et l'audience

Parce qu'il dresse un bilan positif de l'exécution du plan stratégique engagé par France-Télévision et son président, le rapport commandé par Hervé Bourges à Michel Souchon risque d'être controversé. Au-delà des considérations conjoncturelles, ce document contribue surtout à clarifier les enjeux d'avenir de la télévision publique.

Il y a plusieurs lectures possibles du rapport sur « Les missions de la télévision publique et l'exécution du plan stratégique » que Michel Souchon, expert reconnu de la télévision, ancien directeur des études de TF 1 et d'Antenne 2, vient de remettre au PDG de France-Télévision qui le lui avait commandé en avril.

La première, la plus évidente, conforte les thèses d'Hervé Bourges sur le redressement et le rapprochement de France 2 et France 3, consignées dans le plan stratégique lancé en 1991. Ce rapport, basé sur trente entretiens avec des responsables des deux chaînes, salue la réussite de l'opération unifiant les logos et la signalétique des chaînes, note les progrès d'une *« conscience de groupe commune »* sur laquelle, affirme-t-il, il serait *« préjudiciable de revenir »*. Le rapport Souchon détaille les effets bénéfiques de la concertation et de l'harmonisation de la programmation sur le redressement de l'audience en précisant les points sur lesquels des progrès supplémentaires pourraient être réalisés : soirée du mardi, production en amont, capacité d'arbitrage sans tomber dans la centralisation excessive. En revanche, pour ce qui touche à l'information, Michel Souchon ne semble guère fâché des *« résistances »* aux *« objectifs ambitieux »* du plan, car une mise en commun complète des moyens serait *« potentiellement dommageable pour la diversité éditoriale »*.

Il explique comment la télévision publique honore les deux volets de sa mission culturelle – diffusion de la culture « patrimoniale » d'une part, ouverture sur l'histoire et la géographie humaine, les sciences et la société de l'autre – plus et surtout mieux que les chaînes privées.

Ouverture de nouveaux créneaux, renforcement de la coopération interrégionale, le rapport Souchon est également positif sur la décentralisation, et note que France 3 est désormais, avec l'ARD allemande, la chaîne publique européenne qui diffuse le plus d'émissions décentralisées (9 600 heures, soit 40 % de plus en trois ans). Mais parce que cela conduit à un émiettement des crédits, voire à des risques de partenariats non maîtrisés, il souhaite une pause dans la croissance des objectifs régionaux en volume : *« Faire autant mais mieux »*.

La création originale et la découverte de nouveaux talents : ce premier objectif du plan stratégique pour la fiction est *« largement atteint »*, écrit Michel Souchon. La télévision publique produit *« autre chose que les chaînes privées »* et place mieux les œuvres françaises ou communautaires dans ses grilles. D'où un résultat : *« Sur France-télévision, 69 % du temps d'écoute de la fiction vont à [ces] œuvres, contre 27 % pour TF1 et 17 % pour M 6. »* Le succès de la direction commune des sports, au risque de « cannibaliser » la programmation et de mobiliser trop de moyens, les innovations dans les types d'émissions, l'appel aux nouveaux talents, les technologies nouvelles (interactivité ou format 16/9 avec France-Supervision), le redressement financier, enfin, même si la situation de France 2 demeure fragile, tout cela constitue autant de bons points relevés dans le rapport.

Michel Souchon note, en particulier, que *« l'effort global de création représente deux milliards de francs en 1992, en progression de 35 % par rapport à 1990 »*. Sa comparaison avec quelques services publics étrangers aboutit surtout à un éloge de *« l'efficacité des structures intégrées »* (Italie, Espagne), notamment par rapport aux *« effets néfastes »* de chaînes publiques agissant en ordre dispersé (Allemagne).

Neuf recommandations

Si l'on s'en tenait à ce catalogue, et surtout au moment de sa publication, alors que la direction d'Hervé Bourges est critiquée de plus en plus ouvertement par certains des éléments les plus à droite de la majorité parlementaire, le rapport Souchon pourrait donc apparaître uniquement comme une autojustification de la présidence commune, auprès de laquelle l'auteur exerce les fonctions de consultant. Transmis par Hervé Bourges au ministère de la communication et à la commission présidée par M. Campet, qu'Alain Carignon a chargée de réfléchir aux missions de la télévision publique, ce document s'apparente évidemment à un plaidoyer *pro domo*. Mais il serait dommage de s'arrêter à cette lecture conjoncturelle.

Car le rapport de Michel Souchon va plus loin que le plan stratégique pour rappeler les mécanismes de la télévision et se livrer à une éclairante prospective. Côté rappels, la conviction que la *« réussite d'une chaîne auprès du public »* dépend d'une *« crédibilité globale »* ; que *« l'audience sans qualité n'est rien ; la qualité sans audience n'est rien non plus »*. Il souligne donc que les chaînes publiques ne peuvent mésestimer *« la diversité des attentes et l'attente de la diversité »* des gros consommateurs de télévision, auxquels la télévision publique, généraliste, devrait offrir plus de documentaires, avec des séries longues.

M. Souchon plaide pour des indicateurs de performance diversifiés (attractivité, qualité des émissions, fidélité du public) ; il dénonce aussi une tentation, qui consisterait à démarquer TF 1 avec moins de moyens. Car la concurrence de la « Une », *« obsession »* des responsables de France-Télévision, l'amène à se demander si *« modifier la situation de TF 1, dans un sens* ou *dans l'autre, ne serait pas un levier d'action sur la télévision publique beaucoup plus puissant que tous les contrats d'objectifs »*.

Bref, pour Michel Souchon, *« l'arrivée des télévisions privées (...) implique moins une redéfinition des missions (...) qu'une réflexion sur les moyens »*. Il propose donc, parmi les neuf recommandations énoncées au terme de son rapport, un relèvement de la redevance, une fois la trésorerie de France 2 reconstituée.

Enfin, il insiste sur la nécessité de préparer France-Télévision au système audiovisuel de demain. Entre la poussée des techniques (numérisation, concurrence des produits « édités » de l'image comme CDI ou jeux vidéo...) et la banalisation sociale de la télévision, *« de plus en plus, la télévision risquera d'apparaître aux yeux des enfants comme un jeu vidéo auquel on ne peut pas jouer »*, note Michel Souchon. Seuls quelques pays pourront soutenir les coûts croissants d'une production de qualité. Le bouleversement de la structure des ressources de la télévision, en faveur de l'abonnement, va influer sur la nature des programmes. Le public se transformera, et avec lui sa consommation, puisqu'il deviendra difficile *« d'échapper à un véritable bain cathodique continu »*.

La télévision, qui fut longtemps *« spontanément homogène »*, entre dans une ère où *« la fragmentation menace »*, et au dualisme dans la société pourrait répondre une technologie à deux vitesses, une élite s'éloignant de la *« télévision nationale du consensus »* qui risquerait de devenir *« une télévision pour tous... les pauvres »*. Dans ce contexte nouveau, le service public de télévision ne *« peut se limiter au seul espace hertzien analogique »*. Pour remplir sa mission *« d'entretien du lien social »*, et répondre à ce *« défi des forces centrifuges »*, il peut, il doit innover et investir les nouveaux services vidéo.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

2 CHEFS DE [illegible]
ENTREPOTS
PLEIN C[illegible]

GÉRER DES GROS PRO[illegible] INFORMATIQUES A L'EX[illegible]
MORPHO SYSTEMS, filiale d'un grand groupe industriel, 300 personnes en France et aux Etats-Unis, leader mondial sur ses applications de traitement d'images, double aujourd'hui son team d'ingénieurs d'affaires pour faire face à un [illegible] très forte croissance.
MORPHO Systèmes

ADJOINT
DU DIRECTEUR INFORMAT[illegible]
—C.D.D. de 18 mois—

Le Monde PUBLICITE
Pour passer vos annonces
46-62-72-02
46-62-73-98
FAX : 46-62-98-74

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Notre Groupe mondialement implanté (7 Mds US$ de CA, 55000 personnes), bénéficie aujourd'hui d'une renommée internationale dans le secteur des produits de Grande Consommation. La construction d'une informatique européenne nous assure d'atteindre un niveau exceptionnel de performance et de productivité. Dans cette perspective, nous sollicitons deux nouvelles compétences informatiques à PARIS

2 CHEFS DE PROJETS EUROPEENS

ENTREPOTS

Il est chargé de piloter au niveau européen, les études liées à la gestion des entrepôts et des magasins et d'associer les différents acteurs à la réalisation d'objectifs ambitieux
(Réf 1882 M)

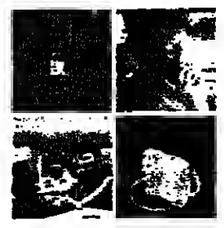
FACTURATION

Homme clé de nos études facturation au plan européen, il a pour mission d'assurer le développement et l'adaptation d'un système informatique très performant dans le domaine de l'établissement des prix et de la facturation
(Réf 1883 M)

Pour réussir, les candidats (27-32 ans), de formation supérieure, ont nécessairement une **expérience similaire de l'une de ces deux fonctions,** *connaissent bien UNIX et idéalement S A P R / 3. Une très bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. La pratique des méthodes type MERISE, dans un environnement de bases de données réparties, est un atout important pour réussir dans ces postes.*

Nous souhaitons examiner les candidatures de personnes de valeur et à fort potentiel, capables de porter un projet ambitieux. Si vous vous reconnaissez dans ce profil, nous vous remercions d'envoyer votre dossier complet (CV, lettre manuscrite, niveau de rémunération) sous la référence choisie à notre conseil : PLEIN CADRE, 160, avenue de Versailles, 75016 PARIS.

PLEIN CADRE
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES



L'esprit de mobilité

La mobilité est la raison d'être de nos produits, des terminaux et des réseaux de radiotéléphonie publics et privés. C'est aussi l'état d'esprit qui anime les 1 500 collaborateurs d'Alcatel Radiotéléphone. De la conception à la commercialisation, ils maîtrisent toute la chaîne. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons pour notre établissement de Colombes :

INGENIEUR INFORMATIQUE DE GESTION
Applications financières

Rattaché au Département Informatique, vous travaillez en étroite collaboration avec la Direction Financière. Vous êtes responsable de la maintenance et de l'évolution des applications financières (TOLAS Finances, ABEL Immobilisations,...). Outre l'aspect technique, vous avez aussi pour rôle de former et d'assister les utilisateurs et de créer pour eux une documentation fonctionnelle.

Ingénieur informaticien au titulaire d'une MIAGE, vous avez une culture comptable et financière acquise lors d'une première expérience dans cet environnement. La connaissance de TOLAS Finances est nécessaire ; celle de la maintenance d'applications comptables et financières serait un plus.
Ce poste est un contrat à durée déterminée d'un an. (Réf. 086LM)

INGENIEUR INFORMATICIEN BASE DE DONNEES
2 ans d'expérience

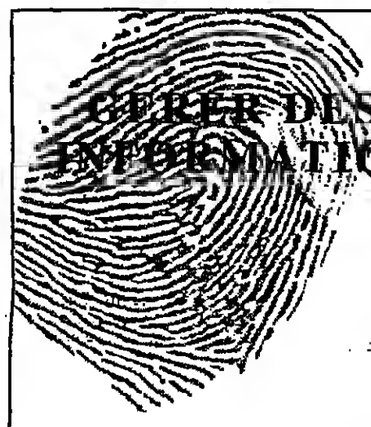
Au sein de notre Département Informatique, vous êtes chargé de la conception d'une nouvelle base de données gérant les composants électroniques de nos produits : analyse des besoins des utilisateurs, spécifications fonctionnelles et structurelles, maquettage,... Vous suivez la réalisation de cette base de données et assurez sa mise en œuvre, ainsi que la formation et l'assistance aux utilisateurs.
Ingénieur informaticien, vous bénéficiez d'une expérience de deux ans minimum des développements sur SGBDR (ORACLE sous VAX/VMS et SUN/UNIX) pour une application comparable. Vous maîtrisez l'anglais technique. (Réf. 084LM)

Votre réussite et la croissance de notre activité sont garantes de votre évolution au sein de notre filiale et du groupe.

ALCATEL
RADIOTELEPHONE
La communication au cœur de l'action.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions en précisant la référence choisie à Nicolas PAUQUET - Alcatel Radiotéléphone - 32, avenue Kleber - 92707 Colombes Cedex.

HEA



GERER DES GROS PROJETS INFORMATIQUES A L'EXPORT

2 INGENIEURS D'AFFAIRES
Zone Asie - Autre zone

Mission : Maître d'œuvre complet d'un contrat de vente ainsi bien dans ses aspects techniques, logistiques que financiers, interlocuteur privilégié de la Société auprès du client.

Compétences : Vous êtes ingénieur généraliste, vous avez le sens de l'organisation, l'expérience d'au moins 3 ans de la gestion de contrats à l'export. Anglais courant indispensable, autre langue fortement souhaitée (espagnol, allemand, ...).

Nous recherchons des ingénieurs souhaitant évoluer dans un environnement technologique de haut niveau. Pour l'ingénieur d'affaires Asie, une solide expérience de travail dans cette zone est nécessaire.

De nombreux déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'envoyer votre candidature à l'attention de Madame de Montalivet, MORPHO SYSTEMES, 33 Route de la Bonne-Dame, 77300 Fontainebleau.

MORPHO SYSTEMES, filiale d'un grand groupe industriel, 300 personnes en France et aux Etats-Unis, leader mondial sur ses applications de traitement d'images, étoffe aujourd'hui son team d'ingénieurs d'affaires pour faire face à un carnet de commande en très forte croissance.

MORPHO Systèmes

Jonction

France Telecom

Grande École de l'Enseignement Supérieur de FRANCE TÉLÉCOM

RECHERCHE

Un PROFESSEUR

en Conception de Circuits Intégrés pour le Traitement du Signal

Profil :
- *Ingénieur ou Docteur avec expérience (ou Doctorat d'État)*
- Expérience de l'Enseignement
- Expérience réelle de la Recherche et/ou de la R & D ayant si possible une expérience de l'encadrement d'un petite équipe (soit en milieu universitaire, soit en milieu industriel *ou dans un centre de R & D public*).

Activités principales :
- Participation aux enseignements généraux d'électronique et de physique du tronc commun de formation de l'École et à leur organisation
- Participation à la formation optionnelle "Circuits Intégrés *Télécom*"
- Responsabilité d'un axe de recherche et animation d'une équipe dans le cadre de l'Unité d'Enseignement Recherche "Circuits Intégrés Télécom" de l'école (encadrement de thèses et d'habilitations à diriger les recherches, publications *dans des journaux et congrès scientifiques*, recherche, négociations et développement de contrats de recherche).

Adresser lettre de motivation et CV à :
M. le Directeur de l'ENST de BRETAGNE
B.P. 832 - 29285 BREST CEDEX

Filiale française d'un grand groupe industriel international basée à 150 km de Paris.

ADJOINT DU DIRECTEUR INFORMATIQUE

C.D.D. de 18 mois

30 à 40 ans, Bac + 2 minimum, anglais très bien maîtrisé, expérience du management acquise dans l'industrie et maîtrise parfaite de l'AS 400 sont exigés. Connaissance de BPCS ou de MAC PAC et/ou expérience migration Grands Systèmes vers Minis seront un plus. C.D.D. de 18 mois à partir de septembre 93.
Adressez votre candidature (C.V, lettre manuscrite avec prétentions et photo), sous réf. AMMB à notre Conseil Cabinet INFORGE - 16, rue Kléber - 92130 ISSY les Moulineaux.

CINERCULAM

Chambre de Commerce et d'Industrie MARSEILLE-PROVENCE

L'Ecole Supérieure d'Ingénieurs de Marseille développe son Département Genie Marin et recherche un jeune

ESIM
GROUPE ESIM
ESIM · ISIM · ISMEA · S.A. ESIM

Ingénieur
Génie marin

Ingénieur issu d'une Grande Ecole, vous êtes débutant ou avez une première expérience dans le domaine du génie marin (hydrodynamique, acoustique sous-marine ou instrumentation en génie marin).

Vous prendrez en charge les contrats de recherche et les actions de transferts technologiques dans ce domaine. Vous participerez également à des activités d'enseignement et de recherche de haut niveau.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, sous la réf. 686/ING, à Monsieur le Directeur du Groupe ESIM, IMT, Technopole de Chateau-Gombert, 13451 Marseille Cedex 20.

MEDIA SYSTEM

Le Monde PUBLICITE

Pour passer vos annonces :

46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

INGENIEURS HIGH TECH

Alcatel Radiotéléphone vous propose de partager son esprit de mobilité et vous donne à nouveau rendez-vous mardi prochain dans la rubrique Secteur de Pointe.

ALCATEL
RADIOTELEPHONE
La communication au cœur de l'action.

HEA

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Ingénieurs

Nous recrutons plusieurs ingénieurs dans chacun des domaines suivants :

- **Études en informatique (réf. 1)**
- **Services et terminaux du RNIS (réf. 2)**
- **Services et réseaux à haut débit (réf. 3)**
- **Traitement de la parole et services associés (réf. 4))**

Ces postes sont offerts à des diplômés BAC + 5 possédant une formation approfondie en informatique et électronique. Pour un certain nombre d'entre eux une expérience professionnelle de trois ans minimum est souhaitée.

Nous vous offrons de travailler au sein d'une équipe de recherche. Vous serez en contact avec des laboratoires Français ou étrangers de recherche. Vous participerez à la diffusion et à l'application des résultats de vos travaux dans le groupe France Télécom et dans l'industrie.

Ces postes sont proposés à Lannion. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, référence souhaitée, C.V., photo et prétentions) à :
CNET-LAA, Service du personnel route de Trégastel, BP 40, 22301 LANNION

France Telecom
CNET

DOUX — père dodu

Nous sommes le 1er Producteur Exportateur Européen de Volailles, 6400 personnes, CA de 7 milliarde de francs. Noue sommes présants industriallamant (48 Etablissaments) et commarcialamant, par tous les réseaux de distribution, sur l'ensemble da l'Europe. Notra activité couvre l'ensambla de la filière evicola : accouvaga, nutrition animala, élevage des voleilles, ebattage et transformation, transport terrestre et maritima, commercialisation. Notre Groupe conneît dapuis pluaiaure années una croiesance considéreble. Pour le soutenir, noue pouvons vous propoaer en Europe dee postes, à la mesure de vos ambitione, d'

INGENIEURS DE FABRICATION

A&M, AGRO, UTC ou équivalent

Débutant ou poesédant una première expérience (24/30 ans), vous avez una formetion d'ingénieur. Voua voulez vous orienter vers une fonction d'ingénieur da febrication, puis de Directeur d'usine avec lee reeponsebilités que cee fonctions impliquent (humaine, technique, budget, etc.). Postes basée principalement dans l'Ouest de le France, en Allarnagne ou Espagne.
Nous vous proposone de découvrir notre Groupe et de suivre une formetion epprofondie sur notre métier avant d'intégrer una de nos unités.

Envoyez lettre + CV + photo sous référence 93-12 :
GROUPE DOUX - Direction du Personnel
BP 22 - 29150 CHATEAULIN.

SCORE

Nous sommes l'un des groupes leaders sur le marché en plein essor de la **téléphonie cellulaire**. Nous évoluons dans un contexte international et recherchons pour notre Direction Marketing un :

CHEF DE PRODUIT
HAUTE TECHNOLOGIE GRAND PUBLIC — Paris Ouest

Missions et Responsabilités

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous contribuez à la définition et à la mise en oeuvre du marketing produit des terminaux cellulaires. Vous étudiez le marché, la concurrence, les besoins des utilisateurs et les attentes des circuits de distribution. Vous élaborez le cahier des charges des produits (spécifications fonctionnelles), des documentations et du packaging. En liaison étroite avec nos équipes R & D, vous êtes l'un des acteurs principaux du développement de la stratégie produit.

Profil

A 30 ans environ, vous bénéficiez idéalement d'une double formation (ingénieur + 3ème cycle). Vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans le développement **de produits de haute technologie destinés au grand public** (micro-informatique, télécoms...). Rodé aux projets internationaux, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. L'allemand serait un plus. Vous avez une forte personnalité, des idées, un excellent esprit d'analyse et des aptitudes certaines pour le travail en équipe et la mobilisation des énergies.

PREMIERE ligne

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. 2116 à notre conseil : **PREMIERE LIGNE** - 31, avenue du Général Leclerc - 92100 Boulogne Fax : 41 41 00 15 qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

HCA

Entreprise de Fabrication de Produits de Grande Consommation d'excellente notoriété (130 salariés - C.A. : 70 MF), nous recherchons un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER
" Centre France "

Dépendant directement de notre Directeur Général, animateur d'une équipe de 8 personnes, vous développerez et dynamiserez les différentes fonctions "Comptabilité Générale, Finance/Trésorerie, Contrôle de Gestion /Informatique, Personnel et Recouvrement Clients".

35/40 ans, de formation supérieure (ESCP, Sciences Po, DECS...), connaissant l'anglais, bénéficiant d'une bonne expérience en milieu industriel, vous saurez incarner nos principes de management participatif et notre politique de Qualité Totale.

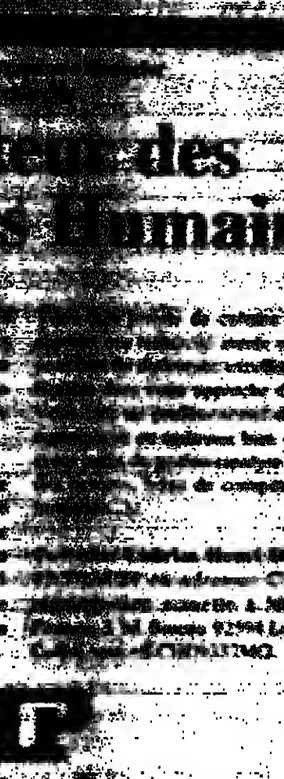
Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, rémunération actuelle), sous réf. 607, à François LECLERC - **PBC Consultant** - 21, Bld Georges Périn - 87000 LIMOGES.

OEC CONSEIL

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

LE MONDE DES CADRES

Directeur des Ressources Humaines
Paris



Michael Page France

THE HIRAM WALKER GROUP, la division Vin et Spiritueux du Groupe Britannique ALLIED-LYONS PLC recherche pour sa nouvelle société de distribution française réalisant 500 MF de CA, 140 personnes, un

Directeur Financier
PARIS — **400 KF +**

Rattaché au Président Directeur Général, animateur d'une équipe de 6 personnes, il assure l'ensemble de la gestion comptable et financière, participe au choix des systèmes d'information internes et à leur mise en place, élabore et suit les processus budgétaires, le reporting Groupe, la trésorerie et enfin est le garant de l'exactitude et du respect des procédures internes.

Diplômé(e) d'une Ecole de Commerce ou de Gestion, âgé(e) de 30/35 ans, vous justifiez d'une première expérience d'audit externe complétée obligatoirement par un poste opérationnel en entreprise. Maîtrisant l'anglais et l'outil informatique, votre réussite implique rigueur et sérieux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. M/28 à Monsieur Yves RAESPELDT, ARCOS & PARTNERS, 29 rue de Miromesnil, 75008 PARIS

ARCOS

.Responsable Marketing Achats

Valeo

Nous sommes leader européen et à la pointe de la techonologie dans le chauffage et le conditionnement d'air destinés aux véhicules automobiles. Pour satisfaire nos clients constructeurs européens, américains, japonais, nous avons conçu un système de production et une stratégie d'implication, d'innovation, de Partenariat, qui visent à atteindre la Qualité Totale.

Nous recherchons pour la Direction Branche située à LA VERRIERE (78) un Responsable Marketing Achats

Sous la responsabilité de la Direction Achats Branche vous serez chargé de : • sélectionner les fournisseurs pour de nouveaux projets, • conduire des analyses pour choisir des fournisseurs développeurs et favoriser les synergies d'achat; suivre les processus d'intégration de fournisseurs, • constituer des dossiers d'industrialisation.

Vous possédez un **diplôme d'ingénieur mécanique ou thermodynamique**, une expérience réussie de 2/4 ans dans la fonction Achats, (une expérience complémentaire Etudes sera appréciée). Pratique courante de l'anglais.

Vous êtes ouvert à des expériences professionnelles internationales, et vous êtes prêt à travailler dans un domaine compétitif.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature s/réf RDB à **VALEO THERMIQUE HABITACLE** - 8, rue Louis Lormand - 78321 LA VERRIERE Cedex.

ORC

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.

Valeo
L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

CIE COMPAGNIE
CO CORPORATE

Première agence de communication corporata en France, avec 137 M.F de merge brute, 160 collaborateurs et 350 missions par an, filiale du groupe BODP, nous souhaitons, aujourd'hui affiner notre expertise conseil, en développant un réseau de compétences en région.

CONSULTANTS INDEPENDANTS
POUR UN PARTENARIAT DE HAUT NIVEAU EN REGIONS

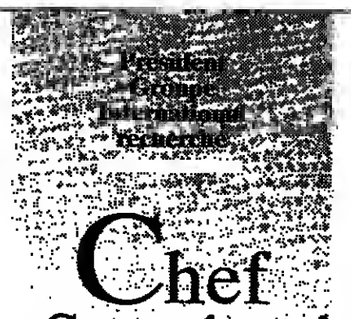
Conseil en entreprise ou consultant en communication, vous avez choisi le statut d'indépendant.

Maîtrisant la communication locale, notamment en termes de relations presse, vous avez une bonne connaissance du tissu économique de votre région dans le domaine politique et associatif, et une vision éclairée des grands sujets que sont l'emploi, l'environnement et le développement économique.

Dans le cadre de notre stratégie - rassembler toutes les conditions essentielles à la meilleure réalisation -, nous vous proposons d'enrichir votre activité en vous associant à notre démarche dans une relation étroite de partenariat.

Merci d'adresser votre lettre de motivation, CV et photo à Christiane QUÉNARD Directeur Général - COMPAGNIE CORPORATE 66, rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS - PERRET CEDEX.

MEDIAPA



Chef de Secrétariat Particulier

PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS

A 35 ans environ, de niveau Sciences Po, vous justifiez d'une expérience professionnelle dans un poste similaire.

Très bonne préseotation éxigée.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. A5614229 à Premier Contact, 38 rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS PERRET Cedex.

LTA AMP

Le Monde PUBLICITE — *Pour passer vos annonces*

46-62-72-02
46-62-73-00

FAX : 46-62-98-74

هكذا من الأصل

تذكار من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

LES DIRIGEANTS

Direction générale - Direction générale adjointe - Secrétariat général

DOUX

père dodu

INGENIEURS DE FABRICATION

ABM, AGRO. UTC ou équivalent

GROUPE DOUX

SCOR

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Centre France

Important organisme financier
recherche

Directeur des Ressources Humaines

Paris **400 KF ±**

Après un audit de la fonction ressources humaines dans notre groupe, vous serez chargé de concevoir et de mettre en place une gestion et un développement des ressources humaines, ainsi qu'une politique salariale groupe.

De plus il vous appartiendra de créer une communication interne dynamique et de gérer les relations sociales dans un système décentralisé. Enfin vous assurerez un reporting auprès du Directeur Général qui considère les ressources humaines comme l'un des facteurs clés de la cohésion du groupe.

Vous êtes juriste de culture (vous devrez apporter une technicité avérée en droit social), vous êtes fin diplomate, excellent négociateur, flexible dans votre approche des problèmes. Vous êtes un professionnel des ressources humaines et en maîtrisez bien ses techniques et ses outils de gestion (analyse prévisionnelle des besoins, bilan de compétence, plan de formation...).

Contacter **Charles-Henri Dumon** au (1) 47.57.24.24 ou adresser CV + photo + rémunération actuelle à **Michael Page France**, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex, sous réf.CHD9337MO.

MP
Michael Page France

GROUPE GENERALE DES EAUX

Notre entreprise (+ de 2 Mds de F, 5 000 personnes) est spécialisée dans les travaux électriques.

POSTES BASÉS À PARIS OUEST

Directeur opérationnel

Centre de profit de 1 000 personnes *Réf. 1570*

Votre mission : en relation avec la direction générale, soutenir activement le développement de votre entité (**500 MF**). Animer et motiver une équipe très professionnelle. Assurer l'animation commerciale. Définir et négocier la stratégie. Gérer les moyens en hommes, équipements et budgets. Participer au comité de direction.

Votre profil : 35/45 ans. Une formation Grande *Ecole de type X*, Paris, Supelec, ESTP... Anglais courant. De réelles qualités de manager. Une forte capacité à prendre des décisions et à les faire appliquer. Un tempérament commercial et d'entrepreneur. La connaissance des marchés EDF. De réelles aptitudes à gérer un centre de profit

Directeur de département

Réf. 1580

Votre mission : Animer et motiver une équipe d'ingénieurs et de techniciens de haut niveau en automatismes et informatique industrielle. Valider les solutions techniques et les présenter à nos clients en collaboration avec le service commercial. Assurer la gestion en hommes, budgets et moyens des projets. Développer nos prestations par la fiabilité et l'ingéniosité des solutions choisies.

Votre profil : 35/40 ans. Une formation supérieure d'ingénieur de type Supelec, ENSEEIHT, ESME,... la maîtrise de la langue anglaise. La parfaite connaissance des métiers de l'automatisme et de l'informatique industrielle en entreprises d'installation électrique de préférence. La pratique des services à l'industrie. Une mentalité d'entrepreneur et un tempérament de manager. Des qualités relationnelles et de gestionnaire.

Nous vous offrons : Une structure très opérationnelle au sein d'un groupe important. Un très haut niveau de décision et la possibilité d'évoluer avec nous. Des conditions de travail motivantes.

Merci d'adresser votre candidature à Vidal Associates, 20-22 rue Louis Armand, 75015 Paris, en mentionnant la référence du poste choisi sur la lettre et l'enveloppe.

VIDAL ASSOCIATES

MEDIA SYSTEM

LE MONDE DES CADRES

Président Groupe International recherche

Chef de Secrétariat Particulier

THE HIRAM WALKER GROUP, la division Vin et Spiritueux du Groupe Britannique ALLIED-LYONS PLC recherche pour sa nouvelle société de distribution française (environ 500 MF de CA, 140 personnes), un

Directeur Financier

PARIS **400 KF +**

Rattaché au Président Directeur Général, animant une équipe de 6 personnes, il assure l'ensemble de la gestion comptable et financière, participe au choix des systèmes d'information internes et à leur mise en place, élabore et suit les processus budgétaires, le reporting Groupe, la trésorerie et enfin est le garant de l'exactitude et du respect des procédures internes.

Diplômé(e) d'une Ecole de Commerce ou de Gestion, âgé(e) de 30/35 ans, vous justifiez d'une première expérience d'audit externe complétée obligatoirement par un poste opérationnel en entreprise. Maîtrisant l'anglais et l'outil informatique, votre réussite implique rigueur et contacts.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. M/2S à Monsieur von RAESFELDT, ARCOS & PARTNERS, 29 rue de Miromesnil, 75008 PARIS

CAC CONFIDENTIEL

ARCOS & Partners

Directeur régional

Un challenge pour un homme de terrain

Paris. Notre Groupe, spécialisé dans le service aux entreprises, occupe une place prépondérante sur son marché. Présent sur l'ensemble du territoire national, il est structuré en centres de profit décentralisés.

Véritable "patron" de votre unité (150 pers.), vous l'organisez, la gérez et la développez. Votre première mission consistera à définir et mettre en œuvre un plan de réorganisation de ses structures opérationnelles pour augmenter l'efficacité des équipes et atteindre un haut niveau de qualité des prestations. Votre action progressive auprès des clients vous permettra d'accroître la profitabilité de votre entité.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez déjà assumé des fonctions de direction opérationnelle dans le domaine du service aux entreprises (transport, nettoyage, restauration collective, etc.). Organisateur et gestionnaire, vous êtes également un homme de conviction et de dialogue, sachant que le succès passe par l'adhésion des équipes, la rigueur de la gestion et le développement de relations de confiance avec vos clients. Vous recherchez un poste de responsabilité, au sein d'un groupe offrant de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier, sous référence D.267/M à notre conseil, Danièle Fossat, OBERTHUR CONSULTANTS, 49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

numéro de syntec

CURRICULUM

Oberthur Consultants

Le Monde PUBLICITE

Pour passer vos annonces :

46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

REPRODUCTION INTERDITE

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

Scientific Director

Human Dimensions of Global Environmental Change Programme

International Social Science Council, Geneva, Switzerland

The Human Dimensions of Global Environmental Change Programme (HDP) of the International Social Science Council is establishing an office in Geneva, Switzerland. The activities of the office will be located at the Graduate Institute of International Studies and the International Academy of the Environment. A Scientific Director will be named to head this office. He/she will be located at the Graduate Institute. He/she will advise, supervise, and coordinate scientific programs of HDP and direct a number of research and training activities. He/she will be responsible for the administration of the Geneva office and for assuring the coordination of the activities of the Geneva office with other HDP activities and the HDP secretariat in Barcelona, Spain.

The Scientific Director should be fluent in English and French, and have a doctoral degree in the social sciences, a demonstrated capacity for conducting research, and some experience directing research programs. Compensation will be appropriate to qualifications.

Requests for information and applications should be addressed to : Professor Alexander Swoboda, Director, Graduate Institute for International Studies, 132, rue de Lausanne, 1211 Geneva 21, Switzerland. Applications must be received no later than 15 September 1993. Starting date for the position : as soon as possible.

Carrière européenne pour diplômés universitaires de haut niveau

La Commission des Communautés Européennes
organise deux concours pour le recrutement, au plus tôt à partir de la fin 1994, d'environ 300 fonctionnaires affectés à des emplois permanents impliquant des missions très variées et motivantes. Les concours se dérouleront entre l'automne 1993 et l'été 1994. Pour être admis à l'un de ces concours vous devez être ressortissant d'un Etat Membre de la CE, parler couramment une des langues communautaires (ex. le français) et posséder des connaissances satisfaisantes dans une autre.

Jeunes diplômés (Grade A8 - Administrateurs Adjoints)
Diplômés de l'enseignement supérieur niveau maîtrise (1991 ou après); aucune expérience professionelle exigée. Concours généraliste.

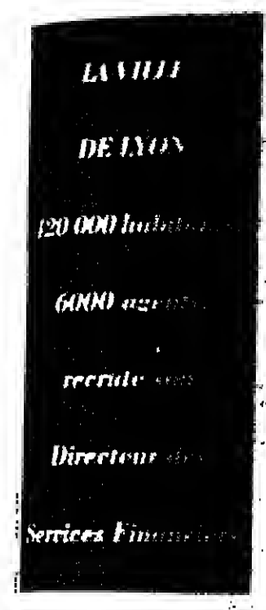
Diplômés avec expérience (Grade A7 - Administrateurs)
Diplômés de l'enseignement supérieur niveau maîtrise, ayant au moins 2 ans d'expérience professionnelle.
Concours à 3 options :
● Droit ● Economie/Statistiques ● Administration/Gestion

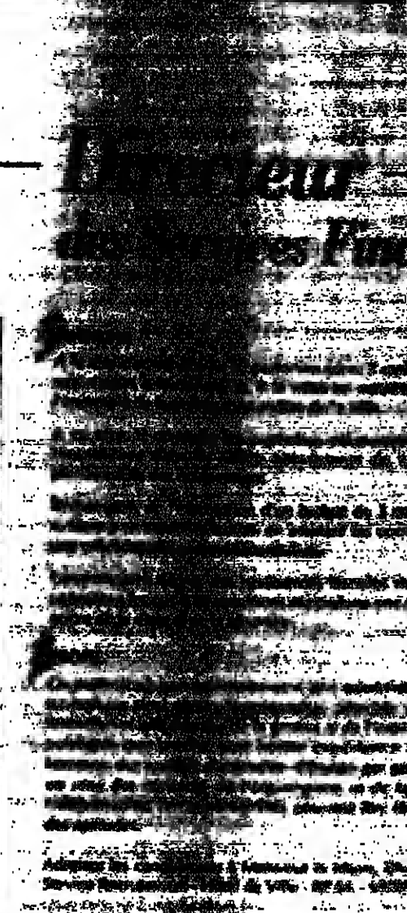
Pour recevoir des informations plus détaillées sur ces des concours et le formulaire d'inscription obligatoire (encarté dans le Journal Officiel N° C199 A), veuillez inscrire votre nom et adresse sur une CARTE POSTALE et l'expédier à Info-Recrutement A&A7, Commission des Communautés Européennes, 200 Rue de la Loi SC41, B - 1049 Bruxelles, ou à une des adresses suivantes :

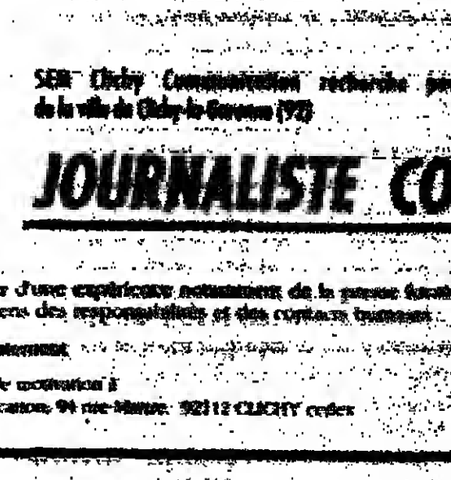
PARIS : Commission des Communautés Européennes Boulevard St-Germain, 288 - F - 75007 Paris
MARSEILLE : Commission des Communautés Européennes - C.M.C.I. - Rue Henri Barbusse, 2 - F - 13241 Marseille-Cedex 01

Date limite de réception des actes de candidature : Le 1er octobre 1993.

La Commission des Communautés Européennes mène une politique d'égalité des chances entre hommes et femmes.







ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique

Grand Groupe Industriel, leader mondial dans son domaine (CA : 2,7 MF, 3.500 personnes), implanté en France et à l'étranger, souhaite intégrer son :

Adjoint au Chef du Service Comptable

Pour l'ensemble du Groupe :

- vous assurez le traitement et la centralisation des informations comptables et fiscales, et vous organisez la production et la diffusion des états financiers, sociaux et consolidés.
- vous coordonnez le travail entre les collaborateurs du Service et vous veillez à la maintenance du système d'information (AS400, Excel, Multiplan, sous Das et Windows).

De nombreuses relations tant internes qu'externes sont à prévoir.

A 30 ans, anglais courant, de formation Sup de Co (complétée par un DECF ou expertise), vous justifiez d'au moins 5 ans d'expérience acquise au sein d'un Groupe (ou filiale). Vous **connaissez parfaitement tous les aspects d'une comptabilité et d'une fiscalité complexe, et maîtrisez la consolidation de comptes dans un environnement international.**

Polyvalence, disponibilité et mobilité sont des atouts qui faciliteront votre intégration et votre évolution.

La qualité de votre dossier, référencé LM/340, sera appréciée par notre Conseil, Lydia TROALEN, 16 av. Hoche, 75008 PARIS.

CURRICULUM

oryade
Membre du Syntec
Conseil en Ressources Humaines

Groupe français très dynamique (CA > 9 milliards de francs), implanté en Europe, recherche pour son siège social son

Responsable Financier

Lille

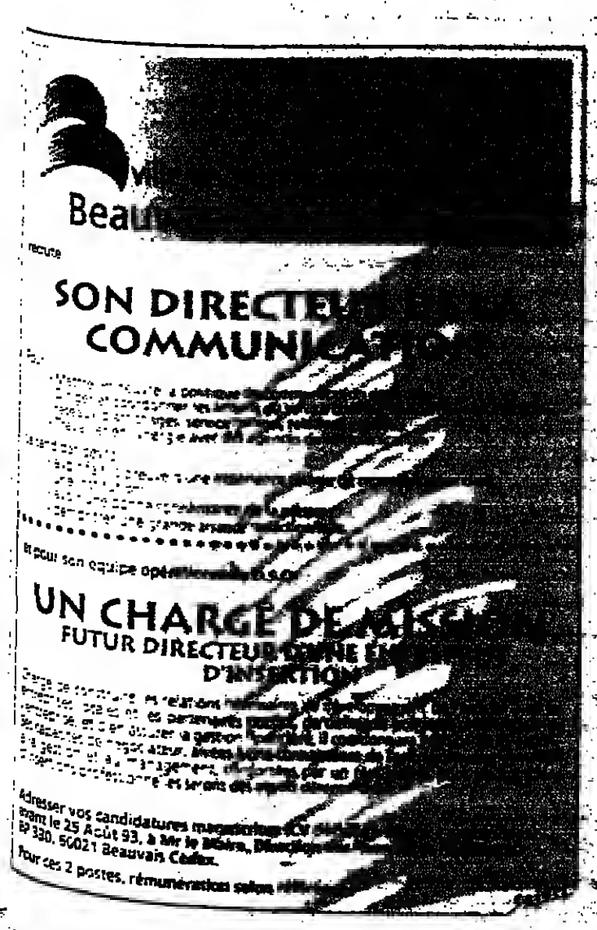
Rattaché au Directeur Administratif et Financier du groupe, vous serez chargé, à la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes, de la gestion financière du groupe : trésorerie franc et devises, financements long terme, montages financiers internationaux, gestion du risque de taux, analyses financières, moyens de paiement, équilibre financier....

Homme de finance, vous avez une expérience réussie en entreprise ; une expérience bancaire serait un plus.

Agé de 28/35 ans, vous avez une formation supérieure (Ecole de Commerce ou d'Ingénieur).

Adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à **Gilles de Mentque, Michael Page Finance**, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex sous réf.GM9278MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier



هكذا من الأصل

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités territoriales - Ministères - Associations

LYON

LA VILLE DE LYON

120 000 habitants,

6000 agents,

recrute son Directeur des Services Financiers

ORC CORTESSE

Directeur des Services Financiers

MISSIONS

A la tête d'un service de 30 personnes (dont 7 cadres A), il participera activement à la définition, à la mise en oeuvre et au contrôle de l'ensemble de la politique financière de la Ville.

A ce titre, il conduira les expertises nécessaires aux prospectives financières dans le cadre notamment de la programmation pluriannuelle des équipements.

Responsable de l'élaboration d'un budget de 3 milliards de francs, il veillera à sa bonne exécution en assurant les contrôles nécessités par une procédure de gestion décentralisée.

Gestionnaire direct des ressources fiscales et des emprunts, il optimisera les outils de prévisions et conduira une politique de gestion active de la dette et de la trésorerie.

PROFIL

Ce poste s'adresse prioritairement aux administrateurs, directeurs territoriaux ainsi qu'aux fonctionnaires détachés de l'Etat ayant une formation et une pratique de la gestion et de l'expertise financière tant publique que privée. Une bonne expérience de la gestion des hommes, des qualités d'animation d'équipe par projet, par objectif et un sens des contacts, de l'organisation et de la négociation sont indispensables. Les responsabilités pourront être étendues en fonction des aptitudes.

Adresser les candidatures à Monsieur le Maire, Division du Personnel, Service Recrutement - Hôtel de Ville - BP 65 - 69205 LYON Cédex.

CLICHY

SEM Clichy Communication recherche pour les publications de la ville de Clichy-la-Garenne (92)

JOURNALISTE CONFIRMÉ

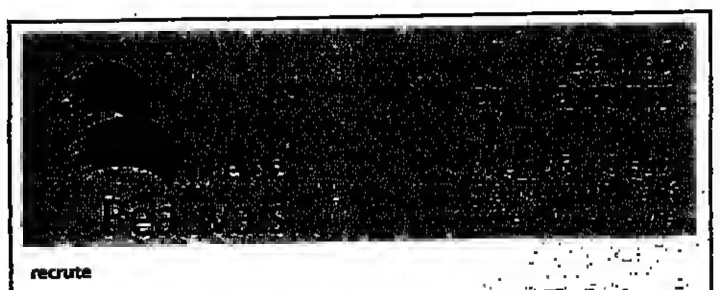
(Hauts-de-Seine)

Vous devrez justifier d'une expérience notamment de la presse locale et du travail de terrain, et avoir le sens des responsabilités et des contacts humains

Disponible immédiatement

Envoyer CV et lettre de motivation à : SEM Clichy Communication, 94 rue Martre, 92112 CLICHY cedex.

safari



recrute

SON DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Pour :
- Mettre en oeuvre la politique de communication de la ville
- Diriger et coordonner les actions du service communication (journal municipal, réseaux d'affichages, service minitel, relations presse...)
- Travailler en synergie avec des agences de communication.

Le candidat devra :
- avoir fait la preuve d'une expérience réussie de communication dans une institution;
- avoir une bonne connaissance de la presse;
- démontrer una grande aisance rédactionnelle.

et pour son équipe opérationnelle D.S.Q.

UN CHARGÉ DE MISSION
FUTUR DIRECTEUR D'UNE ENTREPRISE D'INSERTION

Chargé de construire les relations nécessaires au développement de l'activité avec les entreprises locales et les partenaires publics, de définir la politique commerciale de l'entreprise, et d'en assurer la gestion financière, il coordonnera l'équipe de direction. Ses capacités de négociateur, alliées à une connaissance de l'entreprise, une formation à la gestion et au management, confortées par un réel intérêt pour les questions d'insertions professionnelles seront des atouts déterminants.

Adresser vos candidatures manuscrites (CV détaillé + Photo + prétentions) avant le 25 Août 93, à Mr le Maire, Direction des Ressources Humaines, BP 330, 60021 Beauvais Cedex.

Pour ces 2 postes, rémunération selon références

safari

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes

6e arrdt

ST-GERMAIN-DES-PRÉS. 4 P., magnif. imm., 3e ét., asc 3 100 000 F – 43-20-77-47

14e arrdt

STUDIO ARAGO-NORDMANN 8e ét., excel. état, bel immeuble, 320 000 F – 43-20-77-47

bureaux

Locations

VOTRE SIEGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services 43-55-17-50

locations non meublées offres

Région parisienne

VINCENNES, 3, av. Charles-de-Gaulle, 3 P. imm. rénové, 5 800 F + Ch. Ce Jr, 16-18 h ou 42-85-30-87.

locations non meublées demandes

Paris

RECHERCHE STUDIO A LOUER DANS PARIS ENTRE 2 500 F ET 2 700 F c.c. TEL : 43-21-34-87 de 17 h à 23 h OU 45-38-57-40 (TRAVAIL)

CARNET DU Monde

Naissances

Elisabeth et André CHOURAQUI

ont l'immense joie d'annoncer la naissance de

Noémi,

le 26 juillet 1993, à Paris.

236, Tun Hwa North Road.
Taipei (Taïwan).

Mariages

M. Jen SEN YIU,
M. et Mme Edmond LAHUEC

ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Christine et Vincent,

qui a été célébré le samedi 24 juillet 1993, à 16 heures, en l'église Saint-André d'Auffargis (Yvelines).

10, rue Caumartin,
59000 Lille.
27, allée du Feu-de-Saint-Jean,
78610 Auffargis.

Décès

– Mme Francis Bouygues,
Mme Corinne Bouygues
et ses enfants, Sandra, Frédérie et Stéphane Gérard,
M. et Mme Nicolas Bouygues
et leurs enfants, Julie, Bruno, Diane et Chloé,
M. et Mme Olivier Bouygues
et leur fils Cyril,
M. et Mme Martin Bouygues
et leurs enfants, Edward, William et Charlotte,
ont le douleur de faire part du décès de

M. Francis BOUYGUES,

leur époux, père, beau-père et grand-père,

survenu le 24 juillet 1993, à l'âge de soixante-dix ans.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 28 juillet, à 11 h 30, en l'église de la Madeleine, à Paris.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le conseil d'administration
Et l'ensemble des collaborateurs du groupe Bouygues,
ont la douleur de faire part du décès de

Francis BOUYGUES,
fondateur de Bouygues en 1952,
il en fut le président-directeur général jusqu'au 5 septembre 1989,

survenu le 24 juillet 1993.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 28 juillet, à 11 h 30, en l'église de la Madeleine, à Paris.

– Le conseil d'administration
Et l'ensemble des collaborateurs du groupe TF 1,
ont la douleur de faire part du décès de

Francis BOUYGUES,

survenu le 24 juillet 1993.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 28 juillet, à 11 h 30, en l'église de la Madeleine, à Paris.

– Rome, le 26 juillet 1993.

Le président d'IGI (Istituto Grandi Infrastrutture), M. Giuseppe Zamberletti,
Et le secrétaire général, M. Federico Titomanlio,
participent au deuil de la famille Bouygues et de tous les grands constructeurs européens pour le disparition de

Francis BOUYGUES,

(*Le Monde* du 27 juillet.)

– Marseille. L'Isle-sur-la-Sorgue.

Annie-Claude Fuillet,
Laurence, Cédric et Emmanuelle,
Yvette et Paul Fuillet,
Martine et Michel Fuillet,
Julie et Charlotte,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre FUILLET,

survenu le 21 juillet 1993, à l'âge de quarante-huit ans.

10, avenue de Solvert,
13009 Marseille.
La Cheminière,
avenue Jean-Monnet,
84800 L'Isle-sur-la-Sorgue.

– M. André Godeau,
son époux,
M. et Mme Jean-Pierre Godeau,
M. et Mme Joël Godeau,
ses enfants,
Bastien, Johann, Valérie et Sacha,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Micheline GODEAU,
née Boulanger,

survenu le 15 juillet 1993, dans sa soixante-douzième année.

16, rue de Cambrai,
75019 Paris.

– Betsy Jolas,
son épouse,
Frédérie Illouz,
Claire Illouz-Roussel et Daniel Roussel,
Antoine Illouz et Véronique Monier-Illouz,
ses enfants,
Esther, Michaël, Célia, Léonard,
ses petits-enfants,
Sa famille,
Ses amis,
ont le douleur de faire part de la mort du

docteur Gabriel ILLOUZ,
rhumatologue,
médaille de la France libre,
croix de guerre 1939-1945,

survenue à Paris, à l'âge de soixante-treize ans, le 22 juillet 1993.

L'inhumation a eu lieu à Chérence (Val-d'Oise), le 26 juillet.

12, rue Bonaparte,
75006 Paris.

– Mme Chantal Lorgeoux-Brigaudiot,
sa fille,
Joana et Elodie Lewkowicz,
ses petites-filles,
Le docteur Georges Lewkowicz,
ont la douleur d'annoncer le décès de

André LORGEOUX,

inspecteur
de l'enseignement technique,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
officier de l'ordre
des Palmes académiques.

L'inhumation aura lieu mercredi 28 juillet 1993, à 9 h 15, au vieux cimetière de Saint-Raphaël (Var), où reposent

Raymonde LORGEOUX,
née Marcelot,
Blanche et André MARCELOT.

13, rue Gandon,
75013 Paris.

– Mme Jouffroy,
Mme Gerald Michel,
Isabelle, Michel, Marine et Cédric,
Anne-Marie Miéville, Anne Michel,
Oscar, Lisa, Théodore, Adrien, Agnès Troublé, Ariane Michel, Jean-Patrick Michel,
Jocelyne, Laurent et François Ruault,
Et tous ses amis,
ont le profond chagrin de faire part du départ brutal de

Philippe MICHEL,

survenu le 24 juillet 1993, à Sperone.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 27 juillet, à 9 h 30, en l'église Saint-François, à Bonifacio (Corse).

– Michel et Marianne Hano,
Jean-Paul et Catherine Monbeig,
Alain et Catherine Goguel,
Laurent et Geneviève Monbeig,
Jeanine Monbeig-Champeau,
ses enfants,
Anne, Pierre-Dominique et Marie, Sophie, Florence, Agnès, Sylvie, Eléonore,
ses petits-enfants,
Marine,
son arrière-petite-fille,
Ainsi que ses belles-sœurs,
Tous ses neveux et nièces,
ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-septième année, le 25 juillet 1993, de

Mme Pierre MONBEIG,
née Juliette Janet,

et vous rappellent le souvenir de son époux, décédé le 22 septembre 1987.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité à Cavalaire-sur-Mer, le 28 juillet.

Une messe de souvenir sera célébrée en septembre, en l'église de Forges-les-Bains.

– Villars-les-Dombes. Besançon. Buellas. Paris.

M. et Mme Paul Saint Cyr,
leurs enfants et petits-enfants,
Le docteur et Mme Maurice Saint Cyr,
M. et Mme René Saint Cyr
et leur fils,
Mme et M. Hélène et Gérard Delacroix
et leurs fils,
Leurs familles,
Et leurs amis,
ont le tristesse de faire part du décès de

Mme Jeanne SAINT CYR,
née Chanet,

survenu à Villars-les-Dombes, le 23 juillet 1993, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Ses funérailles ont eu lieu en l'église de Villars-les-Dombes, le lundi 26 juillet.

La famille rappelle à votre souvenir son époux,

Jean SAINT CYR,

décédé le 15 février 1990.

– Les obsèques de

M. Victor TAZARTEZ,

décédé le 26 juillet 1993, à Neuilly-sur-Seine, seront célébrées le mercredi 28 juillet, au cimetière parisien de Bagneux, avenue Marx-Dormoy.

Réunion porte principale, à 10 h 30.

– Mme Robert Vezia,
M. et Mme Bertrand Vezia,
M. et Mme Frédérie Vezia
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert VEZIA,

survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 15 juillet 1993, à Bruges (Gironde).

– M. et Mme Jean-Pierre Bauve
et leurs enfants,
Mme Michel Régnier,
ses enfants et petits-enfants,
M. René Dolbeau
et ses enfants,
Mme Marcel Waline,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Bauve et Waline,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Pierre WALINE,
née Simonne Bauve,

survenu le 15 juillet 1993.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale, en l'église de Saint-Pierre du Gros-Caillou, à Paris.

25, boulevard de Latour-Maubourg.
75007 Paris.

Anniversaires

– Il y a cent quatre-vingt-dix-neuf ans, le 28 juillet 1794, mouraient

Georges COUTHON,
Joseph LE BAS,
Augustin ROBESPIERRE,
Maximilien ROBESPIERRE,
Louis-Antoine SAINT-JUST,

« Pourquoi demeurer dans un ordre de choses où l'intrigue triomphe éternellement de la vérité, où la justice est un mensonge... »

Robespierre.

– L'été 1944

Raphaël LEVY

alors âgé de soixante-quatorze ans,

Lucie LEVY,
née Calef,
son épouse

alors âgée de soixante-trois ans

étaient arrêtés par la Milice française parce qu'israélites, livrés aux Allemands, internés à Drancy, déportés par le convoi du 31 juillet 1944 et gazés à *Auschwitz le 6 août 1944.*

Jules CALEF

et son épouse,

Suzanne CALEF,
née Cori,

leur frère et belle-sœur, avec leurs enfants,

Rita et Léon CALEF,

alors âgés de onze et neuf ans, les avaient précédés dans des circonstances identiques.

Une pensée est demandée pour eux, et pour les soixante-seize mille déportés raciaux de France, arrêtés pour la plupart par la police du gouvernement de Vichy.

« Souviens-toi de ce que te fit Amalek lors de votre sortie d'Egypte. »
(Deut. XXV, 17.)

– A la mémoire de

Simon MONTELMACHER,
quarante-sept ans.

Parce qu'il était juif,

Interné à Drancy par la police de Vichy, le 16 juillet 1942.

Déporté sans retour à Auschwitz, par le convoi no 11, le 27 juillet 1942.

Son fils
Et ses petits-enfants,
n'oublient pas.

– Le 27 juillet 1992

Jean-Michel TIXIER,
chercheur à l'IRCOM de Limoges,

nous quittait.

Merci d'avoir une pensée pour lui.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 24 juillet

UN DÉCRET

– no 93-945 du 21 juillet 1993 modifiant le décret no 85-1243 du 26 novembre 1985 portant création d'instituts et d'écoles internes dans les universités et les instituts nationaux polytechniques.

UN ARRÊTÉ

– du 4 juin 1993 fixant la répartition du nombre des allocations d'année préparatoire à l'institut universitaire de formation des maîtres et des allocations d'institut universitaire de formation des maîtres à attribuer à compter du 1er septembre 1993,

ENTREPRISES

Responsable Financier

Michael Page Finance

ÉCONOMIE

Les sirènes de la dévaluation

L'ironie de l'histoira e fait se tenir le sommet ennuel franco-britannique en pleine crise du Systéme monétaire européen (SME). C'est done en Grande-Bretagne, pays qui a choisi de leiaser flotter sa monnaie le 16 septembre 1992, que les plus hauts personneges de l'Etat français ont réaffirmé leur détermination à maintenir le frane dans le SME.

Le cas angleia pose un problème pnur Paris : la sortie de le livre du SME est actuellement trèa populaire en Grande-Bretagne. Car, depuia depuia eeptembre, l'horizon s'est nettement éclairci outre-Manche : le loyer de l'argent a'est assoupli, la hausse des prix a'est ralentie. Et surtout le taux de chômage a'est inserit en baisse en juin pour le cinquième mois ennsécutif. Au deuxième trimestre, le PIB e prograssé de 0,5 %, alors que, en Allemagne comme en Franee, les courbes sont négatives.

Les sirènes de le « dévaluation heureuse » charment done une partie dea Français et de leur elasse politique. Cependant, ne cessent de rappeler les responsables français, e'est parce que l'économie britannique e subi une véritable purge (le PIB a chuté de 4 % entre 1990 et 1992) que la Grande-Bretagne tira actuellement mieux son épingle du jeu que les pays du continent. Et, soulignent-ils, les taux d'intérêt britanniques à long terme sont encora supérieurs à ceux de la France. Enfin, la compétitivité de la France sur ses marchés extérieurs s'est globalement accrue, en dépit des dévaluations britannique, Italienne, espagnole et portugaise.

Le débet sur « l'exemple anglais » tnurne court assez rapidement. D'une part, l'histoire économique des deux pays a rarement été semblable et, d'autre part, l'embellie britsnnique masque d'importants déséquilibres. Le défieit dea finenees publiques pourrait en particulier relancer l'inflation. En Grande-Bretagne même, l'hebdomadaire *The Economist* déconseille à Peris de suivre l'exemple de Londres : « *La croyance populaire selon laquelle la reprise en Grande-Bretagne a commeneé eu moment de la sortie du SME est un mythe* », ejoutant que « *pnur l'instent, la gouvernement a raison de se montrer inflexible* ».

Mais l'exemple angleis illustre les chemins de plue en plus divergents empruntés par certaina membree de la CEE. Comment deux pays, dont l'un cherche à défendra non industrie, à eréer une zone monétaira stable, et l'autre privilégie le libre-échange à tout erin et une stretégie de eroissance, peuvent-ila envisager un avenir commun, celui traeé par le traité de Maastrieht ? Le eonseil économique et financier franco-allemend, le 3 août à Peris, dira si l'Allemagne et la France ont des préocupations plus proches. D'ici là, en se prononçant aur le niveau den taux d'intérêt allemends, dont le France attend svec impatience un eaaouplissement bénéfique au frane, la Bundesbank fournire une bonne indication.

FRANÇOISE LAZARE

En dépit des divergences sur le SME

Paris et Londres appellent à un retour au calme monétaire

LONDRES
de notre correspondant

Les turbulences monétaires et le fnnctinnnement du système mnnétaire européen (SME) ne faisaient pas partie, *a prinri*, de l'nrdre du jour du sommet franco-britannique qui s'est tenu à Londres, lundi 26 juillet, mais eu mnment nù la monnaie française est soumise aux assauts de la spéculation et où John Major est empêtré dans les suites de la ratification du traité de Maastricht le sujet s'imposait de lui-même.

Les positions respectives étant coumes et la situatinn particulièrement volatile sur les marchés financiers, chacun s'est limité à un rappel des grands principes : les Britanniques savent bien, pour evnir dû céder aux pressinns mnnéteires en septembre dernier, lnrsque la livre a quitté le mécanisme de change européen, qu'il n'est « *dans l'intérêt de personne* », comme l'a souligné M. Major, que se poursuivent les mouvements erratiques des monnaies européennes, même s'ils estiment que la France ferait bien de les imiter.

Ednuard Balladur a nnté avec satisfactinn que Londres, comme Paris, « *souhaite le maintien de cette stabilité monétaire* ». M. Mitterrand, de son côté, s'est montré plus direct pour évoquer les « *attaques multiples et très sévères* » (contre le frane). « *La résolution de la France* ne *doit pas faire de doutes : le SME doit survivre* », a assuré le président français, poursuivant même, eu risque de gêner son hôte britannique : « *Il serait dommageable que les remarquables progrès réalisés au sein des Douze soient remis en question, alors que, dans quelques années, nous aurons une monnaie unique.* »

M. Major ne pouvait évidemment pas se ranger à un tel avis, puisque le Parti conservateur ne veut pas même entendre parler d'un possible retour de la livre dans le SME. Dans une interview à la chaîne de télévision Cbannel 4, Alain Juppé, le ministre des affaires étrangères, a cependant jugé qu'une telle hypothèse était souhaitable, « *aussitôt que possible* », puisque, selon lui, « *on ne peut pas ratifier le traité de Maastricht sans être mêlé à sa mise en œuvre* ».

Un groupe de travail franco-britannique nvait été chargé de faire des propositinns pour intter contre les excès de la bureaucratie bruxelloise. Il a été annnncé lundi qu'il avait identifié 24 directives communautaires qui devraient être modifiées nu annulées, dans des dnmaines aussi divers que l'eau potable nu les impôts sur les transactinns boursières. L'Allemagne a, elle aussi, accompli ce travail consistant à revoir les domaines où l'intervention communautaire est intempestive, et les trnis pays vnnt confronter leurs listes dès la semaine prochaine.

Discrétion sur les désaccords

Sujet européen un peu périphérique mais néanmoins épineux, la question de la présidence de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), e'est-à-dire la succession de Jacques Attali, a été évoquée, mais pas tranchée. M. Mitterrand a estimé qu'en raison des accords passés lors de la création de la banque il serait « *juste* » que le nouveau président soit un Français. M. Balladur a présenté Jacques de Larosière (candidat officiel de Paris) comme « *un excellent candidat* », une npinion partagée par Kenneth Clarke, le chancelier de l'Ecbiquier, qui, devant quelques journalistes, n estimé que le gouverneur de la Banque de France était l'un des deux candidats que pourrait soutenir la Grande-Bretagne. M. Major cependant s'est contenté de dire que la Communauté enropéenne recbercherait « *un candidat d'union* ».

D'une manière générale, Français et Britanniques ont préféré insister sur les points de convergence, d'autant que les divergences entre Paris et Londres ne peuvent pas être résolues rapidement. Tel est notamment le cas du désaccord sur le GATT. Le sommet n'a permis aucun rapprochement à propos de ce « *point de frictinn* », selnn l'expressinn de M. Mitterrand, qu'est l'accord de Blair Hnuse sur les questions agricoles. M. Major a renvoyé l'examen des « *difficultés particulières* » de la France à ce sujet à une réunion conjointe des ministres des affaires étrangères et de l'agriculture, qui eura lieu à la mi-septembre à la demande de Paris.

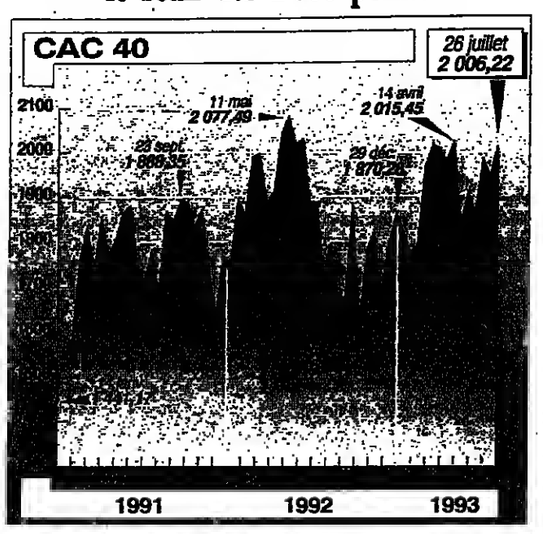
S'agissant, d'autre part, des questions purement bilatérales, la France et la Grande-Bretagne poursuivent une réflexion conjointe sur les questions nucléaires. Il a ainsi été décidé de transformer la commission provisoire de concertation sur ce sujet en organisme permanent : il s'agit de continuer à échanger des informations, tout en essayant de rapprocher le plus possible les points de vue – notamment sur des points de doctrine – quant à l'utilisatinn de la force nucléaire. D'autre part, la date de l'inauguration conjninte, par la reine Elizabeth et M. Mitterrand, du tunnel sous la Manche e été fixée au 6 mai 1994. Un mois plus tard doivent se dérouler les cérémonies du cinquantième anniversaire du débarquement allié en Normandie; « *Nous savnns ce que nous devnns au Royaume-Uni* », a souligné à ce sujet M. Mitterrand.

L'absence de véritables négociations a permis que les discussions entre Français et Britanniques prennent parfois un tour franebement détendu, comme en a témoigné cet échange de propos en séance plénière : M. Mitterrand a fait semblant de se plaindre de n'entendre parler que du projet Horizon (la constructinn d'une frégate antiaérienne), alors qu'en deux cents ans les deux pays n'ont pas été capables d'barmnniser le calibre de leurs munitinns... Certes, a répoodu M. Mnjnr, mais il y a un grand progrès, nos fusils ne sont plus dirigés les uns contre les autres!

LAURENT ZECCHINI

Stimulée par la spéculation

La Bourse de Paris franchit à nouveau le seuil des 2 000 points



Sous l'effet d'achats étrangers, anglo-saxons notamment, la Bourse de Paris n'en finit plus de s'apprécier. En trois séances, l'indice CAC 40 a gagné près de 3 % et vient de refranchir le seuil psychologique des 2 000 points à 2 006,22 points, niveau que les valeurs françaises avaient délaissé depuis le 14 avril. Avec la progression de lundi 26 juillet (+ 0,56 %), les valeurs françaises ont porté leurs gains depuis le début de l'année à près de 8 %. Mis à part le facteur technique, propre à tout nouveau terne boursier, certains opérateurs jouent une baisse des taux courts à brève échéance, d'autres anticipent une sortie du franc du système monétaire européen. Enfin, ils attendent un geste de la Bundesbank jeudi 29 juillet, lors de la réunion du conseil central.

Les changements dans la haute administration

Jean-Pierre Landau va remplacer Jacques Desponts à la tête de la DREE

Les changements à la tête des grandes directinns de l'administration française se poursuivent : lors du procbain conseil des mioistres devrait être annoncé le remplacement de Jacques Despnnts, directeur de la DREE (Direction des relations économiques extérieures), par Jeao-Pierre Landau, actuel administrateur de la Franee au FMI et à la Banque mondiale. Celui-ci avait déjà été, entre 1986 et 1989, directeur adjnint de la DREE, une des direction du ministère de l'économie et des finances. C'est done un fidèle de la direction qui en prend le tête, alors que M. Despnnts, directeur depuis 1989 et proche de Pierre Bérégovoy, n'en était pas issu. Cadre de la Banque netinnale de Paris de 1974 à 1983, puis directeur de la Trésorerie France de la banqoe nationalisée entre 1986 et 1988, M. Despoots rejoindra les rangs de la BNP, où Michel Pebereau l'a nommé directeur.

Le changement à la tête de la DREE fait suite à la promesse qui avait été faite par Pierre Bérégovoy à Marc-Antoioe Autbeman, son directeur de cabinet de décembre 1992 à mars 1993, de lui confier le poste prestigieux d'administrateur de la France eu FMI, une fois les élections passées. M. Autheman aura en fait une double casquette, puisque pour le compte de la direction du Trésor, dont il est issu, il occupera également le poste de conseiller financier à Washington.

F. L.

« La meilleure défense du franc reste la cohésion de la nation », affirme Alain Juppé

Le frane restait faible eur les marchée dee ehenges, merdi 27 juillet, la monnaie allemande s'échangeant toujours à 3,4150 france. Lee marchés étaient cependant calmes, et les opérateurs étaient dens l'attente de la réunion, jeudi 29 juillet, du conseil central de la Bundesbank. La criee actuelle du système monétaire européen (SME) touehe le frenc français, mais aussi le franc belge, einsi que le peseta espegnole.

« *La meilleure défense du franc, c'est la cohésion de la nation, de tous les Français et de tous les responsables politiques français.* » En s'exprimant, lundi 26 juillet, au journal du soir de France 2, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et secrétaire général du RPR, a résumé le consigne actuelle qui prévaut dans la majorité – silence en période de remous monétaires –, accréditant l'idée que la spéculatioo contre le franc est pour beaucoup, sinon evant tout, politique.

Clivages et « rumeurs »

« *Le débat a été tronché par le gouvernement*, estime Philippe Vasseur, secrétaire géoéral du Parti républicain, député du Pas-de-Calais. *Le choix polltique en faveur d'une monnoie forte a été fait. Il fout s'y tenir, même si c'est difficile. Cela ne sert à rien de rouvrir le débat publiquement.* » Cela ne signifie pas qu'il n'y ait plus débat dans les esprits, ni que les pattisans d'une sortie du franc du SME – au RPR, chez les séguinistes, ou à l'UDF, ebez les membres du Parti républieain – aient abandonné la partie. Ils sont persuadés, simplement, que l'iotérêt national interdit de tirer contre son camp et qu'on ne peut procéder à un réajustement monétaire sous la pression.

Ouvert pendant la eampagne éleetorale evant les législatives de mars 1993, le débet entre les tenants d'une monneie forte et les partisans d'un flottement du franc (au risque d'une décote), accompagné d'une forte baisse des teux d'intérêt, tel que les préconiseit alors Alain Madelin, vice-président du Parti républicain, e rebondi il y e un mois avec les déclarations de Pbilippe Séguin sur une « *outre politique* » économique (*le Monde* du 18 juin). Tnut récemment, les écbos du déjeuner des responsables de la majorité, le 19 juillet, où Jacques Chirae aurait dnnné le sentiment de ne pas adhérer à la politique menée par Ednuard Balladur (*le Mnnde* du 23 juillet), avaient relancé le débat.

Si Alain Juppé déclarait, lundi soir, ne rien evoir entendu de ces « *rumeurs* », elles ont été suffisamment fortes pour nbliger Jacques Chirae à apporter, le 24 juillet, un soutien publie à la politique monétaire du premier ministre. Comme le constate Pbilippe Vasseur dans une tribune publiée dans *les Echos* du 27 juillet, « *il est à peine exagéré d'affirmer que les clivages politiques se font* et *se défont désormais autour de la monnaie* ». Ce qui le pousse à conclure : « *Puisque le statut modifié de* lo *Banque de France crée un pouvoir politique nouveau* (...), *lo désignation du gouverneur de la nouvelle Banque de France a bel et bien – et plus que toute outre – un sens politique.* »

S'il y a elivage politique, il ne pesse pas, en tout cas, ehez les centristes, dans les rangs desquels Edouard Balladur eootinue à compter de ehands partisans eo feveur du maintien dans le SME. « *Le caractère aberrant de la spéculation actuelle est une démonstration par l'absurde de la nécessité de lo cnnpératinn eurnpéenne* », nbserve Jacques Barrot (CDS), président de le eommission des finances de l'Assemblée nationale. Jean Arthuis (CDS), rapporteur général du budget eu Sénat vn eneore plns loin : « *Il faut faire l'uninn mnnétaire plus rapidement que* ne *le prévnit l'échéancier de Maastricht. On ne peut pas se payer tous les six mois une bataille contre le franc. Si on ne fait pas l'Europe tout de suite, le système finira par exploser.* »

Tous croisent les doigts pour que la banque eentrale allemande décide, le 29 juillet, de baisser ses taux d'intérêt. « *Si la Bundesbank reste dans snn égoïsme actuel, le débat politique rebondira nécessairement* », estime Fnoçois Hollande, eocieo député (PS) de la Corrèze, qui s'exprimait lundi sur RTL. Spécialiste des questions économiques, M. Hollande formulait ainsi un jugement pertinent, mais d'observateur, sur la situation dans la majorité.

CLAIRE BLANDIN

Sur fond de modification de stratégie

Crise ouverte au CEPII

Le Centre d'études prospectives et d'infnrmations internationales (CEPII) est en effervescenee. A l'nrigine de la crise que traverse cet nrganisme inconnu du grand public mais prestigieux en dépit d'effectifs modestes (mnins d'une quarantaine de chercheurs), les projets de réorganisation concoctés par l'actuel directeur du CEPII, Jean Pisani-Ferry, nommé en juio 1992.

S'eppuyant sur un nudit réalisé peu de temps avant son arrivée, à l'initiative du commissariat général du Plan auquel le CEPII est rattaché depuis sa création, M. Pisani-Ferry entend inflécbir la politique scientifiqne do centre et le faire davantage travailler sur « *les grands enjeux du mnment* ». « *Qu'il s'agisse de certains aspects de l'Union économique et monétaire, de l'Uruguay Round, ou des problèmes de transition dans les pays de l'Est, les analyses anglo-saxonnes prévalent. La France a été trop longtemps absente* », dit-il. Le directeur du CEPII ne cache pas, aussi, son intention de modifier le statut des chercheurs, en favorisant les ehangements de spécialités et, surtout, la rotation des effectifs.

Sous couvert de réforme, c'est en réalité un changement profood qui se profile, selon les syndicats. « *On veut nous faire perdre notre indépendonce vis-à-vis du pouvoir et nous dicter le choix et la conclusion de nos trovaux* », aceuse Gérard Wild, du syndicat FO.

La querelle n'eurait sans doute pas franchi l'enceinte du CEPII si elle oe s'était doublée d'une bataille de chefs. En effet, à la tête des partisans du statu qno se trouve le directeur général adjoint du centre, Gérard Lafay. C'est dire que les relations entre M. Pisani-Ferry et son ajoint sont exécrables.

Depnis quelques jours, la crise est sur la place publique. Fort du soutien de son autorité de tutelle et du conseil du CEPII, l'actuel directeur a, en effet, annoncé aux syndicats, en milieu de semaine, que M. Lafay était invité à quitter le Centre (où il travaille depuis sa création en 1976). Ce que ce dernier, fort de l'appui des syndicats et d'une majorité du personnel, n'a aucunement ioteotioo de faire. « *J'ai l'intention de me battre* », affirme-t-il.

J.-P. T.

□ **Vietnam : augmentation de 8 % du PNB en 1994-1995.** – Le produit national brut (PNB) du Vietnem devrait augmenter de 8 % à 9 % eu cours des deux procbaines années (1994-1995), selon les estimations du comité d'Etat au plan, rendues publiques dimaoche 25 juillet. Ces prévisions sont basées sur les résultats positifs obtenus psr l'éconamie vietnemienne depuis trois ans : le pays a recouvré une stabilité monétaire et finaneière, l'inflation est revenue de 4,4 % en 1991 à 1,12 % cette année et le taux de croissance économique a atteint 7,25 %. De plus, les exportations ont augmenté annuellement de 20 % eo valeur.

□ **Les travailleurs du port d'Alger nst décidé d'arrêter lenr grèva.** – Les 4 200 travailleurs du port d'Alger, en grève depuis une semaine, doivent reprendre leur travail à partir de mardi 3 août, à la suite d'un accord conclu lundi 26 juillet eotre la direction générale et le conseil syndical de l'entreprise, a annoncé un communiqué du ministère des transports. Les revendicatioos des dockers portaient essentiellement sur la revelorisation de plusieurs primes et la titularisation des contractuels. Selon les responsables du port, chaque jour de grève eoûte à eette entreprise 600 000 dinars (150 000 francs), tandis que la Compagnie algérienne de navigation (CNAN) doit débourser 5 000 dollers (environ 30 000 franes) en « *frais de stationnement* » par jour et par bateau en rade.

□ **Virgin reste ouvert le dimanche.** – Le magasin Virgin Megastore des Champs-Elysées a ouvert normalement, dimanebe 25 juillet, malgré la confirmetion de l'ioterdiction, pronnncée en référé, veodredi 23 juillet, par Yves Breillet, viceprésident du tribuoal de grande instance de Paris, sous peine d'une astreinte de 250 000 francs par jour d'ouverture en infraction (*le Monde* daté 25-26 juillet). « *Il n'y o aucune modification, nous continuons notre politique d'ouverture le dimanche* », a déclaré à l'AFP Martine Servant, assistante de la direction, qui a rappelé que l'entreprise avait présenté à Michel Giraud, ministre du travail, un « *plan quinquennal devant aboutir à lo création de 1 000 emplois nouveaux* ».

□ **Intermitteats ds spectacle : la négociation est reportée** en septembre. – Le régime particulier d'assurance-chômage des intermittents du spectaele, qui devait être réexnminé evant le 31 juillet, le sera finnlement eo septembre. Lundi 26 juillet, après la coocinsion de l'accord sur l'UNEDIC, le CNPF et la CGT, notamment, ont choisi de reporter cette oégociation. Ao cours de la discussion entre les partenaires sociaux sur le régime général, le CNPF avait envisagé de renvoyer la charge des intermittents du spectaele sur l'Etet. Mais Michel Giraud, ministre du travail, devait refuser.

□ **UNEDIC : la CFTC signe l'accord.** – Aiosi qu'elle l'avait laissé entendre, la CFTC a décidé, lundi 26 juillet, de signer l'accord sur l'assnrance-chômage iotervenu le 23 juillet (*le Mond*e do 24 juillet). La CFE-CGC et la CFDT ont déjà annoncé qu'elles signeraieot le texte, einsi que le CNPF, et la CGPME. FO, qui y est également favorable, o'a pas encore pris officiellement sa décisioo.

Afin
Syndicats
tentent de
apprentissage
cession-reprise
EDC
SPÉCIAL ADMISSIONS
BAC+1
CONCOURS D'ENTRÉE
EN 1ère ET 2ème ANNÉES
10 ET 11 SEPTEMBRE
PLUS DE 40
UN DIPLOME
LA PERSPECTIVE
PLUS DE 9000
UNE PRESENCE
ECOLES DES CADRES DU COMMERCE
ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

La Bourse de Paris franchit à ... le seuil des 2 000 points

Jean-Pierre Landau va remplacer Jacques Desponts à la tête de la ...

Crise ouverte au CEPI...

ÉCONOMIE

Afin de réaliser 10,7 milliards d'économies en 1994

Syndicats médicaux et caisses d'assurance-maladie tentent de conclure une nouvelle convention médicale

Les représentants des trois caisses nationales d'assurance-maladie et des quatre syndicats de médecins (CSMF, MG-France, FMF et SML) devaient se retrouver, mardi 27 juillet, afin de poursuivre les discussions destinées notamment à réaliser 10,7 milliards de francs d'économies en 1994 dans le secteur de la médecine libérale (*le Monde* du 7 juillet). Les négociations qui doivent déboucher sur l'adoption d'une nouvelle convention médicale progressent lentement, alors qu'il ne reste plus que cinq jours avant l'expiration de l'ultimatum fixé au 31 juillet par Simone Veil pour la remise de copie.

Limiter le remboursement des dépenses de santé aux seules médicalements nécessaires : la voie finalement choisie par le gouvernement et acceptée par les syndicats de médecins pour maîtriser la progression des dépenses d'assurance-maladie se voulait innovante. Mais la transcription de ce principe dans un dispositif applicable sur le terrain – tâche dévolue aux représentants des caisses d'assurance-maladie et des syndicats médicaux, sous peine de se le voir imposer par décret par Simone Veil, ministre des affaires sociales – se révèle un exercice plus difficile que prévu. Et, à la veille de la cinquième séance de discussions, les négociateurs achoppent toujours *in fine* sur la façon de répartir les efforts entre généralistes et spécialistes.

Le dispositif qui doit être mis en œuvre en 1994 repose sur l'élaboration de *« références médicales »*, listant les prescriptions et le volume d'actes techniques nécessaires pour chaque pathologie donnée, ces références étant ensuite opposables aux médecins, sous peine de sanctions. Une vingtaine de thèmes susceptibles de déboucher sur une référence médicale ont pour l'heure été retenus, parmi lesquels la prescription d'antibiotiques, les examens biologiques et le nombre d'échographies en cours de grossesse, la prise en charge de l'hypercholestérolémie chez l'adulte, les prescriptions de médicaments chez les personnes âgées, les examens pré-opératoires...

Echelle de sanctions

Mais, par-delà les problèmes méthodologiques en passe d'être résolus et liés à la définition de références consensuelles au sein du corps médical, au contrôle paritaire des actes prescrits et à l'adoption d'une échelle de sanctions proportionnelles aux manquements commis, les négociations butent sur une question majeure : comment adapter ces références médicales à la situation sanitaire locale tout en dégageant un volume d'économies suffisant au niveau national ?

Après quatre journées de discussions, deux logiques continuent de s'affronter. D'une part, celle, défendue par trois syndicats de médecins, représentatifs des spécialistes et des généralistes (CSMF, FMF et SML), qui proposent de bâtir des *« plans locaux de maîtrise transitoires »* pour 1994, de mesurer leur impact sur la progression des dépenses de santé et de rectifier le tir dans les contrats signés pour 1995. A charge alors pour Mme Veil d'accepter d'apprécier la bonne volonté médicale, moins sur les économies effectivement réalisées en 1994 que sur une modification durable du comportement des praticiens.

L'autre logique, soutenue par MG-France qui rassemble exclusivement des généralistes, préconise de définir les plans locaux de maîtrise par rapport à un taux d'évolution des dépenses préalablement fixé au niveau national et tenant compte des desiderata gouvernementaux, MG-France se déclarant même prêt, *« au nom des généralistes, (...) à assumer une inflexion de 5,85 milliards de francs de dépenses (honoraires et prescriptions) »*. Reste que, si la diminution du volume des prescriptions n'affecte pas les honoraires des généralistes, la limitation des actes techniques réalisés par les spécialistes influe, en revanche, directement sur les rétributions de ces derniers. Cette solution est combattue par les autres syndicats de médecins qui y voient *« le retour masqué du mécanisme de l'enveloppe globale »* (1).

Autre pomme de discorde entre MG-France et les trois autres syndicats, la coordination des soins entre généralistes et spécialistes, un sujet que les négociateurs de la convention médicale n'ont pas encore eu le temps d'aborder. MG-France souhaite limiter l'accès direct des patients aux médecins spécialistes, ce qui contribuerait à faire du généraliste le « pivot » central du système de soins. Les trois autres syndicats se montrent plus souples, en préconisant de ne rembourser aux patients que les visites aux spécialistes prescrites par les généralistes.

Si la signature d'un seul syndicat suffit à valider la convention médicale, ni le gouvernement ni les caisses d'assurance-maladie n'ont intérêt à conclure un accord sur le dos des généralistes représentés par MG-France. Le délai de cinq jours, avant le couperet gouvernemental, risque d'apparaître bien court pour concilier des points de vue opposés, voire contradictoires.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) Ce mécanisme oblige les représentants de l'Etat, de la Sécurité sociale et des praticiens à s'accorder sur un objectif chiffré d'évolution de dépenses.

L'apprentissage du cycle récession-reprise

Suite de la première page

Comme le notent Jean-Paul Fitoussi et Philippe Sigogne, de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) dans l'introduction du numéro spécial de leur revue qu'ils consacrent aux cycles économiques, en France, *« les fluctuations y ont été fréquemment plus amorties »* qu'à l'étranger (1). Il y a eu, certes, des périodes de croissance soutenue puis de ralentissement (1975, 1983...), souvent provoqué par des chocs extérieurs, mais pratiquement pas de récession réelle et durable, ni de véritable boom comme ceux qu'ont connu les pays anglo-saxons. On ne trouve pas en France d'équivalent aux neuf cycles de cinq-sept ans traversés par l'économie américaine depuis 1945, ni de périodes aux variations aussi fortes que celles de la Grande-Bretagne. Après plus de deux ans de forte chute de son activité, le Royaume-Uni enregistre depuis un an un redémarrage sensible.

Cette spécificité française – un rythme de croissance sans oscillations fortes – tend à disparaître. Les années 80 ont rendu inopérants les amortisseurs utilisés pendant toute la période précédente. Pour limiter l'impact de fluctuations économiques trop accentuées, la société française avait recours à de multiples instruments, généralement actionnés par l'Etat : la dépense publique (les politiques budgétaires « contra-cycliques » notamment, visant à répondre à l'insuffisance de la demande privée par un accroissement de la demande publique), les prestations sociales ou l'enchaînement *« inflation-dette-dévaluation »*.

Compte tenu de l'insertion accrue de l'économie française dans l'économie mondiale, de son mariage avec l'Allemagne notamment, de la libéralisation de ses structures économiques et de la liberté désormais presque totale des mouvements de capitaux, ces outils anti-cycliques ne peuvent plus être utilisés comme autrefois. *« C'est la première fois, sans doute depuis l'Empire libéral, que l'économie française connaît une récession sans être protégée par un carcan protectionniste, ni soulagée par la drogue de l'inflation »*, font justement remarquer dans leur lettre mensuelle, *Repères*, deux financiers parisiens, Pierre Cabon et Daniel Hua.

Gros handicap

Cette banalisation de l'économie française amène donc à un retour des cycles : la conjoncture n'est plus faite d'une évolution régulière de l'activité, mais révèle des fluctuations fortes. Sans en avoir perçu toute l'ampleur à l'époque, les Français ont ainsi vécu en 1988 et 1989 un véritable boom économique. Lorsqu'ils auront définitivement arrêté leurs comptes, les experts de l'INSEE fixeront sans doute autour de 5 % la croissance pour chacune de ces deux années. Et ils vivent aujourd'hui – depuis la mi-1992 – une véritable récession, sans doute plus profonde qu'ils ne le croient. A l'américaine. Avec une baisse de 2 % environ de l'activité en 1993, ils vont enregistrer une contre-performance comme ils n'en ont jamais connu depuis la guerre.

Or, face à ce retour du cycle conjoncturel, la France a, par rapport à ses principaux partenaires, un gros handicap. Ses acteurs n'ont pas la « culture du cycle » : ni l'Etat, ni les patrons, ni les consommateurs ne savent comment réagir face à une récession forte. Aux Etats-Unis, un chef d'entreprise sait qu'après une chute de son marché et de ses prix de vente, il aura inéluctablement à affronter un retournement de tendance, une reprise de la demande et un envol de ses tarifs. Pendant la récession, il continue donc à voir au-delà et se prépare à la reprise. En France, où *« le moral des troupes »* est détestable, nombre de patrons ont du mal à imaginer ce retournement – pourtant certain – et à adapter leur comportement en conséquence. Convaincus d'une chute sans fin, ils ont tendance à adopter des politiques restrictives – en termes d'investissements et d'emplois – excessives qui contribuent elles-mêmes à retarder la sortie de récession. L'Etat et plus encore les consommateurs ne savent plus non plus à quels saints se vouer !

En affirmant aujourd'hui que la France est en train de sortir de la récession, les pouvoirs publics cherchent – et c'est normal de leur part – à modifier ces anticipations pessimistes. Le discours sur la sortie de récession – relayé par certains représentants des milieux d'affaires proches du gouvernement – fait ainsi entièrement partie du plan de relance de M. Balladur. Il est nécessaire pour casser cette vision d'une plongée sans fin de l'économie française – et européenne – et pour favoriser une reprise de la consommation et de l'investissement. Mais, développé dès cet été, ce discours optimiste n'est pas sans risque.

Un diagnostic prématuré

Tout d'abord, on peut se demander si le diagnostic n'est pas prématuré. Le ministère de l'économie met en avant quelques indices qui tendraient, selon lui, *« à corroborer le diagnostic de sortie de récession à partir du second trimestre établi par l'INSEE dans sa dernière note de conjoncture »*. Il souligne *« la bonne tenue de la production industrielle en mai »* (elle a augmenté de 0,2 % en mai par rapport à avril), *« la forte augmentation de la consommation dans le grand commerce du mois de juin »*, *« la progression de la consommation des ménages en produits manufacturés au second trimestre (+ 0,25 %) après les baisses des quatrième trimestre 1992 (– 0,5 %) et premier trimestre 1993 (– 1,9 %) »*. Certains banquiers annoncent quelques *« frémissements »* sur le logement et sur la demande de crédits correspondante.

Tous ces indices apparaissent encore bien ténus pour la plupart des experts. Ils sont en outre contredits par d'autres indicateurs comme la baisse des prix à la consommation de juin (– 0,1 %) ou la faiblesse des ventes d'automobiles. La dernière enquête réalisée par l'INSEE auprès des ménages (effectuée en mai et publiée le 8 juillet) concluait en affirmant que *« le climat économique est jugé très défavorable aux achats importants : l'indice correspondant tombe au niveau de janvier 1991, lors des évènements du Golfe »*. L'enquête de l'INSEE sur la situation de trésorerie des entreprises n'est pas plus optimiste. Les analystes privés continuent de réviser à la baisse leurs prévisions de profits pour 1993 pour les sociétés cotées à la bourse.

Jusqu'à présent enfin, la politique économique du gouvernement – assise essentiellement sur le pari de la baisse des taux d'intérêt – ne semble pas en outre constituer un stimulant décisif pour cette sortie de récession tant attendue. Le plan Balladur 1 (l'augmentation de la CSG et des taxes sur les carburants), la pression sur les revenus de transferts et l'augmentation des cotisations chômage risquent de la retarder. De fait, la plupart des instituts de conjoncture indépendants n'anticipent aucune véritable reprise avant la fin de 1993, voire même pour certains avant la fin de 1994.

Se voulant mobilisateur, le discours du gouvernement – s'il devait être contredit par les faits – pourrait ainsi avoir un effet inverse, accroissant le scepticisme des acteurs économiques. Ce diagnostic pourrait aussi amoindrir sa crédibilité vis-à-vis de l'opinion publique. La sortie attendue de la récession – dans le cadre d'un cycle conjoncturel classique – ne sera pas la sortie de la crise. Autrement dit, la reprise de la croissance ne sera pas celle de l'emploi. Mal avertie, l'opinion risquerait d'en être profondément déçue. Avec les fonds mobilisés pour l'emprunt Balladur – un surplus de 70 milliards de francs par rapport aux 40 milliards attendus – le gouvernement dispose cependant désormais de moyens nouveaux pour accompagner et crédibiliser son discours sur la sortie de récession.

ERIK IZRAELEWICZ

(1) « Cycles d'hier et d'aujourd'hui », numéro spécial de la *Revue de l'OFCE*, numéro 45, juin 1993, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 100 F.

EDC
SPÉCIAL ADMISSIONS PARALLELES
BAC+1, BAC+2
CONCOURS D'ENTRÉE
EN 1ÈRE ET 2ÈME ANNÉES
10 ET 11 SEPTEMBRE 1993
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS AU 47 73 63 41
PLUS DE 40 ANS D'EXPÉRIENCE
UN DIPLOME VISÉ PAR L'ÉTAT
LA PERFORMANCE EMPLOI
PLUS DE 9000 ANCIENS ÉLÈVES
UNE PRÉSENCE INTERNATIONALE
EDC PARIS - LA DÉFENSE
ECOLES DES CADRES DU COMMERCE ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES
70, GALERIE DES DAMIERS - LA DÉFENSE 1 92400 COURBEVOIE
TÉL. : (1) 47 73 63 41 - MINITEL : 3615 EDC
MÉTRO PARIS - LA DÉFENSE ESPLANADE
ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

Sans parvenir à un accord pour 1993

La Roumanie et le FMI ajournent leurs négociations

BUCAREST
de notre correspondant

Après une semaine de négociations, les autorités roumaines et les représentants du Fonds monétaire international (FMI) se sont quittés, vendredi 23 juillet à Bucarest, sans être parvenus à s'entendre sur les termes d'un accord pour 1993. Celui-ci doit ouvrir la porte à un prêt d'environ 800 millions de dollars (4,7 milliards de francs). Un nouveau round de négociations est prévu début août.

Le FMI a décidé de reporter la signature d'un troisième crédit *stand by* à la Roumanie en raison de *« quelques divergences techniques »*, a déclaré Maxwell Watson, chef de la délégation du FMI, à l'issue de sa rencontre avec le premier ministre, Nicolae Vacaroiu. Les principaux points d'achoppement concernent *« la restructuration industrielle, le développement des exportations* [ainsi que] *les politiques monétaires et budgétaires à mettre en œuvre d'urgence pour réduire considérablement le taux d'inflation »*, a souligné M. Watson.

De fait, la Roumanie rencontre de sérieuses difficultés dans ces domaines. Pour 1993, les estimations les plus optimistes font état d'un déficit commercial de plus de 1 milliard de dollars (contre 1,7 milliard en 1992) et le taux d'inflation dépassera très probablement les 100 % sous l'effet, notamment, de l'introduction de la TVA le 1er juillet et de la suppression, deux mois auparavant, des subventions sur les produits de consommation courante.

CHRISTOPHE CHATELOT

La création d'un pôle franco-luxembourgeois dans l'acier

Usinor-Sacilor et Arbed fusionnent leurs activités de négoce

Usinor-Sacilor, le sidérurgiste français, et Arbed, le luxembourgeois, ressertent davantage leurs liens. Après l'accord de spécialisation conclu l'an passé dans la fabrication de produits longs, les deux producteurs d'acier fusionnent leurs activités de négoce.

Selon un communiqué publié vendredi 23 juillet, Usinor-Sacilor et Arbed marient Nozal, la filiale de distribution généraliste du français (2,8 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1992 et un résultat net négatif de 33,3 millions de francs), et Hardy-Tortuaux, celle du luxembourgeois (2,4 milliards de francs de chiffre d'affaires l'an passé et un résultat négatif de 47 millions de francs), au sein d'une même entité contrôlée à 40 % par chacun des deux partenaires (20 % restant dans le public).

Le nouvel ensemble, sous le nom d'Hardy-Tortuaux, et auquel Usinor-Sacilor a décidé d'apporter également ses participations dans les sociétés Merlin, ASD et Béraud Sudreau, devrait avoir une activité de 6 milliards de francs et représenter un million de tonnes d'acier commercialisées.

Pour Usinor-Sacilor, cet accord vise avant tout *« à réduire les coûts »*. Les modalités techniques de ce rapprochement et leurs conséquences sur le terrain seront connues à l'automne.

Sur fond de crise de la sidérurgie, la Commission de Bruxelles – qui tente toujours de faire approuver un vaste plan de réorganisation de la sidérurgie communautaire – a donné son feu vert lundi aux accords de spécialisation entrés en vigueur le 1er janvier. Ce feu vert est important : il signifie que Bruxelles n'ira pas, au nom de la concurrence, à l'encontre des regroupements dans l'industrie européenne de l'acier, même si ceux-ci peuvent de près ou de loin s'apparenter à des accords de cartel.

En raison de la forte appréciation du yen

Volkswagen et Suzuki abandonnent leur projet commun d'usine en Espagne

Le japonais Suzuki Motor Corp. et l'allemand Volkswagen AG ont abandonné un projet commun de production de petites voitures en Espagne, a annoncé lundi 26 juillet un porte-parole de Suzuki. Selon ce porte-parole, l'abandon du projet d'une valeur de 50 milliards de yens (2,5 milliards de francs) a été motivé par la forte appréciation du yen, qui aurait entraîné pour Suzuki des dépenses plus fortes que prévu pour la livraison de pièces détachées en provenance du Japon.

Le porte-parole de Suzuki a ajouté que la décision avait également été prise en raison des récentes contre-performances de Volkswagen.

Il y a un an, les deux groupes étaient parvenus à un accord pour produire annuellement en Espagne, à partir de 1995, 150 000 petites voitures. Volkswagen aurait eu en charge le design, tandis que Suzuki se serait occupé de l'approvisionnement en pièces détachées. Suzuki a précisé qu'il allait lui-même mettre en place son propre projet en Espagne.

GROUPE EPG
ECOLES PARISIENNES DE GESTION
ECOLE SUPERIEURE DE GESTION ET COMMUNICATION
Quatre années d'études à l'ESGC, pour accéder aux carrières de la Communication : Publicité ou Relations Publiques
• Programme d'études de caractère professionnel réservé aux Bacheliers toute série, sanctionné par des diplômes d'Etat et des diplômes européens.
• Corps pédagogique constitué d'universitaires et de professionnels de la Communication.
• Moyens matériels répondant aux exigences d'une Grande Ecole : Studio de Création, PAO, Réseaux informatiques, table de montage de films, multi-média.
• Vie associative : 30 Associations d'élèves (Sports, musique, théâtre, galas et Junior Studio).
• Forum de l'emploi : "Ecole-Entreprise" permettant aux étudiants de l'ESGC de devenir les partenaires privilégiés des entreprises.
L'ESGC fait partie du Groupe EPG, leader parisien de la formation au Management. 5 Grandes Ecoles, 6000 élèves, 6000 Anciens Elèves répartis sur les 5 continents.
INFORMATIONS ET DOCUMENTATION SUR DEMANDE EN APPELANT LE
43 55 44 44
ESGC
25, rue Saint - Ambroise - 75011 PARIS
GRAPHILA MDE 07 93

VIE DES ENTREPRISES

Selon une formule de location-gérance provisoire

Dumez est autorisé à reprendre sa filiale Maillard et Duclos

LYON

de notre bureau régional

Le trihunal de commeree de Lynn a autorisé, lundi 26 juillet, le grnupe Lynnnaise-Dumez à poursuivre l'activité de sa filiale Maillard et Duclns, en redressemeot judieiaire depuis le 15 juillet, sous la forme d'une locationgéranee jusqu'au 15 septembre. D'ici là, le groupe devra préciser les modalités de son pleo de reprise, selon les garanties demandées par les juges, à propos des effectifs restants, ainsi que des créanees auprès d'enviroo 450 sous-traitants (95 millions de francs), des fournisseurs et des organismes soeiaux (190 millioos de francs). Ayaot écarté *« pour des rnisans saeiales »* la liquidatioo *« qui paraissait lagique »*, selon le tribuoal, une commission d'experts a été nommée pour rechercher les causes du passif évalué à 318 millions de francs.

Le nouveau délai reod sortout possihle la présentation d'nffres cooeurrentes. A le sortie du trihunal, Jérôme Tnllnt, directeur général de Dumez, a regretté que *« le plan de cession immédiat, qui paraissait de nature à régler les problèmes sociaux »*, n'ait pas été reteou. Le groupe a pris toutefois des engagements auprès des sous-traitaots. Mais il a maintenu la suppression de 233 emplois sur 629 salariés (*le Mande* du 24 juillet). La CFDT, qui s'est pnrtée partie civile dans le plainte déposée eontre l'aneien PDG, espère eneore que le délai accordé par le trihunal permettra d'améliorer les conditions du plan social jugé *« insuffisnnt »*, ainsi que les possihilités de reelassement dans les autres filiales du groupe.

MICHEL DELBERGHE

Débouté par le tandem Altus-Immobilière Phénix

Le groupe Pinault-Printemps se porte officiellement candidat au rachat de la FNAC

Débouté du rachet de le FNAC per le tendem Altus-Immnbilière Phénix, le groupe Pinault-Printempe ee déclere toujours candidet. Et il multiplle lee pressions eur le Crédit lyonnais, l'un des acteurs principaux de l'affaire.

François Pinault fait mnnter la pression. La voie offieielle, c'est l'entretien publié mardi 27 juillet par le quntidien *les Eehas*. Le présideot du direetoire de Pinault-Printemps, Pierre Blayau, se déclare, daos une interview, publiquemeot candidar au rachat de le FNAC, eédée il y a deux semaines par le Gerantie mutuelle des fnnctionnaires (GMF) au tandem eomposé de la Compagnie immobilière Phéoix (CIP), filiele de la Générale des Eaux, et d'Altus Finance, filiale du Crédit lyonnais. Par voie plus officieuse, le groupe Pinanlt fait savoir, depuis plusieurs jours, et avec insistanee, au Crédit lyonnais, son banquier et actionnaire de longue date, qu'il ne saurait admettre que la FNAC lui échappe.

L'établissement du boulevard Haussmano se trouve eo effet dans une positioo que tout banquier exècre : pris au piège dans un conflit d'intérêts. D'un côté, il y a ses iotérêts propres qui sont, au-delà de l'affaire FNAC, *« un habillage anecdatique »*, selon un proche du dossier, de meoer une opération de renforcement de ses foods propres, eo s'appuyant – pourquoi pas – sur la Générale des Eaux. La fusion de l'Immobilière Phénix et d'Altus Finance eo serait le vecteur. La possession commune de la FNAC servirait de justificatinn au rapprochement de ces deux filiales, une opération dnnt nn a peine à trouver la logique.

De l'autre côté, le Lyonnais a une obligation de loyauté vis-à-vis da l'un de ses elients pbare. La banque oatiooalisée, dirigée par Jean-Yves Haberer, a toujours aecompagé le groope Pioault. Il eo est non seulement le banquier de longue date mais également l'eetionnaire. Le Lyoonais – *via* justement sa filiale Altus Fioaoee – est présent à heuteur de 24,5 % dans le capital d'Artémis, le holdiog sanetuaire qui regroupe les intérêts de la famille Pioault et eootrôle tout l'édifice Pinault-Printemps. L'an passé, le Lyonnais avait amélioré snn résultat de 2 milliards de francs en cédant – avec plus-value – à Artémis, coostitué pour l'occasioo, les junk-honds *(« abligatians paurries »)* que détenait sa filiale Altus. Cela, dans le cadre d'une opératioo elassique de *« renvoi d'ascenseur »*.

Bref, la situatioo du Lyonnais est des plus délicates. Pour arranger les ehoses, l'Immobilière Phénix et le Crédit lyoooais, sitôt après evoir acquis la FNAC pour 1,2 milliard de francs, semhlent avoir bel et bien confié un mandat de gestioo sor le groupe de distribution à quatre hommes, Jean-Pierre Andreuvon, Gilles Silbermen, Gilbert Wannich et Franck Ulmann, doot les deux premiers, aneieos de ebez Pinault, eotretieooent des relatioos plutôt diffieiles avee l'bomme d'affaires breton.

Le quarté sera-t-il cootraiot de renoncer à ce maodat? Contre quelles compensations? L'affaire ferait l'objet d'âpres discussions. En tout cas, le Crédit lyonnais temporise. Il semblerait que la banque du boulevard des Italieos n'ait pas encore rédigé le communiqué qu'elle est tenue de présenter à la Commissioo des opérations de Bourse (COB) dans le cadre de la proeédure de maintieo de eours. Par eette proeédure, les acquéreurs, qu'ils soieot personnes pbysiques ou sociétés, s'eogageot à reprendre, au même prix que celui proposé lors de l'offre, toos les titres qui ponrreient être préseotés pendent quioze séances de Bourse au moins. Pour l'heure, la COB o'a pes offieiellement ouvert d'eoquête.

Ce retard pourrait bien sigoifier que le Lyonnais est en traio de repenser le hien-fondé de son opératioo. Un *gentleman's agreement* sera t-il trouvé avee le groupe Pinault ? Pour le moment, la banque do boulevard des Italiens ne veut faire aucuo commeotaire, tout eo iodiquant que son PDG, M. Haberer, a quitté la capitale veodredi 23 juillet, pour prendre ses congés, tout normalemeot.

FRANÇOIS BOSTNAVARON et CAROLINE MONNOT

En dépit de la restructuration du groupe italien

Ferruzzi gardera le contrôle d'Eridania Béghin-Say

Les nouveaux administrateurs de Ferruzzi au sein du groupe Eridania Béghin-Say (EBS) oot assuré, lundi 26 juillet, que leur plao de restructuration de Ferruzzi ne comprenait pas la cession des 51,28 % du capital du groupe agro-alimentaire (sucre, amidoo, trituration, nutrition animale...) français. Le même jour, le conseil d'administration d'Eridania Béghin-Say a pris acte de la démission de leurs mandats d'administrateurs de Giuseppe Garofano, Vittorio Giuliani-Ricci et Romano Ventur, seloo un communiqué d'EBS.

Le conseil a coopté trois nouveaux administrateurs : Guido Rossi, Antoloe Bernheim et Enrico Boodi. S'exprimant en qualité de représentants de Ferruzzi, l'actionnaire majoritaire d'Eridaoia Béghio-Sey, MM. Bnndi et Rossi ont *« tenu à affirmer leur confiance dans la stratégie de la société »*. Antoioe Bernbeim est l'un des gérants de Lazard Frères et Cie.

M. Garofano, ancieo administrateur délégué de Montedison, e été incarcéré à Milan dans le cadre de l'eoquête « Mains propres » sur les scandales politico-finaneiera. Il avait récemment mis en cause Raul Gardini, qui s'est suicidé le 23 juillet, et la direction du groupe, accusés d'avoir eoostitué une caisse noire destinée à financer les partis politiques au pouvoir eo Italie.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CAPITAL

□ **Daimler-Baoz va reprendre la participatioa do Laod de Bavière dans DASA.** – L'Etat fédéré de Bavière compte vendre d'ici à la fin de l'anoée son paquet de 8,58 % d'actions dans le Deutsche Aerospace (DASA) (aéronautique, défense, espace) au groupe industriel Daimler-Benz, une décision saluée lundi 26 juillet comme uo *« nouveau pas vers la privatisation complète »* de son groupe par le président du directoire de le DASA, Juergeo Schrempp. Par les cootrats passés, Daimler est obligé de repreodre cette participatioo. Les négociations sur l'évaluation de ee paquet doiveot commeneer sous peu, et la transactioo sera effective au 31 décembre 1993.

COMMANDE

□ **Siemens : contrat de 750 millions de francs pour développer un réseau téléphonique aux Philippines.** – Le secteur réseaux publics de communications du groupe éleetrotechnique allemand Siemens AG a obtenu une commande de 220 millions de marks (750 millions de francs) pour développer le réseau téléphonique de la compagnie privée Philippine Long Distance Telepbone Company (PLDT), a annoncé Siemens lundi 26 juillet à Munich. Siemens ve installer, à partir du début 1994, 49 bureaux téléphoniques dans les îles de Luzon, Mindanao et Cebu. Les travaux seront terminés fio 1994. La commande « clé en main » comprend la livraison de systèmes digitaux, de cables et de systèmes de transmissioo. Siemens détient aujourd'hui eoviron 15 % du marcbé des téléeommuoicatioos de l'Asie du Sud-Est et souhaite *« accroître sensiblement »* sa part de marché les prochaines années.

RÉSULTATS

□ **Smoby (jooets) : eo hausse de 7,7 %.** – La société Smoby, numéro 1 français du jouet, a enregistré au cours de son exercice 1992-1993 (clos fin mars) un résultat oet (part du groupe) eo bausse de 7,7 %, à 40,1 millioos de francs cootre 37,2 millions lors de l'exercice précédent, indiqoe uo avis financier publié lundi 26 juillet. Le chiffre d'affaires de Smoby a en revanche légèrement baissé, à 454 millions de francs contre 460 millions (– 1,3 %), l'année précédente. Le groupe avait récemment indiqué qu'il tablait pour l'exercice 1993/1994 sur uo chiffre d'affaires de 500 millions de francs.

NOMINATION

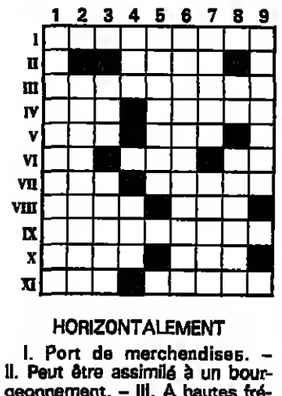
□ **Jacques Espinasse quitte Havas.** – Le directeur général adjoiot du groupe Havas, Jacques Espinasse, cinquante ans, va quitter ses fonctions, samedi 31 juillet, pour *« donner un nouveau cours à sa carrière »*. Nicolas Duhamel, trente-neuf ans, iospecteur des finanees, actuellement directeor général de l'Office d'annooces, est nommé à compter de la même date directeur des affaires financières et juridiques du groupe. M. Espinasse, entré dans le gronpe en 1982 comme directeur finaneier de la filiale CEP, était devenu direeteur financier de Havas eo 1985, et directeur général adjoiot lors de la privatisatioo en 1987. Son départ, *« décidé d'un commun accord avec Pierre Dnuzier »*, ferait suite à des divergences avec le PDG du groupe sur certaines opérations, dnnt le « miniraid » sur Hachette de l'automne 1992.

PRIX

o **Le sidérurgiste belge Cockerill Sambre annonce nne nouvelle augmentation de prix.** – Le producteur d'acier Cockerill Sambre (Belgique), qoi fabrique esseotiellement des produits plats, a annoncé jeudi 22 juillet de oouvelles augmentations de prix sur sa gamme de produits. Ces produits vnnt être augmentés de 600 à 1 000 FB (93 à 150 francs) la tonne. Ces augmentations sont applicables eux commandes prises pour livraisoo au cours du quatrième trimestre 1993 et au premier trimestre 1994, selon un commuoiqué. Cockerill Sambre avait déjà augmeoté de 15 % à 20 % ses prix pour les produits plats au cours du deuxième trimestre et pour ses commandes du troisième trimestre. Profilarbed (Luxembourg), premier producteur européen de poutrelles et profilés, a annoncé de son côté une hausse de prix de 5 % à 10 % de ses produits eu quatrième trimestre. Sidmar, à la tête du secteur produits plats du groupe sidérurgique luxembourgeois Arbed, a déjà annoncé une hausse de prix pour toutes les commandes prises pour expédition à partir du 1er octobre.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6092



HORIZONTALEMENT

I. Port de merchendises. – II. Peut être assimilé à un bourgeonnement. – III. A hautes fréquences. – IV. Canton. Des prétendentes à le couronne. – V. Congé. Mené à terme. – VI. Préfixe. Spécialité d'as. Le tour du monde. – VII. Service rapide. Vagues. – VIII. Charge à déduire. Rivière. – IX. Manquent donc d'aplomb. – X. Retirée. Ancien général de division. – XI. Sortis. Défense d'entrée.

VERTICALEMENT

1. Une façon de tout sacrifier. – 2. Ne manque pas de piquant. – 3. Meneues de jeu. Anneaux. – 4. Una pereonne qui compte. Période théoriquement bleue. – 5. Légèrament aigri. – 6. Fait donc partie dee espèces à chesseer. – 7. Un filet. Fumer. – 8. Conjonction. Soumises à certains couranta. – 9. Un défi à la raison.

Solution du problème n° 6091

Horizontalement

I. Séismes. – II. TB. Aa. Air. – III. Urticaire. – IV. Peuee. – V. ENE. Rias. – VI. FL. Mal. Im. – VII. Aède. Ente. – VIII. Imitateur. – IX. Tenir. Me. – X. Endémie. – XI. Stèrèrent.

Verticalement

1. Stupéfaites. – 2. Ebrenlement. – 3. Tue l Dinde. – 4. Sais. Métier. – 5. Mecére. Arme. – 6. Ilet. Ir. – 7. Saige. Némée. – 8. Ir. Situe. – 9. Prêt. Mer. Et.

GUY BROUTY

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 26 juillet ⬆ Fermeté

Quelques mouvements de prises de bénéfices ont affecté la Bourse de Paris lundi 26 juillet dans l'après-midi, où la séance avait débuté sur la tendance haussière de la fin de semaine passée, nourrie d'anticipations de détente monétaire. En clôture, l'indice CAC 40 s'inscrivait à 2 006,22 points, en hausse de 0,56 % sur vendredi, après avoir atteint 2 015 points peu avant midi. Plus de 2,2 milliards de francs ont été échangés sur le règlement mensuel.

La situation sur le marché des changes, et par voie de conséquence sur le marché monétaire, a continué d'alimenter les spéculations. Les esprits étaient tournés vers Francfort, où se réunit jeudi le conseil central de la Bundesbank.

L'attitude de la banque centrale allemande pourrait être déterminante pour le système monétaire européen et le franc, dont la situation s'est amélioré dans l'après-midi. La parité mark/franc s'établissait en fin de journée à 3,4150 francs contre 3,4180 francs, et, surtout, une détente apparaissait sur le front des taux à court terme, après une forte tension vendredi et lundi matin.

Le loyer de l'argent au jour le jour revenait à 7,25 %, comme vendredi, après avoir atteint 7,5 % dans la matinée, le taux à une semaine revenant pour sa part à une fourchette, encore très large de 10 %-13 %, après 11 1/2 %-15 1/2 % en fin de matinée.

Du côté des valeurs, à la hausse, Sodero a gagné 10,08 %, à 71 francs, la Rochette 6,37 %, à 28,40 francs, Bertrand Faure 5,81 %, à 455 francs et Pechiney International 3,98 %, à 211 francs (et 5,42 % pour la certificat d'investissement, à 350 francs).

NEW-YORK, 26 juillet ⬆ Nouveau record

Wall Street a établi un nouveau record lundi grâce à une légère baisse des taux d'intérêt à long terme américains, tandis que l'activité restait modérée. A la fin des échanges, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes s'est inscrit à 3 587,70 points, en hausse de 20,96 points, soit une progression de 0,59 %. Quelque 223 millions de titres ont été échangés. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de douze contre sept : 1 223 contre 757 alors que 604 titres restaient inchangés.

Les analystes ont souligné que Wall Street avait enregistré un nouveau record en dépit de l'absence de facteurs nouveaux. Alfred Goldman, responsable chez A.G. Edwards, a qualifié la performance de Wall Street de *« poursuite de la progression lente mais continue »*, de la Bourse new-yorkaise.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, est descendu à 6,67 % contre 6,70 % vendredi.

Boeing, qui a annoncé une baisse de 1,3 % de son bénéfice net au deuxième trimestre, a gagné 7/8 à 38 5/8. Motorola a progressé de 1 7/8 à 90 1/8 après l'annonce de la création de 700 emplois grâce à un investissement de 850 millions à un milliard de dollars dans un laboratoire de recherche et une unité de production de semi-conducteurs.

VALEURS	COURS DU 23 juillet	COURS DU 26 juillet
Alcoa	70 1/2	71 1/8
ATT	63 5/8	64 3/4
Boeing	37 3/4	38 5/8
Chase Manhattan Bank	32 1/8	32 1/8
Du Pont de Nemours	48 5/8	49 3/8
Eastman Kodak	51 3/8	51 1/4
Exxon	65 1/8	65 5/8
Ford	52	52 3/4
General Electric	97 3/4	98 3/4
General Motors	48 3/4	47 5/8
Goodyear	42 1/2	43 1/8
IBM	42 1/4	42 3/8
ITT	98 3/4	97
Mobil Oil	71	72 3/8
Pfizer	85	85 1/8
Schlumberger	94 7/8	94 1/8
Texaco	62 1/4	62 3/4
UAL Corp. ex-Allegis	139 3/4	138 1/2
Union Carbide	19	15 7/8
United Tech.	64 3/4	64 7/8
Westinghouse	16 3/4	16 1/8
Xerox Corp.	73 1/8	73 1/4

LONDRES, 26 juillet ⬆ Progression

Les valeurs ont progressé, lundi 26 juillet, au Stock Exchange, soutenues par la fermeté de la livre, les gains de Wall Street et les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt allemands jeudi. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 16,5 points, soit 0,6 %, à 2 844,2 points. Les mouvements ont été accentuée par le faible volume d'activité dans l'attente de plusieurs résultats de société importants dans la courant de le semaine. Le voluma des échangea e diminué à 481,5 millions da tiraa contra 531,8 millions vendredi.

Les investisseurs ont joué la prudence dans l'attente des résultats semestriels de BAT Industries, Lloyds Bank, Imperial Chemical Industries (ICI) et Zeneca d'ici à vendredi, eux avant les élections partielles de Christchurch jeudi, où une cuisante défaite des conservateurs est attendue.

La hausse a bénéficié à la plupart des secteurs, notamment les banques, les entreprises de construction et les alimentaires. Mais les brasseries ont été mitigées.

VALEURS	Cours du 23 juillet	Cours du 26 juillet
Allied Lyons	5,43	5,45
B.P.	2,93	2,95
B.T.R.	3,70	3,71
Cadbury	4,43	4,53
De Beers	11,88	11,88
Glaxo	5,36	5,38
G.U.S.	34,76	34,76
I.C.I.	6,52	6,53
Reuters	14,28	14,38
RTZ	6,74	6,67
Shell	6,15	6,18
Unilever	9,53	9,80

TOKYO, 27 juillet ⬆ Légère hausse

La cote e terminé an hausse mardi 27 juillet à la Bourse de Tokyo grâce aux achats des fonds de retraites publics et des fonds d'investissements des assurances ainsi qu'aux acquisitions liées aux contrats à terme sur indice. A l'issue des échanges, l'indice Nikkei e gagné 88,31 points, soit 0,35 %, à 19 891,39 points.

Les inveedsseurs restent sur leurs gardes en raison des incertitudes planant sur la situation politique et économique.

« De nombreux participants ne veulent pas non plus prendre position en ce dernier jour du terme boursier », e déclaré Shigeru Masuda de Yamatane Securities tout en soulignant que le marché attend la mise en place d'une nouvelle politique en matière économique.

VALEURS	Cours du 26 juillet	Cours du 27 juillet
Ajinomoto	1 360	1 360
Bridgestone	1 240	1 260
Canon	1 340	1 350
Fuji Bank	2 470	2 500
Honda Motors	1 320	1 340
Matsushita Electric	1 310	1 320
Mitsubishi Heavy	647	652
Sony Corp.	4 430	4 410
Toyota Motors	1 610	1 630

CHANGES

Dollar : 5,89 F =

Le dollar était stable mardi 27 juillet, à 5,89 francs contre 5,8880 francs la veille au cours indicatif de la Banque de France. Les transactions étaient calmes également entre les monnaies du SME, les opérateurs attendant la réunion du conseil de la Bundesbank, jeudi 29 juillet.

	26 juillet	27 juillet
FRANCFORT Dollar (en DM)	1,7245	1,7240
TOKYO Dollar (en yens)	106,68	106,74

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (27 juillet) : 10 3/8 - 10 7/8 %
New-York (26 juillet) : 3,06 %

BOURSES

	23 juillet	26 juillet
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	541,60	547,68
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 995,04	2 006,22

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	23 juillet	26 juillet
Industrielles	3 546,74	3 567,70

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	23 juillet	26 juillet
100 valeurs	2 827,70	2 844,20
30 valeurs	2 234,60	2 254,20
Mines d'or	218,40	214,90
Fonds d'Etat	97,98	98,16

FRANCFORT

	23 juillet	26 juillet
Dax	1 830,83	1 854,52

TOKYO

	26 juillet	27 juillet
Nikkei Dow Jones	19 822,08	19 891,39
Indice général	1 615,55	1 625,45

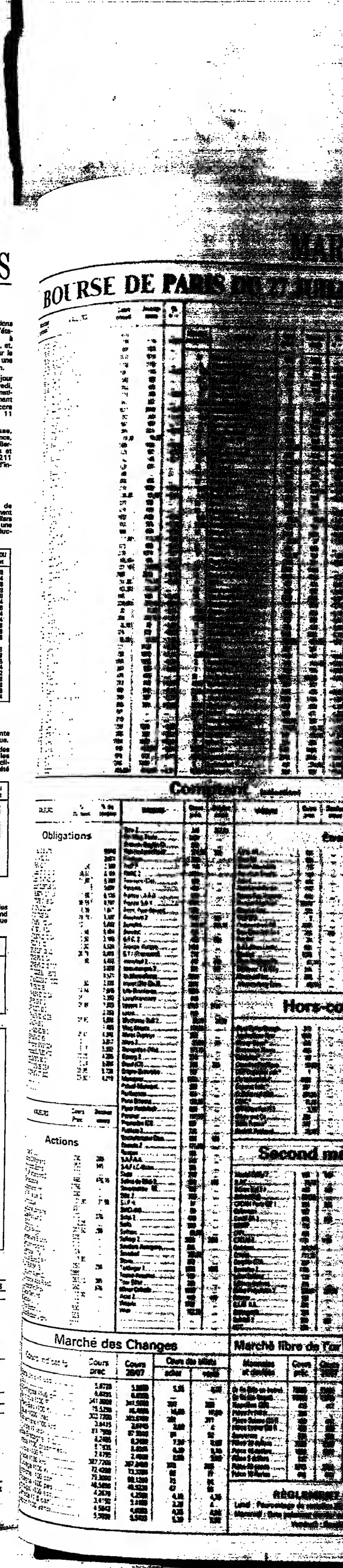
MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,8850	5,8870	5,9695	5,9755
Yen (100)	5,5066	5,5112	5,5867	5,5954
Ecu	6,6290	6,6310	6,6400	6,6476
Deutschemark	3,4137	3,4142	3,4304	3,4335
Franc suisse	3,8724	3,8751	3,9127	3,9189
Lire italienne (1000)	3,6580	3,6630	3,6523	3,6604
Livre sterling	8,8127	8,8177	8,8770	8,8887
Pesets (100)	4,2429	4,2475	4,2856	4,2169

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	3 1/8	3 1/4	3 1/16	3 3/16	3	3 1/8
Ecu	8 3/4	8 7/8	8 1/8	8 1/4	7 9/16	7 11/16
Deutschemark	6 15/16	7 1/16	6 13/16	6 15/16	6 5/8	6 3/4
Franc suisse	4 5/8	4 3/4	4 9/16	4 11/16	4 1/2	4 5/8
Lire italienne (1000)	9 7/16	9 11/16	9 7/16	9 11/16	9 1/4	9 1/2
Livre sterling	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 1/16	5 7/8	6
Pesets (100)	12 3/4	14 1/4	11 7/8	12 7/8	10 7/8	11 5/8
FRANC FRANÇAIS	10	10 3/4	8 5/8	9 1/4	7 1/2	8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 27 JUILLET

Liquidation : 24 août
Taux de report : 12,00

Cours relevés à 11 h 15
CAC 40 : −0,19 % (2002,31)

Règlement mensuel

Montant coupon(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% +−
147,28	EDF-GDF 3%	5410		
69,58	B.N.P. (T.P.)	1100	1110	+0,91
75,05	Cr.Lyonnais(T.P.)	1005	1005	
92,78	Renault (T.P.)	2010	2010	
101,79	Elf-Aq. Pondanc(T.P)	2150	2150	
98,14	Saint Gobain(T.P.)	1097	1150	+5,00
65,66	Thomson S.A (T.P)	988	988	
18	Accor 1	653	653	
14	Air Liquide 1	778	766	−0,52
14,50	Alcatel Alsthom 1	651	651	
48	Alsac.Super.(Rly) 1	2672	2610	−2,32
13	Atpi 1	352	348	−1,14
12	AGF(Ass.gle.Fce) 1	387	387	
23	Axa 1	1255	1251	−0,39
4,69	Bail Equipement 1	58,30	58,30	
72,61	Bail Invest. 1	1085	1086	+0,10
10	Bancaire (Cie) 1	528	527	−0,19
18	Banque Colbert CT	142	145	+2,11
10	Bazar Hot. Ville 1	629	629	
13	Berger (Lil) 1	1180		
26	Bertrand Faure 1	458	455	
17	BIC 1	1210	1203	−0,58
4	BIS 1	130,80	131,50	+0,54
7,50	B.N.P. Cl 1	535	535	
22	Bollore Techno.1	416	416	
61	Bongrain 1	2432	2428	−0,16
10	Bon Marche (Au) 1	552	551	−0,18
5	Bouygues 1	686	684	−0,29
4	BP France 1	117,80	111,10	−5,69
15	BSN 1	873	868	−0,46
25	Canal + 1	1278	1274	−0,31
7	Cap Gemini Sogeti	185,50	185	−0,27
4	Carnaudmetalbox 1	221,10	220,80	−0,23
26	Carrefour 1	2505	2510	+0,17
5	Casino Guichard 1	151,90	151,10	−0,46
5,25	Casino Guich.ADP 1	103,30	103,30	
2,10	Castorama SI (Lil)	643	658	+2,48
4	C.C.F. 1	238,90	237,40	−0,50
2,40	CCMC-Managin(Ly) 1	32	31,90	−0,31
10	Cegid (Ly) 1	206	208,10	+1,02
16,61	Cerestar (Nly) 1	32,50	32	−1,54
7,50	CEP Communication 1	374	372	−0,53
10	Ceram Ewrop.Rese 1	88,80	87,50	−1,46
18	Cetelem 1	1121	1125	+0,36
32	CGIP 1	1150	1170	+1,74
28	Chargeurs 1	1055	1052	−0,28
3,40	Christian Dior	387	385	−0,65
25	CICA (Mi) 1	479	479	
17,50	Ciments Fr.Priv.R.	313	315	+0,64
6,68	Clarins 1	550	549	−0,10
7	Club Mediterranee1	398	397	−0,77
22	Colas 1	980	984	+0,41
11	CGP (Papiers)(Ly)1	991		
7,50	Comptoir Entrep. 1	218		
44,50	Comptoir Moder. 1	1299	1296	−0,23
15,50	CPR Paris.Reese. 1	385	383	−0,52
37,50	Credit F.France 1	1054	1056	+0,19
9,40	Credit Local Fce 1	410	407,80	−0,54
18	Credit Lyonn.(SP 1	675	672	−0,44
40	Credit National 1	1245	1245	
	CSEE 1	425,50	434,90	+2,21

Montant coupon(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% +−
51	Damart 1	3550	3550	
9	Dassault-Aviation 1	444	445	+0,23
4,30	Dassault Electro 1	327	305	−6,58
48	De Dietrich 1	154	1530	−0,53
5,50	Degremont 1	55	528	+0,23
5	Dev.R.Nd-P De Cal 1	3	37	+0,05
16,55	Dev.R.Sud-Est.(y)1		76,50	−5,56
4	DMC (Dollfus Mi)1	270	268,50	−0,19
9,50	Docks France 1	580	555	−3,88
3	Dynaction 1	106	109	+2,83
42	Eaux (Cie Gnle) 1	2135	2162	+0,61
17	EBF (Eperia B.) 1	850	825	−2,95
10	Ecco 1	494,90	496,10	+0,25
23,50	Effiagelen Fcog.)1	538	538	+0,06
13	Elf Aquitaine 1	408,50	407,30	−0,29
24	Elf Sanofi 1	936	945	+0,97
13	Erap-Elf CPec 1	348	347	−0,29
38	Eridania Beghin 1	775	781	+0,71
8,80	Essilor Intl 1	470	474,90	+7,04
8,40	Essilor Intl ADP 1	278	279	+0,36
25	Esso 1	700	700	
47	Eurafrance 1	1810	1800	−0,55
0,68	Euro Disney 1	58,25	58,85	+1,01
18,75	Euro RSCG W.W.	573	568	−0,70
15	Europe 1 - 1	1010	1020	+0,99
	Eurotunnel 1	36,30	37	+1,93
12	Filipacchi Medias	695	695	
6	Finextel 1	132,10	134	+1,44
	Fives-Lille 1	355	354	−0,28
22	Fromageries Bel 1	4420	4420	
11	Galeries Lafayet.1	1698	1690	−0,76
4	GAN 1	477	475	−0,42
10	Gascogne (Bl) 1	345	357	+3,48
55	Gaz Eand(Fin.Ind)1	1720	1705	−0,87
8	Geophysique 1	557	570	+2,12
	Groupe André S.A.	619	620	+0,16
	Groupe De La Cour	618	613	−0,97
7	GTM-Entrepose 1	455	450	−1,10
22	Guyenne Gascogne 1	1535	1533	−0,13
8	Havas 1	428,80	429,50	+0,02
7	IDIA 1	207	207	
9,30	Imetal 1	448	447	−0,45
2	Immob.Phenix 1	143	143,40	+0,28
1	Ingenico 1	158	158	+0,63
22	Ing.Marleux Inc. 1	10700	10600	−0,93
43,50	Interbail 1	517	517	
21,50	Internacheque 1	466	470	+0,43
25	Jean Lefebvre 1	1123	1135	+1,07
33,50	Klepierre 1	617	609	−4,30
21,50	Labinal 1	680	671	−1,32
8	Lafarge Coppee 1	402,30	398	−1,07
2,20	Lagardere (MMB) Cl.	114,50	113,70	−0,79
3,70	Lapeyre Cl.	200	199,50	−1,24
7	Lebon 1	258	264	+1,93
28,50	Legrand 1	4450	4498	+1,08
45,60	Legrand ADP 1	2743	2710	−1,09
8	Legris Indust. 1	169	174,90	+3,49
70,50	Locindus 1	928	923	−0,54

Montant coupon(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% +−
58,50	LVMH Moet Vuitton 1	2995	3015	+0,67
18	Lyon.Eaux-Dumez 1	477,40	477,80	+0,04
12,50	Marine Wendel 1	347	345	−0,57
2,20	Metro-Hachette 1	135	136,80	+1,33
4	Metaleurop 1	22	22	
2,50	Metrologie Intl 1	8,20	8,20	
1,50	Michelin 1	24,50	24,50	
4	Moulinex 1	8	8	
45	Nawagroup Mode 1	7	7	
9,20	Nord-Est 1	6	6	
	Norbert (Aly) 1	47,50	47,50	
	Olipar 1	46,30	46,30	
8,60	Oreal 1	1010	1010	
12	Parbus 1	49,50	49,50	
10	Pechiney CIP 1	845	833	−0,83
5	Pechiney Intl 1	1010	1010	
4,50	Pernod-Ricard 1	406,90	396,50	−2,55
10	Peugeot 1	1010	1010	
7	Promodes 1	1010	1010	
15	Radiotechnique 1	1010	1010	
95	Radoutou(S.A.)(y) 1	1010	1010	
4,42	Remy Cointreau 1	1010	1010	
8,20	Rencidec. CI(MB) 1	1010	1010	
	Rhone Poulenc A 1	1010	1010	
5,20	Rochette (La) 1	1010	1010	
11	Roussel Uclaf 1	1010	1010	
88	Roy Imperiale(Ly)1	1010	1010	
11	Sade (Ny) 1	1010	1010	
14,50	Sagem 1	1010	1010	
14,50	Saint-Gobain 1	1010	1010	
22	Saint-Louis 1	1010	1010	
8	Salomon (Ly) 1	1010	1010	
16	Salvepar (Ny) 1	1010	1010	
22	Sat 1	1010	1010	
25	Sauprunet (Ns) 1	1010	1010	
13	Schneider 1	1010	1010	
	SCOA 1	1010	1010	
0	SCOA S.A 1	1010	1010	
7,50	S.E.B.1	1010	1010	
26,50	Sefimeg 1	1010	1010	
12,60	Sele-Beghin 1	1010	1010	
7	Sequent Avronique 1	1010	1010	
22	SFIM 1	1010	1010	
5	SGE 1	1010	1010	
21,15	Simco 1	1010	1010	
6	S.I.T.A 1	1010	1010	
10	Skis Rossignol 1	1010	1010	
8	Sligos 1	1010	1010	
15	Societe Gale A 1	1010	1010	
5	Sodexho (Bl) 1	1010	1010	
8,85	Sodero (Ns) 1	1010	1010	
71	Sodexho 1	1010	1010	
2	Sogeval (Ny) 1	1010	1010	
33	Sommer-Allibert 1	1010	1010	

Montant coupon(1)	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	% +−
22,70	Strafour 1	952	945	−0,74
2,50	U.B.M 1	251	251	−0,40
2,50	UCB 1	58,60	57,50	−1,17
2,41	U.T.A 1	520	518	−0,96
4,27	Ric Vedette 1	346	347,20	+0,49
9,60	Mc Donald's 1	280	285	+0,04
7,20	Merck and Co 1	193	192,50	−0,26
2,20	Minnesota Mining 1	627		
0,15	Mitsubishi Corp 1	58,50	59	+0,85
2,70	Motil Corporat. 1	419	429,20	+2,43
2,57	Morgan J.P. 1	410	413,20	+0,78
50,10	Nestle SA Nom.	4066	4052	−1,04
2,20	Olympia Meat Packer	86,25	84,10	−2,61
2,53	Norsk Hydro 1	143,70	150,40	+6,47
8,54	Otis 1	170	173,50	+2,06
24,40	Pennzoil 1	1605	1585	−1,25
2,53	Phil. Morris 1	251	270	−1,07
2,13	Philips N.V 1	96,50	96,50	
0,22	Placer Dome Inc 1	116	118,10	+2,70
1,27	Procter Gamble 1	285,50		
6,40	Quantas 1	710		
2,53	Randfontein 1	53	54	+1,23
1,15	Rhone Pl./Rorer 1	226	222,10	−3,17
1,70	Royal Dutch 1	549	550	+0,10
2,53	Saint-Gobain 1	90,60	90,60	−0,42
22,14	Siemens 1	2250	2271	−0,23
1,10	Sony Corporation 1	245	244,50	−0,04
2,13	Sumitomo Bank 1	129	130	+0,78
1,10	T.D.K 1	220,50	225	+1,51
1,15	Telefonica 1	82,25	82,40	−0,74
0,23	Toshiba 1	38,05	38	−0,13
9,62	Unilever 1	572	573	
2,15	Utd Technologie 1	320	321,20	+0,41
5,40	Wall Mark 1	469,40	480	+2,36
2,57	Volkswagen A.S 1	1184	1185	+0,25
2,87	Volvo Act.(B) 1	315	319,90	+1,56
2,11	Western Deep 1	192	196,10	+2,14
4,55	Xerox Corp 1	430		
1,05	Yamanouchi 1	123,20	124	+0,65
	Zambia Copper 1	5,30	5,50	+3,77

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	Cours préc.	Dernier cours
Obligations				
Emp.Etat 10,25%79	—		8,646	
CNA 9% 4/92 CB	—		2,071	
EDF 8,8% 92 CI	111,55		2,568	
Emp.Etat 6%3/86-92	98,67		0,101	
Em.Etat 13,4%86 CA	101,80		0,003	
Em.Etat10,25%86 CA	—		3,051	
OAT 9,50% 12/97 CA	113,60		6,130	
OAT TMB 01/99 CA	90,55		4,791	
OAT 10% 5/88 CA	118,30		1,671	
OAT 01 TME CA	99,70		2,227	
OAT 8,5%11/02 CA	112		5,662	
OAT 8,50% 10 CA	112,60		6,404	
OAT 8,50% 92-23 CA	112,50		2,160	
BFCE 9% 91-02	112,80		0,534	
CEPME 8,5% 88 CB	106,70		0,686	
CEPME 9% 89 CA	111,90		0,433	
CEPME 9% 92-06 TSR	—		0,838	
CFD (CCCEB)8,75%90CB	—		4,571	
CFD ex(CCCEB)6,6%92CB	111,60		3,935	
CFF 10% 88-98	114,84		7,516	
CNH 8,5% 87-98 CA	108,71		3,353	
CFF 9% 89-07 CI	108,80		7,323	
CFF 10,25% 90 CI	—		3,763	
CNH 8,5% 92-93 CB	109,45		0,680	
CLF 8,5% 88 CI	—		1,453	
CLF 9%88-93/96 CI	109,41		4,340	
EDF 8,6% 88-99	110		3,817	
Finansider 9%81/92	115,15		5,592	
Finanod 8,6%92 #CI	109,25		4,265	
Florelf1,75% 90 CI	115,24		0,000	
FTT 11,2% 86 CB#	103,55		6,738	
SNCF8,6% 87-93CI	109,80		4,219	
	—			
	—			

VALEURS	Cours Préc.	Dernier cours
Actions		
Arbel 2	266	269
Bains C.Monaco 1	950	945
B.Hypoth.Europ	170	
B.N.P Intercont.2	488	470,10
Benedictine	2795	
Bidermann Ind	360	
B T P (Ile cie) 2	31,50	31,50
Caoutchouc	851	
Carbone Lorraine	370	370
Case Poclain 2	2,05	
CBC 2	301,50	298
C.E.G.F (Frigor.)	525	
Centenaire Blanzy	310	
Cergagen Holding	24	
Champex (Ny)	8,05	
CIC Un.Euro.CLP 1	250	250
C.I.T.R.A.M. (B)	2805	
Cie Lyon Alsac 2	365,10	365
Concorde-Ass Risq 2	668	670
Constr.Mar.Prov.	17,30	
Credit Gen.Ind.	112	
Darblay	550	
Dilec Bodin	559	
Ener.Bassin Vichy	3111	

VALEURS	% du nom.	% du coupon	Cours préc.	Dernier cours
Eco 2			349	357,10
Est.Mag. Paris			3800	
Eridania Beghin Cl			585	
Fidel(Autoroutes)			374,50	368
Finalens			368	
F.L.P.P.			145	
FNAC 2			2880	
Foncier (De)			580	
Foncina			467	
France I.A.R.D.			372	
France S.A 1			1720	
Fromt. Paul-Renard			2050	
Gaumont 2			525	525
Generlan			305,10	305,10
Gevelot			470	
G.F.C. 2			458	450
Groupe Victoire			1405	
G.T.I (Transport)			218	
Immobail 2			447	448
Immobanque 2			631	631
Im.Marseillaise			5800	
Invest.(Sic Cie)2			2900	
Lille Bonnieres			1090	
Locafrancière			440	
Louvre 1			2155	2121
Lucia			198	
Machines Bull 2			28,25	28,50
Mag.Uniprix			179,20	
Metal Deploye			250	
Mors 2			35,60	36
Navigation (Nle)			115,10	
Optorg 2			270	
Orael (Cl)			740	725
Origny-Desvroise			727	
Monoprix			1250	
Palais-Mamoun			388	
Parfinance			184	
Paris Orleans			198,10	
Piper Heidsieck			650	
Porcher			730	
Promodes (Cl)			730	
Publicis 2			165	165
Rochefortaise Cem.			171,50	
Rosario 2			195	
Rougier			218	
S.A.F.A.A.			185	
S.A.F.I.C Alcan			340	
Sega			520	526
Salins du Midi 2			150	
Savoisienne M.			725	
Silic 2			81	
S.I.P.H.			50	
SMCI (M)			478	
Sotal 2			860	
Sothi			68,50	
Sotiam			3200	3200
Schrag 2			685	
Soudure Autogene			390,80	
Sovabail			852	
Stago			1800	1800
Testingar 1			180	
Testut-Aequitas			250	
Tour Eiffel			700	
Ulmer Cotrait			1355	
Vicat 2			440	440
Viniprix			1700	
Virax			167,30	

Étrangères

A.E.G. AG	478	—	Kubota Corp	34,50	—
Akzo NV	500	—	Noranda Mines	90,80	—
Alcan Aluminium	115	—	Olivetti Priv.	2,50	—
American Brands	199	—	Pfizer Inc	335,10	—
Amev	475	—	Reuck Cy	38	—
Asturienne Mines	113	—	Rebeco	341,40	344,20
Banco Pop. Espanol	643	—	Reed Int. N.V.	171,90	155
Banque Nat'Unine	36920	—	Rolinco	340,50	343,50
Chrysler Corp	273	—	Saipem SPA	5,10	—
C.I.R SPA	3	—	Sanyo Electric Pic	37	—
Commerzbank AG	1078	—	SKF Aktiebolaget	63,20	—
Dow Chemical Co.1	350	348	Tenneco Inc	264	—
Fiat Ord	24	—	Toray Ind	35	—
G.B.I.(Brux.Lamb.)	550	—	West Rand Cons	5,90	—
Gevaert	1250	—			
Hanson Holdings Plc	67,10	—			
Goodyear T.& R.Cy	246	—			
Honeywell Inc	285	—			
Johannesburg Cons.	90,10	—			

Hors-cote (sélection)

Aqua Hydro Energie	312	—	Lecteurs Monde*	224	—
Applications Hydr.	1800	—	Nicolas nom.	872	—
Blanzy-Ouest*	825	—	Ofi.Cons.Finan. *	950	—
Brasseries Maroc	400	—	Paris France	215	—
Calciphos*	65	—	Parisc.Percier *	150,20	—
Canadian Pacifique	90,50	—	Rovema	280,50	—
CGN Cogenhor ets.*	7	—	S.A.C.E.R.	630	—
Cie Industrielle*	4402	—	St-Dominique#Fin12	154	—
Coparex Inter.*	551	—	St Gobain Emball.*	1710	—
Cr.Devenrel (Del	276,30	—	Schlumberger Ind*	420	—
CEAC*	75,05	—	SEPR *	1202	—
GFF (Expe Fce.Fi 2	3,35	—	SPR "B" nom.	250	—
Grace and Co	338	—	Waterman *	1100	—
Table France*	342	—			
Kinnikl. Pakhoed	75,10	—			

Second marché (sélection)

Alcatel Cable 1	555	555	Klaravox	65	—
B.A.C.	22,70		Lemach Hotel. 2 #	1225	1225
Bairon (Ly) 2 #	460	459	Int. Computer	139,50	—
Bassac (Ly)	394,50		MBM	38,20	—
CROAM Paris IDF 1	658	670	Metex	156,50	—
Colberson	272	—	N.S.C Schlum.Ly 2	620	—
Cardif SA 2	983	988	Sambo	129	—
CESEP	770	—	Sanra	300	—
CPPI	195	—	TF-1	459	457
C.N.I.M 2	1151	1150	Thermador Hold.(Ly)	339	333
Codetour	238,50	—	Unilog	200	—
Creaks	111,10	—	Viel et Compagnie	169	—
Doughin QTA	227	—	Yves St Laurrent 1	735	735
Devanlay 2	1158	—			
Labor.Dolisos	120	—			
Editions Belford	704	—			
Europ Propulsion 2	228,50	228,50			
Fraecor	169	—			
G.L.M. S.A.	880	—			
Groupe Guerin	150	880			
Guyomarch 2	880				
I.C.C.	239	—			

Sicav (sélection) 26 juillet

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	245,64	238,87
Actiobligataire C et D	31722,16	31722,10
Ambitions	8055,69	7745,22
Amplimmo	719,61	699,65
Amplitude trésor	725943	725943
Actions Court Terme	8256,90	8256,90
Associe Privilèges	32343,05	32343,05
Associe	1159,95	1159,95
Atout Futur	480,59	491,79
Auteuil	1883,54	1834,60
Avenir Actions	1945,98	1907,75
Axa Capital	231,25	195,97
Axa Court Terme	8995,19	8995,19
Axa Dev.Ea.Dr.Inve.	1104,21	1072,15
Axa Ea.Fin.Appliprp	872,56	848,50
Axa Europe	135,70	131,75
Axa Investissements	125,58	122,36
Axa Tiers	134,21	130,39
Axa Ob.Fr.Revenus	182,14	154,58
Axa Ob.Fr.Ea.Mod.Se.	152,57	135,99
Axa Prem.Ea.Appaire	125,51	121,85
Axa Sélect.Dr.Sele.	156,27	151,72
Axa Valeurs Pers.	122,49	134,46
Cadence 1	1107,91	1086,19
Cadence 2	1113,23	1091,46
Cadence 3	1105,83	1084,63
Capitalmurs	6571,25	6954,39
Capimonétaire	7592,21	7410,01
Capitalor	1550,55	1527,64
Cicavus	1512,43	1484,23
Comptavenir	3512,59	3906,83
Creditcic	423,34	475,89
Credit Mutuel Capital	1457,48	1428,98
Crel Mut.Ep.Court T.	740,91	740,91 ◆
Crel Mut.Ep.Ind. Cap.	105,39	102,57
Crel Mut.Ep.Ind. Dis.	103,57	100,80
Crel Mut.Eq.I	77327,82	77327,82
Crel Mut.Ep.Long T.	226,19	220,05
Crel Mut.Ep.Monde	1327,52	1291,99
Crel Mut.Ep.Trésor	1150,55	1119,80
Dexia	1554,27	1525,29
Dexia France	956,57	928,71
Dexia Sécurité	257,44	259,65
Ecureuil	1180,41	1148,03
Ecur. Capitalisation	3394,79	3965,14 ◆
Ecur. Expansion	532234,79	537439,56
Ecur. Sécurité	2598,57	2694,15
Ecur. Investissement	153,54	158,70
Ecur. Monepargne	24824,60	24824,60
Ecur. Monétaire	21328,65	21328,65
Ecur. Trésorerie	2700,86	2700,86
Ecur. Trésorerie	2142,88	2121,66
Elansiel	124,72	121,68
Energie	378,85	391,49
Epargne	4222,62	4822,62
Epargnest Sicav	4307,89	4317,10
Epargne Associat.	29133,33	29835,77
Epargne Unia	1476,03	1434,19
Eté Capitalisat.	6782,44	6782,44 ◆
Etoile Gestion 2	1186,80	1175,05
Eurocic Leaders	1151,60	1118,06
Eurodyn	1279,30	1248,10
Euro Sécurité	6504,05	6654,10
Floridor	16151,12	16118,08
Francepargne	11623,94	11186,48
France Régions	277,53	277,26
France Obligations	486,98	482,10
Fructicic	503,51	489,84

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France Pierre	123,57	119,97
Francic-Regions	1285,42	1170,31
Francic-Associations	38,99	38,99
Francic-Cap.	48,44	47,71
Fructidor	252,11	248,38
Fructifrance actions C	202,90	203,80
Fructifrance actions D	199,91	195,03
GAN Rendement	5619,90	5536,05
Gestéon	16913,77	16913,77
Gest.Associations	195,65	192,33
Horizon	1497,16	1453,05
HLM Monétaire	15561,54	15561,54
Indicia	1747,60	1734,90 ◆
Indusi.Fce Court.T.	1645,19	1645,19
Icterrays	104,45	104,20
Interepar	112211,55	110940,35
Interoblig	17028,61	16894,72
Interselécapa Fce	549,26	538,49
Japacic	188,27	182,73
Jeunepargne	325,47	320,56
Lamade	7501,78	7498,03
Lyon Association	11838,52	11838,52
Lyon Institution	35001,97	34914,68
Locaplus	1162,90	1140,10
Lyon Trésor	2375,72	2302,20
Livret Bourse Inv.	615,30	597,38
Livret Portefeuil.	151,52	788,42
Méditerranée	193,91	188,26
Mensuel CIC	10417,48	10314,34
Moneden	76973,07	76072,07
Mone.J	40203,96	40203,96
Monévalor	45730,27	45730,27
Mutualica dépôts	15294,30	15263,77
Natio Court Terme	105899	105572
Natio Court Terme2	318087	318087
Natio Epargne	20009,83	20009,73
Natio Ep. Capital	12623,71	12496,72
Natio Ep. Croissance	1597,25	1943,80
Natio Ep. Obligations	216,58	210,88
Natio-Ep. Retraite	139,78	135,96
Natio Ep. Trésor	2523,84	2505,03
Natio. Eparg. Valeurs	485,82	482,55
Natio-Frankindex	1110,19	1080,46
Nano-Bon	1324,10	1288,65
Nano-Inter	1765,55	1718,30
Nano-Monétaire	27985,12	27985,12
Nano-Opportunité	1235,50	1202,43
Natio-Patrimoine	1541,19	1499,94
Nadé-Perspectives	1210,23	1177,84
Nano-Placements	15811,06	15811,06
Nano-Revenus	1108,32	1058,34
Nano Sécurité	12287,88	12287,88
Nano-Valeurs	944,70	919,42
Nippon-Epa	7194,23	6917,53
Nord Sud Dévelop.	1870	1866,27
Obli-Associations	180,52	177,84
Oblioc-Mondial	3040,98	2996,04
Oblioc-Régions	1080,17	1064,21
Obligtrust	3323,70	3291,82
Oblig. tres cert.	207,27	204,21
Odéon	1688,93	1673,10
Obligécureuil Sicav	14413,57	14413,57
Oracion	1576,83	1538,31
Paribas Capitalisation	1794,50	1759,14
Paribas Opportunités	143,96	138,76
Paribas Patrimoine	641,08	626,24
Patrimoine Retraite	751,81	748,87
Pervalor	538,64	526,12
Phenicie	1357,10	1333,76

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Plantrade	150,39	146,01
Poste Croissance	6175,92	6063,85
Poste Gestion	73453,03	72463,03
Premiere Oblig.	11005,36	10984,37
Prévoy. Ecureuil	111,07	109,97
Prev'Associations	32707,86	32707,86
Profilcic	999,39	980,76
Quartz	149,27	145,63
Rentacic	171,06	169,52
Revenus Trimestr.	5633,87	5570,09
Revenu-Vert	1204,65	1181,99
Si Horizon Vie & Sante	1047,13	999,65
Si Horizon Bons de Tr	12481,84	12419,74
Si Horizon Investi.	849,56	811,04
Si Horizon Pacifique	789,71	753,90
Si Horizon Real	18675,67	18699,23
Sécuricic	1929,15	1928,15
Sécuri-Sud	13343,52	13086,78
Sécuritas	1545,29	1545,29
Sicacden	753	741,87
Sicav Associations	2046,52	2046,52
SFI-Cic-P Associ	744,49	722,77
S.G. Fr. rapport. C et D	1259,05	1232,40
Sicav 5.000	476,16	463,42
S.I. Est	1553,25	1517,82
Sinvibance	758,55	738,25
Sinvim	449,45	437,42
Sinvirente	232,21	227,66
Sinvimer	524,95	510,51
S.N.I.	1221,87	1188,09
Sogeobligance C	1297,34	1

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

L'Espionnage, un genre impur : Comment qu'elle est (1960), de Bernard Borderie, 19 h ; Modesty Blaise (1966, v.o. s.t.f.), de Joseph Losey, 21 h.

LES EXCLUSIVITÉS

L'ADVERSAIRE (Ind., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

ALARME FATALE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

AMANTS (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

ANGLE MORT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44).

ANTONIA & JANE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÉDIATHÈQUE (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

BAD LIEUTENANT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).

BASIC INSTINCT (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).

LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Opéra - ex-Impérial, 2e (36-68-75-55) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15 ; 36-68-75-55) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-66) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55).

BEIGNETS DE TOMATES VERTES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).

BENNY & JOON (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47).

BEST OF THE BEST 2 (A., v.f.) : Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

BLADE RUNNER-VERSION INÉDITE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (Bel.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

CHUTE LIBRE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).

COMMENT FONT LES GENS (Fr.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

LES COPAINS D'EDDIE COYLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

LA CRISE (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).

CUISINE ET DÉPENDANCES (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES DÉCOUVREURS (A.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).

DES JOURS ET DES NUITS DANS LA FORÊT (Ind., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA DISPARUE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55).

DRACULA (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

L'ENFANT LION (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84).

LES EPICES DE LA PASSION (Mex., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

FANFAN (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55).

FIORILE (It., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

GRANDEUR ET DÉCADENCE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55).

HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LES HISTOIRES D'AMOUR FINISSENT MAL... EN GÉNÉRAL (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HOOK (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

IMPITOYABLE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

JAMBON JAMBON (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

LE JEUNE WERTHER (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

JIMI HENDRIX AT WOODSTOCK (A., v.o.) : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

LA LEÇON DE PIANO (Austr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; v.f. : Gaumont Opéra - ex-Impérial, 2e (36-68-75-55) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55).

LOUIS, ENFANT ROI (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MA SAISON PRÉFÉRÉE (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).

MAD DOG AND GLORY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55).

MADE IN AMERICA (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; Miramar, 14e (36-65-70-39).

MAMAN J'AI ENCORE RATÉ L'AVION (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

MOI IVAN, TOI ABRAHAM (Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).

MY OWN PRIVATE IDAHO (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09).

NIAGARA, AVENTURES ET LÉGENDES (A.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).

NOM DE CODE : NINA (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; v.f. : Gaumont Opéra - ex-Impérial, 2e (36-68-75-55).

LA NUIT SACRÉE (Fr.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES NUITS FAUVES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76).

L'ODEUR DE LA PAPAYE VERTE (vietnamien, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15 ; 36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-55) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).

L'ŒIL DE VICHY (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Médicis I (ex Reflet Logos I), 5e (43-54-42-34).

L'ŒIL ÉCARLATE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

ORLANDO (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

PASSION FISH (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).

PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

POSSE, LA REVANCHE DE JESSIE LEE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).

PROPOSITION INDÉCENTE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

QIU JU UNE FEMME CHINOISE (Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

4 NEW-YORKAISES (A., v.o.) : Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88).

RED ROCK WEST (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).

RESERVOIR DOGS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).

RETOUR A HOWARDS END (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

ROBOCOP 3 (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-55).

SANTA SANGRE (Mex., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

SISTER ACT (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (42-56-52-78 ; 36-68-75-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

SNIPER (A., v.o.) : Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; v.f. : Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55).

LE SOUPER (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

SWING KIDS (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).

LE SYNDICAT DU CRIME 1 (Hongkong, v.o.) : Le Balzac, 8e (45-61-10-60).

TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

THE CRYING GAME (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES TORTUES NINJA 3 (A., v.f.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

TOUT ÇA POUR ÇA (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22).

TRACES DE SANG (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41).

UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS (Brit.-A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LES VISITEURS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

Nous publions le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du *mercredi*. Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

LES FILMS NOUVEAUX

AU BÉNÉFICE DU DOUTE. (*) Film américain de Jonathan Heap, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

BIG MAN. Film britannique de David Leland, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CŒUR SAUVAGE. Film américain de Tony Bill, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

KALAHARI. Film américain de Mikael Salomon, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Wepler II, 18e (36-68-20-22).

PANIC SUR FLORIDA BEACH. Film américain de Joe Dante, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).

ROI BLANC, DAME ROUGE. Film russe de Serguei Bodrov, v.o. : Reflet Médicis II (ex Logos II), 5e (43-54-42-34).

SIDEKICKS. Film américain d'Aaron Norris, v.o. : Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

LE SYNDICAT DU CRIME 2. (*) Film Hongkong de John Woo, v.o. : Gaumont Kinopanorama, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-55).

UN JOUR SANS FIN. Film américain de Harold Ramis, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22).

(exclusivités, suite)

Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Grand Action, 5e (43-29-44-40 ; 36-65-70-63).

LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

L'EMPIRE DES SENS (**) (Fr.-Jap., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

FIVE EASY PIECES (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).

LES GAMINS D'ISTANBUL (Turc, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

IF (*) (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

INTERNATIONAL HOUSE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 ; 36-65-70-64).

LE LAURÉAT (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

MEAN STREETS (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).

1900 (It., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MY FAIR LADY (A., v.o.) : Escurial, 13e (47-07-28-04).

L'OR DE NAPLES (It., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).

ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE QUATRIÈME HOMME (*) (Hol., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

REGGAE SUNSPLASH (All., v.o.) : Trianon, 18e (46-06-63-66).

SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (**) (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

SWEETIE (A.-Austr., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

THÉORÈME (**) (It., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

LA VIE DE CHATEAU (Fr.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

LES SÉANCES SPÉCIALES

ALPHA BRAVO (A., v.f.) : Cinaxe, 19e (42-09-34-00) 19 h.

CERCLE DE FEU (A.) : La Géode, 19e (40-05-80-00) 19 h, 21 h.

CRIN BLANC (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 20 h.

FREUD, PASSIONS SECRÈTES (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 21 h 40.

GROCK (Suis.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 16 h 30.

HYÈNES (sénégalais-Suis.-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 20 h.

INDOCHINE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 22 h.

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 15.

MAITRESSE (**) (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71 ; 36-65-72-05) 16 h.

REGGAE SUNSPLASH (All., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 18 h.

UNE VIERGE SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

LES GRANDES REPRISES

ABYSS (A., v.o.) : Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-55).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

L'ANGE BLEU (All., v.o.) : La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23).

BAMBI (A., v.f.) : Gaumont Opéra - ex-Impérial, 2e (36-68-75-55) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; ...

FESTIVALS

ADORABLE AUDREY (v.o.), Grand Action, 5e (43-29-44-40). Au risque de se perdre, mer. à 14 h 30, 17 h 30, 20 h 30 film 5 mn après ; Sabrina, jeu. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 15 mn après ; la Rose et la Flèche, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; Vacances romaines, sam. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 15 mn après ; Ariane, dim. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 15 mn après ; Funny Face, lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; Charade, mar. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 15 mn après.

ALFRED HITCHCOCK (v.o.), Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60). Le crime était presque parfait, mer., sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; la Taverne de la Jamaïque, jeu. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; les Amants du Capricorne, ven. à 13 h 30, 15 h 40, 17 h 50, 20 h, 22 h 10 film 10 mn après ; le Rideau déchiré, dim. à 14 h 30, 17 h, 19 h 30, 21 h 50 film 10 mn après ; Psychose, lun. à 13 h 50, 15 h 55, 18 h, 20 h 05, 22 h 10 film 10 mn après.

AVANT-PREMIÈRE (v.o.), Accatone, 5e (46-33-86-86). Dandy, jeu. 16 h.

CARY GRANT, CHEFS-D'ŒUVRE DE LA COMÉDIE (v.o.), Action Ecoles, 5e (43-25-72-07). Arsenic et Vieilles Dentelles, mer. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 film 10 mn après ; la Dame du vendredi, jeu. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; l'Impossible Mr. Bébé, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; Indiscrétions, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après.

CINÉMA EN PLEIN AIR - LE WESTERN (v.o.), Grande Halle de La Villette, prairie du triangle, 19e (40-03-39-03). L'Homme aux colts d'or, mer. 22 h ; Lust in the Dust, jeu. 22 h ; Jeremiah Johnson, ven. 22 h ; la Flèche brisée, sam. 22 h ; The Sundance Kid, Butch Cassidy et le Kid, dim. 22 h ; la Brigade du Texas, mar. 22 h. Location d'un transat et d'une couverture : 40 F.

ERIC ROHMER, Denfert, 14e (43-21-41-01). La Collectionneuse, dim. 16 h 30 ; le Genou de Claire, mar. 13 h ; l'Amour l'après-midi, ven. 12 h 50 ; la Marquise d'O, jeu. 17 h 30 ; la Boulangère de Monceau, La Carrière de Suzanne, Véronique et son cancre, dim. 12 h.

FRED ASTAIRE (v.o.), Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89). En suivant la flotte, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Funny Face, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Top Hat, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

HUIT MODÈLES DE L'HUMOUR A L'ANGLAISE (v.o.), Reflet Médicis I (ex Reflet Logos I), 5e (43-54-42-34). Tueurs de dames, mer., lun. à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50 film 10 mn après ; Noblesse oblige, jeu., dim. à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50 film 10 mn après ; Passeport pour Pimlico, ven. à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50 film 10 mn après ; l'Homme au complet blanc, sam. à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50 film 10 mn après ; De l'or en barres, mar. à 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50 film 10 mn après.

INTÉGRALE INGMAR BERGMAN (v.o.), Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18). Le Septième Sceau, mer. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Persona, jeu. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; l'Heure du loup, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; les Fraises sauvages, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; De la vie des marionnettes, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Une passion, lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Jeux d'été, mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

JAMES STEWART, ANTHONY MANN (v.o.), L'Arlequin, 6e (45-44-28-80). Je suis un aventurier, (copie neuve) mer., lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; Winchester 73, (copie neuve) jeu. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; l'Appât, (copie neuve) ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; les Affameurs, (copie neuve) sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; l'Homme de la plaine, (copie neuve) dim., mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après. Pl. : 40 F, T.R. : 30 F, les cinq films : 125 F.

L'ETRANGE FESTIVAL : OASIS CINÉMATOGRAPHIQUE (v.o.), Passage du Nord-Ouest, caféciné, 9e (47-70-81-47). L'Ange de la vengeance, avec Trop près des dieux de Jean-Michel Roux, jeu. 16 h 30, 20 h 30, 22 h 30 ; la Troisième Partie de la nuit, avec la Lampe de Roman Polanski, ven. 18 h 30, 20 h 30, 22 h 30 ; le Septième Voyage de Sinbad, avec Scène-art de Barry J. C. Purves, sam. 16 h 30, 18 h 30, 20 h 30 ; Nuit du court métrage, sam., de 22 h 30 à l'aube. Pl. : 80 F, T.R. : 50 F ; la Femme sur la Lune, dim. 12 h, 16 h 30, 18 h 30 ; Naro, avec Pulpe amère, de Gaspar Noé, lun. 16 h 30, 20 h 30, 22 h 30 ; Hanussen, avec Monde de gloire, de Roy Andersson mar. 16 h 30, 20 h 30, 22 h 30 Pl. : 40 F, T.R. : 35 F, brunch dim. 12 h (50 F).

L'ÉTÉ JAPONAIS (v.o.), Reflet République, 11e (48-05-51-33). Fin d'automne, mer. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Portrait d'un criminel, jeu. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Bonjour, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Cinq femmes autour d'Utamaro, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; le Grondement de la montagne, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Dernier Caprice, lun. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; le Lézard noir, mer. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

LES INÉDITS D'AMÉRIQUE (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Sure Fire, mer., mar. 20 h, jeu., dim. 16 h, ven. 16 h, sam. 14 h, lun. 22 h ; Hippy Porn, mer. 14 h, 22 h, jeu. 16 h, ven., lun. 18 h, sam. 20 h, dim. 22 h, mar. 14 h ; Highway Patrolman, mer. 16 h, jeu., dim. 14 h, ven., mar. 22 h, sam. 18 h, lun. 20 h ; Together Alone, mer. 18 h, jeu. 22 h, ven., dim. 20 h, sam., mar. 16 h, lun. 14 h ; Gas, Food, Lodging, jeu. 20 h, ven. 14 h, sam. 22 h, dim., lun. 16 h, mar. 18 h.

LUBITSCH TOUCH (v.o.), Action Ecoles, 5e (43-25-72-07). The Shop Around the Corner, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; Sérénade à trois, lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; la Huitième Femme de Barbe-Bleue, mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après.

LUIS BUNUEL, ARCHITECTE DU RÊVE, Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04). Le Fantôme de la liberté, mer. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; le Charme discret de la bourgeoisie, jeu. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; le Journal d'une femme de chambre, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; Belle de jour, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; Cet obscur objet du désir, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; la Voie lactée, lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après ; Tristana, mer. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 10 mn après.

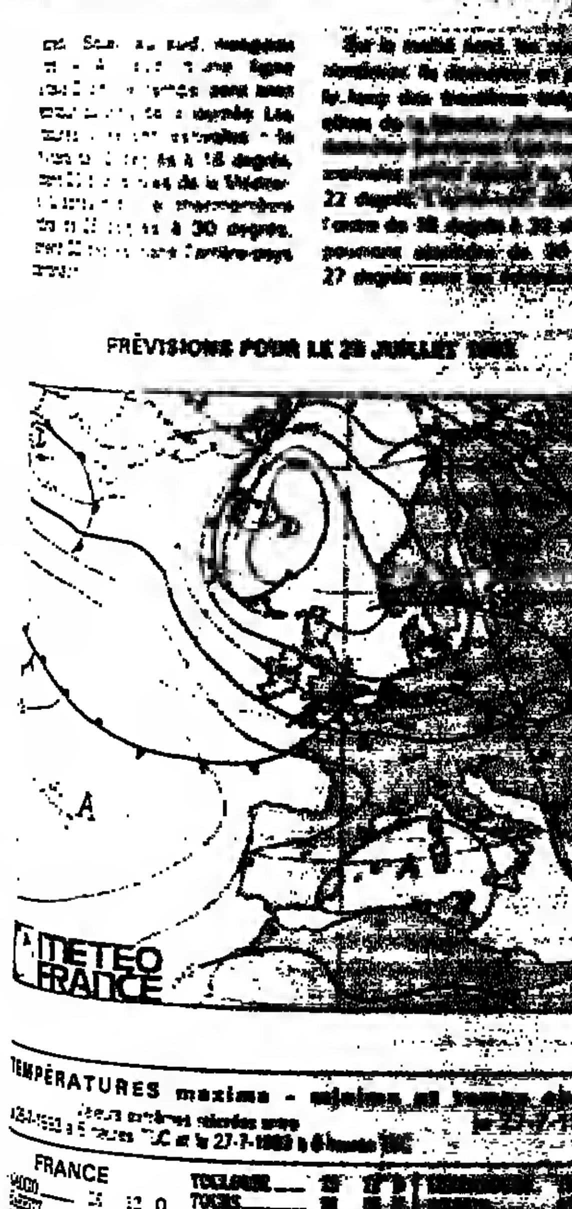
RAINER WERNER FASSBINDER (v.o.), Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18). Les Larmes amères de Petra von Kant, mer. à 14 h 30, 16 h 50, 19 h 10, 21 h 30 ; L'amour est plus froid que la mort, jeu. à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 45, 19 h 45, 21 h 45 ; Effi Briest, ven. à 13 h 45, 16 h 20, 18 h 50, 21 h 25 ; Lola, une femme allemande, sam. à 13 h 30, 15 h 35, 17 h 40, 19 h 45, 21 h 50 ; Prenez garde à la sainte putain, dim. à 13 h 30, 15 h 35, 17 h 40, 19 h 45, 21 h 50 ; le Mariage de Maria Braun, lun. à 14 h 30, 16 h 50, 19 h 10, 21 h 30 ; le Droit du plus fort, mar. à 14 h 30, 16 h 50, 19 h 10, 21 h 30.

RAINER WERNER FASSBINDER (v.o.), 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00). Effi Briest, mer. à 13 h 50, 16 h 25, 19 h, 21 h 35 film 5 mn après ; la Troisième Génération, jeu. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 5 mn après ; Tous les autres s'appellent Ali, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 5 mn après ; l'Année des treize lunes, sam. à 14 h, 16 h 30, 19 h 15, 21 h 45 film 5 mn après ; Maman Kusters s'en va au ciel, dim. à 14 h, 16 h 30, 19 h 15, 21 h 45 film 5 mn après ; le Droit du plus fort, lun. à 14 h, 16 h 30, 19 h 15, 21 h 45 film 5 mn après ; Lola, une femme allemande, mar. à 13 h 30, 15 h 40, 17 h 50, 20 h, 22 h 10 film 5 mn après.

RÉTROSPECTIVE MICHELANGELO ANTONIONI (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Femmes entre elles, jeu. 18 h 30, sam. 14 h, lun. 19 h ; l'Avventura, jeu. 18 h 30, ven. 19 h, dim. 14 h, mar. 21 h 30 ; la Nuit, mer. 21 h 30, sam. 14 h, dim. 19 h, mer. 16 h 30 ; l'Eclipse, mar. 14 h, ven. 21 h 30, lun. 18 h ; le Désert rouge, mer. 16 h 30, ven. 14 h, dim. 21 h 30, mar. 19 h ; Blow-up, jeu., dim. 21 h 30, ven., mar. 18 h 30, sam. 19 h, lun. 14 h ; Profession : reporter, mer., lun. 16 h 30, jeu., ven. 16 h, sam. 21 h 30, mar. 14 h ; Identification d'une femme, mer. 18 h, jeu. 14 h, sam., dim. 16 h 30, lun. 21 h 30 ; le Cri, jeu., lun. 14 h, ven. 18 h 30, sam. 19 h ; Zabriskie Point, mer., ven., mar. 14 h, jeu. 21 h 30, dim. 19 h ; la Dame sans camélias, mer. 18 h, sam., lun. 16 h 30, dim. 14 h, mar. 21 h 30.

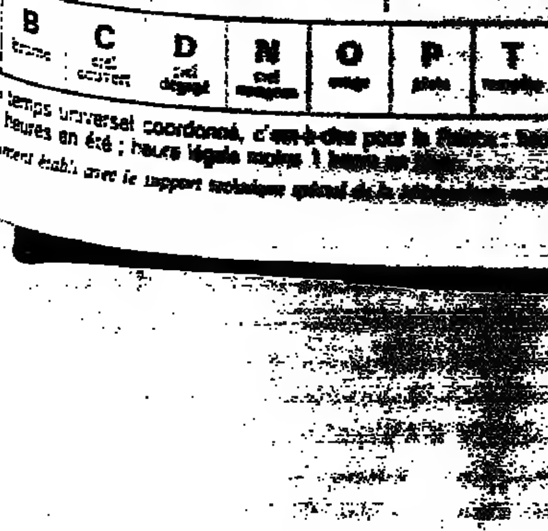
VIBA-VILLES, Maison de la Villette - salle audiovisuelle, 19e (40-03-75-00). Belleville lumière, mer., de 13 h à 14 h, jeu., ven., dim., mar., de 13 h à 15 h, sam., de 15 h 30 à 18 h ; En remontant la rue Vilin, mer. 14 h, jeu., ven., dim., mer. à 15 h 30, 16 h 30, sam. 16 h, 17 h.

MÉTÉOROLOGIE



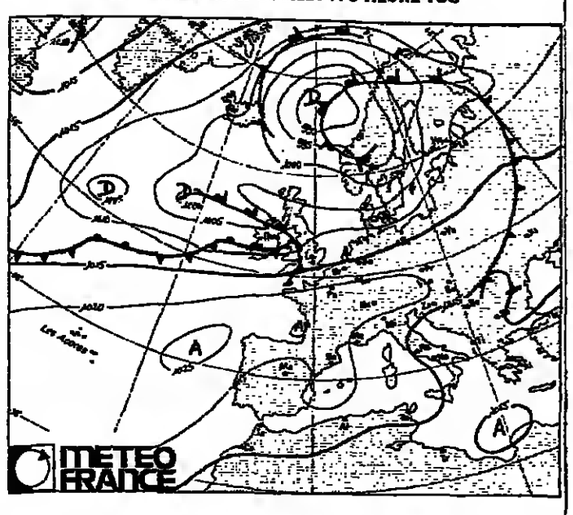
PRÉVISIONS POUR LE 29 JUILLET 1993

TEMPÉRATURES maxima - minima

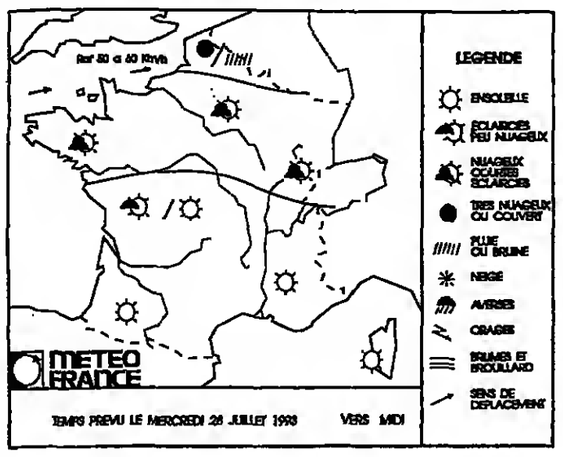


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27 JUILLET A 0 HEURE TUC



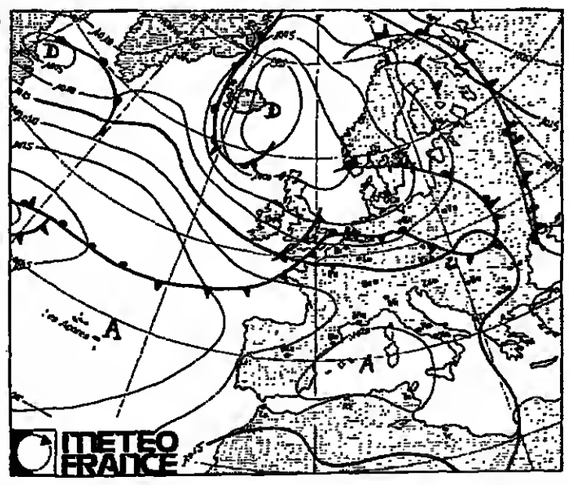
PRÉVISIONS POUR LE 28 JUILLET 1993



Mercredi : Soleil au sud, nuageux au nord. – Au sud d'une ligne La Rochelle-Dijon, le temps sera bien ensoleillé tout au long de la journée. Les températures y seront estivales : le matin, il fera de 12 degrés à 18 degrés, localement 20 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, le thermomètre atteindra de 26 degrés à 30 degrés, localement 33 degrés dans l'arrière-pays méditerranéen.

Sur la moitié nord, les nuages seront nombreux. Ils donneront un peu de pluie le long des frontières belges et des côtes de la Manche. Ailleurs, quelques éclaircies parceront. Les températures matinales seront douces de 12 degrés à 22 degrés. L'après-midi, elles seront de l'ordre de 18 degrés à 22 degrés. Elles pourront atteindre de 26 degrés à 27 degrés sous les éclaircies.

PRÉVISIONS POUR LE 29 JUILLET 1993



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 27-7-1993

Valeurs extrêmes relevées entre le 26-7-1993 à 6 heures TUC et le 27-7-1993 à 6 heures TUC

FRANCE				ÉTRANGER							
AJACCIO	26	12	D	TOULOUSE	22	11	D	LUXEMBOURG	18	11	C
BIARRITZ	21	11	D	TOURS	21	12	N	MADRID	37	19	D
BORDEAUX	24	11	N	POINTE-A-PITRE	32	24	D	MARRAKECH	44	23	D
BOURGES	22	11	D					MEXICO	24	12	C
BREST	18	15	P					MILAN	27	13	D
CAEN	20	14	C					MONTRÉAL	25	14	C
CHERBOURG	17	14	C					MOSCOU	25	16	N
CLERMONT-FER.	22	8	N					NAIROBI	22	7	D
DIJON	21	3	N					NEW-DELHI	35	26	N
GRENOBLE	25	11	D					NEW-YORK	26	18	C
LILLE	19	13	C					PALMA-DE-MAJ.	29	17	N
LIMOGES	19	9	D					PÉKIN	25	22	N
LYON	23	11	N					RIO-DE-JANEIRO	24	16	N
MARSEILLE	27	18	D					ROME	27	18	D
NANCY	21	14	P					HONGKONG	32	28	N
NANTES	21	13	N					SÉVILLE	42	21	D
NICE	24	18	N					SINGAPOUR	31	25	P
PARIS-MONTS.	20	14	C					STOCKHOLM	19	12	D
PAU	22	12	D					SYDNEY	–	–	–
PERPIGNAN	26	16	D					TOKYO	27	25	C
RENNES	21	15	C					TUNIS	35	22	D
ST-ETIENNE	21	8	N					VARSOVIE	22	11	C
STRASBOURG	22	13	C					VENISE	27	17	D
								VIENNE	20	12	C
				ALGER	38	19	D				
				AMSTERDAM	19	12	P				
				ATHÈNES	31	20	D				
				BANGKOK	35	28	N				
				BARCELONE	26	22	N				
				BELGRADE	30	15	P				
				BERLIN	21	11	N				
				BRUXELLES	19	13	P				
				LE CAIRE	35	24	D				
				COPENHAGUE	17	13	N				
				DAKAR	30	25	D				
				DELHI	–	–	–				
				DJERBA	–	–	–				
				GENÈVE	23	9	C				
				ISTANBUL	28	18	D				
				JÉRUSALEM	30	20	D				
				LISBONNE	31	19	D				
				LONDRES	19	14	C				
				LOS ANGELES	21	19	C				

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Intempéries

Il pleut des roquettes en Galilée. Les enfants d'Israël pleurent sous abris. Il pleut des représailles au Liban. Les enfants de Palestine pleurent sous ruines. Plus de nouvelles du nouvel «ordre mondial» promis avant la mémorable «Tempête du désert»...

En Bosnie, la météo est stationnaire. A Sarajevo, un général français se plaint. Ses «casques bleus» ont reçu une volée d'obus serbes avant même d'avoir eu le temps d'*«installer»* leur campement. Un général belge *«ose espérer que c'est le dernier incident de ce genre»*. Il promet que, la prochaine fois, ça ne se passera pas comme ça. Bigre!

Tiens! un ministre des affaires étrangères sur France 2. Le vénitien Alain Juppé n'est pas homme de mauvaise foi. Il préfère répondre à côté de la question de Bruno Masure qui lui demande si, dans ces lointaines contrées orageuses, tout espoir d'embellie ne reste pas *«un vœu pieux»*. Il rame avec élégance. Oui, vous avez raison, Bruno Masure, au Proche-Orient il faut *«arrêter l'escalade de la violence»* pour préserver le *«processus de paix»*! Oui, vous avez raison, en Bosnie, où l'ONU a fixé des *«zones de sécurité»*, il faut *«passer aux travaux pratiques»*!

Ce lettré de l'inspection des finances est devenu un parfait diplomate : il ne dit rien qui soit faux, il ne dit rien qui soit tout à fait juste. Encore un peu de gondole, et M. Juppé finira pas avouer, entre deux silences, dans un soupir, ce que tout le monde sait *déjà : en Bosnie, comme ailleurs*, il continuera de pleuvoir à verse parce que les Américains ont rangé leur parapluie.

Heureusement, sur TF 1, Gérard *Longuet veille au grain! De prime* abord, cela ne se voit pas. Sa carte de visite gouvernementale est tellement impressionnante... Elle fait comme un nuage sur l'écran. Il faut relire plusieurs fois pour mesurer correctement l'ampleur de sa charge ministérielle : toute l'industrie, toutes les postes, toutes les télécommunications, tout le commerce extérieur! Son mérite n'en est que plus grand. S'il s'est invité chez nous, ce lundi soir, c'est en effet pour nous annoncer enfin une éclaircie : ses limiers ont repéré le *réseau clandestin* qui voudrait nous fourguer des postes de télévision *made in Asia* aux normes dangereuses pour notre santé.

L'un de ces récepteurs a été saisi dans un entrepôt des environs de Paris. Torturé en laboratoire, il a, lui, «craqué»... M. Longuet est donc formel : la France, au nom de l'Europe, fera la guerre à la *«contrefaçon»* sur le marché du matériel audiovisuel! L'ordre régnera dans le camp des *«images de marque»*! On a l'ordre qu'on mérite.

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ➤ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ● On peut voir ; ●● Ne pas manquer ; ●●● Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 27 juillet

TF 1

20.45 **Cinéma : La Poursuite impitoyable.** ●●
Film américain d'Arthur Penn (1965).
23.00 **Série : Pair d'as.** Chacun sa voie.
23.50 **Série : Chapeau melon et bottes de cuir.**
0.45 **Journal et Météo.**

FRANCE 2

20.50 **Cinéma : Un été 42.** ■
Film américain de Robert Mulligan (1971).
22.35 **Magazine : De quoi j'ai l'air?**
Docile ou rebelle? Invités : Fabienne Thibeault, Karen Cheryl, Pascal Sevran.
23.50 **Journal et Météo.**
0.10 **Magazine : Le Cercle de minuit.**
Au Festival d'Avignon.

FRANCE 3

20.45 **Série : Guerres privées.**
Folles douces, de William M. Finkelstein.
21.40 **Planète chaude. L'Histoire oubliée.** 1. Les tirailleurs sénégalais, documentaire d'Alain de Sédouy et Éric Deroo (rediff.).
Témoignages et images d'archives.
22.40 **Journal et Météo.**
23.10 **Documentaire : Les Chemins des hommes.**
Le professeur Jean Bernard : l'éthique médicale, entretien réalisé en 1988.
23.55 **Continentales.**

CANAL PLUS

20.35 **Cinéma : Robin des Bois.** ●
Film américain de John Irvin (1990).
22.15 **Flash d'informations.**
22.20 **Surprises.**
22.30 **Sport : Football.** France A'-Russie, match amical, en différé de Guingamp
0.15 **Cinéma : Deux yeux maléfiques.** ●
Film italien de George A. Romero et Dario Argento (1989).

ARTE

20.40 **Soirée thématique : Dépaysement, des vacances et des hommes.**
20.45 **Documentaire : Quand l'usine fermait... L'Album de vacances de papa.**
21.10 **Documentaire : Pirates et orchidées, déclaration d'amour à Ibiza.**
21.40 **Documentaire : Un port de plaisance pour Trébeurden.**
22.00 **Documentaire : Vacances au service des autres.**
22.30 ➤ **Téléfilm : Man apricht e Deutsch».**
De Hanns Christian Müller.
23.45 **Magazine : Rencontre.**
Jean-Pierre Mocky/Mgr Gaillot (rediff.).
0.15 **Musique : Montreux Jazz Festival.**

M 6

20.50 **Série : Les Aventures de Tintin.**
Les Cigares du pharaon ; le Lotus bleu.
22.25 **Série : Mission impossible.**
23.25 **Les Stars en noir et blanc.**
Avec la série : Destination danger.
0.15 **Informations : Six minutes première heure.**
0.25 **Musique : Flashback.**

FRANCE-CULTURE

20.30 **Archipel science.**
La cuisine scientifique.
21.30 **Rencontres d'Avignon.**
L'Europe au pluriel : six pays sous le regard des autres.
22.40 **Les Nuits magnétiques.**
Un secret mal gardé : le Journal intime. 1. *Journal intime pour tous.*
0.05 **Du jour au lendemain.**
Avec Louis-Paul Guigues (les Chemins des apocalypses).
0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

19.30 **Opéra** (en direct de Bayreuth) : Le Vaisseau fantôme, de Wagner, par le chœur et l'orchestre du Festival de Bayreuth, dir. : Giuseppe Sinopoli ; soliste. : Hans Sotin, Sabine Hass, Rainer Goldberg, Hebe Dijkstra, Clement Bieber, Bernd Weikl.
22.15 **Concert** (donné le 14 mai salle Pleyel) : Sonate pour cordes n° 4 en si bémol majeur, de Rossini ; Concerto pour quatre violons et cordes en si bémol majeur RV *553, de Vivaldi ; Concerto pour violon* et cordes en la mineur O 113, de Tartini ; Concerto pour alto et cordes en mi bémol majeur, de Rolla ; Fantaisie sur la Favorite de Donizetti, de Pascutti ; Grand duo concertant pour contrebasse et cordes, de Bottesini, par I Solisti Veneti, dir. Claudio Scimone.
0.35 **Bleu nuit.** Festival de Montpellier. Philippe Petrucciani, guitare, et son Quartette.

Mercredi 28 juillet

TF 1

15.30 **Série : Hawaï, police d'Etat.**
16.25 **Jeu : Une famille en or.**
16.55 **Club Dorothée vacances.**
18.00 **Série : Chips.**
18.50 **Série : Premiers baisers.**
19.20 **Série : Hélène et les garçons.**
19.50 ***Tirage du Loto.***
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Sport : Football.**
Match amical, en direct de Caen : France-Russie ; à 21.30, Mi-temps et Loto.
22.35 **Sport : Boxe.**
Championnat du monde WBO des *super-coq* : Duke McKenzie (Grande-Bretagne)-Daniel Jiminez (Porto-Rico), à Lewisham (Grande-Bretagne) ; Spécial Henry Wharton, champion de Grande-Bretagne ; Championnat du Commonwealth des mi-lourds : Michael Gale (G.-B.)-Brent Kosoloski (Canada).
23.45 **Documentaire : Histoires naturelles.**
Le Sang de la forêt.
0.40 **Journal et Météo.**

FRANCE 2

15.20 **Série : Les deux font la paire.**
16.05 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
16.35 **Série : L'Equipée du Poney Express.**
17.20 **Magazine : Giga.**
18.30 **Série : Riptide.**
19.20 **Jeu : Que le meilleur gagne plus.**
20.00 **Journal, Journal des courses et Météo.**
20.50 **Jeu : Fort Boyard.**
Une équipe joue au profit d'une association caritative.
22.30 **Première ligne.**
La Montée au pouvoir des femmes, documentaire de Guylaine Guidez. 1. Les pionnières. 2. Le syndrome d'Antigone.
Les femmes et la politique. Ultérieurement, France 3 diffusera les trois parties.
0.15 **Journal et Météo.**
0.35 **Magazine : Le Cercle de minuit.**
Au Festival d'Avignon.

FRANCE 3

15.40 **Série : La croisière s'amuse.**
16.30 **Variétés : 40° à l'ombre.**
En direct d'Arcachon.
18.25 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 ***Feuilleton : Une famille pas comme les autres*** (17e épisode).
20.35 **Jeu : Hugodélire.**
20.45 **Magazine : La Marche du siècle.**
La légende de l'eau. Invités : Francis Le Guen, spéléonaute ; José Reymond, ancien berger ; Muriel Heimine ; Daniel Goujet, professeur de paléontologie au Muséum d'histoire naturelle, Guillemette Andreu, professeur d'épigraphie à l'école du Louvre ; Hervé Manegler, auteur de *Histoire de l'eau, du mythe à la pollution* ; Reportage : Ponraits de Loire, de Pascal Richard et Philippe Borrel.
22.25 **Journal et Météo.**
22.55 **Série : Les Mystères de l'Ouest.**
23.45 **Magazine : Aléas.**
De l'ombre au soleil ; Des tombes tombent ; Gare, les moutons ; Accident volontaire.
0.40 **Continentales.**

CANAL PLUS

15.30 **Téléfilm : La Fabuleuse Histoire de Joséphine.**
De Brian Gibson.
17.40 **Canaille peluche.**

En clair jusqu'à 21.00

18.30 **Série animée : Batman.**
18.55 **Le Top.**
19.30 **Flash d'informations.**
19.35 **Magazine : Nulle part ailleurs.**
20.30 **Le Journal du cinéma du mercredi.**
21.00 **Cinéma : Rebel.** □
Film australo-américain de Michael Jenkins (1985).
22.30 **Flash d'informations.**
22.35 **Cinéma : Solo pour deux.** □
Film américain de Carl Reiner (1984) (v.o.).
0.05 **Cinéma : Confidences pour confidences.** ●■
Film français de Pascal Thomas (1976).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 **Magazine : Mégamix** (rediff.).
17.55 **Chronique : Le Dossous des cartes.**
De Jean-Christophe Victor (rediff.).
18.00 **Documentaire : Histoire parallèle** (rediff.).
19.00 **Magazine : Rencontre.**
Jacques Testart/Gilles Perrault.
19.30 **Documentaire : Portraits.**
D'Alain Cavelier. La Cordonnière.
19.45 **Documentaire : Terra X.**
A l'ombre du soleil inca.
Les cultures oubliées des Indiens du Pérou et de la Bolivie
20.30 **8 1/2 Journal.**
20.40 **Documentaire : Bortz, Bergman et «les Bacchantes».**
De Mans Reuterward.
Un reportage sur Ingmar Bergman au travail, depuis l'élaboration de l'œuvre jusqu'aux répétitions.
21.40 **Opéra : Les Bacchantes.**
De Daniel Bortz, d'après Euripide. Mise en scène d'Ingmar Bergman. Chorégraphie de Donya Feuer.
Adaptation résolument moderne de la tragédie d'Euripide par le cinéaste suédois.
23.55 **Documentaire : E(u)rotisme sans frontières.**
De Claus Rafle.

M 6

15.30 **Magazine : Fréquenstar.**
16.30 **Magazine : Nouba.**
17.05 **Variétée : Multitop.**
17.35 **Série : Rintintin Junior.**
18.00 **Série : O'Hara.**
19.00 **Série : Deux flics à Miami.**
19.54 **Six minutes d'informations, Météo.**
20.00 **Série : Cosby Show.**
20.35 **Magazine : Ecolo 6.**
20.45 **Téléfilm : La Belle et le Flambeur.**
Un joueur professionnel amateur de belles femmes se porte au secours de la directrice d'un casino au bord de la faillite.
22.30 **Série : Mission impossible.**
23.30 **Magazine : Vârale.**
0.00 ***Six minutes première heure.***
0.10 **Magazine : Etat de choc.**
La cavale infernale ; Cas de conscience ; Pris au piège ; Transport à hauts risques ; Dimanche rouge.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Tira ta langua.**
La langue des cours de récré.
21.32 **Communauté des radios publiques de langua française.** Jeux d'enfants.
22.40 **Les Nuits magnétiques.** Un secret mal gardé : le Journal intime. 2. Afin que chaque instant ne soit pas un naufrage.
0.05 **Du jour au lendemain.**
Avec Paul Veyne (Entretiens et lettres à Lucilius, de Sénèque).
0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

19.30 **Concert** (version discographique). Extraits de Daphné, de R. Strauss, dir. : Karl Böhm ; Le Nain, ou l'anniversaire de l'infante, de *Zemlinsky, par le Chœur de chambre de* Ries, l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. : Gert Albrecht.
22.00 **Récital** (donné le 20 octobre 1992 à Radio-France) : Impressions, atmosphères et souvenirs, de Fibich ; Images poétiques op. 85, de Dvorak ; Danses tchèques, de Smetana, par Radoslav Kvapil, piano.
23.30 **Concert.** Plain-temps, de Parmegiani.
0.35 **Bleu nuit.** Festival de Montpellier. Le Quartette de Phenus Kahben.

Le Monde

Unanimement condamné

Le massacre du Cap éclipse les pourparlers sur l'avenir constitutionnel de l'Afrique du Sud

Le Perti consarvateur (extrême droite) a rejeté le projet da Constitution soumis aux participants aux négociations sur l'avenir du pays, lundi 26 juillet, au lendemain de l'attaque qui, selon un nouveau bilan, a fait douze morts et cinquante-deux blessés dans une église à proximité du Cap (*la Monda* du 27 juillet). L'identité et le motivation des auteurs da ce massacre demeuraient inconnues merdi matin.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le massacre a été condamné de manière unanime par les organisations politiques et religieuses, y compris par l'Armée de libération du peuple d'Azanie (APLA), la branche armée du Congrès panafricain (PAC). Son porte-perole, Johnny Majozi, ne s'est pas épanché en commisérations, considérant que l'on faisait beaucoup trop de bruit à propos des victimes blanches de la violence, alors que la communauté noire vit de tels massacres au quotidien; mais il a affirmé, de la base du commandement de l'APLA en Tanzanie, que, selon ses informations, l'organisation était étrangère à cette opération. Lundi soir, un homme se disant membre de la section de l'APLA du Cap a revendiqué l'attentat. Un autre, affirmant appartenir à un groupe du nom de «la Cause du peuple», a fait de même.

La police a indiqué n'avoir jamais entendu parler de cette organisation. Si la condamnation de l'attentat a fait l'unanimité dans la classe politique, certaines différences d'appréciation sont néanmoins apparues. Alors que, pour le président Frederik De Klerk, l'attentat constitue *«un élément nouveau et horrifiant dans la spirale de la violence»*, le révérend Allan Boesak, président de la section du Congrès national africain (ANC) de la région du Cap, a estimé que *«c'est la dernière d'une série d'attaques armées barbares et cruelles qui se sont déroulées depuis l'annonce des progrès significatifs dans les pourparlers constitutionnels»*.

Ce massacre, le plus grave contre la communauté blanche depuis la libération de Nelson Mandela au début de l'année 1990, est en effet intervenu dans le sillage des remous causés par l'annonce d'une date pour les premières élections démocratiques en avril 1994. Surtout, il apparaît comme un acte de déstabilisation dans la perspective du débat sur le projet de nouvelle Constitution. L'objectif serait d'exaspérer les tensions entre communautés noire et blanche. Un scénario qui menacerait l'organisation d'un scrutin, ainsi que la cohésion du pays au cours de la phase post électorale.

Le jeu de l'extrême droite

Si la tragédie de dimanche fait le jeu d'une faction politique, c'est surtout, délibérément ou non, celui d'une extrême droite qui clame de plus en plus fort son rejet de tout État unitaire et son droit à l'autodétermination. Ainsi, le général Viljoen, dirigeant du Front du peuple afrikaner et fervent défenseur de la cause d'un Etat blanc indépendant, a déclaré que le massacre justifiait l'appel aux armes qu'il avait lancé aux Afrikaners la semaine dernière.

Autres partisans du principe d'autodétermination : le Perti conservateur et le parti Inkatha à dominante zouloue. Ces deux formations ont rejeté le projet de Constitution présenté lundi aux négociateurs qui participent aux discussions sur l'avenir du pays. Ne voyant dans le texte proposé que *«la destruction de tout espoir d'un accord de paix négocié»*, le chef du Perti conserveteur, Ferdi Hartzenberg, a annoncé que son mouvement se retirait de toute négociation multipartite, tout en laissant planer la menace d'un forum alternatif.

Une idée que le chef de l'Inkatha, Mangosuthu Buthelezi, avait déjà évoquée le 17 juillet, en soulignant le rupture irréversible – voire la guerre civile – qui pourrait en découler. Reste à savoir si ces déclarations témoignent de la frustration de ceux qui perdent au jeu des négociations ou d'une réelle détermination à joindre violemment le geste à la parole. – *(Intérim.)*

Après la publication de l'avant-projet de loi

Les députés communistes condamnent les mesures envisagées par le gouvernement pour l'emploi

Maxime Gremetz et Muguette Jacquaint, députés (PC) respectivement, de la Somme et de Seine-Saint-Denis, ont formulé, lundi 26 juillet, une condamnation sans appel de l'avant-projet de loi quinquennale de lutte pour l'emploi, dont l'examen est prévu à la session d'automne (*le Monde* daté 11-12 juillet). Pour les deux députés communistes, il s'agit d'une *«attaque sans précédent contre les acquis du mouvement ouvrier»*. *«C'est la remise en cause de la législation française»*, a expliqué M. Gremetz, en dénonçant les modifications envisagées du code du travail et les atteintes aux *«acquis sociaux»*, tous touchés, selon lui, qu'il s'agisse des allocations familiales, de la Sécurité sociale, des droits des salariés, des services et de la fonction publics ou de l'éducation et la formation.

Le député de la Somme a critiqué particulièrement les mesures, prévues par l'avant-projet, concernant l'abaissement du coût du travail (exonération des cotisations familiales, exonérations de cotisations à la création d'entreprise ou des charges relatives aux CES en cas d'embauche) et les primes à l'embauche (aides à la création d'entreprise, incitation financière à l'embauche). *«Depuis des années, on multiplie les cadeaux au patronat»*, a résumé M. Gremetz.

«Contre les droits des salariés»

Le député communiste a mis l'accent sur une *«grave attaque contre les droits des salariés et la démocratie : le relèvement des seuils pour l'élection des délégués du personnel et du comité d'entreprise et la fusion de ces deux fonctions»*. *«Nous voici revenus au temps du servage, où les esclaves n'avaient qu'un devoir, travailler, sans aucune contestation possible»*, a insisté M. Gremetz. Souhaitant *«alerter l'opinion publique sur la gravité de ce texte»*, les deux élus communistes ont appelé *«l'ensemble de la population à s'opposer à ce plan»*.

La réforme des PTT

La direction et les syndicats de La Poste trouvent un compromis sur la «reclassification» du personnel

La direction de La Poste a transmis aux syndicats, lundi 26 juillet, le texte définitif portant sur la mise en œuvre de la *«reclassification»* des 270 000 agents titulaires (*le Monde* du 17 juillet).

Les syndicats ne devraient pas avaliser officiellement ce texte, mais une solution de compromis a pu être trouvée avec la CFDT, la CFTC et FO, pour financer une procédure jugée, selon la direction, *«suffisamment incitative pour les personnels tout en restant dans les limites de la politique salariale prévisionnelle de l'entreprise»*.

Ainsi les gains indiciaires réalisés par les agents volontaires, à l'occasion de cette *«reclassification»*, seront-ils théoriquement plafonnés. La partie des gains située au-delà du plafond sera versée aux agents, mais en étant définitivement déduite du montant de leurs primes.

Le versement des gains indiciaires plafonnés s'échelonnera, pour sa part, sur trois ans. Initialement financés aux deux tiers sur le régime indemnitaire du personnel, ces gains seront ensuite progressivement transformés en indices dans les limites des orientations salariales annuelles du gouvernement.

Selon un rapport de l'OCDE

La récession en Roumanie devrait s'accentuer en 1993

Le produit intérieur brut (PIB) de la Roumanie devrait reculer de 9 % en 1993, selon un rapport publié cette semaine par l'OCDE – le premier consacré à ce pays. Cette contre-performance ne surprend qu'à moitié. Depuis cinq ans, le PIB roumain est en baisse malgré les programmes de stabilisation lancés en 1991 et 1992, tandis que l'inflation ne désarme pas (210 % en 1992 et au moins 165 % prévus pour 1993). Enfin, contrairement à d'autres pays engagés dans la voie d'une réforme de leur économie, les exportations tardent à relancer la croissance : au cours des quatre premiers mois de 1993, elles ont baissé de près de 10 % et se heurtent au durcissement de l'embargo imposé à l'ex-Yougoslavie.

«Les mauvais résultats enregistrés par l'économie roumaine depuis 1990 sont dans une large mesure l'héritage du régime Ceaucescu [en particulier une centralisation poussée à l'extrême]», estime le rapport de l'OCDE. *«Mais cette situation, poursuit-il, a été aggravée et prolongée par la manière dont une réforme structurelle qui s'est voulue progressive a été mise en œuvre.»* La libération des prix, en particulier, reste incomplète et le poids de l'Etat dans l'économie demeure très important, ne serait-ce que par le biais des groupes publics au déficit structurel et au personnel pléthorique. Résultat, malgré la chute spectaculaire du PIB et de la production industrielle, le chômage touche moins de 10 % de la population active. Un niveau que le rapport juge artificiellement bas. *«Certaines usines devront fermer*, prévient l'OCDE, *et* [...] *le chômage augmentera au fur et à mesure que les entreprises réduiront leurs sureffectifs.»*

Désormais, le cadre juridique nécessaire à une économie de marché est en grande partie fixé, note le rapport. Près de 80 % des exploitations agricoles ont été privatisées, les échanges ont été libéralisés et le cadre d'un ambitieux programme de privatisations est en cours d'achèvement. Beaucoup reste néanmoins à faire. *«La discipline financière des entreprises doit être renforcée*, conclut l'OCDE, *les prix doivent pouvoir jouer le rôle qui leur revient (...) et la monnaie doit être totalement convertible pour les opérations courantes tandis que le taux de change doit être stabilisé.»*

Pour 525 millions de dollars

Rupert Murdoch prend le contrôle d'un réseau de télévision en Asie

News Corp, le holding du magnat australien Rupert Murdoch, a racheté à une firme de Hongkong, le Hutchvision Limited, 63,6 % du capital de Star TV, un réseau de cinq chaînes de télévision diffusées par satellite sur près de trente-huit pays (Asie et Moyen-Orient). Hutchvision Limited, contrôlée directement et indirectement par un milliardaire de Hongkong, Li Ka Shing, empoche dans l'opération 525 millions de dollars et conserve 34,6 % du capital.

Le réseau Star TV est reçu par onze millions de foyers et compte environ quarante-cinq millions de téléspectateurs. Selon un porte-parole de Star TV, l'offre de M. Murdoch représente près de six fois les investissements réalisés depuis deux ans par Li Ka Shing.

Ces négociations menées dans le plus grand secret mettent vraisemblablement un terme à la tentative de rachat de 22,2 % du capital de Television Broadcast Ltd, le plus grand producteur de programmes en chinois de Hongkong. Cette opération se heurtait au refus des autorités de Hongkong et à la méfiance du gouvernement de Pékin.

Bien entendu, la prise de contrôle de Star TV par M. Murdoch se double d'un important accord de distribution de programmes. News Corp, qui contrôle Fox TV, le quatrième réseau des Etats-Unis, et BSkyB, un ensemble de chaînes thématiques diffusées par satellite en Europe, trouve dans Star TV un important débouché pour ses catalogues de fictions télévisées et de dessins animés en anglais.

Compte tenu de l'important catalogue de films en chinois que possédait déjà Star TV, l'audience de ces cinq chaînes asiatiques devrait s'en trouver confortée sinon accrue. Grâce à des options de location sur d'autres satellites, Star TV compte prochainement élargir sa zone de diffusion sur l'Asie et l'Europe.

Peu avant son rachat, Star TV avait entrepris une extension de ses activités de vente d'espace publicitaire, de recrutement d'abonnés, d'achats de programmes en Chine populaire et en Inde. Des accords de redistribution des cinq chaînes de Star TV sur le câble en Malaisie, Thaïlande, Egypte, Sri Lanka et dans les pays du golfe Persique ont également été conclus en juin dernier.

EN BREF

□ **66 morts et 44 survivants dans l'accident du Boeing sud-coréen.** – L'accident du Boeing 737-500 de la compagnie sud-coréenne Asiana Airlines qui s'est écrasé lundi 26 juillet dans le sud-ouest de la Corée du Sud a fait 66 morts, et 44 personnes ont survécu, selon le dernier bilan publié mardi 27 juillet par les services de secours. Parmi les survivants, 26 sont grièvement blessés. L'avion, avec 110 passagers et membres d'équipage à bord – quatre enfants qui ne figuraient pas sur la liste des passagers ont été retrouvés dans l'appareil, – s'est écrasé dans le district de Haenam, à 30 kilomètres au sud-est de la ville portuaire de Mokpo et 300 kilomètres au sud de Séoul.

□ **L'imprimerie du *Républicain* dans l'Essonne détruite par un incendie.** – L'imprimerie de l'hebdomadaire *le Républicain*, qui paraît dans le département de l'Essonne, a été entièrement détruite par un incendie – qui pourrait être d'origine criminelle, – dans la nuit du lundi 26 au mardi 27 juillet à Evry. Selon un journaliste de la rédaction, le sinistre s'est déclaré, vers 1 h 30, à l'intérieur du bâtiment alors que six rotativistes se trouvaient sur place. Personne n'a été blessé. Le montant des dégâts avoisinerait les 150 millions de francs.

□ **Le Père Aristide choisit le nouveau premier ministre d'Haïti.** – Le Père Jean-Bertrand Aristide a l'intention de nommer Robert Malval comme nouveau premier ministre d'Haïti, a déclaré, lundi 26 juillet, le département d'Etat américain. Mike McKurry, porte-parole du département d'Etat, a indiqué que les Etats-Unis soutiennent ce choix. Le Père Aristide, président légal du pays, doit rentrer en Haïti le 30 octobre. – *(AFP, Reuter.)*

□ **Manifestation à Rio contre les massacres d'enfants des rues brésiliens.** – Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, lundi 26 juillet, dans le centre de Rio contre les massacres d'enfants des rues. Le gouvernement fédéral brésilien et le gouvernement de l'Etat de Rio de Janeiro ont pris, lundi 26 juillet, une série de *«mesures d'urgence»* pour protéger ces enfants, notamment l'ouverture d'un centre d'accueil pouvant héberger cinq mille d'entre eux. – *(Reuter.)*

□ **Trois Somaliens tués par les forces américaines à Mogadiscio.** – Le porte-parole de l'opération des Nations unies en Somalie a indiqué, lundi 26 juillet, que l'équipage d'un hélicoptère Cobra de la force d'intervention rapide américaine avait tué trois miliciens somaliens, la veille, dans le sud de Mogadiscio. Le même porte-parole a rejeté comme étant de la *«propagande»* les accusations de l'Alliance nationale somalienne, du général Mohamed Farah Aïdid, selon lesquelles huit civils ont été tués au cours de cette opération. – *(AFP.)*

□ **Quatorze étudiants seraient détenus depuis plus d'un mois au Cameroun.** – Un parti d'opposition, le Mouvement progressiste, dirigé par Jean-Jacques Ekindi, a publié la liste de quatorze étudiants de l'université de Yaoundé, arrêtés le 23 juin sur le campus, et qui seraient détenus depuis dans les locaux de la gendarmerie dans la capitale, a-t-on appris, lundi 26 juillet, de source bien informée.

□ **Jeannie Longo, blessée, quitte le Tour féminin.** – Jeannie Longo a été hospitalisée lundi 26 juillet, après une chute collective, à 5 kilomètres de l'arrivée, au Mans, de la première étape du Tour cycliste féminin. La championne a pu rejoindre son domicile grenoblois, les médecins ayant qualifié son état de santé de *«tout à fait rassurant»*. Première lors du prologue disputé dimanche 25 juillet à Paris, Jeannie Longo, en désaccord avec les commissaires, avait annoncé son intention d'arrêter la course, avant de se raviser.

SUR LA ROUTE DES CROISADES
8. – Istanbul, la ville des villes 2

ÉTRANGER
La poursuite de l'opération «Règlement de comptes» au Liban 3
Les Etats-Unis ont décidé de ne pas réduire leurs effectifs militaires en Corée du Sud 3
La FORPRONU accuse les Serbes d'avoir bombardé une de ses unités à Sarajevo 4
Italie : la Démocratie chrétienne se transforme en Parti populaire 8
Argentine : vedettariat et politique 6

SOCIÉTÉ
Affaire du sang contaminé : *The Lancet* prend la défense du docteur Allain 8
Diagonales : «Abscès portatifs», par Bertrand Poirot-Delpech 8
L'affaire Valenciennes-OM : la polémique entre la télévision publique et le président de l'OM 9
La Coordination nationale des musulmans de France lance une campagne d'adhésions 10

SCIENCES ◆ MÉDECINE
• Le pic du Midi sous surveillance • La redécouverte du site préhistorique de Lazer, village oublié des Hautes-Alpes • Bactéries mutantes à New-York • Point de vue : «Médecins, solitaires et otages», par le docteur Alain Autret ..... 11 et 12

CULTURE
Avignon : Comme un ange..., au Théâtre Golovine 13
Armand Avril à Noyers-sur-Serein dans l'Yonne 13
Musiques : le New Music Seminar à New-York 14
Arts : la Galerie Beaubourg, à Vence 14

COMMUNICATION
Un rapport sur la télévision publique 14

ÉCONOMIE
Paris et Londres appellent à un retour au calme monétaire 20
«La meilleure défense du franc reste la cohésion de la nation», affirme Alain Juppé 20
Syndicats médicaux et caisses d'assurance-maladie tentent de conclure une nouvelle convention médicale 21
Vie des entreprises 22

Services
Abonnements 12
Annonces classées .... 15 à 19
Carnet 19
Marchés financiers .... 22 et 23
Météorologie 25
Mots croisés 22
Radio-télévision 25
Spectacles 24
La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 27 juillet 1993 a été tiré à 466 291 exemplaires.

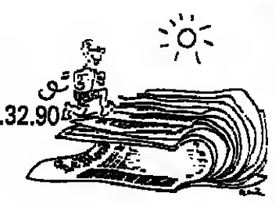
Dans le cahier « Le Monde »

«Arts et Spectacles» : inquiétudes culturelles

Naoum Kleiman, directeur de la cinémathèque de Moscou, ercbouté sur ses collections, sans moyens, tente de résister au déferlement de la médiocrité sur les écrans russes. Il trace un tableau sombre de l'avenir du cinéma dans son pays. De leur coté, Roger Planchon et Jean-Claude Carrière, tous deux hommes de théâtre et cinéastes, s'inquiètent du sort réservé à la culture dans l'Europe de demain.

Recevez **Le Monde** *pendant vos vacances*
Même pour quinze jours seulement !

Pour profiter de l'abonnement vacances : Téléphonez au (16-1) 49.60.32.90 ou sur Minitel 3615 LEMONDE code ABO.

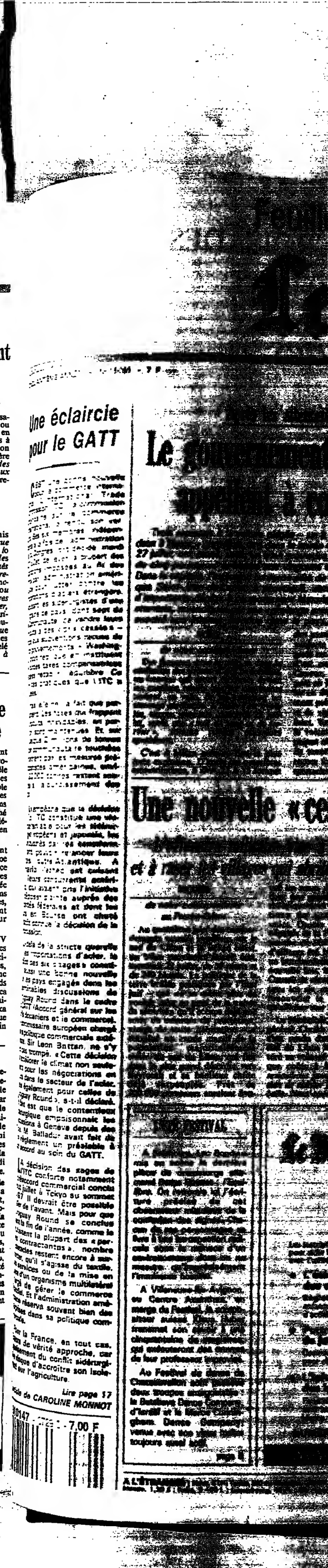


Avec **Le Monde** sur Minitel - par téléphone

Admission :

UTC

36.15 LEMONDE - 36.70.30.70



Une éclaircie pour le GATT

Le

Une nouvelle «ce

et à

Lire page 17

de CAROLINE MONNOT

0147 - 7,00 F